• FATALES SURENCHÈRES DANS LE GOLFE. – Pages 14 à 20

LE MONDE diplomatique

N° 439 – 37e année — OCTOBRE 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA — DOM : 22 F — Belgique : 110 FB — Canada : 3,50 $ C — C.-d'Iv. : 1 315 F CFA — Espagne : 350 PTA — USA (N.Y.) : 2,75 $ US — USA (others) : 2,95 $ US — Roy.-Uni : 1,75 £ — Italie : 4 000 lires — Luxembourg : 110 FL — Maroc : 20,00 DH — P.-Bas : 6,00 Fl. — RFA : 5,50 DM — Sénég. : 1 275 F CFA — Suisse : 4,20 FS — Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle – 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15

L'école en quête de projet

(Page 28.)

Un gendarme ambigu

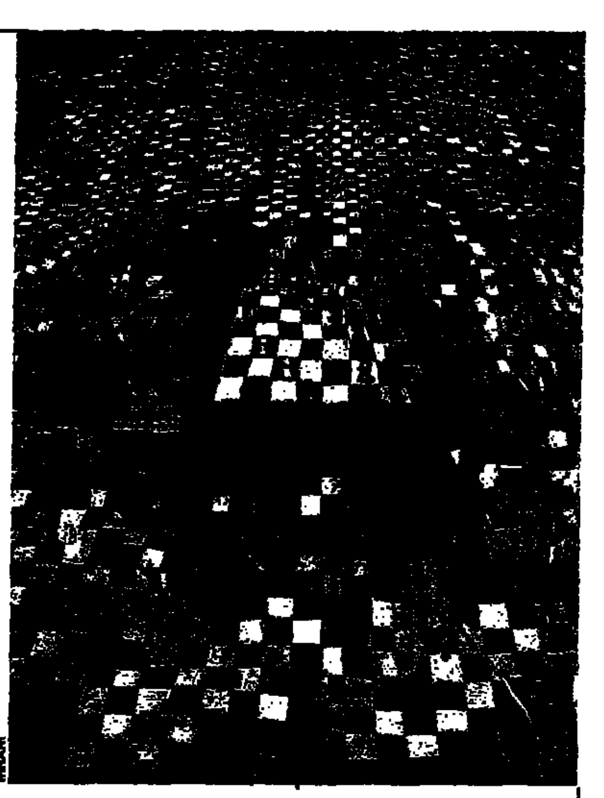
Par CLAUDE JULIEN

LES appels aux armes se multiplient, deviennent de plus en plus stridents. Sur les deux rives de l'Atlantique, de nombreuses voix pressent la puissante coalition assemblée contre l'Irak de passer à l'action. Cette frénésie guerrière se propose-t-elle uniquement de faire respecter le droit international et de protéger les flux pétroliers ? L'objectif est plus vaste, plus noble encore : *« Définir le monde de l'après-guerre froide »*, comme le disait, dès le début de la crise, un membre du gouvernement américain (1). Très vite, ce projet devait recevoir les plus officielles confirmations : *« Nous posons la pierre angulaire d'un ordre international plus pacifique »*, déclarait en effet le président Bush lors de sa rencontre avec M. Gorbatchev à Helsinki (2). Quelques jours plus tard, devant le Congrès, il annonçait *« un nouvel ordre international »*, l'aube d'une *« ère nouvelle, libérée de la menace de la terreur, plus forte dans la recherche de la justice »*. Tel sera *« le nouveau monde que nous cherchons à bâtir* (3) *»*.

Qui donc ne souscrirait à un tel programme ? Apparemment surhumain, ne devient-il pas réalisable grâce à l'attitude de Moscou ? La crise du Golfe, dit M. Georgi Arbatov, convaincra les pays *« aventureux »*, au comportement *« téméraire »*, qu'ils ne peuvent plus *« jouer les Etats-Unis et l'URSS l'un contre l'autre* (4) *»*, comme cela se pratiquait couramment au temps de la guerre froide.

Passant de la rivalité à la coopération, les deux puissances ont déjà obtenu des résultats : au Nicaragua, en Angola, au Cambodge... La même entente peut-elle conduire, dans la région du Golfe, à une solution préfigurant le *« monde nouveau »* dont parle M. Bush ?

Bien qu'il doive tenir compte de la sage prudence dont font preuve les Soviétiques, tel est bien l'espoir du président, mais aussi de tous ceux qui, récemment encore, recommandaient la plus vigilante méfiance à l'égard de M. Gorbatchev, dont la « nouvelle pensée », fût-elle exprimée en actes retentissants, n'était à leurs yeux qu'un piège diabolique conçu pour duper les Occidentaux, les inciter à abaisser leur garde. C'est ainsi que, en un spectaculaire renversement de ses positions, la *Policy Review* (5), publiée par la très conservatrice Heritage Foundation, écrit : *« La Russie peut être un allié potentiel face aux menaces qui surgiraient contre l'Occident. »*



MARIA ELENA VIEIRA DA SILVA
« Partie d'échecs » (1948)

D'où proviendraient donc ces menaces ? La revue est explicite : des régions sous-développées de la planète. M. Bush partage ce point de vue. Le *« nouvel ordre international »* dont il parle doit en effet permettre à tous les pays du monde, *« du Nord comme du Sud »*, précise-t-il, de *« prospérer et vivre en harmonie »*. Les nations turbulentes sont toutes au Sud...

Sanctionner l'agression commise par M. Saddam Hussein, et ainsi dissuader ceux qui pourraient être tentés de l'imiter : un tel résultat serait déjà appréciable ; limitant à l'avenir les risques de conflagration armée, il poserait les fondements d'un nouvel ordre *militaire*. Un seul regret : prise plus tôt, pareille initiative aurait par avance découragé l'Irak, alors que trop de précédents, tolérés avec complaisance et lâcheté, ont pu le convaincre de son impunité (6).

Le *« nouvel ordre mondial »* à venir mobilisera-t-il une puissante coalition contre tout agresseur, quel qu'il soit ? Depuis quatre décennies, la Chine, qui condamne l'Irak, occupe le Tibet et s'y maintient par la répression. Tiendra-t-on compte de la puissance du coupable, ou bien seuls les moins redoutables seront-ils contraints à rendre gorge ?

Il faut un « gendarme » au « village planétaire » et nul ne peut s'autoproclamer gendarme, agissant à sa guise, décidant d'intervenir ou de s'abstenir au gré de ses intérêts particuliers. En ce domaine, seules les Nations unies peuvent « dire le droit », et le « gendarme » reste soumis à leur autorité *(voir pages 14 et 15 l'article de Maurice Bertrand)*.

(Lire la suite page 16.)

(1) Cité par *Time*, 20 août 1990, repris par *le Monde diplomatique*, septembre 1990, page 15.

(2) *Time*, 17 septembre 1990.

(3) *Le Monde*, 13 septembre 1990.

(4) *Time*, 17 septembre 1990.

(5) Citée par *Newsweek*, 17 septembre 1990, page 13.

(6) Voir « Guerres saintes », *le Monde diplomatique*, septembre 1990.

L'EUROPE DÉSÉQUILIBRÉE

Puissance sans servitudes pour la Grande Allemagne ?

Depuis le 3 octobre, il n'existe plus qu'une seule Allemagne. Une unification réalisée certes dans le respect des procédures mais qui fait irrésistiblement penser à une fusion-acquisition de la RDA par la RFA. Après la chute du mur, le régime communiste de Berlin-Est a été contraint de rendre les armes sans gloire sous la pression de son opinion et les coups de boutoir de M. Helmut Kohl. Dans sa détermination, le chancelier fédéral a également bousculé les réserves de ses alliés et celles de sa propre banque centrale. L'Allemagne unie sera la première puissance économique et démographique de la CEE, cela inquiète les Européens. Quel jeu jouera désormais l'Allemagne ? Le sien propre, lorgnant vers l'Est, appuyé par la formidable puissance du deutschemark, ou celui de l'unité européenne ? A cet égard, les récents discours ambigus et contradictoires tenus à Bonn sur l'union économique et monétaire des Douze ne sont pas de nature à rassurer ses partenaires...

Par JÉROME VAILLANT*

QUEL chemin parcouru en moins de onze mois, depuis la chute du mur de Berlin ! Dans le traité d'octobre 1954 portant fondement de leurs relations jusqu'à la signature d'un règlement de paix, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne (RFA) s'assignaient conjointement pour objectif *« une Allemagne réunifiée dotée d'une Constitution libérale et démocratique semblable à celle de la République fédérale »*. Depuis le 3 octobre 1990, qui sera désormais fête nationale, l'objectif n'a pas seulement été atteint, il a été dépassé : quatre jours avant le quarante et unième anniversaire de sa création, le 7 octobre 1949, la République démocratique allemande (RDA) a cessé d'exister.

De par sa Constitution (Loi fondamentale), la RFA, qui englobe désormais la totalité de l'Allemagne, est un Etat de droit démocratique, fédéral et social, ce qui la distingue fondamentalement des autres formes d'Etats unitaires que l'histoire allemande a produites de 1870 à 1945. L'Allemagne réalise aujourd'hui son unité non pas par *« le fer et le sang »*, mais sans guerre et sans violence, et en accord avec ses voisins et partenaires de l'Ouest comme de l'Est.

* Professeur de civilisation allemande à l'université de Valenciennes ; rédacteur en chef de la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, Paris.

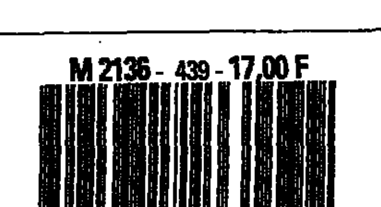
(Lire la suite page 3.)

DANS CE NUMERO : Le maintien du désordre

Après la guerre froide, la paix ? La crise dans le Golfe fournit, parmi tant d'autres conflits et tensions, la réponse. Il n'est question que de *« nouvel ordre international »*, qui risque d'être un *« nouvel ordre militaire »* s'il n'est pas mis fin à tous les désordres : ceux que vit chaque société, et *« les mécanismes mondiaux qui freinent le développement »*, écrit Claude Julien *(pages 1, 16 et 17)*. A cet égard, le rôle du *« gendarme »* qui veille en Arabie saoudite est pour le moins *ambigu*.

RUPTURES EN CHAINE

La crise actuelle s'ajoute à *« la longue litanie des ruptures au Proche-Orient »* et, quelle qu'en soit l'issue, la configuration du monde arabe en sortira changée. Il faut donc s'interroger sur la nature de l'ordre international, qui suscite pareils drames, sur les partages inégaux des richesses pétrolières notamment, alors que l'ancien système bipolaire a vécu *(pages 14 à 20)*. Et, alors que les télévisions elles-mêmes partent en guerre *(page 32)*, il faut, pour mieux mesurer les risques, avoir en tête l'état réel de la société américaine *(pages 12 et 13)*, plus éloignée que jamais de son fameux rêve.


M 2136 - 439 - 17,00 F

MONTÉE DES VIOLENCES

De rêve aussi il fut question lorsque la démocratie succéda partout aux dictatures en Amérique latine. Or, partout, le continent, sous le signe du libéralisme économique, s'enfonce dans la violence et la misère, à preuve : cette liste qui s'allonge des prêtres assassinés pour avoir combattu pour la justice *(pages 22 à 24)*. De paix, il n'est pas davantage question en maintes autres régions du Sud – ainsi le Libéria, en proie au chaos *(page 21)*, et le Pakistan, où le spectre des légions menace une fois encore *(page 11)*.

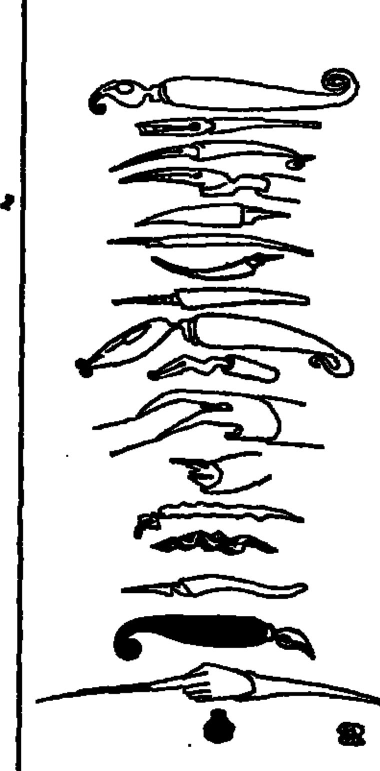
RETROUVAILLES

D'anciennes fractures, scories des années 40, se réduisent pourtant. L'Allemagne est une, mais quelle sera sa stratégie dans une Europe des Douze désormais déséquilibrée ? Et que restera-t-il de la culture de l'ancienne RDA *(pages 1, 3 et 5)* ? Les deux Corées sont engagées dans un dialogue au plus haut niveau *(page 10)*. Les Taïwanais investissent de plus en plus sur le continent chinois « ennemi » *(page 9)*. Signe d'espoir ? On le croirait si naissaient à l'Est de nouveaux projets de société *(pages 6 à 8)* fondés sur la justice et l'équité, sans lesquelles les systèmes éducatifs risquent au mieux de se déliter *(page 28)*.

Lire le sommaire détaillé page 32.



COURRIER DES LECTEURS



La voie roumaine n'est pas toute tracée

A la suite de l'article de Radu Florian « La voie roumaine n'est pas toute tracée », *paru dans* le Monde diplomatique *de septembre 1990, M. Gabriel Andreescu, membre fondateur du Groupe pour le dialogue social, président de l'Association pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, nous a fait parvenir un long texte dont nous extrayons ce passage :*

Abordant un sujet d'importance, particulièrement sensible aux lecteurs du *Monde diplomatique*, l'auteur de l'article écrit : « *La restauration sociale du capitalisme, dans le cas de la Roumanie, n'a rien à voir avec la refonte d'une économie de marché comme mécanisme régulateur* », car elle entraînerait « *un développement sauvage, non contrôlé, qui ignore les intérêts de la grande majorité de la population.* » Certaines forces politiques roumaines participeraient d'un « *antisocialisme primaire, qui vise en fait à faire renaître une société fondée sur les inégalités, et où l'argent régnerait* ». Une économie et une société régies par la loi du plus fort auraient de quoi nous effrayer ; mais combien absurde, combien gratuite apparaît l'évocation des problèmes actuels de la Roumanie dans le contexte du péril d'un capitalisme sauvage, syntagme si cher aux propagandistes communistes...

Le principal besoin de la société roumaine est aujourd'hui la libéralisation, la réduction de l'immense organisme étatique autoritaire, conservateur, inefficace, au profit d'une société civile dynamique, disponible, adaptable. La nécessité des mesures de contrôle social pendant le processus de libéralisation – à commencer par l'assurance élémentaire en cas de chômage – fait évidence *aux yeux de tout le monde* ; durant les mois écoulés depuis la Révolution, aucun groupe politique n'a osé la contester. Mais l'effort conceptuel d'imagination, d'information et de dialogue (donc le terrain privilégié de confrontation idéologique) se situe du côté de la privatisation, de la libre entreprise, des libertés politiques et économiques du citoyen. Le texte *[de M. Radu Florian]* élude et déplace les vraies questions, détournant l'éclairage qui devrait tomber sur les drames réels de la Roumanie.

« *La société civile roumaine est faible* », voilà un jugement qui devrait emporter notre adhésion. Il faut rappeler toutefois au lecteur français que, par rapport au point de départ – à savoir le niveau zéro, – le saut est immense. Si faible soit-il, le niveau actuel défie l'accusation d'inaptitude au dialogue, de non-respect des règles démocratiques. Au contraire, ce sont justement ces formes incipientes de société civile – à commencer par les journaux indépendants, par les associations et groupes indépendants – qui ont offert l'espace nécessaire à la communication et au dialogue, comme valeurs démocratiques immanentes. Ceux qui ont tenté de faire obstacle à la transparence sociale étaient des manipulateurs du pouvoir, plus ou moins occultes. Pareil usage de l'indisponibilité fait clairement diversion aux yeux du lecteur roumain, connaissant la multitude de précisions que M. Radu Florian élude soigneusement tout au long de son article. Il sait ainsi que, suivant les vocables employés dans la presse du Front de salut national, par « *une partie de l'intelligentsia, principalement des écrivains, des journalistes et certains universitaires* » et par « *groupes d'intellectuels qui prétendent jusqu'à l'arrogance être les seuls vecteurs de la démocratie et l'incarnation du peuple* », il faut entendre le Groupe pour le dialogue social, la Société Timisoara, les journaux *Romania Libera*, *Cuvintul* ou *Opinia Studenteasca* – tous groupes et publications animés par d'anciens (et actuels) opposants au communisme, par des intellectuels prestigieux et des professionnels réputés honnêtes à l'époque où l'honnêteté ne rapportait pas...

La force et le droit dans la région du Golfe

Vice-président de l'université de Corse Pascal-Paoli, M. François Berriot, de Corte, nous écrit à propos de notre dossier du mois dernier intitulé « La force et le droit dans la région du Golfe » :

Claude Julien a cent fois raison de souligner que le prolongement de la crise du Golfe ne manquera pas de nourrir, au sein du monde arabe et dans la jeunesse du tiers-monde, des sentiments anti-occidentaux. Il serait grand temps que l'opinion publique, dans les démocraties occidentales, oblige les dirigeants à établir avec le monde arabe des relations qui ne soient pas inspirées seulement par le souci d'acquérir du pétrole, la volonté de vendre des armes, voire l'hystérie anti-islamique.

De M. Christophe Bernot, de Saint-Maur :

Il est tout de même anormal que ce soit un dictateur qui révèle au grand public les inégalités profondes entre les différentes couches sociales. Or personne, chez les « bons », n'émet l'hypothèse qu'ils peuvent avoir une certaine part de responsabilité.

Mme François Routhier, de Paris, désapprouve l'attitude des médias dans cette crise :

Il n'est que de voir la morgue et l'arrogance avec lesquelles les intervieweurs coupent inconsidérément la parole à quiconque tente d'entreprendre un raisonnement ou de donner des informations sociologiques ou économiques que la chaîne n'a pas prévu de faire connaître. Pourtant, s'il existe des analystes professionnels des actuels bouleversements historiques, on devrait bien leur accorder, quelle que soit leur nationalité, voix au chapitre.

Mme Sabine Jossifort, de Paris, a particulièrement apprécié la réflexion de « cet universitaire égyptien qui a malheureusement décidé de garder l'anonymat ». *Elle ajoute :*

Le défi arabe dont procède l'« initiative » irakienne doit, pour se réaliser de manière pacifique, recueillir l'adhésion et la coopération réelles des pays du Nord à défaut de quoi un équilibre à l'échelle mondiale ne saurait s'instaurer.

Enfin, M. Pierre Pomès, de Tarbes, replace l'invasion du Koweït par l'Irak dans une perspective historique :

Le 14 juillet 1958, la dynastie hachémite, impopulaire et installée par les Anglais en 1920 a été renversée par le général Kassem (...). Le 19 juin 1961, les Britanniques accordèrent l'indépendance au Koweït dont ils s'étaient institués les protecteurs en accord avec l'émir local – mais à l'insu de l'empire turc qui en était le suzerain – ce qui constituait un vide juridique sur lequel s'appuya le général Kassem pour formuler, entre autres choses, des revendications territoriales sur ce nouvel Etat. Avec pour effet immédiat l'occupation militaire massive du Koweït par les Anglais dès le 1er juillet 1961 (occupation provisoire) (...). Pourquoi ces mêmes gouvernements ont-ils pu accepter d'armer l'Irak d'une façon aussi puissante qu'ultramoderne, alors qu'il était susceptible de menacer le Koweït à plus ou moins long terme ?

Multipartisme et répression au Zaïre

M. Dieudonné Mbongo, de Brazzaville, souhaite apporter cette précision à l'article de Colette Braeckman, « Multipartisme et répression au Zaïre », *publié dans notre numéro de juillet dernier :*

Les troupes spéciales de Mobutu qui ont perpétré les massacres des étudiants à Lubumbashi sont formées, entraînées, équipées et encadrées par des Israéliens. L'Etat d'Israël participe ainsi directement à la répression des intellectuels, des étudiants et des populations africaines qui luttent contre les dictatures et les tyrannies dans leurs pays.

Colloques et congrès

● VIIe FESTIVAL INTERNATIONAL DES FRANCOPHONIES. Du 28 septembre au 13 octobre, théâtre, musique, lectures, tables rondes, colloques, expositions dans dix-sept villes du Limousin, avec des artistes de plus d'une quinzaine de pays francophones. *(4, rue des Arènes, 87000 Limoges. Tél. : 55-32-32-66 ; Fax : 55-32-56-32.)*

● IMAGES ET SCIENCES. Les VIIes Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique ont lieu du 5 au 12 octobre à la Tour Eiffel et dans dix musées de la colline de Chaillot à Paris où se dérouleront en outre spectacles, expositions, animations, concerts, etc. *(CNRS Images/Media, 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Tél. : 47-23-07-90 ; Fax : 47-23-05-41.)*

● LA GRANDE ALLEMAGNE RDA/RFA A LA PORTÉE DES ENTREPRISES FRANÇAISES. A QUELLES CONDITIONS ? Réunion le 9 octobre à Paris avec le Centre de formation aux réalités internationales. *(CEFRI, 43, rue Hoche, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 46-44-45-00.)*

● DIX ANS DE POLITIQUE AFRICAINE. Symposium international à Bordeaux du 11 au 13 octobre à l'occasion du dixième anniversaire de la revue *Politique africaine*. *(Agence Bicom, 18, rue Esprit-des-Lois, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-52-47-90.)*

● LE ZIMBABWE ET LE BOTSWANA. Séminaire du Centre français du commerce extérieur le 16 octobre. *(CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris cedex 16. Tél. : 40-73-37-72.)*

● LE BASSIN CULTUREL MÉDITERRANÉEN CARREFOUR D'ECHANGES SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELS. Colloque organisé à Nantes le 19 octobre par l'Espace culturel méditerranéen. *(9, rue Alexandre-Fourny, 44200 Nantes. Tél. : 40-47-79-04.)*

● L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE DES CITOYENS. Réunion européenne à Prague du 19 au 21 octobre. *(FIP, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. : 43-38-36-92.)*

● L'EUROPE ET SES CONFLITS. Débat le 21 octobre à l'Arbresle avec le centre Thomas More. *(BP 0105, 69591 L'Arbresle cedex. Tél. : 74-01-59-19.)*

● VIIIe FORUM INTERNATIONAL DE LA COOPÉRATION. Du 25 au 27 octobre à Agen. *(Brigitte de Roquemaurel, 4, square de l'Alboni, 75016 Paris. Tél. : 45-24-66-67.)*

● TORTURES, TORTIONNAIRES, ESPÉRANCE CHRÉTIENNE. Rencontre internationale de la Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture du 26 au 28 octobre à Bâle. *(FIACAT, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 43-29-88-52.)*

● L'ÉTAT DE LA FRANCE. Un colloque du club République moderne, organisé le 27 octobre à la Maison de la chimie de Paris, autour de trois axes : la question sociale, la question nationale, la question politique. *(République moderne, 51, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris. Tél. : 47-04-53-35.)*

Henri Cueco, peintre et collaborateur du *Monde diplomatique* (voir pages 16 et 17) expose jusqu'au 31 octobre à la Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (angle 22, rue du Renard), 75004 Paris.

A nos lecteurs

De nombreux lecteurs nous ont signalé n'avoir pu se procurer *le Monde diplomatique* de septembre contenant un important dossier sur la crise du Golfe. En effet, ce numéro a été vite épuisé dans de nombreux points de vente qui n'ont pu, pour des raisons techniques, être réapprovisionnés.

Toutefois, des exemplaires de ce numéro sont encore disponibles ; les lecteurs souhaitant se le procurer peuvent s'adresser au service de la vente au numéro : 15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15.

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 60 677 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, quatre-vingt-douze abonnements ont été établis : quarante-sept en Afrique et au Proche-Orient, dix-huit en Amérique latine, vingt-cinq en Europe de l'Est et deux en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou Mme ....

n°......, rue ....

à.............................. Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal
la somme de :
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.
☐ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
☐ 340 F pour un abonnement en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15.)

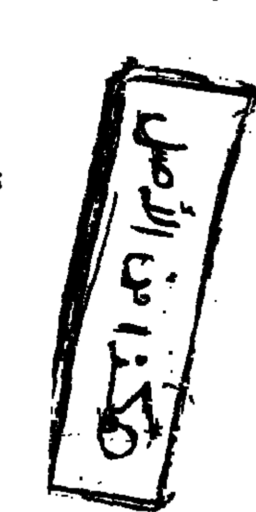
LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef : Micheline PAUNET, Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
5, rue Antoine-Bourdelle
75501 PARIS CEDEX 015
Tél. : 40-65-25-25
Télécopieur : 45-48-23-96

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71





L'EUROPE DÉSÉQUILIBRÉE

Puissance sans servitudes pour la Grande Allemagne ?

(Suite de la première page.)

Elle recouvre sa souveraineté et se reconstitue en Etat national alors que, signataire du traité de Rome de 1957, elle consent depuis longtemps d'importants transferts de souveraineté dans le cadre de la Communauté économique européenne. Et, dans leur déclaration commune du 18 septembre 1990 (1), à l'issue du soixante-seizième et dernier sommet France-RFA, dans son ancienne configuration, le chancelier Helmut Kohl et M. François Mitterrand affirment : « *Nos deux pays continueront d'être le moteur de la construction européenne. Notre objectif est l'union européenne comme base solide de l'unité de l'Europe dans son ensemble.* » La veille, M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, avait affirmé que la future politique allemande devait être celle du « *bon exemple* » et ce « *dans la construction de la Communauté européenne et d'une Europe élargie dans le processus de la CSCE* (2) ».

Les aspects intérieurs de l'unification allemande ont été réglés par le traité d'unification RFA-RDA, signé à Berlin le 31 août, ses aspects extérieurs, le 12 septembre, par la signature à Moscou du document final de la conférence « 2 + 4 », qui, pour n'être pas un traité de paix, n'en a pas moins les caractéristiques principales : consécration de la souveraineté allemande par la liquidation des droits et responsabilités des quatre puissances relatifs à Berlin et à l'Allemagne dans son ensemble, règlement du problème des frontières et du statut militaire de l'Allemagne unie.

La modification du préambule et des articles de la Loi fondamentale de la RFA qu'implique ce traité international avait été anticipée par le traité d'unification du 31 août qui supprime notamment l'article 23 et précise que « *le peuple allemand, disposant librement de lui-même, a achevé dans l'autodétermination l'unité et la liberté de l'Allemagne* ». Le nouvel Etat s'autolimite donc aux territoires de la RFA, de la RDA et de Berlin, « *ni plus ni moins* », selon la formule de M. Genscher.

Par le premier traité d'Etat, signé le 18 mai et ratifié les 21 et 22 juin dernier, qui institue entre la RFA et la RDA une union monétaire, économique et sociale, la RDA a adopté, le 1er juillet 1990, l'ordre économique ouest-allemand, l'économie sociale de marché. Par le traité d'unification, elle se fond dans l'ordre juridique et politique de la RFA et adhère à son régime constitutionnel, ce qui ne va pas sans créer de multiples problèmes *(lire, pages 4 et 5, l'article de Jean-Michel Palmier)*.

Certes, l'article 4 du traité d'unification laisse la porte ouverte à l'élaboration d'une nouvelle Constitution, et son article 5 prévoit de mettre en chantier des modifications dans les deux ans à venir (restructuration des Länder et énoncé d'objectifs constitutionnels qui viendraient compléter les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen, tels que la protection de l'environnement et l'assurance d'un logement et d'un emploi pour tous). Mais il est désormais acquis que la Loi fondamentale de la RFA est bien la Constitution de l'Allemagne unifiée et que, vu le consensus minimal existant entre les formations politiques du pays, toute éventuelle transformation ultérieure n'en remettra pas en question l'essentiel. Toutes ces précautions, toutes ces garanties, devraient rassurer. Or, au-delà des bons vœux officiels, nombre de ses partenaires s'interrogent sur l'usage que fera l'Allemagne de sa souveraineté retrouvée et de la puissance que lui confèrent sa monnaie et son économie. Le discours de l'ensemble de la classe politique allemande contraste étonnamment avec les craintes exprimées à l'étranger, et le débat qui s'instaure dans la presse *(voir page 5 l'article de Dario Battistella)*. Comme M. Genscher, les principaux dirigeants ne parlent que du sens qu'ils ont de leurs responsabilités.

Cette discrétion ne convainc pas totalement, tant elle apparaît comme une manière de minimiser l'importance que l'Allemagne est en train de prendre, de toute façon, en Europe et dans le monde. Seule Mme Antje Vollmer, député des Verts, a posé crûment la question lors d'un débat récent devant le Bundestag. Constatant, à son propre étonnement, qu'à l'étranger l'Allemagne unifiée faisait finalement moins peur qu'elle ne le pensait et qu'on reconnaissait aux Allemands de l'Ouest le mérite d'avoir mis en place, en quarante ans d'histoire, une démocratie stable, et aux Allemands de l'Est celui d'avoir réussi une révolution pacifique, elle avait eu cette révélation que l'Allemagne était devenue « *une puissance mondiale* » et qu'il lui fallait donc désormais prendre sa part de responsabilités planétaires.

SELÇUK

La difficile fusion des partis politiques

EN fait, Mme Vollmer tirait de ce constat la conclusion qu'il revenait désormais aux Allemands, libres des contrôles étrangers, de se contrôler eux-mêmes, cela lui permettant ensuite de prétendre à la gestion des affaires de l'Etat au nom de la génération qui a « fait 68 » et contribué ainsi à changer profondément les mœurs et les mentalités d'un pays jusque-là des plus conformistes, le rendant, par là même, plus sympathique aux yeux de l'étranger. Une rupture salutaire avec le discours lénifiant de la classe politique, dans la mesure où il pousse l'Allemagne unifiée à préciser bientôt le rôle qu'elle entend jouer à l'avenir dans le concert des nations.

La proposition de l'un des conseillers de M. Mikhaïl Gorbatchev, M. Nikolaï Portugalov, d'accorder à l'Allemagne un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, comme sixième membre permanent, va dans le même sens. Elle embarrasse Bonn, qui souhaiterait s'en tenir au profil bas adopté par M. Genscher, notamment dans la crise du Golfe, où l'impossibilité constitutionnelle d'engager des troupes de la Bundeswehr hors du territoire couvert par l'OTAN constituait un argument sans faille. La RFA s'est contentée, après de sérieuses pressions de Washington, d'accorder une aide de 3,3 milliards de marks au déploiement militaire américain et aux pays victimes de l'embargo contre l'Irak... Il faut dire que, quelques jours auparavant, l'URSS s'était vu promettre 15 milliards de marks en accompagnement du retrait de ses troupes de l'ex-RDA.

Sur l'arrière-plan de l'énorme puissance économique de l'Allemagne (3), quelles transformations vont subir ses forces politiques, à la suite de l'unification ? Les trois grandes formations traditionnelles – les chrétiens-démocrates (CDU-CSU), les libéraux (FDP) et les sociaux-démocrates (SPD) – ont-elles également achevé leur unification à la date du 3 octobre ? Le PDS, Parti du socialisme démocratique, qui avait succédé en RDA à l'ancien Parti communiste (SED), devrait rester cantonné dans les cinq Länder d'Allemagne de l'Est. Les modalités du scrutin, fixées par le traité électoral du 1er août (clause des 5 % applicable à l'ensemble du territoire allemand), l'ont conduit à tenter de s'implanter à l'Ouest dans le cadre de la liste de la Gauche unie (Linke Liste/PDS). Les Verts semblent s'être stabilisés, tant à l'Est qu'à l'Ouest, et c'est à eux qu'il reviendra de fournir un forum aux forces qui ont fait la révolution d'octobre-novembre 1989 en RDA, mais que les élections à la Chambre du peuple du 18 mars dernier ont marginalisées, l'Alliance 90 qui les représentait n'ayant obtenu que 2,90 % des suffrages. Quant aux forces d'extrême droite du Parti républicain, pour aussi spectaculaires et inquiétantes que soient certaines de leurs manifestations, elles ne devraient pas avoir – du moins dans l'immédiat – de rôle notable dans la vie politique du pays.

Chacune des trois grandes formations ouest-allemandes a trouvé en territoire est-allemand une situation différente, mais toutes les trois sont de la même façon confrontées au lourd héritage laissé par la Stasi, les services de la Sécurité d'Etat. D'après la commission chargée de vérifier le passé des députés de la Chambre du peuple, environ soixante-dix élus et au moins quatre ministres auraient collaboré avec la Stasi (4). Mais la politique adoptée par le gouvernement dans le traitement des six millions de dossiers établis au cours des années par celle-ci conservant un caractère confidentiel, nulle vérification n'est possible, ce qui favorise les dénonciations ou les révélations, fondées ou non, par voie de presse.

Libéraux et chrétiens-démocrates de l'Ouest sont en outre confrontés à l'encombrant héritage que constituent les biens, en particulier immobiliers, des partis de l'ancien Bloc démocratique de l'Est, façade du SED, qui s'unissent à eux. Ils se sont certes donné pour règle de n'accepter en partage que ce que ces partis avaient acquis légalement, mais comment faire la part des choses quand on sait que certaines acquisitions légales n'ont pu être faites que grâce aux subventions secrètes versées par le SED à ses partis satellites ? Une commission a avancé la somme totale de 2,5 milliards de marks de subventions versées, à ce titre, depuis 1946 par le SED. Il y va de la morale – les partis ouest-allemands ne voudraient pas encourir le reproche de s'enrichir indûment, – mais aussi de l'égalité des chances entre diverses formations pour les élections générales du 2 décembre prochain.

Grâce à l'infrastructure dont ils disposent (immeubles, téléphones, maisons d'édition et journaux, sans parler du personnel de propagande qualifié !), les partis chrétien-démocrate et paysan de RDA, d'une part, le LDPD (libéral-démocratique) et le NPDP (national-démocratique), d'autre part, apportent à leurs partenaires occidentaux respectifs, la CDU et le FDP, une aide logistique non négligeable pour la campagne électorale, alors que le SPD en est encore à réclamer au parti successeur du SED, le PDS, la restitution des biens lui ayant appartenu avant 1946, date de la fondation du SED par la fusion du Parti communiste allemand (KPD) et du SPD de la zone d'occupation soviétique.

Autres disparités entre les trois formations et autres problèmes encore. Les libéraux est-allemands, qui n'ont disposé au congrès d'unification de Hanovre du 11 août dernier que de 260 délégués sur 660, comptent en réalité deux fois plus d'adhérents que le FDP occidental (70 000 adhérents) et, de ce fait, représentent une masse susceptible, à terme, de modifier dans un sens plus évidemment « social » l'identité du parti, alors que le FDP de RFA s'est fait, ces dernières années, une clientèle électorale auprès des couches moyennes aisées et des cadres supérieurs.

Le parti du chancelier Kohl, la CDU, auquel, selon les sondages, une majorité d'Allemands de l'Est et de l'Ouest reconnaît aujourd'hui la plus grande compétence pour régler les problèmes liés à l'unification, ne court pas un tel danger. Aux 650 000 adhérents de l'Ouest sont venus s'ajouter, début octobre, 135 000 chrétiens-démocrates de l'Est, 100 000 membres de l'ancien Parti paysan qui avait auparavant fusionné avec la CDU est-allemande et quelques milliers de membres du Renouveau démocratique du pasteur Rainer Eppelmann (qui avait obtenu un peu moins de 1 % des suffrages aux élections du 18 mars). Tout au plus le parti de M. Lothar de Maizière, dernier premier ministre de la RDA, pourra-t-il, à partir d'une position de faiblesse, tenter d'orienter la CDU unifiée davantage au centre-gauche, en se référant au programme chrétien-socialiste de 1947 de la CDU de Rhénanie du Nord-Westphalie (programme d'Ahlen), entreprise que d'autres chrétiens-démocrates, de l'Ouest cette fois, ont en vain tentée dans le passé.

Le partenaire est-allemand de la CSU bavaroise, la DSU, pour laquelle la loi électorale a prévu expressément la possibilité d'associer deux listes de partis n'entrant pas en concurrence sur un même territoire, est en pleine crise, si ce n'est déjà en décomposition, faute de constituer une réelle alternative programmatique à la CDU, et de présenter des personnalités convaincantes. Cela pourrait signifier, à terme, une marginalisation de la CSU.

Pas d'enthousiasme pour la monnaie unique

LE SPD de la République fédérale ne risque pas, comme les libéraux, d'être submergé par un flot trop important d'adhérents d'Allemagne de l'Est. Fondé seulement au début du mois d'octobre 1989 dans la clandestinité, sous le sigle de SDP pour marquer alors la différence, le Parti social-démocrate est-allemand n'a adopté le nom de SPD qu'en janvier. Il ne s'est pas remis de sa défaite électorale du 18 mars (21,7 % des suffrages), qui a révélé au grand jour la faiblesse de son implantation locale et régionale et les défaillances de son organisation. Sa participation, jusqu'au 17 août dernier, au gouvernement de grande coalition dirigé par M. Lothar de Maizière n'a pas sensiblement accru sa popularité, mais elle a, par contre, provoqué en son temps la défection de plusieurs milliers d'adhérents. Le SPD ne compte actuellement en Allemagne de l'Est qu'environ 35 000 membres, qui pèsent peu face aux 900 000 membres du SPD ouest-allemand. Mais la crise par laquelle passe actuellement l'ensemble du SPD – qui a procédé à son unification à Berlin le 27 septembre – est moins d'ordre organisationnel que politique : elle est associée à la personnalité du candidat social-démocrate à la chancellerie, M. Oskar Lafontaine, desservi par ses hésitations à l'égard du processus d'unification.

De l'*Ostpolitik* de M. Willy Brandt, M. Lafontaine n'a retenu que la reconnaissance du *statu quo* tel qu'il existait avant la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989. Il en a négligé la composante nationale, la stratégie du changement par le rapprochement ne devant pas seulement, dans l'esprit de l'ex-chancelier, rendre la division de l'Allemagne plus supportable, mais permettre à plus ou moins long terme de la surmonter. Tandis que la RFA et la RDA prenaient le chemin de l'unité, M. Lafontaine a continué de soutenir que le problème essentiel pour l'Allemagne n'était pas sa division, et qu'il convenait de s'attaquer prioritairement aux problèmes écologiques et sociaux auxquels les Allemands se trouvaient confrontés dans leurs deux Etats différents.

Dans les résultats des élections du 18 mars en RDA, il a seulement vu la preuve que la majorité des citoyens est-allemands avaient « *voté avec leur ventre* » avant de le faire avec leur tête. Il en a déduit à tort que le Parti chrétien-démocrate ne s'était pas constitué une véritable clientèle et qu'il serait possible au SPD de gagner les élections sur la base d'un constat de faillite de la politique allemande du chancelier Kohl, l'introduction trop rapide du mark ouest-allemand le 1er juillet dernier, consécutive au traité d'union monétaire, ne pouvant que provoquer le chaos en RDA et être source inévitable de mécontentement.

Un sondage récent, réalisé pour le compte du *Spiegel* (5) fait apparaître que, malgré l'extrême gravité de la situation économique et sociale de la RDA depuis l'entrée en vigueur de l'union monétaire (6), les deux tiers des Allemands de l'Est mettent ces difficultés au compte du régime communiste passé et non à celui du gouvernement fédéral.

L'actuel débat sur les coûts de l'unité – plus de 100 milliards de marks par an pour le seul budget de l'Etat dans les quatre années à venir – et sur l'opportunité d'augmenter les impôts pourra-t-il inverser cette tendance ? Rien ne l'indique jusqu'à présent. De toutes façons, les élections ont été avancées au 2 décembre prochain, ce qui ne laisse guère de temps pour que les effets négatifs de l'unification se fassent sentir dans l'opinion publique. Malgré leurs divergences, les trois grandes formations politiques de l'Allemagne affichent au moins un point commun, même si c'est avec des nuances. Elles se prononcent à peu près dans les mêmes termes pour que l'unification de l'Allemagne serve l'unification de l'Europe.

Et pourtant, malgré ces belles déclarations d'intention, l'Allemagne donne aujourd'hui le sentiment qu'elle n'est guère pressée pour réaliser l'union économique monétaire européenne. Il est clair que Bonn ne veut pas s'engager, sur un calendrier contraignant, dans la création d'une monnaie unique. Le véritable problème est celui du statut de la future Banque centrale européenne que les milieux financiers allemands souhaitent calquer sur celui de la Bundesbank. On a pourtant vu que l'indépendance présumée de cette dernière ne résistait guère à la volonté politique de M. Kohl qui, contre l'avis du président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, a imposé le taux de change un pour un entre les marks ouest et est-allemands... M. Pöhl qui, dans une sorte d'ultimatum adressé à son propre gouvernement et aux partenaires européens, exige aujourd'hui « *que le système introduit soit au moins aussi efficace que le système actuel* », sera-t-il, cette fois, mieux entendu ? (7). Quant à la prétention de Bonn, exprimée par M. Lutz Stavenhagen, ministre d'Etat à la chancellerie, d'imposer une sorte de « *programme de recyclage allemand* » aux autres Etats membres afin de les mettre en condition pour le marché de l'après-1992 (8) elle constitue une curieuse manifestation de la politique du « *bon exemple* » affichée par M. Genscher...

JÉROME VAILLANT.

(1) Voir *le Monde*, 20 septembre 1990.

(2) Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Voir *le Monde*, 18 septembre 1990.

(3) Voir Laurent Carroué, « Conquérante Allemagne », *le Monde diplomatique*, août 1990.

(4) Voir *le Monde*, daté 16-17 septembre 1990.

(5) *Der Spiegel*, 17 septembre 1990.

(6) Au deuxième trimestre 1990, la production industrielle a chuté de 9,3 % par rapport à janvier. Fin août, on comptait 361 000 chômeurs recensés et 1 440 000 salariés à temps partiel.

(7) Voir Bernard Cassen, « Sur le front de l'union politique », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(8) Voir David Marsh, « Bonn's Nervous Balancing Act », *Financial Times*, 19 septembre 1990.

Un colloque du « Monde diplomatique »

La ville de Nantes et *le Monde diplomatique*, en liaison avec l'association Juristia, organisent à Nantes, les 14 et 15 novembre, un colloque sur le thème « La force du droit ». L'usage du droit dans les sociétés et la notion de défense des citoyens seront au centre de cette rencontre internationale, à laquelle participeront notamment Claude Julien, Jean-Claude Colliard, Daniel Soulez Larivière, Simone Rozès et Jean-Marc Ayrault, député et maire de Nantes. *(Renseignements et inscriptions : mairie de Nantes – Tél. : 40-41-63-67.)*

SURMONTER LE PASSÉ,

Que reste-t-il de la

TOUT au long de l'été, alors que se préparait dans la fièvre l'unification allemande, une violente polémique se poursuivait dans les milieux intellectuels de la RFA à propos du livre *Ce qui reste* de Christa Wolf, la romancière (est-)allemande la plus lue et la plus traduite dans le monde. Ce vif débat en occultait un autre : que vont devenir, dans une économie de marché, les institutions culturelles de la RDA, parfois de grand prestige international mais entièrement subventionnées par l'Etat ?

Par JEAN-MICHEL PALMIER *

Par la diversité de son œuvre, la beauté de sa langue, le courage de ses prises de position politiques, la romancière Christa Wolf peut être considérée comme la figure de proue de la littérature est-allemande. Cette femme, perpétuellement à l'écoute du quotidien, qui, dans tous ses livres, ausculte son pays comme on entend battre un cœur humain, est un témoin privilégié des crises, des espoirs et des échecs de la RDA. L'auteur de *Cassandre* (1), fresque mythico-politique qui lui valut en son temps bien des difficultés avec les autorités de Berlin-Est, porte sur le passé et l'avenir de la culture de l'Allemagne de l'Est un regard lucide.

Les traductions récentes en français de *Scènes d'été* et de *Ce qui reste* (2), le concert d'insultes qui a accompagné la publication de ce dernier livre en RFA, les débats auxquels elle a récemment participé en France (où elle jouit d'un grand prestige), les inquiétudes qu'elle y exprime, sont des symptômes révélateurs des questions qui assaillent de nombreux écrivains d'Allemagne de l'Est quant au destin de leur culture spécifique.

* Auteur de *Weimar en exil*, Payot, Paris, 1988, et de *Retour à Berlin*, Payot, Paris, 1989.

Née en 1929, spectatrice du nazisme et de la guerre, Christa Wolf est la romancière de la mémoire. C'est en chacun, comme des cicatrices, que s'inscrit l'histoire. Dans tous ses livres, elle interroge à partir d'un événement, d'une expérience. Comme Faulkner, elle sait que *« le passé n'est pas mort, il n'est même pas passé »*. Cette remarque qu'elle a incorporée au premier chapitre de *Trame d'enfance* (3), son grand récit autobiographique, apparaît d'emblée comme une critique du mythe sur lequel s'était édifiée la RDA. L'antifascisme proclamé, le rôle que jouèrent dans sa fondation les anciens exilés, plaçaient ses habitants au-dessus de toute critique. Ils n'avaient aucune part au « travail de deuil », à la culpabilité qui incombaient à la RFA « réactionnaire ».

Christa Wolf montre au contraire que c'est en chacun qu'il importe de débusquer le monstrueux et que bien peu sont innocents des crimes commis. Leur silence, leur lâcheté les impliquent aussi. *Le Ciel partagé* (1963) évoquait la division de l'Allemagne à travers un couple, les motivations qui poussaient l'un à quitter la RDA et l'autre à y demeurer. Tous ses romans postérieurs ont confirmé son éblouissante technique, sa capacité de nous émouvoir à travers l'évocation de l'époque romantique, du passé nazi ou du présent. Récusant l'étroitesse du réalisme, elle traque au sein du quotidien, la tristesse, les espoirs déçus, les rêves meurtris, l'imaginaire. On l'exhorta à la prudence. Elle refusa de se taire et sa vision se fit de plus en plus critique, parvenant à rassembler l'intrigue de chaque roman autour d'une journée, d'un incident, révélateurs de toute une société.

Scènes d'été renoue avec l'univers de *la Cerisaie* de Tchekov. Des amis sont réunis, l'été 1976, dans un coin perdu du Mecklembourg. Ils parlent de choses parfois insignifiantes. Intellectuels, ils restaurent des fermes et découvrent la campagne, l'amitié, la vie des gens simples. Il faisait chaud cette année-là – et *« jamais le ciel avec son bleu tyrannique ne fut plus implacable »*. Leur idylle est troublée par le pressentiment d'une catastrophe, la certitude que cette société, qu'ils semblent fuir dans la nostalgie des paysages, est un monde malade. Ils voudraient conserver désespérément ces moments de bonheur et de liberté qu'ils ont connus pour si peu de temps. L'orage qui déchirera leur ciel, ce sera le retrait au poète Wolf Biermann de sa nationalité est-allemande et son expulsion en novembre 1976.

Rude crise pour cette génération. Partir ? Non, car, comme le dit Christa Wolf quand on l'interroge, la RDA, c'était son pays, celui de ses espoirs. Elle *aimait ses habitants et* voulait se battre pour eux. Protester, dénoncer la stupidité d'une telle mesure, elle le fit plus que tout autre. Les conséquences nous sont racontées dans *Ce qui reste*. Ce court récit commence par ces mots laconiques : *« N'aie pas peur. »*

Ayant dénoncé, dans *Cassandre*, l'emprise croissante de la police politique, la Stasi, celle-ci riposta en la faisant surveiller ostensiblement. Trop célèbre pour qu'on la persécute physiquement, il s'agissait de la démoraliser. En regardant par la fenêtre les trois *jeunes messieurs en* anorak, qui ingurgitent des saucisses dans une Wartburg blanche, en face de chez elle *(lire l'extrait ci-dessous)* ; en observant les traces de pas si visibles qu'ils ont laissées dans son appartement, elle comprend que cette surveillance est un avertissement, une provocation. Ceux qui la surveillent font leur métier. Elle les plaint. Ce sont de simples fonctionnaires. Parfois, ils répondent ironiquement à ses signes. Il s'agit seulement de la décourager d'écrire. Cette longue journée de 1979 où elle découvrit qu'elle faisait l'objet d'une surveillance nous est contée, dans *Ce qui reste*, dans ses moindres détails, avec sa tristesse et ses angoisses.

Christa Wolf sait qu'on lit ses livres et qu'un jour, dans sa *« nouvelle langue libre »*, elle pourrait également parler de cela, de cette journée de 1979, presque banale.

Ce qui reste, publié en 1989, a fait l'objet, en RFA, de la part de certains critiques, d'*une campagne* d'insultes et de dénigrement. Et c'est sans exagération que Walter Jens, le président du Pen Club ouest-allemand, a pu évoquer l'époque du maccarthysme. A l'auteur de *Cassandre*, critique implacable du pouvoir bureaucratique qui régnait en RDA, on reproche d'avoir *« manqué de courage civique »*, d'avoir attendu la fin du régime Honecker pour prendre des risques. Le critique Juergen Serke ne voit dans son récit que les *« jérémiades d'une hypocrite destinées aux hypocrites »*.

Christa Wolf reconnaît avoir été surprise et atteinte par cette campagne (*Cf. Libération*, 20 septembre 1990), même si l'image qu'on a forgée d'elle est mensongère pour quiconque connaît son œuvre et son itinéraire politique. Elle y voit un symptôme des difficultés de compréhension des intellectuels ouest-allemands à l'égard de ceux de l'Est, même si, parmi les premiers, plusieurs, dont Günter Grass (*Spiegel*, 16 juillet 1990), ont manifesté leur indignation. Cet exemple est révélateur des problèmes que ne manqueront pas de rencontrer ceux qui, même critiques ou opposants, représentèrent la vie culturelle de la RDA.

Un idéal non réalisé

AVANT de devenir un Etat bureaucratique et autoritaire, masquant derrière les statistiques de ses « réussites industrielles » le malaise quotidien vécu par chacun, la République démocratique allemande tenta de donner forme à un rêve : celui, forgé par Heinrich Mann et tant d'exilés de 1933, de créer une « autre Allemagne », réellement démocratique. Les écrivains y prirent une part active, même si, assez vite, des scissions profondes les séparèrent. Certains s'identifièrent au pouvoir, d'autres critiquèrent cette caricature de socialisme. Dès les années 50, au sein du monde de la culture, les crises furent violentes, marquées par l'arrestation de Walter Janka, ancien directeur des éditions Aufbau, condamné en 1957 avec Gustav Just, Heinz Zöger et Richard Wolf à cinq ans de prison. La publication à l'automne 1989 des souvenirs de Walter Janka, *Schwierigkeiten mit der Wahrheit*, chez Rowohlt, de ceux de Gustav Just, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Sonntag*, parus récemment chez Luchterhand *(Zeuge in eigener Sache)*, permettent d'en *découvrir les péripéties*.

Les disciples de Georges Lukacs, comme Walter Harich, furent à la fin de 1956 déférés devant les tribunaux. Ceux qui avaient été les compagnons de lutte en exil de tant d'opposants à Hitler témoignèrent parfois contre eux,

(1) *Cassandre*. Traduit de l'allemand par Alain Lance et Renate Lance-Otterbeir. Alinéa, Aix-en-Provence, 1985.

(2) *Scènes d'été*. Traduit de l'allemand par Lucien Haag et Marie-Ange Toy. Alinéa, 1990. *Ce qui reste*. Traduit de l'allemand par Ghislain Riccardi. Alinéa, 1990.

(3) *Trame d'Enfance*. Traduit de l'allemand par Ghislain Riccardi, Alinéa, 1987.

CHRISTA WOLF

Les émissaires de l'Autre

Dans *Ce qui reste*, Christa Wolf narre, sur l'espace d'une journée, la surveillance incessante dont elle est l'objet de la part de la police politique, et les obsessions qu'elle enfante.

J'aurais bien voulu savoir comment se faisait l'organisation du travail chez eux, ou la réception des ordres, car c'est bien ainsi qu'il fallait appeler cela, et si certains emplois étaient plus appréciés que d'autres, par exemple faire le guet dans une voiture plutôt qu'être en faction au coin d'une porte. Et, puisque enfin je montrais mon intérêt : si ceux qui font les cent pas dans les rues avec leurs petites sacoches en bandoulière y cachent vraiment un talkie-walkie, comme l'affirme une rumeur insistante. Je les soupçonnais parfois de n'avoir rien d'autre dans leurs sacoches que leurs tartines beurrées qu'ils dissimulaient avec des airs de conspiration, par un besoin humainement compréhensible d'en imposer (...).

Je regrettais encore de ne pas avoir suivi mon impulsion, à l'époque, quand tout a commencé, dans les premières nuits froides de novembre, et de ne pas leur avoir apporté du thé bien chaud. Cela aurait pu devenir une habitude, personnellement nous n'avions rien les uns contre les autres, chacun de nous faisait ce qu'il devait faire, on aurait pu entrer en conversation, parler – au nom du Ciel pas du service ! – mais de la pluie et du beau temps, des maladies, de la famille.

Mais maintenant assez. Ce besoin honteux que j'ai, d'être en bons termes avec toutes sortes de gens (...).

Et comment qualifier autrement, sinon d'enfantines, ces ruminations mentales incessantes auxquelles je me surprenais et qui, bien trop souvent, débouchaient sur cette question absurde : Qu'est-ce que vous voulez au juste ? Combien j'avais encore à apprendre ! Adresser la parole à une institution comme si elle était un être humain ! Mais je n'en étais plus à cette première phase, me disais-je pour m'apaiser, je ne me laissais plus aller à des protestations d'innocence, depuis quand à vrai dire ? Un beau jour, j'avais fini par comprendre qu'il n'y avait pas de destinataire pour les protestations et les tentatives d'explication, il me fallut admettre, idée contre laquelle j'avais si longtemps regimbé, que ces jeunes messieurs là-dehors ne m'étaient pas accessibles. Ils n'étaient pas mes pareils. Ils étaient des émissaires de l'Autre.

(*Ce qui reste*, traduit de l'allemand par Ghislain Riccardi, Alinéa, Aix-en-Provence, 1990, 100 pages, 69 F.)

ABOLIR LES PRÉJUGÉS

culture est-allemande ?

créant des scissions irréversibles. Le même phénomène s'est produit à propos de l'affaire Wolf Biermann. Sans doute les écrivains de RFA sont-ils aussi divisés politiquement, mais on ne trouve pas parmi eux cette angoisse de la trahison et de la lâcheté si fréquemment évoquée par ceux de RDA, comme Christa Wolf. Si en RDA et en RFA les écrivains eurent à prendre position autour de crises, ce n'était pas les mêmes et, aujourd'hui, les auteurs de RDA constatent que ce qu'ils ont vécu (4) est à peine compréhensible pour leurs confrères de l'Ouest qui n'ont jamais connu la censure.

Divisés entre eux, les écrivains de RDA se heurtent parfois, à l'Ouest, à d'étranges préjugés qui se sont accentués depuis les événements de 1989. Critiques à l'égard du système, beaucoup n'ont jamais cessé de croire à cet idéal socialiste ; ils ont refusé de quitter leur pays, de le renier, ce qui pouvait apparaître à l'Ouest comme un compromis inacceptable. Ce mécanisme est évident aujourd'hui dans les réactions qui visent, en RFA, ceux qui à l'automne 1989 participèrent aux mouvements de citoyens et souhaitaient néanmoins maintenir une certaine autonomie de la RDA. On leur reproche leur naïveté et leur fidélité à cet idéal. Curieusement, on ne dit rien contre les écrivains proches du pouvoir est-allemand qui n'ont jamais signé le moindre appel.

Christa Wolf reconnaît que pour les intellectuels critiques, dès 1968, après les événements de Prague, leur foi dans la possibilité de construire le socialisme dans les pays de l'Est s'était effondrée, mais qu'ils ont continué à considérer que la RDA était *« un lieu de frictions »* important que l'on ne pouvait abandonner et ils ne voyaient pas d'autre voie que celle de *« tenir bon »*. Elle souligne que la RDA fut pendant longtemps, pour les Allemands, un *« espace de projection émotionnel »* et que, en tant qu'écrivains, ils demeurent doublement suspects : on leur reproche leur foi inébranlable dans leur idéal, mais aussi de ne pas l'avoir réalisé.



DR

UWE PFEIFER (né en 1947 à Halle). – « Show in Park »

Des créations menacées

C'EST justement ces difficultés extrêmes apportées à la création qui en expliquent la richesse. Or ces structures culturelles sont aujourd'hui menacées. L'édition, tout d'abord. Alors que les œuvres littéraires de qualité en RFA sont mal défendues au sein des grands groupes d'édition fascinés par la littérature de grande consommation, la RDA s'est dotée très tôt d'un système d'édition remarquable. Au nom de l'antifascisme qui présidait à la naissance du régime, une large partie des auteurs progressistes de la République de Weimar, qui avaient choisi l'exil en 1933, ont été réédités alors que, jusque dans les années 60, certains de ces auteurs, en RFA, étaient soigneusement oubliés. Que l'on songe seulement au destin de Heinrich Mann (1871-1950, frère de Thomas et auteur de *Professeur Unrat*, 1905), reconnu si tard par Lübeck, sa ville natale, en raison de ses convictions progressistes et du prestige dont il jouissait en RDA.

Un simple regard sur les productions d'éditeurs comme Aufbau Verlag, Akademie Verlag, Henschel Verlag, permet de prendre conscience de la qualité des livres, de l'abondance des traductions. Dans le domaine du théâtre, du cinéma, de l'histoire de l'art, c'est souvent en RDA, malgré la censure, qu'on trouve les meilleurs ouvrages, les études les plus minutieuses – ainsi sur la littérature de l'exil, – même si certaines œillères idéologiques sont aussi perceptibles.

On imagine mal comment ces éditeurs pourraient maintenir la qualité de leur production en faisant fi de la rentabilité. Et avec quels subsides ? Ils devront au moins réorganiser tout leur système de distribution. La question des droits d'auteur est aussi complexe. Un certain nombre d'écrivains – « classiques » comme Bertolt Brecht – ou modernes sont simultanément publiés en RDA et en RFA. Même si les éditeurs de RDA parviennent à se maintenir – mais le rachat de certains par ceux de la RFA est probable – le choix des éditeurs de l'Ouest par les auteurs concernés sera pour eux une perte considérable.

La littérature est-allemande a développé, en réaction à la censure et aux dogmes esthétiques du réalisme, une richesse de formes, une subtilité de langage – dont témoignent en particulier Christa Wolf et Volker Braun – que l'on trouve rarement en RFA. Il n'est pas certain que cette spécificité puisse se maintenir. Et son public risque également de se réduire. Une fois « avalés par la RFA », les lecteurs ouest-allemands auront-ils encore le même intérêt pour les auteurs de la RDA ? Quant aux lecteurs est-allemands, ils manifestent déjà leur soif de lectures « occidentales », si longtemps réprimée, et risquent de délaisser les auteurs qu'ils lisaient jadis.

La situation des organismes culturels n'est guère plus brillante. La plupart des subventions sont suspendues. Les théâtres – remarquables en RDA – s'orientent déjà vers un répertoire plus léger et plus commercial. Les arts plastiques avaient aussi, à côté des styles réaliste et académique officiels, leurs novateurs. Leur destin en RFA est problématique. Les critiques et les journalistes soulignent, avec ironie, que la seule chose qu'ils ne doivent pas réapprendre, c'est la grammaire allemande. Les grands studios de cinéma de Babelsberg, où furent tournés depuis 1913 tant de classiques du cinéma allemand, de l'*Etudiant de Prague* au *Testament du docteur Mabuse*, de Fritz Lang, ont maintenu – malgré les traces d'une censure tatillonne – une production de haut niveau (5). Ils risquent de fermer pour des raisons commerciales.

D'une manière générale, les réalisations culturelles de la RDA n'étaient possibles que grâce au financement étatique. Le système fédéral décentralisé, qui le fait désormais dépendre des subventions des Länder, rend leur continuation à peu près impossible. Or, en RFA, les problèmes de financement de films de qualité, qui conduisirent les cinéastes de la génération de Fassbinder, au tournant des années 60, à s'autoproduire, laissent pessimiste sur les chances de maintenir la qualité des films. D'où l'inquiétude conjuguée des techniciens, réalisateurs de la DEFA, la grande société de production de la RDA, et de certains cinéastes ouest-allemands comme Helma Sanders-Brahms, qui a sollicité l'intervention de M. Jack Lang pour défendre ces studios au nom du patrimoine européen (6).

Il existe bien d'autres sujets d'inquiétude : le rapport des citoyens de RFA à ceux de la RDA se métamorphose sans cesse. Les « Allemands de l'Est » ne sont plus simplement des « frères à qui l'on distribue des bananes », mais des « gens étranges » qui osent aussi revendiquer. Au lieu de remercier ceux qui les tirent de leur misère, et de leur grisaille, ils se permettent d'évoquer le problème des interdictions professionnelles, de parler de droits syndicaux, des conquêtes du féminisme, garanties par l'ancienne RDA, dans un Etat hiérarchisé et autoritaire, mais non par la Loi fondamentale de la RFA. Dans quelle mesure les fonctionnaires est-allemands pourront-ils intégrer les administrations de RFA, et selon quels critères idéologiques ?

Même sur des questions secondaires, des divergences profondes apparaissent, qu'il s'agisse du projet d'unification des deux Pen Club allemands ou de l'avenir de l'Institut culturel de la RDA à Paris. Cet Institut n'a jamais songé à cacher les déboires de son pays. Une collaboration avec l'Institut Goethe (RFA) semble difficile, même si des manifestations communes sont envisagées.

Que dire de Berlin et de son extraordinaire créativité ? Sans doute les projets d'« unification » rapide de la ville ont-ils échoué. L'initiative du nouveau bourgmestre de Berlin-Est, M. Tino Schwierzina, de faire siéger au conseil municipal trois sénateurs (ministres) de Berlin-Ouest a provoqué un refus unanime du projet. Mais, au-delà de l'unité politique, de la restructuration de l'espace, c'est une certaine atmosphère de la ville qui est menacée. Pendant longtemps, l'ancienne capitale du Reich servit de véritable palier de décompression entre les deux Allemagnes. Les artistes et écrivains dissidents de RDA s'y fixaient, car ce n'était plus Berlin-Est et pas encore la RFA. Nombre d'auteurs et d'artistes de RFA s'y installaient, à cause de son atmosphère, ses cicatrices qui représentaient le poids du passé et de l'Histoire. On peut se demander quel sera le destin de cette ville et ce qui en subsistera.

Impossible retour en arrière

CONSCIENTS des difficultés qu'ils vont devoir affronter, les écrivains de RDA ont la même certitude : il n'y a pas de retour possible en arrière. Les plus inquiets sont heureux d'avoir assisté à l'effondrement d'un système politique honni, du mur qui le symbolisait, d'avoir été les témoins de la fin de la guerre froide et de la découverte d'une liberté que nul n'osait espérer si vite.

Christa Wolf résume admirablement cette situation lorsqu'elle affirme que, pour elle et ceux qui lui sont proches, les temps à venir seront mouvementés. Même si, politiquement, il n'existe plus de RDA, elle restera attachée à ses paysages, à ses habitants. Chaque génération doit rendre des comptes. Et les écrivains qui ont contribué à ébranler le régime, à en révéler les tares, doivent aussi, selon elle, payer leur échec, se livrer à un examen de conscience, sans trahir l'idéal pour lequel ils ont combattu. C'est encore à la littérature qu'il incombe *« de surmonter le passé, d'ouvrir de nouvelles portes, d'abolir les préjugés »*. Toutefois, ce n'est pas sans tristesse qu'elle cite ces vers d'un court poème écrit récemment par Volker Braun : *« Mon pays va vers l'Ouest et tout mon texte devient incompréhensible. »*

JEAN-MICHEL PALMIER.

(4) *Cf.* Nicole Casanova, « Les écrivains d'Allemagne de l'Est », *le Monde diplomatique*, janvier 1981.

(5) *Lire* : Ignacio Ramonet, « L'histoire et le présent dans le cinéma d'Allemagne de l'Est », *le Monde diplomatique*, septembre 1981.

(6) *Cf. Cahiers du cinéma*, Paris, septembre 1990.

Dans la presse étrangère

Bonn, les Super-Grands et le Golfe

APRÈS que l'ouverture du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, eut mis pratiquement fin à la guerre froide, l'esprit de décision dont fit preuve le Conseil de sécurité des Nations unies au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak semblait à son tour confirmer l'avènement d'un nouvel ordre mondial, basé sur l'entente et la coopération plutôt que sur l'affrontement entre les Grands. A en croire la presse ouest-allemande, les récents développements de la crise du Golfe marquent au contraire un retour aux schémas traditionnels de la politique de puissance.

Ainsi, fait remarquer la **Frankfurter Allgemeine** du 11 septembre, *« la théorie selon laquelle la puissance financière aurait remplacé la force militaire comme instrument de règlement des conflits internationaux a été démentie. Elle supposait en effet l'existence d'un monde pacifié, qui pour le moment continue de relever du domaine de l'inaccessible »*.

Le sommet d'Helsinki ne peut faire illusion à ce sujet. Certes, écrit l'hebdomadaire hambourgeois **Die Zeit** du 14 septembre, *« les Russes et les Américains se sont rendu compte que la recherche d'un nouvel ordre mondial leur serait davantage bénéfique que la poursuite, chacun de son côté, de ses propres intérêts nationaux »*. Mais la volonté affichée d'imaginer ensemble des solutions à la crise du Golfe cache mal ce que le quotidien libéral de Munich, la **Sueddeutsche Zeitung**, appelle *« le désaccord entre les deux Super-Grands : alors que George Bush se refuse à exclure l'hypothèse d'un recours à la force contre l'Irak, Moscou préfère régler la crise par la voie diplomatique »* (11 septembre).

D'après **Die Welt**, quotidien publié dans la capitale fédérale, ces divergences s'expliquent par le caractère circonstanciel de l'alliance américano-soviétique : *« Le nouvel ordre mondial, dont on parle tant en ce moment, ne repose en fait que sur un consensus minimal. En effet, il est dans l'intérêt de l'ensemble des pays industrialisés, y compris donc de l'URSS, de ne pas laisser une puissance régionale disposer de la moitié des réserves mondiales de pétrole. Il n'est pas sûr que cet accord puisse se reproduire ailleurs dans le monde »* (13 septembre).

En d'autres termes, et c'est ce que pense la **Frankfurter Allgemeine** du 11 septembre, nous sommes en présence d'un cas classique de condominium : *« A Helsinki, la prétendue multipolarité a cédé la place à la bipolarité. Le cauchemar des hommes politiques européens – voir les deux Grands s'entendre dans leur dos – est momentanément redevenu réalité. »* Et le quotidien proche des milieux d'affaires ouest-allemands de poursuivre : *« A l'Europe de prouver qu'elle est capable de sortir de son actuel état de faiblesse plutôt que de se consoler avec les séduisantes théories du déclin des grandes puissances. »*

Précisément, et comme d'habitude, l'Europe continue d'agir en ordre dispersé. Dans son édition du 17 septembre, **Die Welt** exprime le souhait que la France, *« humiliée comme jadis par son ancien allié »* (l'Irak), apprenne les leçons et cesse de *« faire bande à part »*. Mais selon **Die Tageszeitung**, quotidien vert-alternatif de Berlin, daté du 18 septembre, les efforts entrepris par le gouvernement français pour mener une action commune avec les pays membres de l'UEO ne sont qu'autant de tentatives pour permettre à Paris de ne pas laisser le terrain libre aux seuls Américains : *« Seule la coordination par les Européens de leurs activités dans le Golfe permettrait à la France d'apparaître comme une puissance susceptible de ne pas se soumettre aux ordres de l'état-major américain, ce qui, en cette année du centième anniversaire de la naissance du général de Gaulle, serait considéré comme un grossier faux pas à Paris. »*

Bref, à lire entre les lignes la presse ouest-allemande, l'invasion du Koweït par le *« boucher de Bagdad »* (**Frankfurter Allgemeine**, 19 septembre) aurait permis aux deux Super-Grands, ainsi qu'à la France, de redorer en partie leur blason sérieusement terni par l'unification allemande : *« Merci, Saddam ! »* (**Tageszeitung**, 18 septembre). Cela est d'autant plus vrai que l'Allemagne, comme le constate avec regrets **Die Welt** du 4 septembre, continue de se comporter en nain politique : *« Dans cette crise du Golfe, Bonn – tout autant que Tokyo – se conforme à un rôle qui lui a été assigné dans un passé définitivement révolu. » « A l'avenir,* conclut le fleuron du groupe de presse Springer, représentatif en cela de la grande majorité des commentateurs d'outre-Rhin, *l'on ne pourra se contenter de cracher au bassinet. »* Une manière comme une autre de faire comprendre que le temps est venu pour l'Allemagne de rejoindre à son tour le concert des grandes puissances, qui lui, de toute évidence, n'appartient pas encore au passé.

DARIO BATTISTELLA.

DIE ZEIT · Frankfurter Allgemeine · die tageszeitung · Süddeutsche Zeitung · DIE WELT

SCÈNES DE VIE DANS L'AUTRE EUROPE

Nostalgies de grandeur et craintes de l'avenir en Hongrie

E. BAILBY

UNE « CSARDA » A TIHANY

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILBY



U cœur de Miskolc, cité industrielle du nord de la Hongrie, des HLM à la lisière d'un terrain vague. Les murs sont délabrés. Les fenêtres minuscules, de forme carrée, filtrent avec peine la lumière. Du linge sur des fils de fer. Cartons, morceaux de papier, boîtes de conserve, jonchent le sol. Cheveux noirs, teint basané, des enfants tziganes se faufilent en courant entre les voitures en stationnement. Atmosphère d'un quartier d'immigrés dans les banlieues. Peut-être le tiers-monde.

Cent mètres plus loin, au-delà d'une bâtisse austère, la principale artère commerçante de la ville : Széchenyi Istvan ut, réservée aux piétons. Magasins, restaurants, terrasses de café, s'alignent dans un décor du dix-neuvième siècle. Bâti en 1823, le plus vieux théâtre de Hongrie. Animation intense dans la journée. Pas un mégot sur le trottoir. Mais le soir, après 20 heures, les femmes n'osent plus se promener seules. Elles prétendent qu'elles se font agresser par des bandes de jeunes tziganes. Plaisanteries douteuses, grossièretés, vols à l'arraché.

Le racisme, qui était sous-jacent, refait surface avec la démocratie. Problème grave dans un pays qui se voulait homogène. Installés en Hongrie depuis le quinzième siècle, les tziganes forment une communauté de trois cent mille à huit cent mille personnes sur une population globale de dix millions. Aucune statistique précise, le régime communiste n'ayant jamais fait officiellement de distinction entre les citoyens. Pourtant, la rumeur publique affirme que Janos Kadar, le numéro un hongrois pendant trente ans, « protégeait » les tziganes parce que sa femme était des leurs.

A Miskolc, ville de deux cent cinquante mille habitants, ils représentent 15 % de la population. Un record avec Debrecen, à l'est du pays. L'année dernière, la municipalité a voulu les parquer dans les camps. Hors de la cité. Le projet a avorté, mais le problème reste entier. Le fossé se creuse entre les deux communautés. Manœuvres dans la métallurgie et les services municipaux, mal payés, les tziganes sont les premières victimes du chambardement de l'économie. Chômage. Frustrations.

Dans toute la Hongrie, trente mille tziganes vivraient dans la misère. A Budapest, aux alentours des grands hôtels, de jeunes mères portent leur bébé dans les bras et demandent l'aumône. Ça ne s'était pas vu depuis quarante ans ! Tout n'est pas sombre néanmoins. Déjà, les tziganes s'organisent. Une demi-douzaine de partis politiques, des associations culturelles et sportives. Principale minorité du pays, ils veulent défendre leurs droits. Pas seulement ceux de leurs deux mille musiciens qui jouent du cymbalum ou du violon dans les restaurants et les auberges. Ceux-là forment une caste privilégiée.

SUR la route, en direction de Kecskemét, un panneau : « Privat ». A perte de vue, des champs de maïs. L'auberge est accueillante. Parking en terre battue pour les voitures. A l'intérieur, une salle de trente couverts. Décor rustique. Nappes brodées rouge et blanc. Serviettes pliées sur les assiettes en porcelaine. Écrit en hongrois et en allemand, le menu propose des plats aux noms indéchiffrables. Mais la cuisine est savoureuse, le service impeccable. Vins hongrois, cognac, whisky et, bien sûr, la traditionnelle *barackpalinka*, eau-de-vie d'abricot. La patronne a ouvert sa petite *csarda* voilà trois ans. Les affaires marchent bien, surtout avec les touristes allemands et autrichiens. Ils ont été plus de sept millions à visiter la Hongrie en 1989. Quarante mille Français seulement.

Les premiers histrots privés, de caractère familial, firent leur apparition dans les années 70. Sur les rives du lac Balaton, haut lieu du tourisme. Trois, quatre tables, un plat frugal. Pas d'alcool. En 1981, dans le cadre des réformes, le gouvernement autorisa la création de petites entreprises privées de cinq employés, puis de vingt. Très vite, l'hôtellerie et la restauration commencèrent à se développer. Aujourd'hui, on ne compte pas moins de sept mille cinq cents restaurants ou auberges, les *csardas*, dans toute la Hongrie. Orchestre tzigane le soir. Malheureusement, avec la crise économique, la clientèle est surtout étrangère. Les Hongrois restent chez eux.

KOSZEG, ville historique de douze mille habitants, à 4 kilomètres de la frontière autrichienne. Pendant deux siècles, elle fut la propriété personnelle des Habsbourg. Depuis la fin de la guerre, les collines avoisinantes étaient interdites : zone stratégique le long du « rideau de fer », Elles ont été réouverte à la circulation au printemps dernier. Chaque week-end, des familles vont s'y promener. Deux heures de marche à pied à partir du centre-ville. Cachées derrière les arbres de la forêt, des casernes de l'armée hongroise. Miradors, camions, radars. Pourtant, la nature semble presque intacte. Elle a été préservée de fait par les militaires, qui se retirent progressivement. Ni fabriques ni maisons. Un seul petit hôtel dans les collines boisées, réservé aux Soviétiques. Mais ils sont partis depuis longtemps, faute d'argent.

Rencontré par hasard, un inspecteur des douanes. Depuis dix ans, il travaille au poste frontière tout proche, au pied des collines anciennement interdites. Les touristes affluent. Les Autrichiens viennent passer la journée pour manger bien et pas cher. Ils remportent du salami. La Hongrie, pays de transit de la drogue ? Des rumeurs, sans plus. Pas un gramme de cocaïne saisi jusqu'à présent. Mais les gardes frontières sont inquiets. Avec la suppression des visas, ils ne se sentent plus indispensables. Le chômage les guette.

MERCREDI matin, Vaci utca, la rue piétonne du centre de Budapest. Le Danube n'est pas loin. Cafés, pâtisseries, magasins, agences de voyages. Trois librairies. Pas une ne vend des romans en anglais ou en allemand. Uniquement des guides touristiques et des livres d'art. Tous les ouvrages sont en hongrois. Les vendeurs eux-mêmes ont du mal à s'exprimer dans une langue étrangère. Pendant quarante ans, on a surtout enseigné le russe dans les écoles. Peu utile avec les visiteurs de l'Ouest.

Adidas. Devant la porte d'entrée, une centaine de jeunes font la queue. Spectacle quotidien. Trente mètres plus loin, dans une rue adjacente, un des deux McDonald's de la capitale hongroise. Inauguré par un vice-ministre, en avril 1988, celui-ci sert en moyenne sept mille cinq cents clients par jour. Majorité écrasante d'adolescents. Brouhaha. Papiers gras sur le trottoir. Les Hongrois se précipitent dans la société de consommation. Bientôt la chaîne américaine de restauration rapide ouvrira trois autres restaurants à Budapest.

Onze heures. Une vingtaine de paysannes s'alignent de part et d'autre de Vaci utca. Fichu noué autour de la tête. Elles viennent de Transylvanie, cette province de Roumanie où vivent deux millions de Hongrois. Elles ont fui leurs villages. Crainte de l'avenir. Pour vivre, elles vendent à la criée des dentelles, des tapisseries. Soudain, elles s'envolent comme des moineaux. Deux agents de police passent. Un peu plus loin, ils entraînent derrière une porte cochère un homme qui achète des devises au marché noir. Fouille, papiers. Les paysannes retournent à leur place. Les policiers hongrois sont devenus débonnaires. On les voit de plus en plus rarement.

Autour d'une fontaine, des Italiens chantent et rient à gorge déployée. Au bout de la rue, place Vörösmarty, un clown gesticule au milieu de la chaussée. Nez rouge, pommettes bleues, pantalon vert. Quelques enfants. Ce sont des adultes qui regardent. Parfois une pièce de monnaie. Toujours des applaudissements. Il faut bien encourager les artistes. Détendue, Budapest vit à l'heure des libertés retrouvées.

BATIMENT blanc, tour de contrôle. Tapi derrière une rangée d'arbres qui surplombent la route, un aéroport de tourisme. Il a été ouvert cette année sur la rive sud du lac Balaton. Un homme s'approche de notre voiture. Quelques mots en anglais. Aimable, il propose de nous faire visiter les lieux : salon d'accueil, cafétéria, bureau des douanes. On accède à la tour de contrôle par un minuscule escalier en colimaçon. La piste, en rase campagne, est réservée aux bimoteurs de deux à vingt places qui viennent de l'extérieur. Essentiellement des touristes pendant la saison estivale.

Avant, c'était une base aérienne d'observation de l'armée soviétique, à quelques kilomètres de Siofok, la célèbre station balnéaire. Dans toute la Hongrie, les casernes se vident, les chars rugissent sur la voie du départ. Avant le 30 juin 1991, ils seront tous partis : cinquante-deux mille militaires au total, plus les familles. Aucun incident majeur, sauf d'interminables querelles sur l'état des installations abandonnées par leurs occupants. Heureusement, les nombreuses pistes aériennes construites un peu partout depuis 1956 ne seront pas inutiles. Les Hongrois vont pouvoir, enfin, créer un réseau de lignes domestiques. Ils en ont besoin. L'aéroport de Siofok est le premier du genre : un événement.

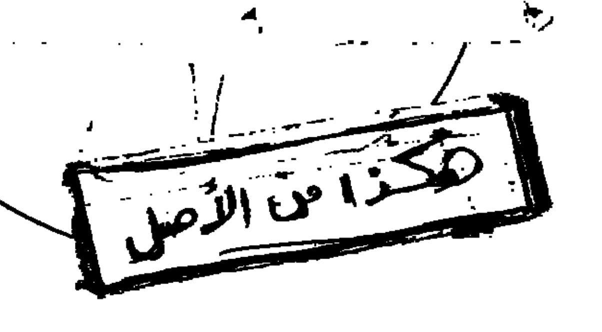
PARC à la française. Pelouse soigneusement entretenues. Au second plan, un château baroque du dix-huitième siècle. Magnifique escalier en fer forgé. A l'intérieur, cent vingt-six pièces dont le mobilier a été entièrement détruit à la fin de la guerre. Avant l'arrivée des communistes, la famille Esterhazy était propriétaire des lieux. Richissime. Plus de cent quarante mille hectares de terre, quelques villages. De lointains héritiers, éparpillés en Europe et aux Etats-Unis, vont-ils réclamer tous ces biens ? Des paysans s'inquiètent. Actuellement, le château appartient à l'Etat. Le bâtiment principal est ouvert au public. Récitals dans la grande salle où pendant vingt ans Haydn donna des concerts. École d'horticulture dans une aile du château. Chaque année, à la remise des diplômes, cérémonie compassée d'un autre âge. Défilé, bannières au vent, musique classique. Le gravier crisse sous les pas. Dans une annexe, quinze chambres monacales pour touristes. Une salle de bains à l'étage.

Le « petit Versailles » hongrois vient d'être rebaptisé château d'Esterhazy. Fertöd, village où il est situé, à 27 kilomètres de Sopron, s'appelait, avant 1950, Esterhaza – la demeure d'Esterhazy. Va-t-il reprendre, lui aussi, son nom d'origine ? La nostalgie d'une certaine grandeur reste vivace.

DEUX mille trois cents kilomètres en voiture à travers la Hongrie. Chaque village a son quartier de maisons neuves. Solides bâtisses d'un ou deux étages, entourées de jardins. La campagne respire le bien-être. A Holloko, dans la région montagneuse du nord du pays, les cinq cents habitants du vieux village vivent déjà dans un musée. Il figure sur la liste du patrimoine culturel de l'humanité, établie par l'UNESCO.

Commencée voilà quelques années sous le régime communiste, la réforme économique dans l'agriculture a relancé la production. Six cent quarante mille lopins privés, sept cent cinquante mille jardins familiaux à l'intérieur des coopératives. Ensemble, ils produisent les deux tiers des pommes de terre et des légumes frais, 55 % du raisin, 40 % des œufs. La moitié du cheptel porcin leur appartient, 40 % de la volaille. La Hongrie a été le premier pays de l'Est à reconnaître aux coopératives une forte autonomie de gestion et de stratégie commerciale. Depuis cinq, six ans, la campagne a commencé à s'enrichir. Il n'y a qu'à traverser les villages de la grande plaine pour le constater : les maisons neuves encerclent les maisons traditionnelles.

(Lettrine de Jean Mineraud.)



CONTESTATIONS, NATIONALISMES ET PÉNURIES CHRONIQUES

La si sage Bulgarie en révolte permanente

M. ANDRÉI LOUKANOV, ancien ministre du commerce extérieur sous Todor Jivkov (renversé le 10 novembre 1989), a formé, le 19 septembre, un gouvernement constitué uniquement de membres du Parti socialiste (ex-communiste). L'opposition regroupée au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD) a refusé d'être associée à la gestion de l'inextricable crise économique, encore aggravée par les événements du Golfe et la suspension par l'Irak du remboursement des son importante dette à la Bulgarie. L'UFD s'est toutefois engagée à ne pas gêner l'action du nouveau cabinet, une promesse qui sera difficile à tenir tant sont fortes les tensions nationales et les frustations sociales.

Par CHRISTOPHE CHICLET *

Un parti communiste qui gagne des élections libres, une instabilité durable qui menace de dégénérer – dans la nuit du 26 au 27 août, plusieurs milliers de manifestants ont mis à sac le siège de l'ancien Parti communiste – décidément la Bulgarie choisit une voie spécifique, bien distincte des autres anciennes « démocraties populaires ».

Les 10 et 17 juin 1990, 6,5 millions de Bulgares ont élu 400 députés dans des conditions jugées satisfaisantes par les observateurs occidentaux. Le Parti communiste, rebaptisé Parti socialiste bulgare (PSB), obtenait 211 sièges. Le principal mouvement d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD, regroupement de 16 partis et clubs, fédérés le 7 décembre 1989) recueillait 144 sièges. En revanche, le Parti agrarien n'en obtenait que 16, payant ainsi sa longue association avec le PC de 1944 à 1989. Quant à la minorité turque regroupée au sein du Mouvement pour les droits et libertés (MDL), elle gagnait 23 sièges tandis que les petites listes obtenaient six élus.

Les résultats de ce premier scrutin libre ont révélé trois profondes cassures au sein de la société. L'opposition entre villes et campagnes d'abord, la plupart des grandes villes s'étant prononcées pour l'UFD, qui obtient même 54 % à Sofia contre 36 % de moyenne nationale. L'antagonisme entre la Bulgarie rurale – où l'appareil communiste reste puissant – et la société sofiote, habituée à une relative liberté depuis plusieurs années, en sort renforcé. Enfin, le poids des traditions d'une paysannerie âpre au gain, ennemie de tout changement trop rapide, a aussi servi le PSB.

Autre cassure, le choc des générations. La jeunesse, qui a suivi de près l'évolution dans les autres pays de l'Est et en particulier la révolution roumaine, soutient majoritairement l'opposition. En revanche, le reste de la population, par habitude et par conservatisme, a refusé un changement trop brutal, d'autant que la résistance antifasciste légitime le Parti communiste au sein des familles d'anciens partisans. A Sofia, le contraste entre les permanences électorales de l'UFD et du PSB était frappant. D'un côté, une jeunesse brouillonne, étourdie de cette nouvelle liberté d'expression ; de l'autre, le calme de sexagénaires enfermés dans les souvenirs glorieux de la Libération. Entre les deux tours des élections, M. Roumen Vodenitcharov, président du Comité de défense des droits de l'homme, résumait cette double rupture : « *La jeunesse et l'intelligentsia sont avec nous, mais les parents à la campagne ont trahi leurs enfants* (1). »

Troisième fracture, peut-être la plus lourde de conséquences : l'autonomisation politique de la minorité turque – 10 % de la population – dont la majorité a voté pour son propre parti, le MDL. Fondé le 4 janvier 1990, il est dirigé d'une main de fer par un jeune philosophe de trente-cinq ans, M. Ahmed Dogan, sorti de prison seulement en décembre dernier. Il revendique 140 000 militants dont seulement 3 000 de souche bulgare. Dénonçant les années de bulgarisation forcée (1985-1989), il a fait le plein des voix dans le Nord-Est et dans le centre méridional du pays. Fort de ses 23 députés, il espère conquérir toutes les mairies dans les zones turcophones lors des élections municipales de ce mois d'octobre.

Si le PSB a obtenu une majorité confortable, il n'atteint pourtant pas les 267 sièges, c'est-à-dire les deux tiers nécessaires et suffisants pour imposer une nouvelle Constitution. En effet, à l'issue d'une longue table ronde entre pouvoir et opposition, les deux parties sont tombées d'accord pour que la nouvelle Assemblée ait un pouvoir constituant pendant 18 mois. Les grandes questions (la séparation de l'exécutif, du législatif et du judiciaire) ainsi que les axes principaux de la réforme économique doivent être votés à la majorité des deux tiers. Avec ses 211 sièges, le PSB est donc obligé de composer avec l'opposition. A l'issue du premier tour, M. Peter Dertliev, président du Parti social-démocrate (membre de l'UFD), titrait dans son journal *Peuple libre* : « *Félicitations pour cette victoire suicidaire* » (2).

Vers un train de mesures impopulaires

CETTE victoire à la Pyrrhus des communistes réformés a permis à l'opposition de transformer une défaite électorale en succès populaire. Dès le 12 juin, les étudiants, refusant les résultats jugés frauduleux, occupent l'université Klement-Ohrid de Sofia. Au fil des jours, ils sont rejoints par leurs professeurs et par la majorité des intellectuels sofiotes. A la fin du mois, l'UFD leur apporte son soutien officiel. Une seule revendication : chasser l'équipe au pouvoir, pourtant légitimée par les urnes. Vainqueurs aux élections, les communistes vont cependant céder devant la rue.

Ne pouvant gouverner seuls, ils doivent composer avec l'opposition, qu'ils souhaitent associer à la gestion de la crise économique et donc à la mise en route d'un train de mesures impopulaires. Le 4 juillet, M. Pavel Pissarev, responsable de la télévision, donne sa démission. Deux jours plus tard, M. Petar Mladenov, président de la République, perd son poste sur l'autel d'une « obligatoire cohabitation » avec l'opposition. Le tombeur de M. Jivkov, le meilleur élève de la perestroïka, n'aura tenu que huit mois, victime d'une petite phrase montée en épingle par les étudiants. En effet, le 14 décembre 1989, lors d'une des premières grandes manifestations de l'opposition, M. Petar Mladenov aurait déclaré : « *Que les chars viennent.* » Les législatives de juin ont débouché sur une crise présidentielle et sur « l'été fou » de Sofia.

La si sage Bulgarie s'est offert un été aux allures de mai 68 balkanique. Chemin faisant, étudiants et contestataires ont érigé un village de toile dans le centre de Sofia, devant la Maison du parti. Baptisée « *cité de la vérité* », elle est traversée par la rue de « *la fin du communisme* » et par l'« *allée des provocateurs* ». Une « *poubelle de l'histoire* » y fut même installée. Contrairement à ce qui s'est passé en Roumanie, le PSB n'a pas voulu employer la force pour déloger ces « *golani* », de crainte de faire exploser le fragile équilibre des forces. Mais, jouant le changement, il a fait élire à la présidence du Parlement l'un de ses représentants les plus réformateurs, l'académicien Nikolaï Todorov. Cela ne suffira pas pour remporter l'élection présidentielle.

Du 20 juillet au 1er août, les députés s'y prendront à six fois pour désigner le chef de l'Etat. Après l'échec de M. Tchavdar Kuranov, ultraréformateur du PSB, les communistes ont présenté M. Viktor Valkov, président du Parti agrarien, capable de faire la liaison entre les deux grandes forces : il lui manquera trois voix. Par ailleurs, le PSB voulait absolument empêcher l'élection de M. Peter Dertliev, candidat de l'UFD. Député au dernier Parlement libre en 1946, ce social-démocrate convaincu n'a jamais renié ses idées malgré dix ans de camp. A 73 ans, c'est le seul politicien chevronné de l'opposition. Sa formation ne l'a soutenu que du bout des lèvres, craignant que le Parti social-démocrate (mieux structuré) ne phagocyte l'UFD.

Contre toute attente, c'est finalement M. Jelio Jelev, philosophe de 55 ans, communiste dissident depuis 1965 et président de l'UFD, qui fut élu le 1er août, après avoir accepté le général Atanase Semerdjiev – ministre de l'intérieur jusqu'au 27 juillet et bête noire des étudiants – comme vice-président. Pourtant, avec cette victoire l'opposition s'est trouvée en partie piégée : elle est impliquée dans la gestion de la crise malgré son refus de participer au nouveau gouvernement. Et M. Jelio Jelev doit abandonner ses fonctions à la tête de l'UFD, alors qu'il était la seule personnalité capable de cimenter les courants divergents de cette union, des écologistes aux monarchistes... Deux mois avant son élection, il déclarait : « *Les communistes doivent manger jusqu'au bout le plat qu'ils ont préparé* (3). » Aujourd'hui, c'est lui qui porte la toque du chef.

Cette instabilité politique, inconnue en Bulgarie depuis les années 20, est le reflet d'une crise plus vaste. Le totalitarisme paternaliste de Jivkov a disparu, mais la société cherche encore ses repères. Dans un premier temps, le malaise s'est focalisé sur le rapport à l'histoire. Dès le mois d'avril 1990 la presse a révélé l'existence de nombreux charniers du goulag : 86 camps ont ainsi été dénombrés et les derniers responsables du bagne de l'île de Béléné ont été écroués fin avril. Il s'agit, d'une part, de victimes de règlements de comptes qui eurent lieu de 1943 à 1945 entre partisans et l'armée royale, alliée des nazis. Mais à partir de 1947-1948, le système broie toute opposition : agrariens, libéraux, socialistes, anarchistes et résistants communistes accusés de titisme. La terreur aurait continué au moins jusqu'en 1962, soit pendant les huit premières années du régime Jivkov.

Pour exorciser les démons du passé, l'opposition et une partie des communistes réformés tentent de tout rejeter sur le dos de M. Jivkov, devenu figure expiatoire d'une démocratie en gestation. Ces accusations sont parfois puériles. *Trud*, le journal des syndicats officiels, dénonce dans son édition du 24 juillet 1990 l'achat de sept voitures occidentales par la famille Jivkov. L'hebdomadaire *168 heures* accuse M. Vladimir Jivkov, le fils alcoolique de l'ancien dictateur, d'avoir offert une BMW à l'une de ses maîtresses. Les malversations organisées par l'ancienne nomenklatura dépassent de loin ces bagatelles. Les services de renseignement, en liaison avec les douanes et les ministères de l'intérieur et du commerce extérieur, avaient mis en place un réseau de sociétés écrans basées en Occident pour organiser différents trafics sur une vaste échelle (armes, devises, métaux précieux). Des cadres de l'actuel PSB en auraient largement profité, d'où une certaine discrétion sur ces questions.

Ces dénonciations ne sont qu'une des facettes d'une angoisse généralisée face à la crise économique. Au printemps dernier, la monnaie locale, le lev, perdait les deux tiers de sa valeur, limitant sérieusement la possibilité de voyager à l'étranger. Depuis les élections, l'inflation prend des allures catastrophiques. L'essence, quasiment introuvable, a augmenté de 100 %. Les prix des produits de première nécessité ont doublé, ceux des services ont triplé, voire quadruplé. Mais les salaires n'ont pas suivi et les deux syndicats (l'officiel et l'oppositionnel) enfin unis ont demandé de concert aux hommes politiques de tous bords de trouver une issue rapide à la crise présidentielle sous peine de grève générale illimitée. A partir du 1er septembre le sucre, la farine, l'huile et la lessive sont rationnés.

« Le tapis de l'islam »

FACE à une telle « casse sociale », le nouveau président Jelev cherche le consensus. Le 5 août, il annonçait la création d'un conseil consultatif de tous les partis représentés au Parlement. Il déclarait par ailleurs vouloir « *abolir les privilèges découlant de l'appartenance politique* ». Et d'ajouter : « *Face à la crise économique, politique et morale, au Trésor et aux magasins vides, j'attribuerai une importance prioritaire aux relations avec l'Occident, dont j'attends une assistance technologique, des investissements et de l'information pour sortir de la crise* (4). »

Le redressement économique peut aussi être un des moyens de sortir de la crise nationaliste. L'émergence de la revendication minoritaire des Turcs de Bulgarie révolte la majorité de la population (5) et la résurgence des vieux réflexes nationalistes dans les Balkans pourrait bien bloquer le processus démocratique. M. Ahmed Dogan, chef charismatique du MDL, n'hésitait pas à déclarer le 14 juin devant la presse : « *Le chemin bulgare vers l'Europe passe par la Turquie, le Bosphore et le tapis de l'islam.* » En écho, un mois plus tard, comme les Serbes du Kosovo, en Yougoslavie, les Bulgares des régions turcophones se mettaient en grève. Face aux risques d'affrontements interethniques, les solutions nationalistes et autoritaires pourraient emporter les faveurs d'une population frappée de plein fouet par les restrictions. D'autant que l'ancien appareil communiste toujours en place dans les provinces n'hésite pas à jeter de l'huile sur le feu qui couve.

(1) *Journal de Genève*, 19 juin 1990.
(2) *Journal de Genève*, 14 juin 1990.
(3) *Le Monde*, 11 août 1990.
(4) AFP, 6 août 1990.
(5) Lire : « La Bulgarie aussi choisit le changement », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

* Chercheur associé au Centre d'histoire de l'Europe du XXe siècle, Fondation nationale des sciences-politiques, Paris.

FULGURANTE ÉVOLUTION DE LA PRESSE SOVIÉTIQUE

Vive le capitalisme, haro sur la révolution !

ALEXANDRE SOLJENITSYNE a rompu le silence et publié à Moscou une brochure dans laquelle il propose de *« réaménager la Russie »*. Fort attendus, les propos de l'auteur de *l'Archipel du Goulag* n'ont pas suscité de grands débats. C'est que son programme – où se mêlent religion, tsarisme et nationalisme – ne surprend guère. Et paraît presque timide comparé aux articles iconoclastes que publie désormais la presse soviétique.

Par JEAN-JACQUES MARIE *

Le lecteur le plus las de la « politique » ne saurait rester indifférent au travail fondamental du journaliste Alexandre Tsipko, qui pose, dans *Novy Mir*, cette question : *« Nos principes sont-ils bons ? »* (titre de l'article), et répond avec assurance : *« Non, ils NE sont pas bons »*. Alexandre Tsipko *« enquête »* sur le rôle des classiques du marxisme dans *« nos malheurs actuels »*, et juge *« criminelle »* (c'est son expression) la *« doctrine de la révolution et de la dictature du prolétariat »*.

Le tirage de ce numéro, comme du précédent, ayant été retardé, officiellement pour manque de papier, un responsable de *Novy Mir* regrettait ce retard et précisait que, *« pour une partie des abonnés de la revue, ces audaces de Tsipko seront déjà devenues des lieux communs à la date où ils recevront ce numéro »* (1).

On ne saurait mieux dire que la pensée officieuse de l'intelligentsia soviétique évolue à grande vitesse...

A une si grande vitesse... qu'un dissident soviétique émigré, commentateur à Radio Svoboda, Vadim Belotsverdovski, a adressé à la revue *Znamia* (juillet 1990) une lettre qui commence par cette constatation mélancolique :

« L'intelligentsia russe ne peut manifestement vivre sans tomber dans les extrêmes. L'extrémité à la mode aujourd'hui, c'est le penchant pour le marché, pour le capitalisme. » Ce penchant s'accompagne d'une dénonciation de la révolution d'Octobre, souvent présentée comme un simple coup de force organisé par des fanatiques ou des chefs de bande foulant aux pieds la démocratie et la morale. En même temps, on procède à une réévaluation mystifiante et fantasmagorique de la Russie tsariste ; cela prend des formes d'une étonnante brutalité. Et pas seulement dans les articles délirants des revues liées au groupe stalino-fasciste et antisémite de Pamiat, comme *Nach Sovremennik* (2), *Molodia Gvardia* ou *Moskva*, mais dans les opinions couramment exprimées dans les revues ou les journaux dits « libéraux » ou « radicaux ».

L'interview complaisante de M. Le Pen publiée par le quotidien des « Jeunesses communistes », *Komsomolskaia Pravda*, du 3 août 1990, ou celle du représentant de Possev, maison d'édition du NTS (organisation liée pendant la guerre à l'armée de Vlassov, qui combattait l'URSS dans le camp de Hitler), publiée dans la *Literatournaia Gazeta*, hebdomadaire de l'Union des écrivains (8 août 1990), n'expriment pas seulement une révulsion bien naturelle à l'égard du monolithisme, elles reflètent une évolution de couches entières de l'intelligentsia qui consiste à inverser grossièrement les critères ou les stéréotypes staliniens. Le résultat est parfois hallucinant...

Un discours furieusement reaganien

PAR exemple, *sans susciter d'émoi* particulier, le philosophe Gourevitch dénonce dans *Sovetskaia Kultura*, l'un des journaux phares de la perestroïka, toutes les mesures dites sociales comme des incitations à la fainéantise qui suppriment chez l'homme l'envie même de travailler. *« Les gens se sont mis à devenir délibérément chômeurs. Pendant que les uns gagnaient leur pain à la sueur de leur front, d'autres s'amusaient à donner à manger aux cygnes dans les jardins publics. Pendant qu'X à son travail se recroquevillait à l'idée de voir le visage furieux de son patron, Y dormait à poings fermés dans son lit jusqu'à midi... »* (19 septembre 1989.)

Notre philosophe radical ne se contente pas de dénoncer cette prétendue couche de chômeurs professionnels... A l'en croire, les pensions alimentaires versées aux femmes divorcées ayant des enfants à charge ont produit les mêmes effets pervers : après l'institution de cette pension alimentaire, *« la statistique des divorces a fait un bond. Les femmes américaines avaient trouvé là un bon moyen d'assurer leur existence quotidienne »*.

Bref, selon notre moraliste philosophe, les femmes américaines font profession de divorce comme une bonne partie des ouvriers choisissent la carrière du chômage...

* Ecrivain, auteur de *Vladimir Vissotsky*, Seghers, Paris, 1989.

THE GREAT TERROR. A REASSESSMENT. – Robert Conquest

★ Hutchinson, Londres, 1990, 570 pages, 19,95 livres.

Vingt ans après son livre classique écrit sur la terreur stalinienne, l'historien britannique Robert Conquest fait le point sur les nouvelles connaissances acquises sur le sujet depuis le début de la perestroïka en 1985. Il passe en revue les purges depuis l'assassinat de Kirov en 1934 – qui fut organisé par Staline pour vaincre une solide opposition au Bureau politique du PC favorable à une détente intérieure – jusqu'au dernier grand procès de mars 1938, en passant par la liquidation des vieux bolchéviks, des cadres de l'armée, des intellectuels, des communistes étangers et des dirigeants de diverses républiques. Le résultat, au-delà des millions de victimes, fut une peur permanente dont l'URSS cherche aujourd'hui, avec bien des difficultés, à se débarrasser. Sans apporter de révélations majeures – les mécanismes de la grande terreur sont connus depuis une vingtaine d'années, – cet ouvrage précise des faits qui restaient encore mal documentés.

A.G.

Ces propos, qui n'ont pas suscité de polémique dans les colonnes du journal soviétique, n'ont, malgré leur outrance, rien d'exceptionnel.

Boris Pinsker, auteur d'une étude sur *« la chimère bureaucratique »*, publiée dans la revue radicale *Znamia* (novembre 1989), affirme que *« les deux tiers des augmentations de dépenses de l'Etat* (aux Etats-Unis) *sont dues à l'augmentation des dépenses d'assistance sociale et de santé »* dont le budget croîtrait, selon lui, beaucoup plus vite que celui des dépenses militaires ; dès lors la crise économique du capitalisme du milieu des années 70 *« n'a nullement été suscitée par l'anarchie de la concurrence mais par l'augmentation des dépenses de l'Etat et le renforcement du rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale »*, bref par la *« destruction des règles du jeu du marché »*. Les conclusions furieusement reaganiennes de cette « analyse », recopiée à partir de documents du Fonds monétaire international, sont évidentes : la réduction des « dépenses sociales » (santé, sécurité sociale, etc.) est la condition de l'assainissement de la situation. A l'Ouest et à l'Est, bien entendu. L'économiste Vassili Seliounine, tout aussi néolibéral que son collègue, explique, lui, que contrairement aux idées répandues, le chômage, loin d'exprimer la pauvreté, est l' *« accompagnateur naturel »* de la richesse économique. Ces analyses *« théoriques »* débouchent, bien entendu, sur des propositions concrètes de politique d'austérité et de « vérité » des prix pour l'Union soviétique d'aujourd'hui. Elles accompagnent et anticipent la mise en œuvre de la réforme économique de MM. Gorbatchev et Chataline (3) qui s'annonce pénible et douloureuse. Pinsker dénonce d'ailleurs le *« réformisme de la social-démocratie occidentale parce que*, selon lui, *ses mesures sociales coûteuses démoralisent les chefs d'entreprise » !* Il vitupère aussi *« le comportement irresponsablement belliqueux des dirigeants syndicaux dans les pays capitalistes ayant un secteur nationalisé puissant, qui aggrave l'instabilité économique, politique et sociale » !*

Si la politique est bien de l' *« économie concentrée »* (Lénine), on ne s'étonnera pas que ce délire inspiré du FMI s'accompagne de positions ou d'analyses historico-politiques du même tonneau. Un historien auteur de deux courtes études sur les socialistes-révolutionnaires de gauche dans l'hebdomadaire de l'Union des écrivains, *Literatournaia Gazeta*, explique de façon imagée les changements idéologiques *intervenus en quelques années* : lorsqu'il avait défendu sa thèse sur ce sujet, il y a sept ans, un membre du jury s'était inquiété qu'il ait pu lire la revue des socialistes-révolutionnaires de gauche ; un intellectuel de ses amis apprenant, en 1990, qu'il écrit une étude sur le sujet s'étonne : *« Pourquoi parles-tu de ces gens-là ? Si je ne me trompe, les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient d'aussi grandes canailles que les bolcheviks »*. (4 juillet 1990). Evidence dans le milieu...

Le général Volkogonof, il y a deux ans, dessinait dans *la Pravda* le portrait d'un Trotski devenu au fil des ans *« antisoviétique »* ; récidivant cette année dans la *Literatournaia Gazeta* (30 mai et 13 juin 1990), et désireux de s'adapter à son public et aux vents nouveaux, il fait précéder son *« étude »* d'une citation du philosophe chrétien Nicolas Berdiaev (1874-1948), dénonce en Trotski le *« grand-prêtre »* de la terreur rouge, de la violence révolutionnaire et du principe *« la fin justifie les moyens »*, appliqué, d'ailleurs, dit-il, par tous les dirigeants bolcheviks.

Dans la revue *Daougava* (mai 1990), Iouri Goureev affirme : *« Tout ce qui est progressiste dans la formulation conceptuelle de la perestroïka est la négation du léninisme »* Mais qu'est-ce que le léninisme ? Selon Iouri Gouzcev : *« Le culte du chef (...), le recours à la violence, l'apologie de la dictature, (...) le mépris à l'égard de la morale universelle, ces aspects du léninisme (bolchévisme) permettent, si difficile qu'il soit de l'admettre, de considérer le léninisme comme l'un des courants du fascisme. »*

On pourrait multiplier les signes annonciateurs de cette évolution fulgurante, quoique diversifiée. Pendant de longues années, par exemple, la revue *Questions de philosophie* ne s'écarta guère du prétendu « marxisme-léninisme » inventé au lendemain de la mort de Lénine. Or le numéro de décembre 1989 de cette sérieuse revue publiait, en pages 90-96, un texte de Serge Boulgakov intitulé : « Le sens philosophique de la sainte Trinité. » On y apprend que *« l'homme a été créé à l'image et à la ressemblance de Dieu. Cela signifie que l'image de la sainte Trinité est imprimée dans toute sa nature. Nous créons l'homme à notre image et à notre ressemblance. Voilà ce que dit la parole de Dieu... », etc.* En note, la rédaction *« exprime sa profonde reconnaissance à Nikita Struve qui lui a transmis ce document »*. C'est pour le moins un changement de cap ; il ne signifie certes pas que la rédaction de la revue est passée de la prétendue orthodoxie marxiste-léniniste à l'orthodoxie religieuse, mais, indiscutablement, le dogme fascine. Dans son numéro de mai 1990, la revue publie le pamphlet de Trotski *Leur morale et la nôtre*. Mais *Questions de philosophie* fait suivre le texte de Trotski d'une longue réfutation, alors que le texte de Boulgakov n'était pas suivi du moindre commentaire analytique ou critique.

Exaltation du passé tsariste

L'HISTOIRE est, bien entendu, au centre des révisions les plus brutales qui amènent de nombreux publicistes à exalter le passé tsariste et à chanter ses progrès permanents fâcheusement interrompus par la révolution (tombée tout armée de la tête des bolcheviks). Un historien, Vitali Startsev, a assez bien résumé ce chœur dans un article de *la Pravda* : *« Le « rêveur » du Kremlin ne connaissait pas la vie, il ne connaissait pas la Russie paysanne. Il nous a imposé un socialisme pour lequel ni le peuple ni le pays n'étaient prêts (...). Le communisme de guerre qu'il a édifié en une année et demie et qui a été exalté par ses collaborateurs les plus proches, Trotski et Kamenev, Zinoviev et Boukharine, a été l'ébauche du « socialisme féodal » de caserne stalinien (...). Laissez-nous revenir en arrière et nous engager sur la voie interrompue par Lénine. Certains nous proposent de revenir à février 1917, d'autres directement à Stolypine et à l'empereur souverain. »* (*Pravda*, avril 1990.)



DR

LA VÉRITÉ, LA VÉRITÉ SANS FARD (affiche d'Olga Sémenova, 1987)
Nouveaux dogmes, mythes religieux et fantasmagories nationalistes

L'homme à la mode aujourd'hui est Piotr Stolypine (4), qui écrasa les derniers soubresauts de la révolution de 1905 et rétablit l'ordre en Russie par la corde et les réformes avortées.

La vérité historique est soumise à un rude traitement, hérité de la tradition stalinienne, pour discréditer les bolcheviks et la révolution. Ainsi, un historien affirme dans *Ogoniok* (nº 32, 1989) que la première faute grave des bolcheviks fut d'avoir, en novembre 1917, refusé un gouvernement de coalition avec les autres forces de gauche (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) ; ce refus aurait enclenché l'engrenage terroriste et totalitaire du parti unique. Cet historien « oublie » un fait : les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, persuadés de la chute imminente des bolcheviks, mettaient comme préalable la mise à l'écart de Lénine et de Trotski... Trois essayistes dénonçant les *« mythes de notre révolution »* dans *Literatournaia Gazeta* (14, 17, 21 et 28 mars 1990) affirment en s'appuyant sur les philosophes chrétiens Frank, Berdiaev et Boulgakov que le mythe de la *« justice distributive »* a engendré *« la catastrophe économique, la faim, la liquidation des ennemis du peuple »*, bref le goulag et le stalinisme.

Dans la même voie, la revue *Novy Mir* éclaire ses lecteurs sur le 10e congrès du parti bolchevik (mars 1921) en publiant un texte de l'historien émigré Avtorkhanov, selon qui la seule différence dans le régime du parti sous Lénine et sous Staline, à dater de ce congrès, c'est que *« sous Lénine les purges étaient périodiques, et sous Staline elles devinrent permanentes »*.

La mode atteint, bien entendu, le domaine éthéré de l'esprit. La plupart des revues littéraires publient ou annoncent des écrits de philosophes religieux d'une profondeur et d'une nouveauté souvent peu évidentes. Ainsi la revue *Iounost* publiant des textes d'Alexei Lossev livre à notre admiration un aphorisme révélateur : *« Bienheureux celui qui a vu et a cru, mais trois fois bienheureux celui qui n'a pas vu mais qui a cru quand même »* (mai 1990) ! Un autre nous apprend que le philosophe chrétien Frank a découvert que *« pour partager justement, il faut d'abord avoir de quoi, et pour avoir de quoi il faut d'abord produire »* (*Literatournaia Gazeta*, 14 mars 1990).

De nombreux intellectuels soviétiques redécouvrent, avec extase, les valeurs éternelles du bon, du bien et du beau. Mais ils ne se meuvent pas dans un univers vide. Ils haïssent l'appareil bureaucratique, mais leur pensée aujourd'hui dominante n'est peut-être que la simple reproduction inversée de celle de l'appareil : l'appareil a embaumé Lénine, ils en font un démon ; l'appareil a hissé ses privilèges au rang de fonction historique, ils chantent la propriété, la marchandise et la plus-value comme des formes de la morale éternelle ; l'appareil a écarté les ouvriers du pouvoir en les glorifiant, ces intellectuels les méprisent et craignent leur révolte incontrôlée contre les conséquences de la « liberté » économique (chômage ou hausse des prix, par exemple). C'est ce qui menait sans doute l'académicien Leonid Abalkine, en février 1989, à regretter la mauvaise qualité *« des masses soviétiques »*. Il ajoutait avec une pointe de regret : *« Nous achetons des machines, nous ne pouvons pas nous acheter un peuple »*...

La *Pravda* – nouveau chantre du capitalisme ! – a ouvert en janvier 1990 une rubrique hebdomadaire intitulée *Business et perestroïka* (sic) ; le numéro du 14 juillet dernier a publié une page entière de publicité d'Elf-Aquitaine qui proclame : *« A l'aide du pétrole et de la chimie, Elf-Aquitaine participe à la cause du progrès de l'humanité »*, bref glorifie l'entreprise ; en même temps l'intelligentsia chante les vertus de la propriété privée (*« base de la liberté »*, selon Andrei Nouïkine) et la *« libre »* entreprise.

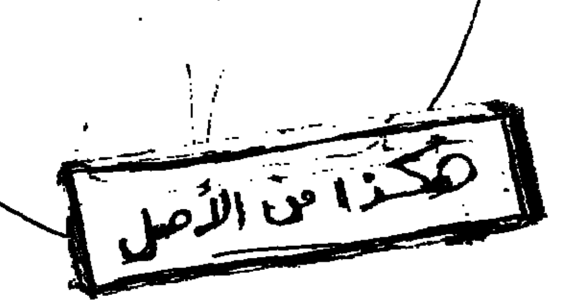
L'intelligentsia se croit libre en prônant ces « valeurs ». Ce faisant, pourtant, n'exprime-t-elle pas en réalité la nouvelle idéologie dominante qui déifie le marché et ses lois comme les formes les plus hautes de la liberté ? Ne minimise-t-elle pas les risques de misère et de chômage pour des dizaines de millions de personnes ?

(1) *Literatournaïa Gazeta*, Moscou, 13 juin 1990.

(2) Un exemple suffit, pour illustrer le caractère illuminé de la réhabilitation du tsarisme par ces courants : l'un de leurs prophètes, l'essayiste Vadim Kojinov, dans un long article intitulé « La vérité et la vérité vraie », s'est attaché à démontrer l'infinie « supériorité humaine » du régime tsariste sur les démocraties occidentales : *« Au cours des XVIIIe et XIXe siècles, la Russie, par comparaison avec l'Europe occidentale, a été un pays réellement unique : en cent soixante-quinze ans, seuls cinquante-six individus ont été condamnés à mort pour raisons politiques (...). Pendant ce temps, en Europe occidentale, des dizaines de milliers d'individus ont subi le châtiment suprême. »* (*Nach Sovremmenik*, avril 1988.) Est-il besoin de rappeler que la seule répression de l'insurrection des Polonais de l'Empire russe, en 1863, a coûté plus de cent soixante-quinze pendus et fusillés ?...

(3) *Cf. la Tribune de l'Expansion*, Paris, 12 septembre 1990.

(4) NDLR : Piotr Stolypine (1862-1911), homme d'Etat russe, ministre de l'intérieur en 1904, puis président du conseil en 1906. Il mourut assassiné.



DEUX CHINES, UN SEUL MARCHÉ

Taïwan à l'assaut du continent

QUELQUES gouvernements avaient, en juin 1989, donné l'impression d'être fort irrités par la répression du « printemps de la place Tiananmen », à Pékin. A Taïwan, dont les dirigeants ont pourtant toujours été à la pointe du combat anticommuniste, ces états d'âme n'ont jamais eu cours. Les affaires sont les affaires : jamais les investissements sur le continent n'ont été aussi importants. Une nouvelle carte s'ébauche, par-delà des frontières idéologiques de plus en plus poreuses.

Par PHILIPPE LE CORRE *

Il n'y a pas si longtemps encore, la communauté internationale comptait parmi ses membres deux Yémens et deux Allemagnes. Aujourd'hui, les deux Yémens sont unifiés, les deux Allemagnes aussi. Et, même dans la péninsule coréenne, les gouvernements de Séoul et de Pyongang ont commencé à discuter *(lire, page 10, l'article de Selig Harrison)*. Quant à la Chine, dont les deux parties, continentale et taïwanaise, sont officiellement en guerre depuis 1949, est-elle encore divisée ? La question a de moins en moins de pertinence... pour les hommes d'affaires de l'île.

M. Tseng, qui fait, *via* Hongkong, la navette entre Taïwan et la province chinoise du Fujien – toute liaison aérienne directe régulière entre les « deux Chines » étant interdite au nom de la politique des « trois non » du Kuomintang (1), – a vaguement entendu dire que les régimes s'opposent depuis quarante et un ans. Le gouvernement nationaliste aurait même conseillé à ses ressortissants de ne pas investir sur le continent, en raison des *« risques politiques »*. Mais M. Tseng est un cadre taïwanais modèle et son patron, propriétaire d'une importante fabrique de parapluies à Taoyuan, près de Taïpeh, l'a envoyé en Chine il y a un an, à la recherche d'« opportunités ».

Pour une entreprise taïwanaise, les « opportunités » sont multiples et attrayantes. *« D'abord, nous payons nos ouvriers dix fois moins qu'à Taïwan. Ici, la main-d'œuvre est abondante et bon marché. Ensuite, les autorités chinoises nous exonèrent d'impôts pendant trois ans. Enfin, nous avons le droit d'effectuer des investissements à 100 %, contrairement aux sociétés étrangères qui doivent s'en tenir aux joint-ventures »*, explique M. Tseng, qui vient d'inspecter son usine de Zhengzhou, dans le Fujien.

Pour fabriquer des parapluies en Chine, il lui en a coûté un investissement de 1 million de dollars taïwanais, soit 200000 francs environ, mise de fonds qui sera probablement amortie sous peu. Selon Mme Chen Lee-in, professeur à l'université nationale de Taïwan et spécialiste des rapports économiques avec le continent, les industriels de l'île n'attendent en général guère plus de deux ans avant de rentrer dans leurs frais.

* Journaliste.

L'augmentation des investissements taïwanais en Chine depuis 1987, date à laquelle Taïpeh a autorisé ses ressortissants à se rendre sur le continent, est impressionnante. En trois ans, ils se sont situés, selon les diverses estimations, entre 1 milliard et 1,5 milliard de dollars (américains). De janvier 1989 à avril 1990, l'augmentation a été de 75 % pour la seule ville de Xiamen, dont la municipalité fait état de trois cent un projets à financement taïwanais. Xiamen, ancien haut lieu, comme Shanghaï, des concessions occidentales, est devenue la plus prometteuse des cinq « zones économiques spéciales » chinoises, et ceci grâce aux capitaux taïwanais (2).

Située de l'autre côté du détroit, face à Taïwan, Xiamen offre à l'homme d'affaires insulaire des avantages non négligeables : une culture et une langue communes (originaires du sud du Fujien, la plupart des Taïwanais parlent le même dialecte que leurs cousins d'en face, du Minnan) ; des facilités d'investissements ; une proximité aussi bien avec Hongkong, plaque tournante incontestée des « échanges indirects » (3), qu'avec Taïwan.

Il n'existe officiellement pas de liaisons maritimes ou aériennes. Toutefois, depuis deux ans, le nombre de « bateaux de pêche » faisant la navette entre Taïwan et le continent n'a cessé d'augmenter, d'où le développement d'une intense contrebande : des antiquités aux armes à feu, en passant par les parapluies... *« La traversée – toujours effectuée de nuit – dure une dizaine d'heures, alors que le parcours officiel Xiamen-Hongkong-Taïpeh prend en moyenne sept jours »*, raconte M. Frank Hsu, directeur d'une entreprise d'électronique qui fabrique des interrupteurs et des adaptateurs électriques dans la zone industrielle de Huli, non loin de Xiamen. M. Hsu, qui a investi 4 millions de dollars *(machines et équipements divers, tous importés de Taïwan)*, reconnaît utiliser régulièrement le « système D » lorsqu'il a une commande urgente. Comme la plupart des investisseurs taïwanais, qui dit présence en Chine dit risque, donc nécessité de faire vite.

La province du Fujien est le lieu privilégié des entrepreneurs taïwanais. Le gouvernement local estime à quatre cent trente le nombre de projets à capitaux de Taïwan. Les principaux secteurs sont : l'électronique, le textile, le jouet, les articles de sport, autant de spécialités taïwanaises. Les insulaires ont aussi commencé à spéculer sur l'immobilier, et les prix prennent lentement mais sûrement la même direction qu'à Shenzhen, autre « zone économique spéciale », dans la province du Guangdong. *« Ceux qui ne pouvaient plus spéculer à Taïwan sont venus s'installer ici. Il existe un nombre important de terrains ou de bâtiments inoccupés par leurs propriétaires. La raison en est simple : ils attendent que les prix montent pour pouvoir les louer ou les revendre »*, déclare un observateur à Xiamen. Le prix du mètre carré a déjà été multiplié par treize dans la zone très prisée de Huli, où vivent et travaillent la majorité des Taïwanais installés dans la province (4).



Zones résidentielles, restaurants, boîtes de nuit

AUTOUR du Mandarin, luxueux hôtel, disposant de lignes téléphoniques d'une qualité rare en Chine, on trouve un centre de conférences (une quarantaine de représentants de firmes taïwanaises visitent quotidiennement la « zone spéciale »), des villas résidentielles, des restaurants, et même une boîte de nuit pareille à celles de Taïpeh, munie de l'équipement obligatoire : le kalaoké. Il s'agit d'une salle où sont projetés des clips vidéo avec, en sous-titres, les paroles de chansons dont on n'entend que la musique ; n'importe quel spectateur peut s'emparer du micro et du synthétiseur et chanter. Lorsqu'il ne diffuse pas de chansons (toutes taïwanaises, cela va sans dire), l'écran géant du Mandarin montre l'armée nationaliste du Kuomintang défilant le 10 octobre à Taïpeh, jour de la fête nationale ! On croit rêver...

En outre, les habitants de Xiamen captent parfaitement les radios et télévisions de l'île, située à 160 kilomètres. A l'inverse, les habitants de l'îlot de Quemoy, sous contrôle taïwanais, vivent encore à l'heure de la guerre froide et n'ont même pas accès à un transistor. La raison : en cas d'attaque chinoise, Quemoy, située à 2 kilomètres du continent, se trouverait en première ligne.

Dans le Fujien, la guerre froide est bien oubliée. A Fuzhou, la capitale provinciale, on ne compte plus les *« maisons de Taïwan »*, les *« grands magasins de Taïwan »*, les *« restaurants taïwanais »*. C'est là, dans les bureaux de l'administration, que se décident bon nombre de projets, qui ont tout pour satisfaire la Chine. *« Les Taïwanais remplissent les hôtels, paient les ouvriers jusqu'à trois fois le salaire normal (5), donnent des pourboires, offrent des cadeaux »*, observe un banquier à Fuzhou. Résultat : une inflation galopante, et une population locale qui devient de plus en plus exigeante. Interdits de visite par leur propre gouvernement pendant trente-huit ans, les Taïwanais jouent volontiers les *« nouveaux conquérants »* et entendent *« montrer aux continentaux comment faire des affaires »*, selon les termes de M. Frank Hsu, qui tempête volontiers contre les lenteurs bureaucratiques.

Mais les Taïwanais ne se cantonnent plus dans le Fujien, ne serait-ce que parce qu'ils font beaucoup de tourisme. Depuis 1987, près de trois millions d'insulaires ont pris d'assaut les lignes intérieures de la China Aviation Administration Corp., la CAAC, trop chères pour les autochtones. Alors que les touristes occidentaux sont beaucoup moins nombreux depuis la répression de juin 1989, les Taïwanais débarquent par charters entiers. Et on estime que chacun d'entre eux dépense en moyenne l'équivalent de 10 000 francs par voyage, soit en devises (à Xiamen, le dollar taïwanais se change au marché noir en toute impunité), soit en cadeaux destinés à la famille ou aux amis. Nombre de Formosans ont des parents en Chine.

Les Taïwanais sont partout. On les rencontre à Chengdu, au centre du pays, à Pékin, à Shanghaï. Quelque mille entreprises de chaussures auraient investi dans la région de Canton. Ils achètent des terrains dans les provinces du Jiangsu, du Zhejiang, dans l'île de Hainan. Le gouverneur de cette dernière les a même invités à *« venir faire profiter Hainan de leur savoir »*. Résultat : un consortium taïwanais envisage d'investir 200 millions de dollars dans un projet grandiose à Haikou (la grande ville de Hainan). Il pourrait construire un hôtel et un millier de résidences individuelles. Certaines banques occidentales, tels le Crédit lyonnais ou la Standard Chatered, appâtées par les capitaux taïwanais, ont ouvert des agences à Xiamen, utilisant des expatriés de l'île comme cadres dirigeants.

Mais le gros projet des années 90 est celui de Formosa Plastics. Il s'agit du principal groupe industriel taïwanais, numéro un mondial du polychlorure de vinyle (PVC), avec un chiffre d'affaires de 34 milliards de francs. Son président, M. Wang Yung-ching, s'est rendu à plusieurs reprises sur le continent et souhaiterait y installer le naphta-craqueur qu'il ne peut construire à Taïwan en raison du manque de place et des protestations des écologistes. L'ensemble – auquel s'associeraient une centaine d'autres sociétés taïwanaises travaillant dans divers secteurs – coûterait 12 milliards de dollars, soit le plus important projet jamais réalisé avec des capitaux insulaires. Le consortium piloté par M. Wang devrait investir 7 milliards, la partie chinoise y contribuant pour 5 milliards. Pour le régime de Pékin, le projet Formosa Plastics est l'occasion rêvée de tisser des liens durables avec Taïwan, tout en développant l'industrie pétrochimique dans la région de Xiamen. Le son de cloche est différent du côté des nationalistes. Taïpeh ne cesse d'adresser des mises en garde à M. Wang. Pour M. John Ni, directeur du Centre des investissements au ministère de l'économie, le patron de Formosa, *« conscient des dangers que présente son projet, envisage de l'abandonner et de construire son usine à Taïwan »*.

Or il semble que les négociations soient bien amorcées et que M. Wang Yung-ching – qui a rencontré M. Deng Xiaoping, M. Jiang Zemin, secrétaire général du PC, et le premier ministre, M. Li Peng – soit décidé d'aller de l'avant, malgré les risques politiques. S'il veut garder sa clientèle, le « roi du plastique » doit en effet réaliser ces investissements, qui seraient, de toute façon, beaucoup plus onéreux à Taïwan.

A Taïpeh comme à Xiamen, le sentiment général est que M. Wang mènera à bien son projet, quitte à investir également sur l'île. L'arrivée de Formosa Plastics en Chine serait ainsi le « point de non-retour » d'une présence taïwanaise qui n'a fait que s'accroître ces dernières années. On parle d'établir des liaisons aériennes et maritimes directes au cours des mois ou des années à venir. A la télévision taïwanaise, des reportages réalisés avec la bénédiction des autorités chinoises décrivent chaque semaine la vie quotidienne, la culture, les événements sportifs du continent. Et le ministère taïwanais de l'économie organise lui-même des séminaires sur les investissements en Chine, tout en conseillant *« une certaine prudence »* !

« Nous devons mettre en garde nos entrepreneurs contre les risques qu'ils encourent », explique M. John Ni. Pour sa part, Mme Chen Lee-in raconte : *« De nombreux Taïwanais, peu au fait des lois chinoises, ont mal lu les clauses de leurs contrats. Dans ce cas, ils adoptent une attitude expéditive : ils ferment leur usine et rentrent à Taïwan. Et il va sans dire que les autorités chinoises se gardent bien d'en faire état dans leurs statistiques ! »*

La floraison de séminaires et réunions destinées à « expliquer la Chine » aux futurs investisseurs répond aux angoisses de personnes ayant, pendant quatre décennies, subi la propagande d'un gouvernement farouchement anticommuniste. Certes, les deux rives du détroit possèdent une culture commune, mais il reste bien du chemin à parcourir. Si les Taïwanais ne se sont guère émus de la répression sanglante de 1989, ils restent obsédés par la crainte de ne pouvoir gérer leurs affaires comme ils l'entendent. Quant aux Chinois du continent, lorsqu'on leur parle de l'île, ils répondent simplement que Taïwan a beaucoup d'argent...

(1) « Non au compromis, non à la négociation, non aux contacts ».

(2) « No fireworks for SEZ birthday », *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 23 août 1990.

(3) En 1989, les échanges commerciaux entre Taïwan et la Chine, *via* Hongkong, ont atteint 3,7 milliards de dollars (américains). Il existe d'autres intermédiaires, comme le Japon et Singapour, qui ne publient pas de statistiques sur le sujet.

(4) « Taiwan investors establish a beachhead in China's Fujien province », *Asian Wall Street Journal*, Hongkong, 13 août 1990.

(5) Le salaire chinois moyen varie entre 120 et 200 renminbi (entre 150 et 240 francs par mois).

Cartographie : Philippe Rekacewicz

FACE A L'ILE, UNE PROVINCE CHOYÉE PAR LES INVESTISSEURS

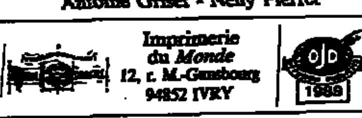
GENÈSE DU POUVOIR ET DE L'OPPOSITION EN CHINE. Le printemps de Yan'an, 1942. – Guilhem Fabre

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 216 pages, 130 F.

Les fameuses *Interventions aux causeries* de Mao Zedong ont joué un rôle idéologique et politique très important au cours de la révolution chinoise, avant et après sa victoire. Guilhem Fabre, après avoir rappelé dans quel cadre stratégique, historique et social eurent lieu, en 1942, les débats de Yan'an (Yenan), démonte les mécanismes de cette campagne de « rectification », qui fut suivie de tant d'autres, et aboutit, outre le culte de Mao, à la mise au pas systématique de toute pensée libre. A coups de slogans, de clichés, d'humiliations, les écrivains révolutionnaires hérissés par les oukases simplificateurs sont réduits au silence. A Yan'an, le principal bouc émissaire s'appelle Wang Shiwei ; il sera assassiné en 1947 par un certain Li Kenong, qui fera ensuite une brillante carrière politique...

JACQUES DECORNOY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateurs délégués : Antoine Griset - Nelly Pierret
Imprimerie du *Monde* 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY



Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) (1) 05-36-11-11.

DANS UN NORD-EST ASIATIQUE EN MUTATION

Séoul et Pyongyang préparent la paix

DANS le grand maelström qui agite le Nord-Est asiatique, le dialogue intergouvernemental engagé par les deux Corées joue un rôle essentiel. Il aura assurément des conséquences capitales sur la société du Nord et le régime de M. Kim Il-sung, l'un des derniers bastions du communisme « pur et dur » pris dans les bouleversements de cette région où se rencontrent les intérêts américains, japonais, soviétiques et chinois.

Par SELIG S. HARRISON *

« Excellence, monsieur le Président »... Le 6 septembre dernier, pour la première fois depuis la guerre (1950-1953), la Corée du Nord a reconnu la légitimité du gouvernement sud-coréen lorsque son premier ministre, M. Yon Yong-muk, a salué par ces mots le président Roh Tae-woo. Le premier dialogue à haut niveau politique entre les responsables des deux Etats pouvait commencer.

Certes, aucun résultat substantiel n'a été noté à l'issue des quatre heures de discussions à Séoul. Cependant, l'amabilité des échanges de vues et la chaleur de l'accueil réservé par les Sud-Coréens pendant trois jours aux quatre-vingt-dix Nord-Coréens ont montré l'importance de l'événement. Le 19 octobre, une mission sud-coréenne dirigée par le premier ministre, M. Kang Young-hoon, se rend à Pyongyang, nouveau signe que la tension entre le Sud et le Nord va diminuer au cours des années à venir.

Stimulée par l'URSS, la Corée du Nord s'est lancée dans une offensive de paix – à preuve sa flexibilité accrue en ce qui concerne le contrôle des armements et sa récente ouverture en direction du Japon. Fait plus décisif : des pressions intérieures contraignent le président Roh à rechercher une normalisation des relations entre le Sud et le Nord, notamment à participer à un sommet avec M. Kim Il-sung avant la prochaine élection présidentielle de février 1992 dans le Sud.

Les propositions de Pyongyang sur le contrôle des armements et la réduction mutuelle des forces dans les deux parties de la péninsule visent à alléger le poids du budget de la défense du Nord. La Corée du Nord consacre à la défense une part quatre fois plus importante de son produit national brut que le Sud. Elle entend allouer davantage de main-d'œuvre et de crédits à la production de biens de consommation et à l'industrie minière – sa principale source de devises. Dans ses propositions de 1987, 1988 et mai 1990, le Nord a proposé des réductions de forces à 100 000 hommes en trois étapes étalées sur trois ou quatre ans, le tout s'accompagnant d'un retrait progressif des troupes américaines.

M. Yon Yong-muk a affirmé en septembre que les négociations sur les réductions d'effectifs devaient commencer *« de concert »* avec les discussions sur un pacte de non-agression et d'autres mesures de moindre importance mais tendant aussi à renforcer la confiance mutuelle. Selon Pyongyang, la politique des *« petits pas d'abord »* prônée par Séoul ne vise qu'à interdire pour longtemps une unification prenant la forme d'une confédération qu'envisage le Nord. Pyongyang, a indiqué M. Yon, ne rejette pas cette idée des *« petits pas d'abord »*, mais elle doit s'inscrire dans une stratégie plus ample portant sur la réduction des forces armées et le retrait américain.

Jusqu'en septembre, Séoul n'avait jamais pris en considération les propositions du Nord concernant les contrôles d'armement. Or, cette fois, M. Kang en a implicitement tenu compte par le biais d'une contre-proposition en cinq points. Le plus important d'entre eux contredit le plan de Pyongyang. Les réductions de forces, a-t-il dit en effet, pourraient être envisagées *« seulement après »* la restauration de la confiance dans les domaines politique et militaire, et la signature d'un pacte de non-agression.

Cependant, concernant de deux questions-clés, ces propositions ne s'opposent pas directement à celles du Nord. Il s'agit des *« contrôles et vérifications sur le terrain »*, et de la réduction des forces paramilitaires et des milices civiles allant de pair avec celle des troupes régulières. Dans ses propositions de mai 1990, Pyongyang parlait d'*« inspections mutuelles sur le terrain »* et de la dissolution *« de toutes les organisations armées civiles et des forces armées civiles »* au cours de la première étape du plan de contrôle.

M. Kang a aussi demandé *« le retrait vers l'arrière des troupes et armes offensives déployées en première ligne »*, en concomitance avec une réduction des effectifs. Jusqu'à présent, le Nord n'a pas présenté pareil projet, mais il l'a implicitement accepté, par la voix de ses porte-parole de Pyongyang lors d'un séminaire organisé en mai 1989 à Washington (1).

Le débat bute cependant sur un point important : les deux parties sont en désaccord au sujet du niveau réel de leurs forces. Rejetant le plan du Nord en faveur d'une réduction égale par les deux partenaires à chacune des trois étapes prévues, M. Kang a déclaré que ces décisions devaient être fondées sur le principe de la parité, *« la partie la plus puissante ramenant troupes et armement au niveau de la partie la moins puissante »*, cela dans tous les domaines. Séoul affirme que Pyongyang a 900 000 hommes sous les drapeaux (contre 620 000 pour le Sud) ; le Nord prétend n'en avoir que 400 000.

Par ailleurs, le Nord a tenté de rendre ses plans plus acceptables par Séoul et par Washington ; il n'insiste plus pour que les Etats-Unis soient obligatoirement partie prenante aux négociations. Mettant l'accent sur les discussions entre Nord et Sud, Pyongyang estime que les Américains pourraient *rencontrer les représentants du Nord* dans un cadre bilatéral ou trilatéral dans le but spécifique de conclure un traité de paix qui mettrait fin de façon formelle au conflit. Cette nouvelle approche a aidé à organiser la rencontre de septembre. Autre évolution modeste mais significative : M. Yon a clairement fait savoir à Washington que, selon le plan de Pyongyang, le retrait des troupes américaines dépendrait directement des réductions effectives des armées du Sud et du Nord. Si le discours était naguère encore ambigu, cette fois il a été nettement indiqué que le retrait des troupes et équipements américains se ferait *« étape par étape, proportionnellement à la réduction des effectifs et des armements par les deux parties de la Corée »*.


RENÉ BURRI – MAGNUM

LA LIGNE DE DÉMARCATION ENTRE LES DEUX CORÉES
Un paysage géopolitique en plein bouleversement

Si elle n'a pas été officiellement abordée, la question des tentatives du Nord de se doter d'armes nucléaires a pesé sur la rencontre de Séoul. Sous la pression soviétique, Pyongyang a signé en 1985 le traité de non-prolifération, mais en refusant de signer un accord de sauvegarde avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Nord a été soupçonné de produire des matériaux nucléaires à usage militaire potentiel dans le réacteur de Yongbyon.

Multiplication des contacts entre le Nord et Tokyo

CETTE affaire a bloqué le dialogue engagé à la fin de 1988 entre les conseillers politiques des ambassades américaine et nord-coréenne en Chine. Récemment encore, la Corée du Nord avait indiqué à Washington et à l'Agence qu'elle ne signerait pas l'accord avant le retrait des engins nucléaires américains stockés dans le Sud.

Le 31 août, cependant, le Nord a opéré un recul qui a été peu remarqué, mais ouvre la voie à un compromis. A Genève, lors de la conférence sur l'application du traité de non-prolifération, Pyongyang a proposé *« la signature simultanée de l'accord de sauvegarde et d'un accord qui protégerait la République démocratique populaire de Corée contre l'usage ou la menace d'usage d'armes nucléaires »*. En omettant toute référence au retrait des engins américains, le Nord a fait ce qui, à ses yeux, constitue une concession majeure. Mais Washington a répondu ne pouvoir aller au-delà de sa déclaration de 1978 selon laquelle les Etats-Unis ne feraient pas usage d'armes nucléaires contre les pays non dotés de ces armes et parties prenantes au traité de non-prolifération, *« sauf en cas d'attaque contre les Etats-Unis ou leurs alliés »*.

Les Etats-Unis étant les alliés de la Corée du Sud et la Corée du Nord étant elle-même alliée à deux pays possédant des engins atomiques, cela signifie que les Américains se réservent le droit d'utiliser des armes nucléaires dans la péninsule afin de s'opposer à une attaque de type conventionnel venue du Nord. Les responsables assurent à Washington que ce point de vue ne devrait pas poser de problèmes à la Corée du Nord si elle est véritablement pacifique. Mais le Nord, désireux d'obtenir un engagement sans ambiguïté, réplique que Washington pourrait l'accuser faussement d'une action offensive pour justifier l'utilisation d'engins nucléaires.

Il y a donc impasse. En revanche, la Corée du Nord multiplie ses contacts politiques et économiques avec le Japon dans la foulée de la récente visite d'une délégation du Parti libéral-démocrate (au pouvoir à Tokyo), dirigée par l'une des personnalités les plus influentes en matière de diplomatie, l'ancien vice-premier ministre Shin Kanemaru. Pyongyang a besoin de la technologie et des capitaux japonais comme des échanges commerciaux avec l'archipel. Tokyo voit de son côté dans ces relations un moyen d'élargir sa marge de manœuvre en Asie du Nord-Est, dont le paysage géopolitique change rapidement depuis, surtout, l'établissement des dialogues entre Séoul et Pyongyang, d'une part, Séoul et Moscou de l'autre.

Quant au président Roh, il est pris en tenaille entre ceux qui, à droite, n'ont aucun intérêt à un rapprochement avec le Nord, et les mouvements d'opposition qui l'accusent d'une trop grande rigidité vis-à-vis de Pyongyang. L'armée, dont l'influence occulte sur M. Roh reste puissante, s'oppose vivement à des réductions d'effectifs. Des économistes estiment, quant à eux, qu'une telle décision touchera différemment les deux pays : le Nord manque de main-d'œuvre, quand le Sud aurait du mal à trouver des emplois aux soldats démobilisés.

Le chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, a dénoncé le plan de M. Roh en faveur de deux sièges séparés pour les Corées à l'ONU. Il soutient l'idée du Nord : *un seul siège occupé alternativement par le Nord et par le Sud*, et affirme que la Corée devrait s'abstenir lors d'un vote divisant le Nord et le Sud. L'affaire a été évoquée en septembre à Séoul et renvoyée en commission d'étude, Séoul s'engageant à ne prendre aucune initiative propre.

Les stratèges du parti de M. Roh espèrent qu'en 1991 auront lieu une rencontre entre le président du Sud et M. Kim Il-sung et une visite de M. Gorbatchev à Séoul à la suite de son voyage au Japon en avril. Des fuites organisées dans la presse par le gouvernement, à destination à la fois de Pyongyang et de l'opinion sudiste, suggèrent que Séoul serait prêt à des concessions importantes pour qu'ait lieu le sommet. Parmi ces mesures figurent la libération de détenus politiques (demandée par le Nord), la mise en veilleuse de l'idée de représentation double et d'une durée indéterminée à l'ONU, et l'engagement d'acheter pour plusieurs milliards de dollars de produits nord-coréens. Au sujet de la réduction des forces cependant, le Sud demeure silencieux alors que, pour le Nord, il s'agit d'un test-clé indiquant que la détente est vraiment sur les rails.

* Chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

(1) Lire Selig S. Harrison, « Timides changements en Corée du Nord », *le Monde diplomatique*, avril 1990.





SOUS L'ŒIL VIGILANT DE L'ARMÉE

Douteuses manœuvres politiques au Pakistan

LE 24 octobre, des élections générales sont prévues au Pakistan. Mme Benazir Bhutto a été, le 6 août, évincée de la direction du gouvernement ; et des poursuites sont engagées contre cette femme politique, qui incarna le rétablissement de la démocratie dans son pays, pour *« corruption et népotisme »*. Ce coup de force est-il le prélude à un véritable coup d'État ? Plus que jamais, l'armée veille dans ce pays miné de crises graves et situé à la charnière du Proche-Orient et de l'Asie du Sud.

Par ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT

Prise en août, dans l'ombre de la crise du Golfe, la décision du président Ghulam Ishaq Khan de démettre Mme Benazir Bhutto et son gouvernement, de dissoudre l'Assemblée et d'instaurer l'état d'urgence, apparaît comme la conclusion logique des attaques subies par le Parti du peuple pakistanais (PPP) depuis décembre 1988 (1).

Aussi fragiles que semblent être les raisons invoquées par le président, son action est intervenue alors qu'une crise profonde mine les institutions et les formations politiques de la Fédération, frappant de paralysie les adversaires du rétablissement plus ou moins déguisé du régime militaire. Cependant que perdurent et se multiplient dans la région les foyers de tension : Afghanistan, Pendjab indien et plus récemment Cachemire (2).

M. Ghulam Ishak Khan a justifié sa décision en invoquant l'article 58 b de la Constitution (3). Argumentation fort discutable dans la mesure où les accusations de corruption et d'incompétence ne sauraient suffire à justifier la dissolution d'une Assemblée élue, d'autant que, au moment de la dissolution, ces accusations reposaient sur des présomptions qu'une presse à la mémoire sélective a complaisamment étalées. C'est que l'armée manie fort bien les techniques modernes de communication. Et des fuites savamment orchestrées portant sur plusieurs scandales ont bénéficié à des journaux étroitement contrôlés par l'opposition au PPP. Corruption et népotisme sont une constante de la politique pakistanaise. Ce sont d'ailleurs les mêmes accusations qui permirent le 29 mai 1988 à l'ancien dictateur Zia Ul Haq de se débarrasser du gouvernement de M. K.M. Junejo et de dissoudre les Assemblées. Ces rumeurs de scandale ne peuvent cependant faire oublier les soupçons bien précis, concernant un trafic international d'héroïne, qui pèsent sur des personnes ayant collaboré de près à l'ancien régime (4).

En plaçant massivement ses hommes dans l'administration fédérale, la direction du PPP prêtait certes le flanc à la critique. Le People's Works Program – programme de travaux lancé par le pouvoir central, – avec un budget de 270 millions de dollars, a donné l'occasion aux gouvernements provinciaux du Pendjab et du Baloutchistan d'accuser les autorités fédérales d'empiéter sur leurs prérogatives et de mettre en place un instrument de propagande destiné à élargir leur clientèle. D'autre part, le gouvernement avait pris des allures d'« affaire de famille » : nomination de la mère de Mme Bhutto, la begum Nusrat Bhutto, au poste de vice-premier ministre, et de son beau-père, M. Hakim Ali Zardari, à la tête d'une commission d'enquête financière, omniprésence intempestive dans les allées du pouvoir de M. Asif Ali Zardari, mari du premier ministre, lequel ne détenait aucun mandat électoral.

Mme Bhutto a cependant des raisons de douter de l'impartialité et de la neutralité du président en ce qui concerne les conditions de sa destitution, suivie du choix de M. Ghulam Mustafa Jatoi comme premier ministre par intérim et de l'imposition par décrets de nouvelles lois islamiques. Ancien compagnon de route du père de Mme Bhutto, il fut écarté par celle-ci de la direction du PPP et devint, au cours de l'été 1989, le chef du Front d'opposition parlementaire, le COPF (5). Le PPP fut aussi la première cible du président quand les gouvernements du Sind et de la Province frontière du Nord-Ouest furent dissous par les gouverneurs locaux ; au Baloutchistan et au Pendjab, dont les Chambres étaient contrôlées par l'opposition au PPP, les ministres furent priés de coopter des collègues proches du nouveau pouvoir.

Le pourrissement des idéaux démocratiques

ENFIN, on peut noter que, parmi les ministres placés sous la houlette de M. Jatoi, des membres de l'ancien régime militaire côtoient des personnalités comme M. Mustafa Khar, homme au passé douteux et récemment encore espoir du PPP au Pendjab, ou M. Rafi Raza, qui fut un discret homme de confiance de Zulfikar Ali Bhutto mais qui s'est depuis longtemps éloigné du PPP.

Dans ce contexte, on voit mal de quelle équité pourront faire preuve les onze tribunaux spéciaux mis en place en vertu de dispositions prises par Zia Ul Haq en 1977, après l'instauration de la loi martiale. Ils peuvent interdire à toute personne d'exercer un mandat électoral pendant une période de sept ans.

Le retranchement des fidèles de Mme Bhutto, au lendemain du « coup d'Etat constitutionnel » du 6 août à Karachi, derrière les nouvelles murailles de « Fort Bilawal » (elles protègent la villa du couple Bhutto), illustre l'isolement croissant du noyau dirigeant du PPP même si l'ancien premier ministre continue d'attirer des foules importantes, en particulier dans le Sind. Après son arrivée au pouvoir le 2 décembre 1988, avec une courte majorité relative de 39 %, le PPP a commis l'erreur de tenir pour quantité négligeable ses alliés du Mouvement pour la restauration de la démocratie, le MRD (6), qui avait pourtant servi durant les années 80 de point de ralliement aux opposants à la dictature. L'aile militante et structurée du PPP fut elle aussi mise en veilleuse, au bénéfice de la vieille politique d'allégeance personnelle et de clientélisme.

Ce pourrissement des idéaux démocratiques a pris un tour particulièrement aigu en novembre 1989, lors du vote de la motion de censure déposée par le COPF, les deux principaux partis se livrant à la séquestration et à l'intimidation physique de leurs députés pour empêcher toute défection de dernière heure. Le gouvernement de Mme Bhutto évita finalement un vote hostile avec douze voix seulement de majorité. Le débat politique se mourait, le PPP avait fait perdre toute spécificité à son programme, et le recours au débauchage par l'argent était l'un des jeux favoris dans les Assemblées. Quant aux questions essentielles – Afghanistan, dépenses militaires, relations avec les Etats-Unis, – elles faisaient partie du domaine « réservé »... Pour conserver le contrôle du gouvernement fédéral, en dépit de l'hostilité des trois autres centres de pouvoir que sont l'armée, le président et l'Alliance démocratique islamique (IDA), retranchée dans son bastion du Pendjab, Mme Benazir Bhutto a essentiellement usé de deux atouts : sa personnalité attachante et le soutien de l'administration américaine, soucieuse de créer un contrepoids aux velléités nationalistes et panislamiques d'une fraction du corps des officiers. Dès le début de 1989, ce capital, grandement surestimé, s'est émoussé. La popularité de la famille Bhutto venait d'abord de ce que son parti fut le premier à faire sortir la politique du cercle restreint des élites issues de la propriété foncière et de la bureaucratie. Mais, prisonnier du carcan d'institutions beaucoup modifiées sous la loi martiale, le PPP ne pouvait espérer transformer la clef de voûte du système présidentiel instituée en 1985 grâce au huitième amendement de la Constitution : une majorité des deux tiers à l'Assemblée et au Sénat est nécessaire pour modifier la Loi fondamentale, réforme qu'envisageait encore au printemps dernier le ministre fédéral de la justice, M. Iftikhar Hussein Gilani, et qui fut un temps le leitmotiv des campagnes du PPP. Ce parti se révéla tout aussi incapable d'endiguer le retour en force des ultraconservateurs, qui voulaient présenter prochainement devant l'Assemblée nationale un projet de loi sur la charia (loi islamique) préparé sous le règne de Zia Ul Haq et récemment adopté par un Sénat oublieux de ses réticences passées et faisant fi des conséquences incalculables d'une telle législation sur l'édifice institutionnel (7).

L'un des derniers différends opposant l'ancien premier ministre au président et à l'armée a porté sur les moyens de rétablir l'ordre dans le Sind. La situation explosive dans cette province a, plus que tout autre élément, contribué à la chute du gouvernement de Mme Bhutto, qui ne peut pourtant être tenue pour responsable d'une crise en rapide évolution depuis le début des années 80 (8). A l'époque, tout semblait bon au régime d'Islamabad pour contenir l'expansion du MRD, dont les forces les plus militantes se situaient dans le Sind. Le Sind « intérieur » et rural est l'une des régions à avoir le moins profité de l'expansion résultant d'une exportation massive de main-d'œuvre dans les pays du Golfe. Les grandes villes, centres économiques et administratifs, sont dominées par une majorité de Muhajirs (émigrés venus d'Inde en 1947) et de Pendjabis (respectivement 55 % et 14 % de la population à Karachi) qui bloquent les possibilités d'ascension sociale d'une minorité de Sindis. Il faut aussi compter avec l'immigration massive de Pathans de la Province frontière du Nord-Ouest et de réfugiés afghans exerçant un quasi-monopole sur le secteur des transports et abusivement associés aux yeux des Sindis au commerce florissant des armes et de la drogue. Bien avant décembre 1988, le couvre-feu était devenu routine dans certains quartiers de Karachi et d'Hyderabad et dans les campagnes, selon Mme Bhutto, le banditisme prenait l'allure d'une *« véritable insurrection »*.

Face à cette dégradation de la situation, le PPP n'a pas su instaurer un dialogue politique dans cette province qui fut pourtant le berceau du parti de Mme Bhutto, et son bastion électoral. Malgré l'accord de Karachi, signé le 3 décembre 1988 avec le Mouvement de la communauté mujahir, le MQM (9), le PPP n'a pu mettre sur pied une alliance durable ; il s'est contenté d'apaiser provisoirement les tensions interethniques.

Les violences qui agitent très fréquemment la population ont fait plus de 2 000 morts depuis 1985 (650 depuis janvier 1990). Les responsabilités des émeutes demeurent souvent obscures. Le gouvernement de Mme Bhutto n'a pas davantage réussi à enrayer un phénomène nouveau, celui des migrations inter et intra-urbaines. En nombre croissant, des familles cherchent à se regrouper selon des affinités ethniques dans l'espoir de se protéger des attentats aveugles. Des Sindis se réfugient dans de lointaines banlieues ou des bourgs ruraux alors que des Muhajirs se rassemblent dans des camps établis par le MQM à Karachi et à Hyderabad.

L'annonce par le MQM, le 23 octobre 1989, de la rupture de l'« accord de Karachi » et son retournement d'alliance en faveur du COPF ont donné le signal d'un nouveau déferlement de violence. En réduisant la question du Sind à une affaire de maintien de l'ordre, et en identifiant le MQM à un mouvement *« fasciste et terroriste »*, le PPP a fini par apparaître comme le parti des Sindis, soutenu par une police sindi (10). Et l'armée, qui, pour la première fois, a fait usage de chars et d'autres véhicules blindés à Karachi, est progressivement apparue comme le dernier rempart protecteur des Muhajirs. Mme Bhutto a cédé à la pression des courants nationalistes sindis au sein de son parti. Face aux surenchères de nombreuses organisations nationalistes au Sind qui cherchent à briser l'emprise du PPP sur l'électorat rural, elle a trahi à plusieurs reprises la vocation nationale et pluriethnique du PPP.

Au cours de la dernière décennie, l'armée a connu une expansion et une modernisation remarquables. L'armée de terre a presque doublé ses effectifs, forts aujourd'hui d'un demi-million d'hommes et d'un nombre équivalent de réservistes. Lors des manœuvres de décembre 1989, le commandant en chef, le général Mirza Aslam Beg, a déclaré que l'armée dispose désormais d'une véritable doctrine stratégique, à la fois défensive et offensive. L'escalade dans la course aux armements entre l'Inde et le Pakistan, assortie de programmes nucléaires ambigus, et surtout l'enjeu de la question afghane jusqu'au retrait des troupes soviétiques furent habilement exploités par le régime de Zia Ul Haq pour négocier l'octroi d'une formidable aide militaire américaine (11). Le Pakistan est, à cet égard, avec la Turquie, en troisième position après Israël et l'Egypte. Le budget de la défense n'a pas été diminué par Mme Bhutto, et l'actuelle mise en état d'alerte des unités sur la frontière indo-pakistanaise laisse présager une augmentation de 20 % des dépenses militaires.



Un rôle-clé dans les équations proche-orientales

LA conjonction des intérêts de Washington et d'Islamabad n'avait jamais paru aussi forte depuis les années 50, notamment grâce aux liens qui se sont tissés avec l'Arabie saoudite et, plus largement, avec le Conseil de coopération du Golfe (12), au sein du Central Command américain, l'USCENTCOM (13). Ce commandement intégré, mis en place au lendemain des révolutions iranienne et afghane afin de maintenir la région du Golfe et les flux pétroliers sur l'orbite américaine, a atteint une puissance voisine de celle de l'OTAN.

Ces relations privilégiées, qui confèrent au Pakistan un rôle-clé dans les équations géopolitiques du Proche-Orient, ne vont pas sans à-coups, la question du programme nucléaire d'Islamabad constituant le plus évident baromètre pour les Etats-Unis, puisqu'elle symbolise la volonté de défense des intérêts nationaux pakistanais pour une fraction des élites, y compris au sein de l'armée.

Les négociations qui ont abouti aux accords de Genève sur l'Afghanistan furent l'occasion pour Washington de rechercher avant tout une entente avec Moscou, mais les objectifs d'Islamabad, qui demandait la formation préalable d'un gouvernement afghan reconnu internationalement, ne furent pas atteints. Lorsque le gouvernement par intérim de M. Jatoi annonça le 13 août dernier l'envoi de troupes en Arabie saoudite *« pour défendre les Lieux saints »*, en invoquant l'*« amitié »* qui unit les deux pays, nombreux furent les grincements de dents au Pakistan. Pourtant deux divisions pakistanaises ont servi dans le royaume wahabite de 1983 à 1987, aux côtés de nombreux instructeurs, jusqu'à ce que les Saoudiens demandent le retrait des militaires de confession chiite. Mais le Pakistan, dont sept cent vingt-cinq officiers et techniciens servaient au Koweït, tint à conserver sa neutralité tout au long du conflit entre l'Iran et l'Irak. Il ne peut que redouter de se trouver impliqué dans un affrontement entre des pays arabes alors que sa diplomatie est parvenue jusqu'à ce jour à lui conférer un rôle important au Proche-Orient. De récents sondages ont d'ailleurs indiqué qu'une grande majorité de la population (plus de 65 %) refuse de voir le Pakistan prendre position dans la crise du Golfe. Les crédits et le pétrole des pays du Golfe comptent pour beaucoup dans l'économie pakistanaise, et l'Overseas Pakistanies Foundation annonce déjà qu'un grand nombre de ressortissants quittent les pays arabes. L'exportation de main-d'œuvre a contribué largement aux rentrées en devises, et deux millions de Pakistanais travaillaient avant l'actuelle crise dans la région du Golfe, dont quatre-vingt-dix mille au Koweït et dix mille en Irak. Il est aussi possible que les hommes forts du Pakistan attendent de nouveaux bénéfices de leur appui aux Etats-Unis et aux monarchies qui se sentent menacées, d'autant qu'Islamabad peut se prévaloir des liens qu'elle a su tisser avec Téhéran au cours des dernières années. Une conjoncture délicate, lourde de dangers pour un Pakistan confronté à une grave crise intérieure et à une vive tension sur la frontière indienne.



CATHERINE LEROY-SIPA

Mme BHUTTO DEVANT UN PORTRAIT DE SON PÈRE
Un capital familial qui s'est rapidement émoussé

(1) *Cf.* A. Dastarac et M. Levent, « Mme Bhutto dans un champ de mines », *le Monde diplomatique*, novembre 1989, et « Le Pakistan à hue et à dia », *le Monde diplomatique*, mars 1990.

(2) *Cf.* A. Dastarac et M. Levent, « Le réveil politique des musulmans dans l'Inde en crise », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(3) Cet article précise que la dissolution de l'Assemblée est laissée à la discrétion du président *« lorsque se produit une situation qui fait que le gouvernement de la fédération ne peut être conduit en accord avec les dispositions de la Constitution et qu'un appel à l'électorat est nécessaire »*.

(4) Particulièrement, le lieutenant-général Fazle Haq, ancien gouverneur de la NWFP, et son frère, M. Fazle Hussein, ainsi que M. Hamid Hasnain, vice-président de la Habib Bank, lié à la famille de Zia Ul Haq. Le trafic serait de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dollars et aurait partiellement servi à subvenir aux besoins des maquis afghans.

(5) De ce front d'opposition parlementaire, l'Alliance démocratique islamique (IDA) de M. Nawaz Sharif est la principale composante. M. G. M. Jatoi et M. M. Khar s'éloignèrent du PPP en septembre 1986 pour créer le National People's Party, à vocation centriste.

(6) Le Mouvement pour la restauration de la démocratie regroupe autour du PPP des partis régionalistes, des libéraux et des partis islamiques modérés.

(7) La loi sur la charia a été présentée en mai devant le Sénat. Si elle était adoptée par le Parlement, elle accroîtrait les compétences de la Cour fédérale de la charia, donnant au conseil des ulémas la possibilité d'abolir toute loi jugée contraire à l'islam.

(8) *Cf.* A. Dastarac et M. Levent, « Pakistan, le verrouillage », *le Monde diplomatique*, août 1984.

(9) Le Muhajirs Qaumi Mahaz, créé en mars 1984, affirme représenter la *« cinquième nationalité »* du Pakistan, c'est-à-dire les immigrants de langue ourdoue venus d'Inde lors de la partition. Il a gagné les élections de 1988 dans les deux grandes villes du Sind, et conquis trente et un sièges contre soixante-huit au PPP dans l'Assemblée provinciale.

(10) Le 27 mai 1990, à Hyderabad, la police sindi a tiré sur des manifestants pacifiques qui demandaient le rétablissement de l'eau dans leur quartier. Il y eut soixante morts et deux cent cinquante blessés.

(11) Une première tranche de 3,6 milliards de dollars pour la période 1981-1986 a été suivie d'une seconde de plus de 4 milliards pour 1987-1994, dont respectivement 50 % et 43 % ont été destinés à financer les efforts d'armement du Pakistan.

(12) Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, Bahrein, Oman, Qatar, les Emirats arabes unis et le Koweït. Son budget militaire annuel dépasse les 40 milliards de dollars et il dispose des systèmes les plus sophistiqués, compatibles avec ceux de l'OTAN.

(13) Sur l'USCENTCOM, lire A. Dastarac et M. Levent, « La mise en place du dispositif occidental, primauté de l'action militaire et risques de nouveaux conflits politiques », *le Monde diplomatique*, mars 1982, et « En marge de la guerre irako-iranienne, le Golfe sous surveillance », *le Monde diplomatique*, juillet 1985, ainsi que l'article de Lawrence Lifschultz, « Washington renforce son dispositif militaire dans le Golfe et l'océan Indien », *le Monde diplomatique*, février 1987.

UN EMPIRE EN DÉCLIN

Le rêve américain n'est plus ce qu'il était

Où se situe la frontière de la sécurité nationale des Etats-Unis ? Dans le Golfe ou, plus prosaïquement, à domicile, là où les ennemis intérieurs se nomment dégradation du système éducatif, délabrement des infrastructures, vétusté des services publics, poussée de la criminalité... Et ce, dans un contexte d'endettement massif, de faillite bancaire, de récession et alors que la montée du chômage n'avait pas attendu la hausse des prix du baril pour être perceptible... D'où, l'apparition d'un américano-pessimisme de masse qui sonne le glas des illusions nées pendant le mandat de M. Ronald Reagan dont le vice-président, M. George Bush, avait revendiqué l'héritage pour se faire élire à la Maison-Blanche. Au vu de ces résultats, les thuriféraires du modèle néolibéral d'outre Atlantique, si diserts pendant une décennie, semblent aujourd'hui sans voix...

Par notre envoyé spécial PIERRE DOMMERGUES

RIKI ROSEN - SIPA

DANS LE MÉTRO DE NEW-YORK
Violence sur les murs et sang à la « une »

L'ÉTÉ 1990 *a vu la propagation* d'un virus jusqu'alors inconnu aux Etats-Unis : *l'américano-pessimisme de masse.* Aujourd'hui, l'indice de confiance – tel qu'il est *mesuré par les instituts de sondage,* tel *qu'il* transparaît dans la vie quotidienne et tel qu'il est reflété dans les médias – est au plus bas.

Chaque jour, à côté de la crise du Golfe, les journaux nationaux déversent – à la une – leur dose d'inquiétude : chute libre du prix de l'immobilier ; doublement des faillites ; perte de compétitivité des banques ; déclin des compagnies d'assurance ; faillite du système de distribution ; montée du chômage ; reprise de l'inflation ; accroissement de la dette ; aggravation de la pollution ; balles perdues qui tuent les enfants à New-York ; apparition de la criminalité dans les parcs nationaux, derniers havres de sécurité pour les familles et les touristes ; fermeture *d'écoles dans des quartiers surpeuplés ; renforcement* de la disparité des salaires ; renaissance de *la censure dans des villes progressistes ; déclin lent,* mais assuré de cités hier encore prospères.

Première question : s'agit-il d'une simple récession ou d'une crise structurelle – économique, sociale, politique, culturelle – qui refléterait la nouvelle situation nationale et internationale des Etats-Unis (1) ? L'Amérique est toujours aussi peu à l'écoute des autres, toujours aussi ignorante de ce qui se passe hors de ses frontières. De Washington, de Boston ou de Los Angeles, on a du mal à croire que l'Europe participe – elle aussi – à l'embargo contre l'Irak. Pourtant, chaque Américain commence *à se rendre compte que son pays a perdu l'exclusi*vité du *leadership* politique, qu'il n'a plus la capacité *(ni la volonté) de se* lancer seul dans une opération de police internationale. Il sait aussi que, tout en res*tant la première puissance mondiale, les Etats-Unis* doivent désormais compter avec l'Europe et le bas*sin du Pacifique (la concurrence japonaise ravive le* démon du « péril jaune »). Cette prise de conscience est aussi lente que *douloureuse. Elle* explique en partie ce nouveau pessimisme.

Deuxième question : les remèdes qui ont permis à M. Ronald Reagan de juguler la récession de 1981 ne sont-ils pas *responsables* de *la* situation actuelle ? La relance, la création d'emplois, la croissance la plus longue que les Etats-Unis aient connue dans l'après-guerre ne reposaient-elles pas, essentiellement, sur deux piliers : l'*endettement* tous *azimuts* et la déréglementation sau*vage ? Jamais le budget de* l'Etat américain ni la dette (2) *n'ont progressé* aussi rapidement dans l'histoire des Etats-Unis. Jamais les salaires des dirigeants d'entreprises (et les bénéfices des multinationales) n'ont atteint d'aussi hauts niveaux que dans les années 80. Jamais les *financiers ne se sont lancés* dans des investissements *aussi lucratifs et aussi peu* productifs (3).

Jamais non plus on n'a construit autant de bureaux ni d'habitations – indépendamment des besoins. Jamais les banques n'ont autant prêté, à des taux aussi faibles, aux entre*prises comme* aux *particu*liers. Depuis la crise de *1929, l'Etat « libéral »* américain garantit les *dépôts* des personnes privées jusqu'à hauteur de 100 000 dollars par compte (à ce jour, un citoyen peut avoir plusieurs comptes), et, sans limite, les emprunts sur l'immobilier individuel, commercial et industriel.

Tout allait bien dans un monde relativement éthique. Mais *rien ne va plus à* l'époque des *raiders* – grands, moyens ou petits. On découvre, en septembre 1990, que le système bancaire américain est en danger et que *« 35 grandes banques risquent de faire faillite ».* On emprunte au-delà de ses capacités, en sachant que – en cas de faillite – *l'Etat prendra le* relais. Ainsi s'explique le développement explosif, dans les années 80, puis la *faillite catastrophique* aujourd'hui des caisses *d'épargne et de prêts (Savings and Loans).* Cette escalade de l'emprunt, encouragée par la précédente. *administration* au nom de la croissance, va doubler la dette de l'Etat fédéral et coûter aux contribuables *la* bagatelle de 100 à 150 milliards de dollars. On commence à découvrir – et à payer – les ravages de la politique reaganienne de surendet*tement privé, garanti par* l'Etat. D'autres surprises – elles aussi nées de la fureur de la croissance et du *crédit – attendent l'Amérique.* Ainsi, dans le domaine des prêts aux étudiants, eux aussi garantis *par l'Etat et accordés à la va-vite par les banques,* on s'attend à un déficit de plusieurs milliards de dollars.

Boston, Massachusetts. Martin Jukovski, quarante-cinq ans, technicien en micro-informatique, licencié depuis six mois. Il a posé sa candidature auprès de plus de cent entreprises. Il est l'un des 46 000 salariés des industries de haute technologie (soit 17 % de l'emploi dans ce secteur) qui ont perdu leur emploi dans cet Etat au cours des deux dernières années. Michael Barnett, quarante-sept ans, vice-président pour les ressources humaines d'une chaîne de fabrication et de distribution de *chaussures. Au chômage depuis cinq mois. A vrai*ment contacté quatre cents entreprises. Edward *Diaz, trente-quatre ans, maçon. Deux fois licencié en* deux ans. Ses indemnités épuisées, il accepte un *salaire horaire de 8 dollars alors qu'il en gagnait 23* auparavant.

Ces licenciements témoignent d'un malaise structurel. En ce qui concerne la micro-informatique par exemple, les deux principales raisons de la crise sont la réduction des contrats militaires – qui frappe plus particulièrement le Nord-Est et la Californie – et la *résistance de certains constructeurs* – Wang, Digital – à l'évolution de la demande : les mini-*ordinateurs qui avaient fait la fortune des construc*teurs du Massachusetts ont cédé le pas aux *différents modèles de micro-ordinateurs installés en* réseau. Boston, Lowell, la route 128 sont en train de payer cette absence de flexibilité. Avant l'installation de Wang à Lowell, au début des années 80, le chômage dépassait les 12 %. Il était tombé au-dessous de 3 % au milieu de la décennie. Aujourd'hui, le déclin de Wang a des conséquences *sur les sous-traitants,* mais aussi sur l'hôtellerie : le Hilton vient de fermer ses portes, tout comme l'un *des centres commerciaux de la ville. Le chômage qui* a dépassé la moyenne nationale est en augmenta*tion régulière. Bref, c'est le retour à la case départ.*

Chômage en hausse, salaires en baisse

« L*A fête est bel et bien finie »* – tel est le leitmotiv des politiques, des industriels et des simples citoyens. *Le contraste est particulièrement dou*loureux dans une ville comme Boston. Hier encore, le taux *de chômage était de 2,7 %* (malgré la présence des Noirs) ; les salaires augmentaient en moyenne de 10 % par an ; les appartements et les bureaux d'au moins autant. Aujourd'hui, le chômage a franchi la barre des 6,5 %. Les salaires se contractent : lors d'une foire à l'emploi organisée en août dernier à l'occasion de l'ouverture d'une galerie marchande à Cambridge (le fief de l'université Harvard), *le pro*blème des salaires est à peine évoqué, au cours du recrutement, *par la centaine de personnes retenues* (parmi plusieurs centaines de candidats souvent surdiplômés). Les *employeurs* préfèrent annoncer la couleur dans un second temps...

Malgré ses efforts depuis le premier choc pétrolier, le Massachusetts dépend trois fois plus des importations de pétrole étranger que la moyenne des Etats américains. La crise du Golfe va accroître ses difficultés. L'Etat compte sur ses ressources immatérielles pour remonter la pente : c'est lui qui

(1) « Is America in Recession ? », *Business Week,* 13 août 1990.

(2) Voir Jacques Decornoy, « L'Amérique envahie par ses ennemis intérieurs », *le Monde diplomatique,* août 1990 ; Lawrence Malkin, *The National Debt,* New American Library, New-York, 1988.

(3) Voir Frédéric F. Clairmonte, « Dans la jungle des prédateurs », *le Monde diplomatique,* novembre 1987.

forme et conserve le plus grand nombre d'étudiants et de chercheurs par rapport à sa population. Mais là encore, rien ne va plus. Trop sûr de lui, le Massachusetts Institute of Technology (MIT), considéré comme l'institution scientifique la plus prestigieuse des Etats-Unis, n'a pas daigné se battre pour obtenir de la National Science Foundation les cent millions de dollars d'un contrat pour la construction d'un centre international de recherche sur le magnétisme. C'est l'université d'Etat de Floride, privilégiant depuis plusieurs années une politique de recrutement de « superstars » scientifiques, qui l'a emporté. Il s'agit, là aussi, d'une évolution structurelle : le Sud investit dans l'immatériel après avoir réussi à attirer depuis une quinzaine d'années les entreprises du Nord en quête de main-d'œuvre bon marché et d'un climat d'affaires plus favorable.

Aux Etats-Unis, la récession est officiellement déclarée après deux trimestres consécutifs de contraction du produit intérieur brut. On admet également qu'un taux de croissance inférieur à 1 % en est le signe...

Ecoles fermées chaussées en ruine

QUE *disent les statistiques officielles en ce qui* concerne la croissance ? Pour 1990, le gouvernement affiche un taux de 1,7 % pour le premier trimestre et 1,2 % pour le deuxième – soit, selon le calcul optimiste du sous-secrétaire au commerce, une moyenne de 1,5 %. Ce dernier considère que la reprise, au troisième trimestre, permettra d'atteindre une moyenne annuelle de 2,2 %. La majorité des experts estiment néanmoins que la croissance va tourner autour de 1 % en 1990. Aujourd'hui, il s'agit moins d'une récession franche et brutale dont l'issue, comme en 1981, pourrait être rapide et spectaculaire, que d'un essoufflement lent et progressif dont la sortie risque d'être pénible et coûteuse pour les industriels comme pour les salariés. Si elle se prolonge, la crise du Golfe peut transformer cet inquiétant ralentissement en un bourbier économico-militaire.

Ce qui est le plus frappant, le plus inquiétant aussi, c'est une lente et irrésistible dégradation du tissu économique, culturel et social. Des lézardes apparaissent un peu partout. Aucune d'elles, prise isolément, ne constitue une véritable menace. Mais, ensemble, elles pourraient finir par saper les fondations de l'édifice.

A New-York, les cafards n'en finissent pas de gagner du terrain malgré les campagnes d'extermination. Finiront-ils par envahir la ville comme les rats de la légende ? Une étonnante exposition s'est ouverte au Musée d'art moderne de San-Francisco en août dernier. Elle évoque le devenir de la baie de San-Francisco : les déshérités vivent dans les cabanes qui s'agglutinent, tels des bernacles, sur un Golden Bridge désaffecté. Oakland est un amas de ruines. Une vaste muraille est érigée par l'élite au pouvoir (en l'occurrence des multinationales japonaises) afin de protéger la classe moyenne de cette vision d'apocalypse...

On sait l'état misérable des ponts et chaussées outre-Atlantique. Les bandes dessinées montrent des chauffeurs se livrant à des concours de « camion-cross » sur les routes ou dressant des cartes des nids de poule les plus célèbres. Des milliards de dollars seraient nécessaires pour retrouver la qualité des autoroutes construites dans les années 60. Cette fois, c'est le *Wall Street Journal* qui sonne l'alarme et analyse l'impact du « *déficit en infrastructures* » (4). Les pertes de temps dues, par exemple, au mauvais état des routes et aux encombrements dans les aéroports seraient responsables de la moitié du retard de la productivité américaine qui demeure, depuis plusieurs années, inférieure à celle du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest et de la France. Avec leur génie du bricolage, les Américains sont en train de multiplier, dans les aéroports, des salles de travail et de communication permettant aux passagers de récupérer une partie du temps perdu en attente des avions.

Des écoles ferment, faute d'argent. D'autres (notamment à New-York) sont surchargées par suite de regroupements. Les ramassages scolaires sont réduits. Des pans entiers de l'enseignement sont supprimés (langues vivantes, sports, activités d'éveil). Les bibliothèques municipales (New-York, encore) ferment un, voire deux jours supplémentaires par semaine. Dans les universités d'Etat (notamment dans le système de SUNY – State University of New York) où les droits d'inscription viennent d'augmenter, un puissant mouvement de grève s'organise. Dans de nombreuses villes, les ordures sont ramassées moins fréquemment. Dans d'autres, les habitants doivent porter eux-mêmes leurs sacs-poubelles dans des décharges.

Partout, les scènes de misère se multiplient à New-York, au point qu'une agence d'images – JB Pictures – a décidé de les enregistrer pour dresser l'implacable portrait d'une « *Amérique où se mêlent violence, désœuvrement, provocation, délinquance, tensions raciales, sida, drogue et prostitution* (5) ». Les municipalités vivent au jour le jour. Ainsi à Newtown, petite ville de huit mille habitants du New-Jersey, le maire, M. Camille Furgieule, licencie dix de ses soixante-cinq employés municipaux, réduit les heures d'ouverture de la mairie, fait payer les activités parascolaires, supprime la collecte des ordures à domicile, etc. « *Pour la première fois*, précise-t-il, *ma ville va devoir emprunter sur les impôts à percevoir afin de payer jusqu'à Noël les salaires des employés municipaux.* »

Une fraction importante du coût des services publics locaux (école, police, pompiers, ramassage des ordures ménagères, etc.) est prise en charge par les collectivités territoriales qui lèvent leurs propres impôts. Dans une période de ralentissement économique où les rentrées fiscales se contractent, où les citoyens ne sont pas encore prêts à accepter le relèvement de l'impôt, et où l'Etat fédéral cherche toujours à se désengager de ses responsabilités au profit (ou aux dépens) des collectivités, l'argent municipal se fait rare et les services ne peuvent que se réduire en quantité et en qualité.

La situation risque d'être aggravée par un projet de l'administration Bush contre lequel s'insurgent les gouverneurs, tant démocrates que républicains. Actuellement les Américains peuvent déduire de leurs revenus soumis à la fiscalité fédérale l'ensemble des impôts qu'ils paient localement. Le gouvernement propose de fixer un plafond relativement bas pour ces déductions. Les conséquences seraient multiples : les impôts locaux actuels (et leur éventuelle réévaluation) seraient plus mal supportés par les contribuables. Sans modifier officiellement l'assiette d'imposition, Washington (qui repousse le moment de prendre le risque politique d'augmenter les impôts fédéraux) bénéficierait ainsi de ressources supplémentaires. Quant aux contribuables, ils paieraient davantage et considéreraient ce prélèvement supplémentaire comme un versement accru aux collectivités territoriales. Situation délicate pour les élus locaux. Certains maires voient dans ce projet un mauvais coup dirigé contre les grandes villes – généralement démocrates – dont les ressources seraient réduites ou bloquées.

En neuf jours, quatre enfants sont tués par des balles perdues dans le Bronx. L'un d'eux meurt dans son berceau, atteint par une balle qui traverse la porte d'entrée de l'appartement. Plusieurs autres enfants new-yorkais ont été victimes de coups de feu au cours de l'été. On hésite à prévenir la police de peur de représailles. Une firme propose au prix de six cents dollars des gilets pare-balles pour les bambins new-yorkais se rendant à l'école (*The Economist*, 22-28 septembre)... Les crimes fondés sur la haine et les préjugés sexuels et raciaux sont de plus en plus fréquents. On s'acharne sur les homosexuels, et plus encore s'ils sont noirs. Selon une étude publiée par le *New York Times* (6), la courbe de la criminalité est dangereusement ascendante à

STEVE RUBIN - J.-B. PICTURES

« Mr. MACHO », NEW-JERSEY

L'agence JB Pictures a exposé, début septembre à Perpignan, sous le titre « l'Autre Amérique », une collection de photographies sur les Etats-Unis d'aujourd'hui « *où se mêlent violence, désœuvrement, délinquance...* »

New-York et dans sa région. De 15 pour 100 000 en 1970, les chiffres atteignent 27 pour 100 000 en 1988.

L'usage de la drogue, en revanche, fléchit légèrement. En 1975, 50 % des adolescents de dix-huit ans en avaient consommé (toutes variétés confondues) une ou plusieurs fois. En 1980, le pourcentage dépasse les 60 %. En 1989, il tombe à 42 %. Toutefois, pour cette même catégorie d'âge, et pendant la même période, le recours à alcool est en légère augmentation : le pourcentage d'adolescents ayant consommé de l'alcool une ou plusieurs fois passe de 90 % à 92 %. Quant aux homicides impliquant des jeunes de dix à dix-huit ans, leur proportion augmente de 65 % entre 1980 et 1989.

Sur le plan scolaire, les chiffres ne sont guère encourageants : après un accroissement sensible de la proportion d'adolescents obtenant l'examen de fin d'études du cycle secondaire dans les années 60 (avec une pointe de 76,9 % en 1969-1970), les chiffres chutent puis se stabilisent entre 71 % et 74 %. Par ailleurs, les tests d'aptitude scolaire révèlent une courbe descendante de 1967 à 1983 – avec une stabilisation, voire une légère reprise, en mathématiques et le *statu quo* en expression orale, mais le niveau est toujours inférieur à celui des années 60. C'est un bien maigre résultat dans la « guerre pour l'éducation » dont les politiques parlent depuis le second mandat de M. Reagan et que M. Bush veut incarner en se faisant appeler « Monsieur le Président Education ».

La classe moyenne, principale victime

QUANT à l'autre guerre « civile » – celle contre la pauvreté, lancée par le président Kennedy après que Michael Harrington ait révélé son existence au grand public américain en 1962 (7) – elle revient à l'ordre du jour. les Américains se rendent compte qu'une grande partie des fameux « petits boulots » suscités par le reaganisme ont miné la classe moyenne et développé un sous-prolétariat. Et, en période de récession, les premiers touchés sont généralement les plus pauvres. Les autorités locales découvrent que le nombre des ayants droit aux allocations de chômage, mais aussi aux coupons d'alimentation a doublé au cours des douze derniers mois. Pour elles, ces charges supplémentaires, malgré certains transferts fédéraux, créent une situation dramatique. Des régions entières qui avaient « progressé » au cours des deux dernières décennies sont à nouveau en difficulté. C'est le cas tout particulièrement des Appalaches où le niveau de vie baisse deux à trois fois plus vite que dans les autres régions sensibles.

Autre signe des temps, la disparité s'accroît non seulement entre riches et pauvres, mais aussi entre salariés ayant une formation et des responsabilités comparables. Une étude du département du travail (8) montre que l'écart se maintient entre hommes et femmes, Blancs et Noirs, mais que s'ajoute un nouveau déséquilibre entre les Blancs eux-mêmes. Les raisons avancées sont multiples : déclin des syndicats, accroissement de la concurrence, pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, salaire au mérite, recours à de nouveaux critères d'évaluation, évolution des mœurs et de l'éthique. Hier encore, il y avait des limites, même à Wall Street, en ce qui concerne les salaires, les bénéfices, les méthodes de travail. Dans le contexte du « toujours plus » à la Reagan, qui s'amplifie sous l'administration Bush – c'est-à-dire plus d'argent, plus d'emprunts, plus de comportements affairistes à la marge de la légalité – pourquoi s'arrêter dans ses exigences ? Pourquoi ne pas jouer à la Bourse – y compris à la bourse du travail et des salaires ?

Fondement de la société américaine, la classe moyenne est la principale victime de cette stratégie de l'outrance. Crispée, dans les années 70, par ce qu'elle percevait comme des aides à fonds perdus à un sous-prolétariat dans lequel elle ne se reconnaissait pas, la voilà menacée de rejoindre, pour certains de ses membres, ce sous-prolétariat haï parce qu'il gaspille votre argent, parce qu'il refuse de travailler, parce qu'il accroît la bureaucratie étatique...

Ce n'est pas tout : la classe moyenne se sent également sapée par le haut, par la « super-bourgeoisie » (la « *overclass* ») pour reprendre un concept en train de se développer aux Etats-Unis. De quoi s'agit-il ? Selon M. Ralph Whitehead, professeur à l'université du Massachusetts à Amherst et inventeur du terme, cette « super-bourgeoisie » est, pour les années 90, la contrepartie de ce qu'était le « sous-prolétariat » dans les années 80. Il s'agit de ces maniaques des OPA sauvages, des *junk bonds* (obligations de pacotille), des opérations immobilières montées sur le fil du rasoir qui aspirent indécemment des sommes indécentes. Dans cette catégorie figurent un Donald Trump (9), play-boy de l'immobilier et du casino, bâtisseur de la tour qui porte son nom à New-York dans la 5e avenue et du casino démentiel Taj Mahal à Atlantic-City, propriétaire de l'Eastern Shuttle (la navette aérienne qui relie New-York, Washington et Boston) qu'il rebaptise de son nom, qu'il achète à crédit, dont il annonce la revente un jour, puis qu'il décide de conserver un autre jour – en fonction moins de la rentabilité que de la hauteur de l'offre d'achat éventuel ou de son cours à la Bourse. Mais un Neil Bush, le fils du président, compromis dans le scandale des caisses d'épargne – qui semble, avec quelques autres financiers bien informés, avoir tiré des superprofits de la politique de l'escalade de la dette – fait également partie de cette catégorie. La classe moyenne américaine considère que la super-bourgeoisie vit sur son dos, son savoir-faire et son épargne.

Les séries télévisées de cette rentrée reflètent ce désarroi social. « *La télévision joue la carte des classes sociales* », titre le *Boston Globe* (10) qui poursuit : « *La lutte des classes se porte bien aux Etats-Unis. On la met en scène dans des living-rooms pour des spectateurs qui les observent dans leurs living-rooms. Que la télévision reflète la réalité ou qu'elle renforce des stéréotypes, toujours est-il que le message est clair.* » Finis les décors confortables et l'optimisme des « Cosby Shows » que l'Europe est en train de découvrir (11). Le linge traîne dans le salon. Le réfrigérateur est encombré d'aliments et de restes avariés. La télé est au clou. Les enfants n'en finissent pas d'interrompre les ébats amoureux. Dialogue : Elle : « *Tu vois le cafard sur l'évier ?* ». Lui : « *Celui-là ?* ». Elle : « *Non, ceux-là... Tu ne les vois pas qui piquent nos germes de blé...* » Lui : « *Ils étaient là avant nous. Ils seront là après nous. Tu sais pourquoi ? Ils partagent notre merde.* » Ce dialogue, extrait de « *Trente et quelques* » *(Thirty Something)*, est typique de séries de plus en plus grinçantes et populaires. L'époux rêve calme, volupté et famille. La femme interrompt la rêverie érotico-familiale : « *Oui, profitons-en, jusqu'à la prochaine déprime. Jusqu'à ce qu'on soit obligé de dévorer un de nos bébés.* »

Le « rêve américain » n'est plus ce qu'il était. Même en ce qui concerne le « nouveau modèle » de l'immigration asiatique. Hier encore, on glorifiait la réussite exceptionnelle des Vietnamiens, Coréens, Chinois, etc., qui n'avaient pas besoin, pour s'élever dans la hiérarchie sociale, des milliards de dollars déversés dans la communauté noire. Le président Reagan proclamait que « *les Américains asiatiques sont notre source d'espoir et d'inspiration* » (12).

La population asiatique a créé près de deux fois plus de PMI que la moyenne américaine, son revenu familial est de 20 % supérieur à la moyenne nationale, ses enfants sont proportionnellement trois fois plus nombreux à l'université que la moyenne des Américains. Mais les différences se creusent entre Asiatiques : par exemple, le revenu des Laotiens (dont le nombre s'accroît plus vite que celui des autres Asiatiques) est de cinq à six fois plus faible que celui des Japonais. Si on compare les revenus par tête et non par ménage, on s'aperçoit que la moyenne asiatique est inférieure à la moyenne américaine. En ce qui concerne l'éducation, compte tenu des importantes disparités économiques et sociales entre groupes ethniques, la proportion d'Asiatiques ne terminant pas leurs études primaires est trois fois plus forte que la moyenne nationale.



Première puissance ou république bananière ?

CETTE détérioration de la sphère matérielle inquiète l'Américain moyen qui développe des réflexes xénophobes et saisit toute occasion pour se mobiliser autour du drapeau. Les intellectuels multiplient les avertissements, qu'ils soient conservateurs comme George Gilder (13) ou progressistes comme Lester Thurow (14). Ce dernier considère que les Etats-Unis se comportent comme « *une république bananière* ». « *Avec les annonces successives du déficit budgétaire*, précise l'économiste du MIT, *l'administration Bush amène les Etats-Unis à ressembler à ces républiques méprisées, incapables de gérer leurs affaires. Le déficit est actuellement estimé à 170 milliards de dollars – soit une augmentation de 70 milliards de dollars par rapport aux chiffres annoncés six mois plut tôt. Si on ajoute à ce chiffre les sommes que va devoir payer l'Etat pour rembourser les victimes des banqueroutes des Caisses d'épargne et de prêts, le déficit atteint 230 milliards de dollars. Si l'on tient compte du surplus généré par la sécurité sociale pour financer les retraites à l'horizon 2000 et que l'administration Bush se propose d'engloutir dans le budget, le déficit atteint 330 milliards. Seules les républiques bananières manipulent à ce point les comptes de la nation. Seules, elles reçoivent régulièrement la visite de fusiliers marins pour collecter les dettes impayées. Demain, les Allemands et les Japonais vont envoyer aux Etats-Unis l'équivalent de fusiliers marins pour collecter les créances qui leurs sont dues.* »

La situation est d'autant plus sérieuse que l'Allemagne a d'importants besoins en capitaux pour financer sa réunification et que les Japonais commencent à mesurer leur caution financière. Le 13 août dernier, le *Wall Street Journal* titrait : « *Les Japonais boudent les bons du Trésor* ». On peut imaginer les conséquences : explosion des taux d'intérêt. Inflation galopante. Récession incontrôlable. La crise du Golfe révèle les faiblesses nationales des Etats-Unis : c'est ainsi que l'augmentation du prix du pétrole précipite la récession des Etats fragilisés de Nouvelle-Angleterre. Elle révèle également la nécessité d'un nouveau positionnement international : s'il est vrai que les Etats-Unis demeurent la seule puissance capable d'initier et de coordonner une action internationale d'envergure, ils doivent compter sur leurs alliés – y compris pour la prise de décision.

Sans doute l'américano-pessimisme de masse qui envahit le Nouveau Monde est-il, en partie, un effet de mode médiatique. C'est aussi un phénomène profond qui implique une révision déchirante du comportement de l'ensemble des citoyens. Les Américains sont au creux de la vague. Grâce à leur génie de l'invention sauront-ils, une fois encore, transformer ces crises en opportunités ?



PIERRE DOMMERGUES.

---

(4) Alfred L. Malabre, « Economic Roadblock : Infrastructure Neglect », *Wall Street Journal*, 30 juillet 1990.

(5) Sous le titre « l'Autre Amérique » une exposition de photographies de l'agence new-yorkaise JB Pictures s'est tenue, début septembre 1990, à Perpignan. *Cf. le Monde*, 12 septembre 1990.

(6) « New York's Deadly Season », *New York Times*, 5 août 1990. Voir également « The Decline of New York », *Time*, 17 septembre 1990, où la ville est décrite comme « un cauchemar urbain ».

(7) Michael Harrington, *The Other America*, MacMillan, New-York, 1962. L'un des penseurs progressistes américains les plus influents, Michael Harrington est mort en août 1989.

(8) Voir Louis Urchitelle, « Unequal Pay Widespread in US », *New York Times*, 14 août 1990 ; Bennett Harrison et Barry Bluestone, *The Great U-Turn. Corporate Restructuring and the Polarization of America*, Bane Books, New-York, 1989.

(9) Donald Trump, *Surviving at the Top*, Random House, New-York, 1990.

(10) Ed Siegel, « TV Draws Class Lines from Couch to Kitchen », *The Boston Globe*, 27 juillet 1990.

(11) *Cf.* « Démons et merveilles de la télévision américaine », *le Monde diplomatique*, août 1990.

(12) *The New Republic*, mai 1985.

(13) George Gilder, *Microcosm, A Prescient Look Inside the Expanding Universe of Economic, Social and Technological Possibilities Within the World of the Silicon Chip*, Simon and Schuster, New-York, 1989.

(14) Voir les deux derniers ouvrages de Lester Thurow : *The Zero-Sum Society*, Simon and Schuster, 1981, et *The Zero-Sum Solution*, Simon and Schuster, 1986.

FATALES SURENCHÈRES DANS LE GOLFE

Deux mois après l'injustifiable invasion du Koweït par l'Irak, les véritables objectifs de la formidable opération Bouclier du désert – conduite par les Etats-Unis et appuyée par de nombreux alliés dont la France – demeurent flous. Des raisons multiples et contradictoires paraissent fonder un si puissant déploiement de forces.

S'agit-il de défendre le droit international ? Ce vertueux argument, auquel chacun aimerait croire, serait plus convaincant si certains Etats qui blâment aujourd'hui l'Irak étaient eux-mêmes sans tache à cet égard. A commencer par les Etats-Unis qui, en décembre 1989, ont envahi le Panama au mépris de la légalité internationale ; ou la Turquie, qui continue d'occuper militairement le nord de Chypre ; le Maroc, qui a annexé le Sahara occidental ; la Syrie, qui tient une grande partie du Liban... Sans parler d'Israël, maintes fois condamné par le Conseil de sécurité. En s'engageant contre l'Irak, ces Etats remettent-ils en cause leur propre transgression du droit ?

S'agit-il de protéger les champs pétrolifères afin de maintenir les prix du brut à un niveau raisonnable ? Mais les tensions actuelles font déjà exploser les prix, et l'ouverture des hostilités provoquerait de nouvelles hausses. La fixation d'un « juste prix » du brut est d'ailleurs une alchimie complexe qui ne peut répondre aux seuls critères d'intérêt du Nord. Elle suppose la remise en cause de l'actuel ordre économique mondial, injuste comme on sait.

S'agit-il de renverser M. Saddam Hussein, de démanteler son potentiel militaire, d'établir la démocratie ? Mais, alors pourquoi s'en tenir à l'Irak ? Ne faut-il pas commencer par établir la démocratie en Arabie saoudite, dans les Emirats du Golfe, en Syrie ? Interminable croisade.

Inacceptable, l'invasion du Koweït pose, on le voit, de redoutables problèmes. Ils ne seront pas résolus par de simples et fatales surenchères militaires.

IGNACIO RAMONET.

La longue litanie des

Par GEORGES CORM *

AU Proche-Orient, la crise met en danger la paix du monde et fait vaciller l'économie internationale. Est-elle uniquement attribuable à la folie brutale d'un homme, comme tentent de le faire croire les médias internationaux ? Ou bien est-elle le résultat de conjonctures historiques et géopolitiques complexes dans lesquelles tous les acteurs ont leur part ? De la réponse à ces questions découlent les objectifs à atteindre pour résorber durablement la crise.

S'il ne s'agit que des errements d'un dictateur, il faut en effet mettre en œuvre un programme militaire maximaliste pour abattre le dirigeant irakien, détruire tous les éléments de sa puissance militaire, libérer le Koweït et y restaurer son gouvernement légitime. Si, en revanche, d'autres facteurs sont en jeu, le traitement de la crise doit se développer à plusieurs niveaux et l'emploi de la force militaire dans un cadre juridique clair ne peut être qu'un adjuvant à un programme de stabilisation du Proche-Orient qui prendrait enfin en compte la situation et les aspirations légitimes des populations de la région.

Sauf à soutenir une vision raciste du monde, tout phénomène de dictature et de guerre qu'elle entraîne est le résultat d'un ensemble de facteurs historiques et socio-économiques ainsi que de la nature des influences externes qui s'exercent sur le pays en cause. Cela vaut aussi bien pour le totalitarisme nazi ou mussolinien, que pour le stalinisme, le maoïsme, les dictatures sanglantes d'Amérique latine, ou le régime irakien et d'autres dictatures non moins terribles du monde arabe.

Dans cette région du monde, les problèmes découlant de la succession mal réglée de l'empire ottoman ont été aggravés par deux facteurs fondamentaux : l'existence de ressources pétrolières stratégiques pour le bien-être des pays industrialisés et l'émergence de l'Etat d'Israël qui acquiert rapidement la stature d'une puissance régionale dominante grâce au soutien sans faille de ces mêmes pays industrialisés. La crise actuelle ne saurait être traitée efficacement par des seuls moyens militaires. Les données historiques, économiques et géopolitiques devraient être sérieusement prises en compte par les puissances internationales et régionales qui menacent militairement l'Irak, agresseur de la cité-Etat du Koweït.

Les problèmes de succession de l'empire ottoman sont trop complexes pour être tous évoqués ici (1). On devra donc se contenter de rappeler quelques traits saillants de l'histoire de la péninsule arabique et de l'Irak. Mis à part l'éphémère Etat médinois constitué par le prophète Mahomet et les trois des quatre califes dits « justes » qui lui succédèrent (2), l'Arabie centrale n'a jamais été un lieu de pouvoir politique autonome. Seul le Yémen, l'ancienne « Arabie heureuse », a joui à l'époque pré-islamique d'une influence importante qui s'étendait à la Corne de l'Afrique. Plus tard, le Yémen et Oman, grâce à une géographie montagneuse, ont su se préserver plus ou moins bien des influences extérieures et ont servi de refuge au chiisme zaïdite pour le premier et à l'ibadisme pour le second (3).

C'est à partir du début du seizième siècle que l'empire ottoman règne en maître incontesté sur les zones de peuplement arabe de l'Asie mineure et de l'Afrique méditerranéenne. Les territoires qui constituent l'Irak d'aujourd'hui seront toutefois l'enjeu de rivalités féroces et continues entre Perses et Turcs. Ce n'est qu'une fois la puissance mamelouke abattue en Irak, au début du dix-neuvième siècle, que les Ottomans pourront vraiment consolider leur emprise sur les wilayet irakiennes de Bagdad et Mossoul et le sandjak de Bassorah. Comme dans les autres provinces ottomanes, les frontières administratives varient au gré de la puissance des gouverneurs nommés par la Sublime Porte ou des potentats locaux qui parviennent à faire reconnaître leur autorité par le sultan.

Britanniques, Ottomans et Arabes

L'HISTOIRE de l'Irak est aussi mêlée à celle de la péninsule arabique au cours des deux derniers siècles, d'autant qu'à partir de la fin du dix-huitième siècle, le pouvoir de la famille des Saoud, originaire de l'Arabie centrale et s'appuyant sur la doctrine wahabite d'un retour aux sources coraniques de type fondamentaliste et rigoriste, menace le territoire irakien ; en 1903, les lieux saints chiites de Najaf et Karbala sont mis à sac par des troupes wahabites. Ils seront à nouveau menacés à la fin du dix-neuvième siècle. Directement, et par troupes égyptiennes interposées, les Ottomans contiendront l'expansionnisme saoudo-wahabite qui devra attendre l'effondrement de l'empire ottoman pour pouvoir enfin installer un royaume durable. Cette fondation ne pourra se faire qu'à la faveur d'une rivalité féroce qui oppose l'Indian Office anglais, favorable à une restauration du Califat sous la houlette saoudo-wahabite, et le Foreign Office qui soutient la famille hachémite, gardienne des lieux saints de La Mecque et Médine et qui polarise les revendications d'un nationalisme arabe moderne et donc plutôt laïc (4).

Si les Anglais n'ont pas réussi, avant l'effondrement de l'empire, à acquérir sur les territoires irakiens une influence coloniale similaire à celle qu'ils ont en Egypte, ou semi-coloniale telle que la France avait pu l'avoir au Liban, ils ont tissé dans le golfe Arabo-persique et sur le versant sud de la péninsule arabique une toile d'araignée très efficace. Ils y stationnent leurs troupes en vertu de traités de trêve et de protection qu'ils accordent aux chefs locaux de tribus et aux notabilités (5). Les familles qui parviennent ainsi à se gagner les faveurs anglaises sont assurées de conserver leur prépondérance dans toute rivalité tribale. Les premiers traités seront passés en 1820, celui avec la famille des Sabah du Koweït en 1899. Auparavant, et suivant les époques, le petit port de pêcheurs d'huîtres de Koweït était tantôt inclus tantôt exclu des territoires dépendants de Bassorah.

En ce qui concerne les provinces arabes de l'empire ottoman, il est impossible, pour les Etats issus de sa succession, d'invoquer des droits historiques, les frontières administratives, hormis celles de l'Egypte, n'ayant jamais été stables. Aussi, le véritable problème des découpages coloniaux opérés par l'accord franco-britannique, dit Sykes-Picot, en 1916 est-il moins celui de l'artificialité des frontières que la revendication frustrée d'une unité du Machrek arabe dont la péninsule arabique, vide de toute richesse au début du siècle et de toute masse démographique importante (hormis le Yémen), n'aurait été qu'un appendice. Les frontières des Etats arabes issus du démembrement de l'empire ottoman compor-

* Auteur, entre autres, de *l'Europe et l'Orient*, La Découverte, Paris, 1989.

(1) Nous avons traité en détail de ces problèmes dans *l'Europe et l'Orient – De la balkanisation à la libanisation – Histoire d'une modernité inaccomplie*, La Découverte, Paris, 1989.

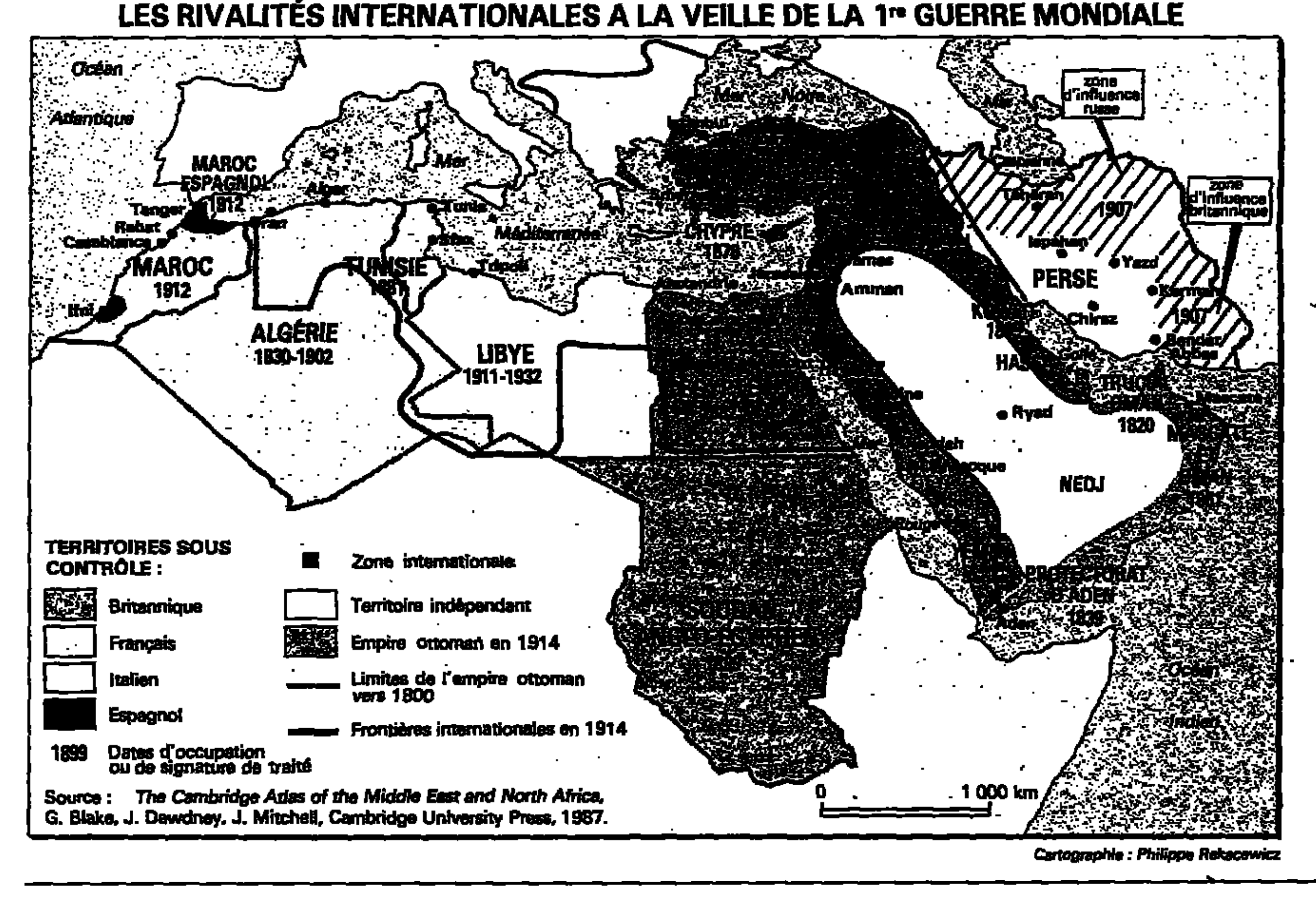
(2) Il s'agit d'Abou Bakr, Omar et Othman. Ali, le quatrième calife « juste » dont se réclame le chiisme, s'établit à Koufa en Irak où il mourra assassiné en 661.

(3) Le chiisme zaïdite est septimain par opposition au chiisme duodécimain ; dans le premier cas, la croyance est dans le retour du septième de la lignée des imams descendant du calife Ali, dans le second dans celui du douzième. L'ibadisme, ou kharijisme, est une doctrine renvoyant dos à dos sunnites et chiites dans leur conflit d'origine sur la succession temporelle du Prophète.

(4) On pourra se reporter sur tous ces points à notre ouvrage *l'Europe et l'Orient*, *op. cit.*, ainsi qu'à David Fromkin, *A Peace to End All Peace. Creating the Modern Middle East, 1914-1922*, Henry Holt, New-York, 1989.

(5) *Les entités politiques issues de ces traités se nommaient d'ailleurs en anglais « Trucial States » (Etats de la Trêve). En français*, on parlait autrefois de la côte des Pirates, la pêche et la piraterie constituant les activités principales de cette région. Les trêves qu'imposent les Anglais à l'origine sont des trêves aux activités de piraterie. En 1971, les Emirats arabes unis voient officiellement le jour. Cet Etat fédéral regroupe tous les émirats de la côte sauf Bahreïn et le Qatar.

LES RIVALITÉS INTERNATIONALES A LA VEILLE DE LA 1re GUERRE MONDIALE



Source : *The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa*, G. Blake, J. Dewdney, J. Mitchell, Cambridge University Press, 1987.

Cartographie : Philippe Rekacewicz

Une « realpolitik » au service de quel ordre

Par MAURICE BERTRAND *

LES dirigeants des grands pays occidentaux et M. Mikhaïl Gorbatchev répètent ensemble que c'est le Conseil de sécurité des Nations unies qui définit le droit international, et que c'est seulement en fonction de ses décisions qu'il sera possible d'agir pour résoudre la crise du Golfe. Aucune voix ne s'élève pour s'opposer à ces déclarations, et l'on peut s'émerveiller de cette unanimité, si l'on songe au mépris dans lequel l'ONU était tenue il y a quelques années. Nous sommes donc en présence d'un phénomène important, caractérisé par l'accord des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et par le soutien qu'ils ont reçu, à quelques rares exceptions près, de l'ensemble de la communauté internationale pour mettre en œuvre les articles 41 et 42 de la Charte, condamner l'agression, décréter le blocus de l'Irak, autoriser implicitement l'emploi de la force.

On peut penser que l'on se retrouve, *mutatis mutandis*, dans la situation de 1945, où les vainqueurs semblaient s'entendre pour faire respecter leur conception de l'ordre international.

L'attribution d'un certain rôle au Comité d'état-major (1) dans la résolution 665 et l'évocation de l'éventualité de la constitution d'une force multinationale sous le drapeau de l'ONU vont dans le sens d'une novation qui, si elle se confirmait, pourrait créer la colonne vertébrale d'un système de sécurité entièrement nouveau. Enfin le rapprochement Est-Ouest, confirmé par le sommet d'Helsinki, présage très favorablement les autres novations institutionnelles qui devraient résulter en novembre du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), où serait signé l'accord sur le désarmement conventionnel en Europe (CFE 1) et lancé un nouveau cycle de négociations (CFE 2), et où pourrait être institué un système de prévention des conflits et ébauché un mécanisme paneuropéen de sécurité collective.

Cette évolution aboutirait donc à un système de sécurité fondé sur l'idée de prévention des crises et de « gendarmerie mondiale » pour faire respecter l'ordre international. La crise aurait raccourci le chemin qui y conduisait. Le sens de l'évolution institutionnelle en cours ne saurait en effet faire de doute. Mais il faudrait beaucoup de naïveté pour penser qu'elle s'inscrit dans une vision claire de l'avenir, et pour croire, comme les discours officiels le prétendent, que le respect des principes du droit international est la raison du consensus. En fait, cette crise est due pour l'essentiel à la *realpolitik* pratiquée aussi bien par la France que par l'URSS et par les Etats-Unis : alliances avec les dictateurs les plus sanguinaires (*lire, page 20, l'extrait du rapport d'Amnesty international sur la Syrie et le compte rendu de l'ouvrage de Gilles Perrault sur le roi Hassan II du Maroc*), soutien de régimes féodaux, livraisons d'armes et de techniques (y compris nucléaires) renforçant leurs capacités d'action, silence sur les injustices sociales et sur l'aberration du système de distribution des profits du pétrole. Elle continue d'être résolue par les mêmes méthodes et en vertu de la même inspiration.

Ni dictatures, ni monarchies féodales

LA preuve : on a fixé pour la solution de la crise le rétablissement du *statu quo ante*. Même si une conférence internationale sur le Proche-Orient est tenue après que le Cheikh Jaber Al Sabah aura été remis sur son trône, ce sont les gouvernements féodaux et dictatoriaux de la région qui y siégeront et qui seront par là même consolidés. Comme l'écrit Claude Julien : « *L'affrontement ébranle durablement le* statu quo *au Proche-Orient* » et « *ni l'histoire, ni le pétrole, ni l'islam ne sauraient enfermer les peuples arabes dans le choix absurde entre des dictatures de type irakien ou syrien et des « monarchies féodales (2) »* ; *mais les méthodes* employées jusqu'à maintenant pour résoudre la crise vont dans le sens du maintien de ce *statu quo*.

Le moins que l'on puisse dire est que les « principes » au nom desquels on mobilise des armadas sont incomplets : on parle de droit international, mais on oublie les droits de l'homme, qu'il s'agisse de la démocratie ou des droits économiques et sociaux, pourtant inscrits dans la Charte des Nations unies si souvent invoquée aujourd'hui.

L'évolution institutionnelle en cours au plan mondial est pour l'instant incohérente. Elle s'effectue par les cheminements les plus divers, sans qu'une relation soit établie entre eux : sommets des Sept (peut être bientôt huit) comme directoire économique mondial ; Conseil de sécurité de l'ONU où les cinq membres permanents ne suffisent pas à représenter la réalité de l'actuel pouvoir politique dans le monde ; constructions complémentaires en matière de sécurité faites à travers la CSCE, qui n'est ni un système régional, ni un système mondial – le tiers-monde et le Japon n'y étant pas associés. Un grand *aggiornamento* est pourtant devenu indispensable, et la question « Quelles institutions mondiales au service de quel ordre international ? » reste à étudier et à résoudre.

Rien n'est fait ni prévu pour faciliter les évolutions nécessaires. Si la conférence internationale sur le Proche-Orient est un jour organisée, elle résoudra peut-être quelques points importants concernant le Liban ou

* Ancien membre du corps commun d'inspection des Nations unies.

(1) Le Comité d'état-major, composé des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil de sécurité, est chargé, par l'article 47 de la Charte, de la « *direction stratégique de toutes forces armées mises à la disposition du Conseil* ».

(2) Lire, le *Monde diplomatique*, septembre 1990.



ruptures au Proche-Orient

tent certes leur part d'arbitraire ; pour l'Irak, il s'agit incontestablement du fait d'avoir été privé d'un accès direct au golfe Arabo-persique, lui permettant de protéger les accès du port de Bassorah situé à l'intérieur du Chatt-al-Arab.

La délimitation de ses frontières par le colonisateur anglais avec l'Iran d'un côté et la cité-Etat de Koweït de l'autre semble bien avoir voulu empêcher l'Irak de devenir une puissance maritime. On peut donc comprendre la frustration irakienne, en particulier du fait de la puissance iranienne, à n'avoir jamais pu obtenir un tracé de frontière tenant compte de cette anomalie. Cette frustration a été d'autant plus grande que l'émirat de Koweït, remarquablement géré par la famille Al Sabah, a su se gagner les amitiés arabes et internationales qui semblaient le préserver de toute agression irakienne après les menaces militaires du générak Kassem en 1961, lors de l'accession à l'indépendance de la cité-Etat. La famille régnante koweïtienne ne s'est donc jamais prêtée de bonne grâce aux demandes irakiennes de rectifications de frontières et, récemment, de location des îles de Boubiane et Warda qui commandent l'accès au Chatt-al-Arab.

Casser le statu quo économique et politique

LE problème cependant ne se résume pas à cette donnée, si capitale soit-elle, pour comprendre les origines de la crise née le 2 août dernier, son retentissement international et ses développements très graves. Le dictateur irakien aurait pu en effet se contenter d'occuper les deux îles et de rectifier par la force la frontière terrestre pour y inclure le champ prétrolifère contesté de Rumeila. En fait, il apparaît bien que l'énormité de l'acte visait à remettre en cause un *statu quo* économique et politique au Proche-Orient de plus en plus défavorable aux Arabes et jouant jusqu'ici au profit exclusif de l'expansionnisme israélien, stimulé par les perspectives de l'énorme transfert de population des communautés juives d'Union soviétique vers les territoires palestiniens. Ce n'est qu'ainsi d'ailleurs que peut s'expliquer la vivacité de la réaction occidentale, en particulier anglo-saxonne. Un tel souci soudain du respect immédiat et musclé du droit, dans une région du monde où il a été cent fois bafoué au cours des quarante dernières années, en particulier par les puissances occidentales, l'Union soviétique, la Syrie, l'Iran et Israël, ne peut se comprendre qu'en raison de l'ébranlement très profond d'un *statu quo* dont profitaient bien des acteurs sur la scène régionale et internationale (6).

En revanche, au Proche-Orient et au Maghreb, la popularité de l'action de M. Saddam Hussein, fort peu aimé en tant que tel, à la différence de Gamal Abdel Nasser, vient de cet ébranlement du *statu quo* et des perspectives qu'il pourrait ouvrir. Les gouvernements arabes opposés à l'action irakienne craignent à juste titre que la réaction de l'Occident et d'Israël à cette rupture des équilibres n'enfonce encore plus les Arabes dans le gouffre. L'énormité du bâton américain et les perspectives d'une implantation militaire occidentale qui pourrait être durable au cœur de la péninsule arabique peuvent faire penser que ce qui reste de « manne » pétrolière sera moins que jamais mieux répartie entre Arabes riches et pauvres, que l'Etat d'Israël sera plus que jamais intraitable sur le Liban comme sur la Palestine, enfin que la dictature syrienne, confortée par son alignement sur l'axe américano-saoudien et égyptien, continuera de tourmenter le Liban et d'occuper 70 % de son territoire, tout en achevant de destructurer l'économie syrienne et de faire fuir les débris d'intelligentsia.

La rupture du *statu quo* pétrolier semble jouer un rôle déterminant dans la « fureur » de l'Occident, sans que toutefois s'esquisse le moindre débat. Nous avions décrit ailleurs les accords tacites passés entre pétromonarchies de la péninsule et régimes arabes républicains et nationalistes après la guerre israélo-arabe de juillet 1967, puis renouvelés après celle d'octobre 1973 (7). La rente pétrolière devait servir de système de sécurité sociale aux pays pauvres et à forte démographie et permettre de soutenir l'effort de guerre contre Israël, jusqu'à la récupération des droits palestiniens. En contrepartie, les républiques arabes ne tentaient plus de déstabiliser les pétromonarchies et de remettre en cause leur statut de superprivilégié, comme Nasser avait pu le faire avec son expédition au Yémen en 1963.

Les pétromonarchies ne joueront le jeu que du bout des doigts, surtout à partir de la fin des années 70. Les organismes nationaux et interarabes de redistribution des revenus pétroliers (Fonds arabe de développement économique et social, Fonds monétaire arabe) ne seront jamais autorisés par les pétromonarchies à devenir des instruments dynamiques et autonomes de financement. Des institutions concurrentes privées et publiques de redistribution à l'ensemble des pays islamiques en Afrique noire et en Asie, dite banques ou sociétés islamiques, seront créées et favorisées par les pétromonarchies jouant la carte de la solidarité islamique pro-occidentale et antisoviétique, à la fois contre le nationalisme arabe laïc qui domine la Ligue des Etats arabes et contre le Mouvement des non-alignés. Le conflit afghan polarisera cette solidarité, faisant passer au second plan le problème palestinien.

Bien plus, dans les grands débats des années 70 sur la nécessité d'un nouvel ordre économique international, les pétromonarchies, en particulier l'Arabie saoudite, se sont alignées sans nuances sur les intérêts des pays industrialisés. Ces derniers, notamment les Etats-Unis, le Japon et la RFA, refuseront toujours le principe même d'une stabilisation des prix des matières premières et de leur ajustement régulier à l'évolution des prix internationaux, en lieu et place des violentes fluctuations des cours lorsque jouent les seules lois du marché. On peut évoquer ici les nombreux mais vains efforts de l'OPEP au tout début des années 70 pour obtenir des compagnies pétrolières des mécanismes d'indexation des prix pétroliers sur l'inflation et les fluctuations de la valeur des principales devises des pays industrialisés. Vains aussi seront les efforts de régler le commerce du pétrole par des accords à long terme entre producteurs et consommateurs ; les Etats-Unis y sont farouchement opposés. Le résultat sera catastrophique pour l'économie mondiale.

Sous la pression d'un marché assoiffé d'énergie et des événements majeurs du Proche-Orient (guerre d'octobre 1973, révolution iranienne de 1979), les prix du pétrole grimpent de 2,50 dollars le baril en 1972 à 13 dollars en 1973 puis à 35 dollars en 1979 ; ensuite, la décrue est non moins spectaculaire sous l'effet de la surproduction saoudienne, ramenant le prix du baril en 1986 au-dessous de 10 dollars puis le faisant fluctuer entre 13 et 19 dollars jusqu'à la veille des événements. A ces cours, en termes de pouvoir d'achat, le prix du baril est revenu à ce qu'il était dans les années 60. Mis à part les pétromonarchies sous-peuplées, aucun producteur exclusivement dépendant du pétrole ne dispose de recettes d'exportation suffisantes pour nourrir sa population et assurer le service de sa dette extérieure. A ces niveaux de prix, dire que l'Algérie ou l'Irak sont des pays riches est un contresens, équivalant à prétendre que la Côte-d'Ivoire est prospère grâce à son cacao.

Pour les économies occidentales non plus, les prix bas ne sont pas un bienfait absolu. Ils entraînent le retour aux gaspillages d'énergie et à une forte croissance de nature artificielle compte tenu des coûts réels des énergies de substitution. Cette forte croissance entraîne partout des taux d'intérêt très élevés pour empêcher le retour de l'inflation, et aggrave les charges du service de la dette de beaucoup de pays du tiers-monde qui, depuis 1982, se débattent dans une crise aux dimensions dramatiques.

Les pays arabes, mis à part les pétromonarchies, croulent tous sous le poids d'une dette écrasante. Le chômage y est généralisé, l'industrialisation bloquée, l'inflation s'y développe et les niveaux de vie depuis 1982 chutent vertigineusement pour tous les salariés. Quémander un emploi dans les pays de la péninsule arabique ou fuir en Occident par n'importe quel moyen est le rêve de millions de familles vivant dans



IBN SÉOUD EN 1911 LE CONQUÉRANT DE LA MECQUE ET DE MÉDINE

la pauvreté absolue. A défaut, il faudra mendier les subsides de l'un ou l'autre des mouvements d'intégrisme islamique que financent les pétromonarchies ou l'Iran. La situation sociale est explosive dans l'ensemble du monde arabe et tous les gouvernements vivent sur des barils de poudre.

Quant à l'Irak, le poids d'une dette de 70 milliards de dollars et les besoins de la reconstruction après huit années d'une guerre dévastatrice rendaient encore plus insupportable l'effondrement des prix pétroliers. En brisant avec tant de brutalité le *statu quo* régional, le chef de l'Etat irakien a donc voulu agir à tous les niveaux, satisfaisant du même coup ses ambitions à l'échelle régionale.

Expansionnisme israélien et droits palestiniens

TOUTEFOIS, de leur côté, les pays occidentaux, en décidant de l'embargo des pays consommateurs sur les exportations de pétrole irakien et koweïtien pour obtenir le respect du droit international, oublient qu'ils font exactement ce que les pays arabes de l'OPEP avaient tenté de faire en 1967, mais surtout en 1973 à l'encontre des pays consommateurs trop favorables à Israël, pour obliger ce pays à rendre les territoires palestiniens, syriens et égyptiens occupés – occupation condamnée elle aussi par des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. On se souvient du tollé dans l'opinion occidentale contre les pays arabes. On sait aussi que, depuis ce moment, les Etats-Unis ont entrepris de préparer et d'entraîner des forces à un débarquement massif dans la péninsule arabique.

En 1978, lorsqu'Israël envahit le sud du Liban, puis refusa de s'en retirer complètement empêchant le déploiement des forces des Nations unies jusqu'à la frontière internationalement reconnue, et à nouveau lors de l'invasion de 1982 et des trois mois de bombardements israéliens intensifs sur Beyrouth-Ouest, les gouvernements arabes réclamèrent en vain des Nations unies et de la CEE l'application de sanctions économiques contre Israël. La fin de non-recevoir fut totale et absolue, en dépit de résolutions très claires de ces organisations appelant à un retrait inconditionnel des forces israéliennes du Liban.

Le traitement de faveur de l'Occident à l'égard d'Israël ne s'est d'ailleurs pas démenti depuis 1982, puisqu'en dépit de tous les renoncements de l'OLP, y compris l'annonce solennelle de la « caducité » de la charte palestinienne par M. Yasser Arafat à Paris en mai 1989, la restitution des droits palestiniens est toujours au point mort. Ce n'est certes pas l'annonce de l'ouverture des frontières de l'URSS à l'émigration des Soviétiques de confession juive et la fermeture concomittante de celle des Etats-Unis à leur endroit qui peut calmer l'anxiété arabe. Alors que les Libanais et les Palestiniens émigrent massivement depuis des années au Canada, aux Etats-Unis et même en Europe, les Israéliens voudraient recevoir deux à trois millions de juifs soviétiques dont plus de cent mille sont déjà arrivés depuis le début de l'année. C'est la rupture définitive du *statu quo* démographique, *statu quo* qui, seul, laissait encore quelques espoirs aux Palestiniens de résister au rouleau compresseur israélien.

Compte tenu de l'exiguïté des territoires palestiniens, on est en droit de se demander si désormais le sionisme ne réclamera pas aussi, au nom des droits historiques, tout le territoire palestinien, c'est-à-dire les deux rives du Jourdain (Transjordanie et Cisjordanie), ainsi que le sud du Liban (déjà revendiqué en 1919), véritable château d'eau. Il ne s'agirait plus alors, à la faveur d'une conjoncture de déstabilisation régionale, de renverser la monarchie jordanienne, d'expulser la population de Cisjordanie vers la Jordanie et d'y favoriser l'émergence d'un Etat palestinien, mais bien d'occuper la Jordanie en vue de l'annexer au fil des années. Un article récent du député israélien Uri Avneri lance un cri d'alarme en ce sens (8).

L'action brutale du dictateur irakien a ébranlé un *statu quo* de plus en plus dangereux au Proche-Orient. Va-t-elle l'ébranler durablement et dans quel sens ? La balle se situe dans le camp des Occidentaux et de leur nouvel allié, M. Mikhaïl Gorbatchev. L'ampleur du débarquement militaire américain, jointe à la puissance israélienne qui cherche depuis longtemps à abattre le « danger » militaire irakien, tout comme elle l'avait fait pour celui de l'Egypte nassérienne en 1967, ôtent aux régimes arabes déjà passablement instables toute capacité d'action commune autonome. L'Occident ne paraît même plus vouloir écouter un allié aussi traditionnellement fidèle que le roi Hussein de Jordanie, tellement la « fureur » obscurcit tout. M. Saddam Hussein qui n'en méritait vraiment pas tant est tout à la fois le diable de l'Occident et des pétromonarchies, le « sauveur » ou le « martyr » potentiel de millions d'Arabes.

Aussi, le destin du monde arabe se façonne-t-il encore une fois en dehors de lui, comme c'est le cas depuis le début du siècle. Ce fut d'abord la France et l'Angleterre de 1919 à 1956, puis les Etats-Unis et l'URSS. Aujourd'hui, tout se joue à Washington entre « faucons » et « colombes », avec le grain de sel qu'apporte la droite isolationniste ne voulant pas que les Etats-Unis soient le gendarme du monde et se trouvant de ce fait du côté des « colombes », mais aussi la pesante influence israélienne qui œuvre en faveur des « faucons ». On dit bien parfois en France ou en Italie qu'il faudra penser plus tard à mieux faire appliquer le droit en Palestine et au Liban pour que l'Occident n'ait malgré tout pas l'air trop cynique. Mais la restauration de la souveraineté de la cité-Etat de Koweït est présentée partout comme un préalable sans condition à toute action pour éventuellement envisager au Proche-Orient les éléments d'une stabilité à long terme.

En effet, ce n'est certainement pas aujourd'hui, dans une crise où resurgissent tous les fantasmes anti-arabes, que l'Occident se reconnaîtra une quelconque responsabilité dans les malheurs de cette région du monde et qu'il tentera d'imposer à l'Etat d'Israël des frontières définitives.

Parmi leurs tâches dans la région, les armées occidentales, notamment américaines et françaises, pourraient envisager de se déployer plus largement au Proche-Orient – sous l'ombrelle des Nations unies et avec la participation de l'URSS – pour garantir au Liban, à la Syrie, à l'Etat palestinien (à créer en Cisjordanie et à Gaza), ainsi qu'à Israël et au Koweït leurs frontières internationalement reconnues. Elles pourraient aussi se proposer de superviser, en tant qu'observateurs des Nations unies, la tenue d'élections libres au Liban, en Syrie, en Irak, en Arabie Saoudite, à Koweït, Qatar, dans les Emirats arabes unis et à Oman.

Leur stationnement dans cette région devrait aussi aboutir à des accords de désarmement et de dénucléarisation entre Etats arabes et l'Etat d'Israël et permettre une ouverture des frontières au commerce et à l'investissement. Enfin, un système de taxation régionale des hydrocarbures exportés par les pays arabes pourrait être mis en place aux fins de redistribution. Ce système serait supporté pour 20 % par les consommateurs occidentaux de pétrole arabe et pour 80 % par les producteurs, ce dernier pourcentage étant modulé en fonction de la densité démographique et du quota d'exportation du pays producteur.

Tout cela peut apparaître bien irréaliste compte tenu des mentalités et des comportements régnant au Proche-Orient. Pourtant, il s'agit des seuls fondements possibles d'une politique raisonnable de l'Occident à l'égard de l'ensemble des peuples arabes, susceptibles de les intégrer progressivement et harmonieusement à la prospérité tant enviée et à la démocratie de l'Europe voisine. En dehors d'une telle approche, la politique occidentale, quels que soient les reproches, tout à fait fondés, adressés au chef de l'Etat irakien et le souci louable de faire respecter le droit et de restaurer la souveraineté de l'Etat de Koweït, ne s'inscrira historiquement que dans la continuité de manipulations coloniales ou semi-coloniales des grandes puissances à l'endroit d'une région du monde tourmentée depuis le siècle dernier par les ambitions politiques et les intérêts matériels des grandes puissances, ainsi que par les conséquences historiques de l'antisémitisme européen et de l'Holocauste.

GEORGES CORM.

(6) Dernière en date des graves infractions au droit international légitimées et appuyées par l'Occident, les accords de Taëf d'octobre 1989 qui consacrent la présence définitive de l'armée syrienne « redéployée » au Liban, ce qui, bien sûr, permettra le maintien de l'armée israélienne dans le sud du pays qu'elle occupe depuis 1978.

(7) Voir *le Proche-Orient éclaté*, La Découverte, Paris, 1983.

(8) Uri Avneri, « In Israel, Riskless Talk about Jordan », *International Herald Tribune*, 7 septembre 1990.

international ?

Israël, ce qui serait un énorme progrès. Mais l'on aurait aussi bien besoin d'une conférence internationale qui traiterait des problèmes que pose et posera de plus en plus le processus d'intégration mondiale : contrôle des migrations internationales, démocratisation, association des pays du tiers-monde à un système mondial de sécurité. Au moins ces problèmes globaux pourraient-ils commencer à être étudiés et traités sur le plan régional. L'on ne voit pourtant pas un grand enthousiasme se manifester en France ou dans les autres pays européens pour l'idée défendue par les Espagnols et les Italiens d'une conférence sur la coopération et la sécurité en Méditerranée, qui traiterait justement de ces problèmes.

Rien n'est fait, de façon plus générale, pour prévenir les crises futures. Ou plutôt, on voit apparaître ici et là l'idée chère aux conservateurs et aux défenseurs du corporatisme militaire qu'il faut développer à des fins répressives des forces d'intervention surarmées et donc invincibles. Or rien ne dit que les crises futures (migrations massives, révolutions, développement d'idéologies hostiles, etc.) pourraient être résolues par des moyens militaires et il devrait être évident qu'il vaut mieux prévenir que guérir. La prise de conscience par les masses du tiers-monde (en l'occurrence dans l'ensemble du monde arabe) de l'injustice de l'ordre existant se traduira de plus en plus par l'exigence de plus de démocratie et de plus de justice sociale, mais mettra aussi en œuvre des forces incontrôlées. Il est donc urgent d'associer le tiers-monde au désarmement et aux mesures de confiance et de contrôle et de l'aider véritablement à extirper la pauvreté, cause profonde de tous les troubles futurs.

Il est bien évident que l'on ne saurait remplacer du jour au lendemain la *Realpolitik* par le respect absolu de la morale en politique ; on ne peut pas changer par magie les dictatures en démocraties ni les systèmes d'exploitation en régimes soucieux de la justice sociale. Mais l'on pourrait avoir une vision d'ensemble plus cohérente des problèmes que pose l'intégration planétaire en cours et une politique plus conséquente pour l'encouragement à la démocratie et à la justice.

Il est maintenant de l'intérêt du « Nord » d'abandonner une conception périmée de la *Realpolitik* et d'être tout simplement plus honnête. Les hommes d'Etat s'en apercevront-ils à temps ?

MAURICE BERTRAND.

FATALES SURENCH

Un gendar

(Suite de la première page.)

Ce « gendarme » aura fort à faire. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, quelque cent vingt-cinq conflits armés ont fait environ 22 millions de morts. Des fictions ont empoisonné l'atmosphère : c'est à la demande de leurs alliés ou clients que Moscou intervenait en Tchécoslovaquie ou en Afghanistan, et que Washington envoyait ses troupes au Vietnam ; c'est pour *« protéger les ressortissants américains »* que Lyndon Johnson faisait débarquer les *marines* en République dominicaine ; c'est le respect du droit, non la richesse des gisements miniers du Katanga, qui poussa M. Giscard d'Estaing à lancer les paras sur Kolwezi... Liste interminable.

Mais tout cela appartient au passé, à l'époque où les deux superpuissances, redoutant de s'affronter directement avec leurs armes de destruction massive, préféraient se livrer, au Sud, à une constante partie de bras de fer, par petits pays interposés. Ces temps sont révolus, la coopération entre Moscou et Washington ouvrirait d'immenses espoirs.

Pourtant, *« ce monde qui ne sera plus dominé par la rivalité Est-Ouest ne sera pas un monde sans conflits : conflits entre groupes différents au sein d'une nation et* [risquant de s'étendre] *à travers les frontières nationales. Les différences raciales et ethniques subsisteront. Des révolutions politiques éclateront. Des disputes historiques à propos de frontières politiques se poursuivront. Les contrastes économiques entre nations s'amplifieront au fur et à mesure que la révolution technologique du vingt et unième siècle se répand d'inégale manière à la surface du globe »*, remarque M. Robert McNamara, ancien patron du Pentagone et ancien président de la Banque mondiale (7). Contestant l'idée, souvent répétée (8), selon laquelle les conflits dans les tiers-monde surgissaient d'abord de l'affrontement Est-Ouest, M. NcNamara rappelle que *« leurs causes profondes préexistaient à la guerre froide et lui survivront presque certainement »*.

Ces *« causes profondes »* tiennent à la structure interne de chaque société (inéquitable répartition de la richesse, du bien-être, du pouvoir, soit entre couches sociales, soit entre groupes ethniques) et aux mécanismes mondiaux qui freinent le développement (spéculations à la baisse sur les coûts des produits de base, conditions de remboursement de la dette, fuite des capitaux vers les pays qui pratiquent des taux d'intérêt élevés, incitations aux achats d'armes et à de somptueuses réalisations de prestige, etc.). Bien qu'ils portent en eux les conflits futurs, de tels problèmes ne peuvent être résolus par aucun « gendarme », national ou multinational comme celui qui intervient maintenant dans le Golfe.

Pour le Proche-Orient et pour le reste du monde, la crise peut cependant avoir des effets bénéfiques, du simple point de vue du maintien de l'ordre, pourvu qu'elle conduise, sous l'égide des Nations unies, d'une part à la conclusion d'un accord sur les ventes d'armes et sur le plafonnement des potentiels militaires, d'autre part à la mise en place d'un système d'arbitrage contraignant pour le règlement des différends, frontaliers ou autres.

A l'intérieur de chaque pays, un puissant « parti de l'ordre », même s'il n'estime pas opportun de se déclarer comme tel, se dévoue vaillamment pour garder les choses en l'état, même si elles sont grosses de violences. Sa stratégie lui impose parfois de bien cruelles décisions : accorder, mais le plus tard possible, les concessions minimales qui lui permettront de préserver, pour l'essentiel, l'ordre existant. Quoi qu'il puisse lui en coûter, ce parti de l'ordre sait qu'il doit, impavide, régner sur le désordre établi, marqué de criantes injustices. Pour ce faire, il dispose de toute la puissance de l'Etat, seul détenteur légal des moyens de contrainte. Il existe de même un « parti de l'ordre » à l'échelle planétaire, qui projette sur la scène mondiale le même programme, la même stratégie.

LE *« nouvel ordre international »* préconisé par M. Bush se contentera-t-il de donner à un « gendarme » les moyens de contrainte nécessaires pour faire respecter le désordre établi sur la planète ? Mécanismes d'un sous-développement aggravé, pillage des ressources naturelles, taux élevé de mortalité infantile, famines et épidémies, ample corruption, pouvoirs dictatoriaux, etc. : ce désordre ne pose pas seulement un problème moral que les « réalistes » évacuent d'un hochement de tête. Il entretient l'instabilité dans des régions stratégiques, menace la sécurité et la paix mondiales (9).

Un facteur déterminant vient accroître les périls. La population du globe a doublé entre 1950 et 1987 pour passer de 2,5 milliards à 5 milliards d'êtres humains. Elle va encore doubler en un demi-siècle, amplifiant les déséquilibres actuels. Les pays développés représentent à peine un quart de la population de la planète, mais consomment 80 % du revenu mondial (10). Un *« nouvel ordre international »* qui se proposerait de perpétuer un tel état de choses conduirait aux pires conflits. Aucun « gendarme » ne serait en mesure de les éviter. Seuls peuvent éventuellement y parvenir des hommes d'Etat capables de porter leur regard au-delà de la crise en cours, au-delà de la prochaine échéance électorale, pour anticiper et préparer de radicales mutations économiques.

Un rapide regard en arrière ramène la réflexion à la plus brûlante actualité. En 1951, jugeant insuffisantes les redevances de 25 % à 30 % que lui proposait l'Anglo-Iranian Oil Company, le Parlement iranien nationalisa son pétrole. Affront intolérable pour le monde civilisé, peu soucieux de voir loin. Pourtant, à peine quelques années plus tard, les redevances atteindront 50 % (c'est le règne du *fifty-fifty*) puis, très vite, chaque pays obtiendra la pleine souveraineté sur ses gisements. *Mais, contre toute raison*, des gouvernements myopes s'acharnent à retarder cette échéance. La CIA se flattera *donc d'avoir monté* le coup d'Etat qui a renversé le Dr Mossadegh. Superbe performance : l'ordre régnait à Téhéran... Avec une touchante satisfaction, le président Eisenhower note alors dans ses Mémoires (11) : *« Tout était fini. »* Erreur : tout ne faisait que commencer. Car, sous le pouvoir absolu du chah, impérial « ami » et riche client des démocraties, la corruption, les assassinats et la torture entretiennent dans le pays une intense fermentation, que beaucoup, aveuglés par de fastueux contrats, fascinés par une sommaire définition de la modernité, ne savent pas voir. Eisenhower et les frères Dulles avaient cru sauver l'Iran. Ils le livraient, à terme, aux mollahs et aux ayatollahs. Que veut-on sauver aujourd'hui ?

Le renversement du régime de M. Saddam Hussein et le retour au *statu quo ante* ne suffiront pas à rétablir l'ordre si doivent subsister le désordre de l'économie pétrolière, les tensions autour de frontières litigieuses, les violations des droits individuels. Rien n'autorisait l'Irak à utiliser la force militaire pour atteindre ses objectifs, quelle qu'en soit la validité. Mais, fût-il revêtu de toute la dignité que lui conféreraient les Nations unies, le « gendarme » au service du futur ordre international n'en finira pas de réprimer la violence armée s'il tolère la violence économique, qui n'est ni moins meurtrière ni plus justifiable *(lire page 20, l'article de Denis Clerc)*.

Un acteur important s'est montré fort discret dans toute cette affaire. Un élu du Massachusetts à la Chambre des représentants, appartenant comme M. Bush au Parti républicain, en rappelle l'existence : *« L'augmentation des prix de 7 dollars par baril accroîtrait de 21 milliards de dollars par an la valeur de la production pétrolière des Etats-Unis. Cela fait beaucoup de beurre dans l'assiette des grandes compagnies* [pétrolières], *au détriment du consommateur américain...* (12). » Au détriment, aussi, de quelques autres. De chaque côté de l'Atlantique, les chantres de l'économie de marché ont su trouver des accents vibrants pour évoquer le triste sort des pays pauvres (Bangladesh, Tanzanie, Europe de


HENRI CUECO. — « Les chiens de Saqqarah »

Feuilles mortes...

« *LE glaive de la justice n'a pas de fourreau* », disait Joseph de Maistre. C'est ce que veulent faire croire aujourd'hui les ardents croisés du droit international, *qui seraient plus crédibles si d'innombrables décisions du Conseil* de sécurité des Nations unies ne restaient pas inappliquées :

- **novembre 1967**, le Conseil souligne *« l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre »* et pose les principes d'une paix juste au Proche-Orient, qui passe par *« le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés »* (*« from occupied territories »* dans la version anglaise). Depuis, rien n'a changé *en Cisjordanie et à Gaza ;*
- **juillet 1974**, le Conseil *« demande le retrait sans délai du territoire de la République de Chypre de tous les militaires étrangers »*. Seize ans après, l'occupation turque du nord de l'île perdure ;
- **décembre 1975**, le Conseil dénonce l'annexion de Timor oriental par l'Indonésie. Djakarta n'en a cure ;
- **mars 1980**, le Conseil demande à Israël *« de démanteler les colonies existantes et, en particulier, de cesser d'urgence d'établir, édifier et planifier des colonies dans les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem »*. Plus de 100 000 Israéliens étaient installés, en 1989, dans la partie arabe de Jérusalem et 70 000 en Cisjordanie et à Gaza.

Les objectifs fondamentaux de l'Amé

Par RICHARD BARNET *

LE conflit du Golfe inaugure ceux de l'après-guerre froide : pour la première fois en plus de quarante ans, le communisme, réel ou supposé, n'est pas la cible d'une intervention militaire américaine. L'Union soviétique se comporte même en alliée, certes nerveuse, d'une opération multilatérale organisée par le président des Etats-Unis. Avec un communisme en ruine et une URSS menacée par la désagrégation, les Etats-Unis peuvent tourner leur attention vers de nouveaux ennemis en continuant à faire étalage de la puissance militaire sur laquelle est censé reposer leur statut de Super-Grand.

Interrogé, il y a quelques mois, sur l'identité de l'ennemi qui remplacerait l'URSS, M. George Bush répondit instantanément : *« l'instabilité »*. Un seul mot pour faire comprendre que l'Amérique ne serait jamais à court d'adversaires... Privés de guerre froide, tous les experts que compte Washington en matière de sécurité nationale ont multiplié réunions et séminaires pour tenter de définir le nouveau rôle des Etats-Unis dans un monde où l'ours soviétique, bien qu'il dispose toujours de missiles capables de détruire l'Amérique en une demi-heure, a désormais la tête ailleurs et fait patte de velours. Cela fait deux ans que les stratèges sont arrivés à la conclusion que les nouvelles « menaces » militaires se situent dans le tiers-monde. Et c'est à la force de ces idées que l'on doit la présence de près de deux cent mille militaires américains dans les déserts d'Arabie et les eaux environnantes.

Le monde de l'après-guerre froide est un monde dangereux. Le face-à-face des deux superpuissances avait servi à étouffer des myriades de conflits nationaux, tribaux et religieux qui bouillonnaient sous la surface dans les Etats issus de la disparition des anciens empires austro-hongrois, ottoman, britannique, français et néerlandais. Ces vastes zones figuraient sur les cartes de la guerre froide sous la dénomination de « pays du rideau de fer » ou de « tiers-monde ». En raison de leur rapide croissance démographique et d'un développement caricaturalement inégal, la majorité des peuples de l'Afrique subsaharienne, du Proche-Orient, de l'Asie, et d'une partie de l'Amérique latine n'ont d'autre perspective qu'une aggravation de leur situation économique dont leurs dirigeants sont les seuls à tirer bénéfice. C'est parce que le couvercle a sauté que le monde donne une impression d'instabilité accrue.

Des pays sous-développés comme l'Irak disposent maintenant d'armements sophistiqués grâce à l'efficacité d'un système de distribution mis en place par les superpuissances et leurs alliés pendant la guerre froide. Ces Etats du « tiers-monde », qui ont seulement en commun un passé colonial, la chaleur du climat et les espoirs brisés de leurs populations, contrôlent des ressources vitales, et leurs dirigeants peuvent utiliser la haute technologie de leur panoplie militaire pour en exiger des prix élevés.

Aux Etats-Unis, l'opinion est prête à *soutenir des opérations militaires* rapides qui n'entraîneraient que de faibles pertes américaines. Elle applaudira à des *« actions chirurgicales »* s'il est démontré que la cible constitue une source dangereuse d'« instabilité » et que le pays visé possède des richesses minérales ou occupe une situation géographique stratégique. On peut rapidement aller en voiture du Texas à Managua, répétait M. Ronald Reagan dans sa croisade antisandiniste, mais peu d'Américains s'en souciaient. Ils n'avaient nullement l'intention d'y aller et ne croyaient pas à l'arrivée des Nicaraguayens. Mais, si éloignés qu'ils soient, le Koweït et l'Arabie saoudite sont une tout autre histoire.

Dans la mesure où l'Union soviétique est en train de se débarrasser de *ses obligations de superpuissance dans* le monde non blanc, le risque de voir une intervention militaire américaine *dégénérer en confrontation avec Moscou* est pratiquement inexistant. La guerre froide, il ne faut pas l'oublier, s'est principalement livrée dans le tiers-monde. Si l'on excepte les massacres dans les rues de Berlin, Budapest et Prague, les *armes n'ont parlé qu'en* Asie, en Afrique, en Amérique latine et, bien sûr, au Proche-Orient. Jadis le communisme était considéré comme un « virus » ou un mécanisme à fomenter l'instabilité et les conflits dans les pays pauvres. On s'aperçoit maintenant qu'ils n'ont nul besoin de lui pour se *déclencher*.

Une grave crise intérieure

AU sein de l'establishment de la sécurité nationale, nulle réflexion n'a été menée pour repenser les objectifs fondamentaux de l'Amérique dans le monde nouveau qui se dessine. On y a très peu conscience que la crise de l'industrie, des villes et de l'éducation *(voir pages 12 et 13 le reportage de Pierre Dommergues)* impose des limites sévères à la capacité de déploiement *militaire extérieur du pays, sauf à* causer des dégâts suicidaires à la société civile des Etats-Unis. Le Congrès était en vacances et aucun débat n'eut lieu sur la finalité, les coûts ou la stratégie de l'opération lancée début août dans le Golfe. Avec le président, les Etats-Unis se lancent dans leur première guerre pour les ressources minérales et M. Bush bénéficie d'un très fort soutien populaire.

Pour justifier cet usage soudain et sans précédent de la puissance militaire américaine, la Maison Blanche s'appuie sur la *« préservation de l'American Way of Life »*. C'est-à-dire *sur le droit des citoyens à passer leur* journée sur les autoroutes et non pas dans les files d'attente aux stations-service. Bien sûr le président invoque la morale, le droit, ainsi que les leçons de l'histoire. M. Saddam Hussein est le *« nouvel Hitler »*. Le secrétaire d'Etat, M. Baker, en réclamant une « OTAN » du Golfe pour *« contenir »* et *« faire reculer »* le président irakien en fait un nouveau Staline.

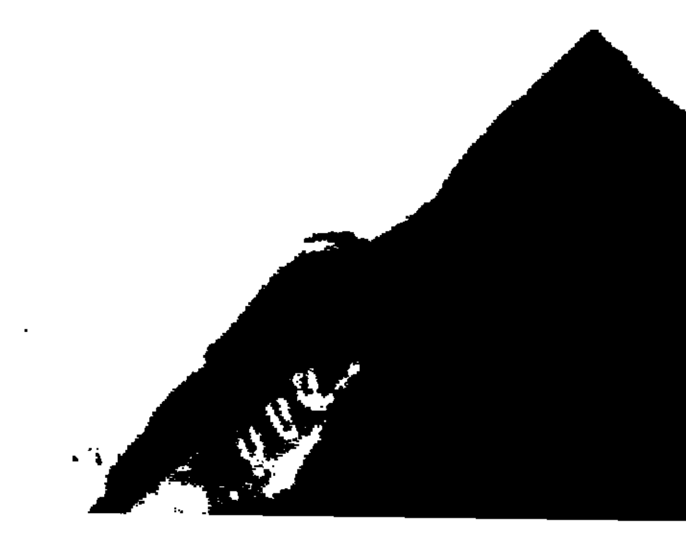
Les voix qui s'élevaient habituellement contre les interventions militaires américaines sont pratiquement silencieuses. L'agression brutale commise par M. Saddam Hussein, sa prédilection pour les gaz de combat, sa soif d'engins nucléaires, ses dons d'affabulateur, pour ne pas parler de son armée forte d'un million d'hommes, lui composent un profil idéal d'ennemi. Les efforts de M. Bush pour couvrir du manteau des Nations unies une opération entièrement organisée par les Etats-Unis et dont ils sont pratiquement *les seuls* protagonistes, la légitimité que confèrent les votes du Conseil de sécurité et les contributions en argent, bâtiments *et soldats* des autres pays ont neutralisé la plupart des critiques. L'odieux chantage à la vie des *« invités »* de M. Saddam Hussein a fait taire la plupart des Eglises, qui se sont ralliées au consensus.

Ce consensus est-il durable ? De nombreux signes montrent sa précarité. La réaction de l'opinion s'enracine dans deux émotions profondes. La première est l'indignation devant une agression à l'ancienne mode au moment où la paix de l'après-guerre froide venait d'être déclarée. La seconde est un mélange d'espoir et de refus de la réalité. Malgré tous les appels à la patience que leur prodiguent leurs dirigeants, beaucoup d'Américains s'imaginent que le succès ne se fera pas attendre, que M. Saddam Hsseein sera ramené à la raison ou qu'il disparaîtra dans une « opération chirurgicale » indolore pour les Etats-Unis, l'Irak revenant alors dans des mains plus amicales.

Si aucun de ces scénarios ne prend forme et si ou bien le jeu de patience s'éternise dans le désert ou bien la guerre donne lieu à une escalade avec des pertes plus lourdes que prévu, tout donne à penser que l'opposition montera rapidement. La tentation d'en finir au plus vite noiera les appels à des négociations de paix ou à une véritable opération de l'ONU sous un commandement autre qu'américain ou à un retrait unilatéral des Etats-Unis. Avec près de deux cent mille jeunes Américains immobilisés sous un soleil de plomb au milieu d'une culture qui leur est totalement incompréhensible et sans les consolations de l'alcool ou d'une compagnie féminine, les interrogations se feront chaque jour plus nombreuses.

L'une des forces de la démocratie américaine, c'est que ses citoyens ne sont guère patients lorsque des vies sont en jeu ou que les dirigeants n'ont pas d'objectifs clairs. Le soutien de l'opinion à une force de police stationnée dans le désert est fragile parce que

* Co-directeur, Institute of Policy Studies (Washington).



[E]NCHÈRES DANS LE GOLFE

[Gen]darme ambigu

individuels
utiliser la
re ses objec-
lidité. Mais,
nité que lui
s unies, le
futur ordre
is de répri-
olère la vio-
il ni moins
iable (lire
lerc).

est montré
affaire. Un
Chambre
ant comme
in, en rap-
mentation
ril accroi-
ars par un
pétrolière
aucoup de
ndes com-
riment du
12). – Au
es autres.
tique, les
arché ont
ants pour
s pauvres
irope de

l'Est...) condamnés à se ruiner encore davantage, par la faute du « boucher de Bagdad », pour payer plus cher le pétrole qu'ils doivent importer. Les libéraux dévoilent ainsi leurs âmes, que l'on ne savait pas si sensibles... Les géants du pétrole, eux, ne se lamentent pas. Ils contemplent la courbe ascendante de leurs profits. Leur prospérité accrue n'est pourtant pas étrangère à la misère d'un monde où, d'après l'UNICEF, meurent chaque jour 40 000 jeunes enfants qui pourraient être sauvés. « *Un millionnaire*, écrivait Bernanos (13), *dispose au fond de ses coffres de plus de vies humaines qu'aucun monarque* » ou potentat moderne. La violence économique possède l'immense avantage d'être moins visible que la violence des armes.

A la fin du mois d'août, le litre d'essence coûtait aux Etats-Unis 0,35 dollar, contre un peu plus de 1 dollar dans la plupart des pays européens, et même 1,30 dollar en Italie (14). Un tarif aussi bas encourage le gaspillage, place les Etats-Unis au dernier rang des pays industrialisés dans le rapport énergie/production et leur permet, « *avec 5 % de la population mondiale, de consommer 24,1 % de l'énergie fournie dans le monde.* » (15).



[...] de Saqqarah »

Depuis une bonne dizaine d'années, un grand banquier américain, M. Félix Rohatyn (16), préconise avec insistance l'instauration d'une taxe sur l'essence afin de réduire ce gaspillage et, simultanément, de comprimer le déficit budgétaire des Etats-Unis, qui, cette année, atteindra un nouveau record, pour porter la dette américaine au chiffre fabuleux de 3 214 milliards de dollars (17)... Ce « trou » est partiellement comblé par des capitaux venus du monde entier, attirés par les taux d'intérêt. « *La bonne volonté des Allemands, des Japonais et d'autres investisseurs ou prêteurs étrangers aide les Américains à vivre au-dessus de leurs moyens pour environ 150 milliards de dollars par an* », écrit le *Washington Post* (18). Parmi ces « autres étrangers » figurent les pétromonarchies, qui, en outre, ne rechignent pas à financer l'opération « Bouclier du désert ». Avant d'être absorbé par l'Irak, le Koweït tirait de ses placements à l'extérieur des revenus annuels supérieurs à ceux que lui procuraient ses exportations de pétrole... Il semble bien, en effet, qu'un « *nouvel ordre international* » doive être instauré si l'on veut assurer la stabilité et la paix du monde...

Prévoyant pour cette année un déficit budgétaire de 300 milliards de dollars, M. Leon Panetta, président de la commission du budget à la Chambre des représentants, en vient à appuyer, un peu tard, l'idée d'une taxe sur l'essence. Il se prononce aussi en faveur d'une réduction des dépenses militaires, et il plaide pour un renversement de « *la politique qui, dans les années 80, a organisé un transfert de revenus des familles modestes et moyennes vers les plus fortunées* » (19). Dans le cadre national comme à l'échelle mondiale, ce sont les mêmes mécanismes économiques qui drainent les ressources des pauvres vers les riches – individus ou pays. L'ordre international est un fidèle reflet de l'ordre intérieur. D'où de trop compréhensibles résistances à tout changement...

En attendant, « *comme le coût de l'opération « Bouclier du désert » dépasse 1 milliard de dollars par mois, l'Amérique, en proie à ses déficits budgétaires, n'a pas les moyens de faire la police du monde* » ; le « gendarme » est fauché... M. Bush a donc envoyé son secrétaire d'Etat et son secrétaire au Trésor « *passer le chapeau parmi les alliés bien pourvus d'argent* » (20). Les journalistes qui se rendaient en Arabie saoudite dans l'avion de M. James Baker, secrétaire d'Etat, « *lui ont offert une sébile* » sur laquelle était gravée l'inscription : « *S'il vous plaît, pas moins de 1 milliard* (21) ». Le commentateur ajoute : « *Etrange combinaison de superpuissance et de mendiant...* » De son côté, M. Gorbatchev, qui, tout en jouant un rôle modérateur, appuie l'action de M. Bush, constate chaque jour la pénurie de pain dans la capitale soviétique (22). Paradoxale « pauvreté » des puissants, qui font la police de la planète alors que les trois quarts de la population mondiale sont réellement pauvres...

Les Etats-Unis ont pris, seuls, l'initiative d'intervenir dans le Golfe, puis ont sollicité le concours de divers pays. Mais, remarque le *Washington Post* (23), « *pour obtenir le partage du fardeau* [financier], *Washington devra accepter le partage du pouvoir* » de décision. Le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Clairborne Pell, a déjà rappelé au président Bush qu'il ne pouvait lancer une attaque contre l'Irak sans « *une autorisation spécifique du Congrès* ». Il doit aussi, d'une manière ou d'une autre, s'assurer de l'accord des pays qui ont envoyé des troupes dans la région. Une série de consultations bilatérales ne saurait constituer à cet égard une procédure satisfaisante. Seule une nouvelle résolution votée par le Conseil de sécurité pourrait légitimer l'ordre d'ouvrir le feu. Si M. Bush décidait de s'en passer, il signifierait clairement que les résolutions votées depuis le mois d'août n'avaient d'autre fonction que de donner le change, de créer l'illusion d'une démarche fondée en droit. Le « *monde nouveau* » annoncé par M. Bush serait, dès le départ, bâti sur une imposture. Les Nations unies en seraient durablement discréditées. Le droit international que l'on veut faire respecter ne reposerait sur rien.

DÈS le premier envoi de troupes en Arabie saoudite, M. Bush a, selon la formule consacrée, « *tracé une ligne dans le sable* » du désert, une ligne militaire que l'Irak ne doit pas franchir. Si l'opération se propose vraiment de créer au Proche-Orient les conditions d'une quelconque stabilité, alors d'autres « lignes » doivent être tracées.

Et d'abord une « ligne » politique, qui tiendrait à l'écart les pays que leur propre bilan disqualifie pour participer à une campagne au service du droit. Tout au long de la guerre froide, les démocraties ont accepté les plus abominables dictatures comme partenaires dans la défense du « monde libre » contre le communisme. Il leur était demandé de respecter non pas les droits de l'homme, mais la liberté d'entreprise. Vieille habitude dont il est difficile de se défaire. Ainsi, « *les dizaines de milliers de Syriens tués, torturés et emprisonnés sans jugement* » n'ont pas convaincu Washington de refuser le concours du régime de M. Hafez El Assad. Pourtant, en ce qui concerne le respect du droit, « *il y a peu de différence entre M. Assad et M. Saddam Hussein* », écrit M. Andrew Whitley, qui dirige à New-York le Middle East Watch (24).

Mais il conviendrait aussi de tracer une « ligne » économique, car le maintien de la frontière entre pays riches et pays pauvres est, pour la paix mondiale, tout aussi dangereux qu'une violation des frontières interétatiques, si contestables qu'elles soient. « *L'Amérique et le monde*, a dit M. Bush devant le Congrès (25), *doivent défendre leurs intérêts vitaux communs.* » Mais, dans l'actuel désordre économique mondial, les intérêts qui sont « *vitaux* » pour certains restent complètement étrangers à d'autres, ne peuvent leur être « *communs* ». Seule une révision déchirante aboutirait à la définition d'intérêts communs.

C'est en ce sens qu'une proposition à la fois originale et réaliste avait été avancée voilà quelques années par M. Franco Reviglio, président de l'ENI, la puissante entreprise italienne des hydrocarbures (26). Calculant alors que, comme les faits l'ont vérifié, la baisse des cours du pétrole permettrait à l'Europe d'économiser en un an 50 milliards de dollars, M. Reviglio suggérait de constituer un fonds commun de 10 milliards de dollars qui aurait été consacré à un programme de développement concerté pour le Proche-Orient. L'idée aurait permis, selon le vœu de M. Jean-Pierre Chevènement, une « *meilleure utilisation des pétrodollars* (27) ». La proposition de M. Reviglio n'a, hélas ! été retenue par aucun des Etats aujourd'hui transformés en gendarmes.

Peut-on encore s'étonner que l'inaptitude à prévoir et à préparer l'avenir conduise au désastre, devant lequel il faut alors improviser, à la hâte, une riposte, qui, à ce stade, ne peut bien entendu être que militaire ? En l'absence d'une vision large, englobant toutes les violations du droit, toutes les injustices, toutes les causes de violence, « *même une victoire militaire totale* [sur l'Irak] *sera une tragédie, et les perspectives de paix à long terme au Proche-Orient seront pires que jamais* (28) ». Voilà bien ce que préparent d'irresponsables clameurs bellicistes.

CLAUDE JULIEN.

(7) Robert S. McNamara, « New Thinking for Coping with Regional Conflicts in a Post-Cold War World », communication préparée pour la table ronde organisée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Antalya (Turquie), 7-9 septembre 1990.

(8) Notamment par Mme Jeane Kirkpatrick lorsqu'elle était ambassadeur du président Reagan auprès des Nations unies.

(9) Voir Claude Julien, « Planète », *le Monde diplomatique*, novembre 1988.

(10) Voir le dossier « Démographie, développement, démocratie », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(11) Dwight D. Eisenhower, *Mandate for Change*, page 164.

(12) Sylvio O. Conte, représentant du Massachusetts, « Skim a Bit of the Gravy », *International Herald Tribune*, 11 septembre 1990. Lorsqu'il siégeait à la Maison Blanche, M. James Carter avait déclaré que les compagnies pétrolières constituaient un formidable « racket ». Il a repris sa sévère critique de la politique énergétique des Etats-Unis dans deux remarquables articles du *Washington Post*, reproduits dans *International Herald Tribune*, 13 et 14 août 1990.

(13) Georges Bernanos, *Journal d'un curé de campagne*, page 90.

(14) voir le tableau dans *Time*, 10 septembre 1990.

(15) Jim Hoagland, article du *Washington Post* repris dans *International Herald Tribune*, 13 septembre 1990. D'après M. James Carter *(voir note 12)*, l'industrie américaine utilise, par personne, 2,5 fois plus d'énergie que le Japon, 1,5 fois plus que la RFA. Il cite une étude selon laquelle toute augmentation du prix du pétrole de 1 dollar par baril réduirait l'excédent commercial japonais de 1,3 milliard de dollars par an, mais aggraverait le déficit commercial américain de 2,5 ou 3 milliards de dollars.

(16) Ses analyses des déficits américains ont très souvent été citées dans les colonnes du *Monde diplomatique*.

(17) Hugh Sidey, dans *Time*, 10 septembre 1990. Rappelons que la dette de l'ensemble des pays du Sud est loin d'atteindre la moitié de cette somme.

(18) Jim Hoagland, article cité, voir note 15.

(19) Leon Panetta, « An Answer to Energy and Deficit Woes », *International Herald Tribune*, 11 septembre 1990.

(20) *Newsweek*, 17 septembre 1990.

(21) *Time*, 17 septembre 1990.

(22) Voir « Let Them Eat Blini », *Newsweek*, 17 septembre 1990.

(23) Voir les articles de Robert Kuttner, Antonluigi Aiazzi et William Pfaff, *International Herald Tribune*, 19 septembre 1990.

(24) Andrew Whitley, « A Message for Baker and Assad », *Washington Post*, repris dans *International Herald Tribune*, 13 septembre 1990.

(25) *Le Monde*, 13 septembre 1990.

(26) Présenté à l'Aspen Institute, le plan de M. Franco Reviglio a été publié dans *le Monde diplomatique*, d'octobre 1986.

(27) Entretien avec *le Nouvel Observateur*, 13-19 septembre 1990.

(28) *Time*, 27 août 1990.

[A]mérique

sein a
qui se

? De
carité.
e dans
mière
sion à
a paix
d'être
llange
Mal-
e que
beau-
ue le
que
à la
une
olore
enant

rend
ience
n la
avec
tout
non-
tinir
des
able
nan-
un
avec
téri-
de
leur
et
ou
rro-
om-

ttic
ne
tes
ont
de
on-
jue

les principes au nom desquels des jeunes hommes sont éventuellement appelés à sacrifier leur vie sont loin d'être évidents. S'agit-il de protéger l'Arabie saoudite ? Si des mois se passent sans qu'elle soit attaquée, l'argument aura de moins en moins de poids. S'il s'agit de se débarrasser de M. Saddam Hussein, que se passera-t-il ? La situation des Etats-Unis comme fournisseur de mercenaires pour le compte d'autres pays industriels qui, bien que plus dépendants du pétrole du Proche-Orient, n'alignent sur le terrain que des contingents symboliques, entraînera une montée du courant isolationniste traditionnel.

Jusqu'à maintenant les démocrates ont applaudi aux initiatives du président, tout en gardant par ailleurs le silence. Si l'opinion publique commence à bouger, ils ne manqueront pas de munitions politiques. La guerre du Golfe a chassé tous les autres problèmes intérieurs de la première page des quotidiens. Ces problèmes sont justement ceux que posent les démocrates : les quelque 500 milliards de dollars (ou davantage) nécessaires au renflouement des caisses d'épargne, après la gestion désastreuse et la corruption des années Reagan (1), et les conséquences catastrophiques du déficit budgétaire dont MM. Reagan et Bush sont conjointement responsables.

Les « dividendes de la paix » ont mis le cap sur le Proche-Orient et, à ce jour, cela a été accepté comme une réalité désagréable mais inévitable, alors que, jusqu'à ces dernières semaines, les réductions anticipées des crédits militaires étaient perçues comme une nécessaire transfusion pour réduire le déficit budgétaire, reconstruire des infrastructures publiques au bord de l'effondrement, en particulier le système scolaire. L'opinion n'a pas encore pris la mesure de l'ampleur des coûts qu'implique la nouvelle doctrine de sécurité nationale dominante à Washington en termes de vies humaines, de budgets et d'occasions perdues pour reconstruire les communautés américaines.

Traditionnellement, les citoyens soutiennent leur président quand les troupes américaines sont amenées à risquer leur vie. Mais, tout aussi traditionnellement, ils ne cautionnent pas les conflits qui ne leur apparaissent pas absolument inévitables. Si le président décide d'anéantir les usines chimiques de M. Saddam Hussein, il brisera l'alliance qu'il a réussi à mettre sur pied. L'Arabie saoudite a interdit l'utilisation de son territoire pour une action offensive contre un « *Etat arabe frère* » et les alliés européens manquent d'enthousiasme pour une telle action. Une attaque faisant suite à la publication de photos satellites montrant que M. Saddam Hussein est sur le point de lancer des missiles à tête chimique bénéficierait d'un très fort soutien de l'opinion américaine. Mais ce sera là le début et non la fin de la guerre du Proche-Orient. Au fur et à mesure que le temps passera, il est probable que les Américains de tout bord en viendront à partager l'opinion de l'analyste stratégique très conservateur qu'est M. Edward Luttwak : « *Il n'est pas sérieux de croire que les Etats-Unis peuvent à la fois s'attaquer à leur grave crise intérieure et exposer au danger des troupes très nombreuses dans une zone de guerre.* »

RICHARD BARNET.

(1) Lire Jacques Decornoy, « L'exemplaire faillite des caisses d'épargne américaines », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

Fauteurs de guerre ?

DÈS le début du mois d'août, une phrase de l'un des principaux conseillers du président Bush paraissait bien énigmatique : « *Nous avons le sentiment d'avoir conduit* [M. Saddam Hussein] *là où nous voulions qu'il soit* (1). »

Quelques semaines plus tard, Bagdad communiquait au *Washington Post* le compte-rendu de l'entretien qui s'est déroulé entre M. Saddam Hussein et Mme April Glaspie, ambassadeur des Etats-Unis en Irak, le 25 juillet, soit une semaine avant l'invasion du Koweït. L'exactitude de ce compte-rendu n'est pas contestée par le département d'Etat.

Au cours de l'entretien, M. Saddam Hussein a dit à Mme Glaspie que les Etats-Unis devraient choisir entre des relations amicales avec l'Irak et leur appui à la « *guerre économique* » que, d'après lui, le Koweït menait contre l'Irak. L'OPEP était en pleines négociations : soutenu notamment par l'Iran et l'Arabie saoudite, l'Irak demandait au Koweït et aux Emirats arabes unis de respecter les quotas pétroliers qui leur avaient été attribués, car leur surproduction (d'environ 40 %) maintenait les prix du baril à un niveau qu'il jugeait trop bas. M. Saddam Hussein a déclaré à l'ambassadeur des Etats-Unis : « *Si vous exercez des pressions, nous emploierons aussi des pressions et la force... Nous ne pouvons pas atteindre le territoire des Etats-Unis, mais des Arabes individuels en sont capables.* » Il ajoutait que les Etats-Unis ne devraient pas envoyer de troupes dans la région du Golfe car « *votre société ne peut pas supporter 10 000 morts dans une bataille* (2) ».

Après cette double menace de recourir au terrorisme et à la force militaire, Mme Glaspie félicite M. Saddam Hussein pour « *ses efforts pour reconstruire* » l'Irak après sa guerre avec l'Iran...

Depuis des mois, M. Saddam Hussein avait repris l'ancienne revendication irakienne sur les îlots de Warba et Bubiyan, et il accusait le Koweït d'exploiter le gisement de Roumaila. Mme April Glaspie lui déclare : « *Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits entre pays arabes, comme votre litige avec le Koweït (...). James Baker a demandé à notre porte-parole officiel d'insister sur ce point* (3). »

Le *Washington Post* ajoute : « *Cette même semaine, le porte-parole de M. Baker, Mme Margaret Tutwiler, et son adjoint pour le Proche-Orient, M. John Kelly, déclaraient publiquement que l'Amérique n'avait pas l'obligation d'aider le Koweït si l'émirat était attaqué* (4). » Le journal ajoute : une telle attitude « *ne pouvait qu'encourager le dictateur à envahir et annexer le Koweït sans s'exposer à des représailles américaines* ».

De son côté, le *New York Times* remarque : « *Il* [Saddam Hussein] *pensa qu'il avait le feu vert* » des Etats-Unis (5).

L'Irak a aussi divulgué le compte-rendu d'un entretien au cours duquel, en avril, à Bagdad, deux sénateurs républicains, MM. Robert Dole et Alan Simpson, « *flattèrent M. Saddam Hussein et l'assurèrent de leur amitié ainsi que de celle de M. Bush* (6) ». Le *Washington Post* constate que, naturellement, au gouvernement comme au Congrès, ceux qui ne voulurent pas voir avant le 2 août la menace que représentait M. Saddam Hussein figurent aujourd'hui parmi ceux qui réclament avec le plus d'insistance sa destruction. Cela représente beaucoup de gens...

A la fin de l'entretien, Mme Glaspie remercia M. Saddam Hussein d'avoir « *clarifié les choses* » de telle sorte qu'elle pouvait, comme prévu, partir en vacances le 30 juillet... Le *New York Times* rapporte qu'elle a déclaré en septembre : « *Evidemment, je n'ai pas pensé – et personne n'a pensé – que les Irakiens allaient s'emparer de tout le Koweït.* » Le journal ajoute que, dans cette phrase, le « *mot important* » est : « *tout* ». Est-ce à dire que Washington aurait pu accepter que l'Irak s'emparât des deux îlots litigieux ?

CES faits rappellent évidemment un célèbre précédent, qu'André Fontaine, dans son *Histoire de la guerre froide* (7), rapporte en ces termes :

« *Parlant devant le club national de la presse, le 12 janvier 1950, il [Dean Acheson, secrétaire d'Etat] avait déclaré que le* « périmètre défensif » *des Etats-Unis allait des Aléoutiennes au Japon, ce qui excluait manifestement la Corée. Et il avait ajouté :* « Pour autant que la sécurité militaire des autres régions du Pacifique est en cause, il doit être bien clair que personne ne peut les garantir contre une attaque militaire ». *MacArthur lui-même, dans une interview donnée le 1er mars 1949 à un journaliste britannique, s'était exprimé dans ce sens. C'était presque, évidemment, appeler l'invasion...* »

C. J.

(1) *Newsweek*, 20 août 1990.

(2) *Washington Post*, repris dans *International Herald Tribune*, 15-16 septembre 1990.

(3) Idem.

(4) Idem. Voir aussi *Time* et *Newsweek*, 1er octobre 1990.

(5) *The New York Times*, repris dans *International Herald Tribune*, 20 septembre 1990.

(6) *Washington Post*, article cité.

(7) André Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, Fayard, Paris, 1967, tome II, pp. 14 et 15.

FATALES SURENCHÈRES

Le monde arabe orphelin du

Par ALAIN GRESH

« QUAND vous déclenchez une campagne médiatique contre un pays d'Europe de l'Est, il s'effondre en une semaine. Mais les médias occidentaux tentent depuis un an de nuire à l'Irak et pourraient le faire encore pendant une année : vous verrez que notre peuple n'abandonnera pas ses dirigeants. » Ainsi M. Saddam Hussein rétorquait-il, au début du mois de juillet dernier, à un journaliste de la première chaîne française qui l'interrogeait sur la stabilité de son régime.

Avant le déclenchement de la crise du Golfe, les autres dirigeants du monde arabe auraient pu à la même question donner une réponse identique. Le passé ne répondait-il pas de l'avenir ? Les vingt dernières années n'ont-elles pas été marquées par une stabilité sans pareil au Proche-Orient et au Maghreb ?

M. Saddam Hussein et le parti Baas sont aux commandes depuis 1968 en Irak, tandis que son frère ennemi syrien, M. Hafez El Assad, préside aux destinées de la Syrie depuis novembre 1970. Le roi Hussein de Jordanie survit depuis 1953 et Hassan II du Maroc depuis 1961... Même là où la mort, violente ou non, a mis un terme au pouvoir d'un chef d'Etat, les transitions se sont déroulées dans le calme, à l'intérieur du système en place : l'Algérie est passée, en 1979, de la férule de Houari Boumediene à celle de M. Chadli Bendjedid et l'Egypte de celle d'Anouar El Sadate, abattu en 1981, à celle de M. Hosni Moubarak. Quand le roi Fayçal d'Arabie saoudite fut assassiné en 1975, son demi-frère Khaled assura la relève et, à sa mort, en 1982, l'actuel roi Fahd monta sur le trône. A toute règle son exception : dans le lointain Soudan, une révolte populaire a mis fin en 1985 à la dictature du général Nemeiry et rétabli, provisoirement, un régime parlementaire renversé en 1989 par des officiers islamistes.

Tandis que l'Amérique latine a vécu dans les années 70 la longue nuit des dictatures militaires, puis dans les années 80 la renaissance de la démocratie, le monde arabe semblait figé dans une léthargie qui contrastait avec la période des coups d'Etat et des révolutions des années 50 et 60. La dernière grande secousse remontait à la guerre israélo-arabe de 1967, avec les bouleversements qu'elle amena, en Irak et en Syrie, en Libye et au Soudan, favorisant l'émergence de la résistance palestinienne. Depuis, plus rien, ou presque, n'avait ébranlé l'ordre établi, sauf au Liban, déchiré par la guerre civile et les occupations étrangères.

La révolution islamique d'Iran qui faisait frissonner les médias occidentaux n'avait entraîné nulle part dans le monde arabe de bouleversements notables. Même la guerre du Liban de l'été 1982 et le sanglant siège de Beyrouth pendant trois mois par l'armée israélienne ne suscitèrent pas le moindre sursaut. « Raconte, raconte, Beyrouth, les dirigeants qui t'ont vendue », chantaient les manifestants qui accueillirent à Tunis les combattants palestiniens évacués de la capitale libanaise ; mais les dirigeants restèrent en place.

Ici ou là éclataient des « émeutes de la faim » : en Egypte (1977), au Maroc (1981 et 1984), en Tunisie (1984). Ici et là se déclenchaient quelques révoltes, kurdes ou islamistes. Mais elles étaient sauvagement réprimées et vite oubliées.

A l'occasion de l'actuelle crise du Golfe, pour la première fois depuis vingt ans, l'ordre régional, le *statu quo*, semble sérieusement menacé *(lire, pages 14 et 15, l'article de Georges Corm)*. Cette crise suscite un important mouvement d'opinion – à l'exception notable de l'Egypte – et un début de mobilisation de la rue, notamment en Jordanie. Même au Maroc et en Syrie, dont les gouvernements se sont portés au secours de l'Arabie saoudite, le cœur des peuples bat pour l'Irak. Partout resurgit un anti-américanisme virulent.

Exprimant ses angoisses, un vieux Palestinien donnait, avant même l'éclatement de la crise, une des clefs de ce réveil : « *Franchement, la situation n'a jamais été aussi désespérée depuis quarante années. Les changements en Union soviétique nous ont fait perdre un important soutien politique. Et nous devons faire face maintenant à une émigration massive de juifs soviétiques vers des terres arabes* (1). »

L'un des proches de M. Yasser Arafat, qui est aussi l'un des stratèges d'une solution négociée avec Israël, M. Bassam Abou Sharif, ne cachait pas son admiration pour M. Saddam Hussein, « *qui a levé l'étendard de la révolte de la nation arabe contre les tentatives de limiter son pouvoir et a apporté, en particulier au peuple palestinien, la bonne nouvelle que sa lutte peut désormais s'appuyer sur un nouveau rapport de forces* (2) ».

Mais ce n'est pas seulement l'impasse dans laquelle se trouve le peuple palestinien et la complaisance persistante des Etats-Unis à l'égard d'Israël qui expliquent les soubresauts d'aujourd'hui. Nous vivons la fin d'une ère inaugurée en 1967 avec la défaite égyptienne face à Israël : une ère dominée par les Etats « modérés » et plus particulièrement par l'Arabie saoudite (grâce au renchérissement des prix du pétrole depuis 1973) alliée aux Etats-Unis.

Les tentatives de Nasser pour édifier une politique et une économie indépendantes se sont effondrées. Le rêve d'une nation arabe forte et unie a fait place au « réalisme ». Inauguré par Anouar El Sadate, le temps du libéralisme économique, le temps de l'*infitah* (ouverture) a commencé au milieu des années 70. Cette politique rendait possible, « *dans tous les secteurs de la société, une relance de la mobilité sociale d'une ampleur sans précédent, peut-être, depuis la fin de la seconde guerre mondiale* », même si cela s'effectuait « *au prix d'un approfondissement vertigineux des inégalités* (3) ».

« *Enrichissez-vous !* », tel était le mot d'ordre. Son succès fut d'autant plus grand que les distorsions de l'économie restaient contrôlables. Au début des années 70, 650 000 Arabes travaillaient au Proche-Orient hors de leur pays ; dix ans plus tard, on évaluait leur nombre à 3,7 millions (4). Les transferts d'argent de cette main-d'œuvre permettaient à des dizaines de millions de personnes de vivre en Egypte, au Soudan, en Jordanie et dans les territoires occupés par Israël, en Syrie et dans les deux Yémens. Le montant des transferts effectués par les ouvriers égyptiens représentait, en 1974, 3 % du PNB égyptien ; au début des années 80, il représentait 10 % ; les transferts des émigrés jordaniens s'élevaient en 1981 à 28 % du PNB jordanien. Pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, les virements en devises des émigrés en Europe et en Libye constituent un apport économique vital.

Cette relative « redistribution des richesses » s'accompagnait, dans les années 70, comme pour les autres pays du tiers-monde, de prêts bancaires occidentaux substantiels qui permettaient de ne pas trop rogner sur les services sociaux et les subventions aux produits de première nécessité. Les dis-



RAYMOND DEPARDON-MAGNUM

LA ROLLS A LA CALANDRE EN OR MASSIF DU CHEIKH D'ABU-DHABI
Le fossé entre « nations bourgeoises » et « nations prolétaires »

(1) Cité par *The Independent*, Londres, 12 avril 1990. Sur la désespérance palestinienne, lire aussi « Chez les Palestiniens des deux rives », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.
(2) *The Independent*, op. cit.
(3) Préface de Mahmoud Abdel-Fadil et d'Alain Roussillon au numéro spécial de la *Revue tiers-monde*, « Egypte : années 80 », Paris, janvier-mars 1990.
(4) Lire Sharon Stanton Russell, « Migration and Political Integration in the Arab World », *in The Arab State*, sous la direction de Giacomo Luciani, Routledge, Londres, 1990.

L'Union soviétique est-elle encore une

Par AMNON KAPELIOUK

LES événements du Golfe sont un excellent test pour la « nouvelle mentalité politique » devant marquer l'époque de la perestroïka. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en effet, Soviétiques et Américains se retrouvent dans le même camp. Au début de la crise, il n'aura pas fallu plus de quarante-huit heures aux ministres des affaires étrangères des deux pays, M. Edouard Chevardnadze et James Baker, pour lancer en commun une condamnation sans équivoque, et dans les termes les plus vigoureux, à l'encontre de l'Irak qui venait d'occuper le Koweït. Un peu plus tard, le 19 août, l'attaché militaire soviétique à Washington s'est même rendu au Pentagone pour fournir, sur instructions de son ministère de la défense, des précisions sur les types d'armements et de matériels militaires livrés à l'Irak.

Si l'une des pièces maîtresses de la perestroïka en matière de politique étrangère était la création de relations amicales et solides entre les deux puissances mondiales, il faut reconnaître que la crise provoquée par l'Irak les a bien consolidées. Quelles que soient les divergences entre Washington et Moscou quant à l'utilisation de la force pour amener l'Irak à composition, l'attitude soviétique au Conseil de sécurité fut déterminante et a permis des votes quasi unanimes.

L'affaire a éclaté alors que l'Union soviétique vit la tourmente la plus intense depuis 1917, et que des commentateurs des plus sérieux, tel Stanislaw Kondrachov, chroniqueur aux *Izvestia*, en sont venus à constater que l'Union soviétique ne pouvait plus être considérée comme une grande puissance « *à cause de la crise aiguë dont elle souffre* (1) ». Certes, M. Evgeny Primakov, membre du conseil présidentiel et l'un des experts de M. Gorbatchev en matière de politique étrangère, a aussitôt réagi à ces propos : « *Ceux qui mettent en doute le fait que l'URSS soit une puissance mondiale doivent savoir que le monde entier a intérêt à ce qu'elle reste comme telle parce qu'elle met tout son poids au profit de la paix* (2). » Mais la question est en réalité difficile à trancher, car l'Union soviétique était devenue une super-puissance grâce à son armée et à ses ressources, mais aussi à ses sphères d'influence géographiques et politico-idéologiques. Les changements survenus, et les difficultés internes qui font la « une » des journaux depuis deux ou trois ans ont fini par jeter un doute sur ce statut *(lire, page 8, l'article de Jean-Jacques Marie)*.

Or c'est l'autre grande puissance qui apporte un élément de réponse, le président Bush ayant traité d'égal à égal avec M. Mikhaïl Gorbatchev lors du sommet d'Helsinki, le 9 septembre 1990. C'était aussi, de sa part, une réponse claire et nette aux déclarations de M. Saddam Hussein affirmant que l'Union soviétique avait perdu son statut de grande puissance à cause de son engagement aux côtés de Washington. Si les responsables américains sont d'un avis contraire, c'est précisément parce que l'Union soviétique apporte sa contribution à la sauvegarde de l'ordre international et de la paix dans un tel moment. *Krasnaya Zviezda*, organe de l'armée soviétique, a pu écrire à ce sujet : « *Le sommet d'Helsinki confirme que la coopération soviéto-américaine est devenue un puissant facteur de stabilisation des relations internationales* (3). »

Démonstration est ainsi faite que Moscou et Washington considèrent désormais les conflits régionaux comme la principale source de danger pour la paix et qu'ils ont décidé d'œuvrer ensemble pour prévenir toute escalade. Du coup, leur rivalité historique au Proche-Orient disparaît. Les Etats-Unis ne cherchent plus à évincer les Soviétiques mais, au contraire, à travailler avec eux pour instaurer la paix. D'ailleurs, après le sommet d'Helsinki, M. Mikhaïl Gorbatchev confiait aux journalistes que le président Bush avait reconnu que pendant longtemps les Etats-Unis avaient voulu exclure l'Union soviétique du Proche-Orient mais qu'aujourd'hui ils recherchaient sa coopération dans la région.

Bref, l'Occident a intérêt à ce que l'Union soviétique de M. Gorbatchev continue à jouer le rôle de grande puissance. Pour qu'elle soit en mesure de le faire, toutefois, il faudra bien que l'Occident lui apporte l'aide économique dont elle a tant besoin pour sortir de son marasme.

Pragmatisme et morale

L'OPINION soviétique a, dans l'ensemble, soutenu les initiatives du pouvoir dès la première déclaration du gouvernement condamnant l'occupation du Koweït et décrétant un embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak, en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité. Les radicaux ont souhaité un durcissement de la ligne envers l' « *agresseur honteux* » au-delà des résolutions de l'ONU. Le Parlement de la République fédérative de Russie a demandé l'abrogation du traité d'amitié et de coopération de 1972 avec l'Irak (4). Pour leur part, les milieux liés à la défense ont souhaité que l'installation massive des forces américaines dans le Golfe ne soit pas sous-estimée. Quant à la presse, elle s'est en général exprimée avec virulence pour juger l'Irak. Non seulement des journaux d'opposition comme *les Nouvelles de Moscou* ou *Ogoniok*, mais aussi les *Izvestia*, organe du gouvernement, ont utilisé les termes les plus durs contre M. Saddam Hussein, qualifié de « *dictateur* », « *nouvel Hitler* », « *voleur de Bagdad* », « *criminel* », « *pirate* », etc., et rappelé l'assassinat de milliers de communistes et les massacres de Kurdes dans le nord du pays. Des journaux ont posé la question : est-il moral d'avoir des relations amicales avec des dictateurs ?

Les « nouveaux critères » qui devraient désormais présider aux choix des pays amis de l'URSS doivent « *permettre de réconcilier la conscience et l'efficacité* », écrit un chroniqueur des *Izvestia*, ajoutant qu'il « *serait raisonnable de refaire l'inventaire des pays avec lesquels nous avons établi des relations privilégiées* ». Le journaliste souhaite qu'il y ait « *moins d'illusions, moins d'attente injustifiée et plus de pragmatisme sain* (5) ».

Le ministère des affaires étrangères a essayé de conserver un langage mesuré et de trouver parfois des éléments positifs dans telle ou telle déclaration irakienne. Mais, lorsque le président Gorbatchev s'est exprimé sur cette crise, ce fut toujours pour condamner nettement et durement, en des termes quelquefois assez éloignés de la diplomatie habituelle. Dans sa première réaction publique, le 17 août, lors d'une conférence devant des officiers, à Odessa, il a qualifié l'agression irakienne d' « *acte de perfidie* ». Finalement, c'est lui qui a donné le ton des réactions soviétiques.

Pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, le comité des affaires étrangères et de la défense du Parlement s'est réuni pour discuter de la crise et entendre des rapports soumis par les autorités. Ce fut un vrai débat, dans lequel diverses opinions s'exprimèrent. Fait symbolique, mais néanmoins révélateur, d'une pratique démocratique en train de s'instaurer.

Dès le début, Moscou avait indiqué sa préférence pour une solution arabe, excluant le recours à l'intervention militaire, à moins qu'elle ne soit décidée dans la légalité, sous l'égide de l'ONU. En d'autres termes, sans l'approbation de l'URSS, toute opération militaire est illégale. Or, pour montrer que Moscou n'est pas totalement contre le principe d'une telle option afin de résoudre la crise et rétablir la situation prévalant dans le Golfe avant le 2 août, un communiqué officiel disait déjà, au terme de la première semaine du conflit : « *Nous sommes également prêts à entamer*

(1) *Déclarations* à la BBC, le 9 septembre 1990.
(2) *Déclarations* à la télévision soviétique, le 10 septembre 1990.
(3) *Krasnaya Zviezda*, 8 septembre 1990.
(4) *Sovietskaya Rossiya*, 13 septembre 1990.
(5) *Izvestia*, 23 août 1990.

LE GOLFE DES TURBULENCES. – Liesl Graz (préface de Jean Gueyras)

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 255 pages, 140 F.

Publié peu avant l'agression irakienne contre le Koweït, ce livre a été écrit à un moment où de nombreux observateurs croyaient aux mirages de la paix dans la région depuis le cessez-le-feu entre Bagdad et Téhéran en août 1988. Mais Liesl Graz connaît trop bien ces pays pour savoir que rien n'est plus trompeur que l'apparente stabilité.

L'ouvrage tombe à point nommé pour aider à comprendre la crise actuelle ; il tient tout à la fois du carnet de voyage, du précis d'histoire et du guide. Les anecdotes personnelles, accumulées au fil de nombreux séjours dans la région, viennent conforter une analyse ou illustrer un événement. Davantage qu'une grande fresque sur la région du golfe Arabo-Persique, Liesl Graz a voulu décrire, pays par pays, ce qui faisait l'originalité de chacun des Etats riverains, en y ajoutant un chapitre sur le Conseil de coopération du Golfe, qui unit les monarchies pétrolières. Sa conclusion se voulait optimiste : « *On peut avancer que le Golfe est sur la voie d'un nouvel équilibre Irak-Iran-pays du Golfe* », mais sa connaissance de l'histoire turbulente de cette région lui fait aussitôt ajouter : « *Je pourrais me tromper, quelques doutes restent de mise.* » M. Saddam Hussein a justifié cette prudence.

OLIVIER DA LAGE.

DANS LE GOLFE

développement et de la démocratie

torsions de l'économie restaient gérables, même si on pouvait déjà y lire les explosions futures. La vie était difficile, mais on pouvait s'en sortir, émigrer et même... faire fortune.

Les quelques tentatives « socialistes » – en Syrie, en Irak, au Yémen du Sud, en Algérie – s'enlisaient dans un mélange d'étatisme, de contrôle policier et de corruption. Le slogan du Baas, « *Wahda, Ishtirakiya, Hurriya* » (unité, socialisme, liberté), était tourné en dérision par la population : « *Wahda, Ishtirakiya, Haramiya* » (unité, socialisme, voleurs).

L'ère saoudienne fut aussi politique. Les forces nationalistes et de gauche – baasistes, nassériens, communistes, qui avaient mobilisé les masses arabes jusqu'en 1967, – se trouvaient discréditées. Les pétrodollars servirent à encourager les évolutions politiques en Egypte, à renforcer des courants islamistes profondément conservateurs. Les gouvernants – du roi de Jordanie au président Sadate – manipulèrent des Frères musulmans dans la lutte contre les organisations progressistes.

Mais la stabilité du monde arabe aurait été impossible sans la guerre et sans le formidable appareil d'encadrement, de contrôle et de répression qu'elle avait permis d'édifier. Pour tous les Arabes, l' « ennemi extérieur » n'est que trop réel : Israël a occupé la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem et le Golan et le Sinaï en 1967 ; une partie du Liban en 1978 ; a attaqué l'Irak en 1981 ; a envahi le Liban en 1982 ; bombardé la Tunisie en 1985...

Cette logique de guerre a permis aux gouvernements arabes de justifier le refus de la démocratie et de construire d'impressionnants appareils militaires et de contrôle des populations. Entre 1966 et et 1988, le nombre de militaires est passé de 65 000 à 139 000 en Algérie, de 180 000 à 445 000 en Egypte, de 35 000 à 193 000 au Maroc, de 80 000 à 1 million en Irak, de 60 000 à 400 000 en Syrie. Il faut ajouter les milices, souvent gardes prétoriennes des pouvoirs en place : 600 000 en Irak, 300 000 pour les forces du ministère de l'intérieur en Egypte, 45 000 en Arabie saoudite – presque autant que l'armée, – plusieurs dizaines de milliers en Syrie (5). 38 % de l'ensemble des recettes pétrolières de la décennie 80 ont servi à couvrir les dépenses de sécurité et de défense, alors que seulement 23,8 % étaient consacrées aux projets de développement (6), une aubaine pour les marchands d'armes et les gouvernements du Nord, qui ne se privèrent pas d'en profiter. En s'identifiant à cette ère saoudienne, les Occidentaux faisaient preuve, une nouvelle fois, d'une incroyable myopie (7).

« Syndrome roumain »

LE système a commencé à se gripper au milieu des années 80 avec la chute des prix du pétrole – voulue par Washington, orchestrée par le Koweït et les Emirats arabes unis, tolérée par l'Arabie saoudite. Elle a entraîné à la fois un freinage de l'émigration vers le Golfe – accompagné de l'accroissement du nombre de travailleurs asiatiques, considérés par les pétromonarchies comme plus dociles que leurs homologues arabes, – et une baisse de l'aide au développement accordée par les pays arabes exportateurs de pétrole : entre 1976 et 1988, elle tombe de 4,23 % à 0,86 % de leur PNB, lui-même en chute libre. La crise de la dette est devenue insurmontable en Egypte, en Jordanie, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, alors que se tarissaient les prêts occidentaux (8). Les plans du Fonds monétaire international (FMI) – que les populations ne distinguent pas des Américains – signifiaient récession et pauvreté accrue, déjà aggravées par l'explosion démographique.

La dépendance alimentaire devenait insupportable : de 2,5 milliards de dollars au début des années 70, les importations dépassaient 25 milliards de dollars en 1989 et devraient atteindre 40 milliards à la fin du siècle. Les pays arabes absorberont alors quelque 20 % des exportations mondiales de produits alimentaires, alors qu'ils ne représenteront que 4 % de la population (9).

Dans ce contexte, la division du monde arabe entre « nations bourgeoises » et « nations prolétaires » (suivant l'expression de l'économiste égyptien Fouad Morsi) devenait encore plus intolérable. Le monde arabe était mûr pour le changement. On l'avait perçu au Maghreb et au Machrek, notamment en Algérie et en Jordanie, où de nouvelles émeutes s'étaient produites, respectivement, en octobre 1988 et en avril 1989. Pour la première fois, de tels événements débouchaient sur de profondes réformes politiques. La Jordanie élisait en novembre 1989 un nouveau Parlement, dans un climat de liberté sans précédent depuis 1956. En Algérie, un scrutin municipal en juin 1990 mettait fin à l'hégémonie politique du FLN. La crise économique, politique, idéologique et culturelle était trop profonde pour que les gouvernants – parti-Etat ou souverain de droit divin, – partout discrédités, puissent prétendre, seuls, la résoudre.

Le « syndrome roumain » touchait-il le monde arabe ? Un journal du Koweït notait dans un éditorial de première page du mois de décembre 1989 : « *Certains régimes du Proche-Orient ont détruit leur peuple, tué l'initiative personnelle et gaspillé leurs ressources économiques.* » Il ajoutait, optimiste, « *Le temps de la punition est arrivé* (10). »

Mais le chemin de la démocratie est long et incertain *(lire l'article de Carlos Gabetta sur l'Amérique latine, page 24)*, et, malgré leurs professions de foi, les gouvernements occidentaux n'étaient pas prêts à contribuer à la solution des difficiles problèmes que sont la question palestinienne et l'impasse économique.

Embarras des islamistes

FORT de son armée et de ses richesses pétrolières, M. Saddam Hussein proposa un raccourci pour permettre aux Arabes de reconquérir leur dignité : bouleverser par la force et sans attendre un ordre régional perçu comme profondément injuste (11). Il lança sa rhétorique anti-israélienne, dont l'écho fut d'autant plus grand qu'il coïncidait avec l'impasse des négociations sur le plan de paix du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Il se présenta en défenseur des Arabes pauvres et en pourfendeur des riches émirs (oubliant que l'invasion de l'Iran décidée par lui en 1980 avait coûté aux deux pays – en dépenses militaires supplémentaires, en pertes du produit intérieur brut et en capitaux non investis – 500 milliards de dollars, deux fois et demie l'ensemble de la dette du monde arabe).

L'agression du 2 août dernier contre le Koweït fut soigneusement planifiée. Dès le mois de mai, le président Saddam proposait une rencontre à son homologue iranien, M. Rafsandjani. Début juillet, à Genève, les ministres des affaires étrangères des deux pays s'étaient rencontrés pour la première fois en tête à tête, ouvrant la voie à la spectaculaire réconciliation du mois d'août.

Soulagé sur le front iranien, M. Saddam Hussein consolidait ses alliances arabes sur les marges (en Mauritanie et au Soudan), mais aussi avec la Jordanie et le Yémen – seul pays où la section du Baas pro-irakien dispose d'une influence notable et dont Bagdad avait encouragé l'unification en mai 1990.

Le président irakien avait achevé de ligoter l'OLP en contribuant à la suspension du dialogue américano-palestinien : l'opération de débarquement sur les plages israéliennes au mois de mai dernier par un commando d'Aboul Abbas a été commanditée par Bagdad, qui l'a planifiée et financée, le colonel Kadhafi ne jouant dans cette affaire qu'un rôle secondaire. Cette expédition porta un coup de grâce à la stratégie diplomatique de l'OLP, déjà mise à mal par l'intransigeance israélienne.

Avec huit années de retard, l'OLP payait le prix de son expulsion de Beyrouth en 1982. Privée d'une base géographique et militaire lui permettant de maintenir une certaine autonomie de décision, l'organisation allait dépendre du bon vouloir des pays qui l'accueilleraient. L'affrontement avec le régime syrien à partir de 1983 puis le bombardement par Israël de son quartier général à Tunis en 1985 – qui amène les autorités tunisiennes à fermer nombre de bureaux de l'OLP – ne laissent pas le choix à M. Arafat. L'Egypte, liée par les accords de Camp David, ne veut ni ne peut l'accueillir, alors que l'Irak met à sa disposition des bureaux, des avions, des casernes pour ses soldats ainsi qu'une station radio.

Quand éclate le conflit du Golfe, M. Yasser Arafat est contraint de s'aligner sur l'Irak, pour lequel vibre la population de Cisjordanie et de Gaza, épuisée par mille jours d'Intifada qui n'ont débouché sur rien. Il se brouille ainsi avec l'Egypte et les pays du Golfe et s'isole de ses interlocuteurs européens. Conscient de cette situation, il joue aujourd'hui un rôle actif dans l'élaboration de plans de médiation arabes.

Dernier soutien important pour M. Saddam Hussein, le Maghreb affirme avec une force inhabituelle son arabité, sa solidarité avec le nationalisme arabe. Les dirigeants algériens et tunisiens tentent, à bon compte, de se refaire une popularité, profitant de l'embarras des islamistes, étroitement liés – financièrement et idéologiquement – à l'Arabie saoudite et au Pakistan. Interrogé par la télévision, le 13 septembre, à l'issue de deux voyages à Bagdad et à Ryad, M. Abassi Madani, dirigeant du Front islamique du salut algérien, affirmait que son parti n'appuie ni l'invasion du Koweït ni la présence des forces étrangères dans le Golfe, et il saluait à la fois le roi Fahd et le président Saddam, qui étaient tous les deux prêts au dialogue « *dans un cadre strictement arabo-islamique* (12) ». Cet embarras, qui caractérise aussi le parti Hamas en Cisjordanie et à Gaza, et les Frères musulmans en Egypte, risque d'être incomprise par les militants de ces organisations.

La coalition hétéroclite autour de l'Irak a été cimentée par l'intervention massive des Etats-Unis. Les peuples arabes s'unissent contre l'ingérence d'une puissance qui, après avoir donné pendant plus de vingt ans les moyens à Israël de refuser toutes les résolutions des Nations unies, découvre brusquement les vertus du droit international (13). Une nouvelle fois, l'espoir de démocratie, de développement économique et d'un règlement du drame palestinien s'éloigne, à mesure que MM. George Bush et Saddam Hussein transforment ce conflit en un choc entre l'Occident et le monde arabe.

ALAIN GRESH.

(5) Lire Elizabeth Picard, « Arab Military in Politics », *in The Arab State, op. cit.*

(6) *Pétrole et gaz arabes*, Paris, 1er mars 1990.

(7) Lire Alain Gresh, « Proche-Orient : Quarante ans de conflits et d'échecs nourris par les interventions occidentales », *le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(8) Lire « La dette arabe », *le Monde diplomatique*, septembre 1990, et aussi Hadi Abou Mrad, « L'endettement des pays arabes », *les Cahiers de l'Orient*, Paris, nº 12, quatrième trimestre 1988.

(9) Nicolas Sarkis, « Pétrole, dette et déficit alimentaire dans les pays arabes », *Pétrole et gaz arabes*, Paris, 16 juillet 1990.

(10) Cité par *International Herald Tribune*, 29 décembre 1989.

(11) Lire Alain Gresh, « Ambitions irakiennes », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(12) Cité par *Service of World Broadcast*, BBC, Londres, 15 septembre 1990.

(13) Lire : « L'effondrement d'un ordre arabe archaïque », *le Monde diplomatique*, septembre 1990.

grande puissance ?

immédiatement des consultations dans le cadre du comité d'état-major du Conseil de sécurité qui, selon les statuts de l'ONU, peut remplir de très importantes fonctions (6). » Dans son discours à l'assemblée générale de l'ONU le 25 septembre, M. Chevardnadze a confirmé, en des termes sévères, cette détermination à recourir à la force sous l'égide des Nations unies.

Néanmoins les Soviétiques avaient bien des raisons de craindre une action militaire. En particulier, nul ne saurait prévoir les résultats immédiats et à plus long terme d'une guerre au Proche-Orient, dans une région située non loin de la frontière soviétique (quelque mille kilomètres) alors même qu'une effervescence sporadique agite les républiques musulmanes.

Coordonner l'action politique avec Washington est une chose. C'en est une autre de soutenir une initiative militaire des Américains, qu'elle soit fondée sur le paragraphe 51 de la charte de l'ONU ou sur tout autre argument. Car si les Soviétiques devaient approuver une telle initiative, leur prise de position pourrait provoquer des remous dans les pays du tiers-monde avec lesquels ils entretiennent toujours de bonnes relations. En revanche, le souci de ménager ces relations ne va pas jusqu'à réprouver l'attitude des Américains car il faut à tout prix préserver une amitié si soigneusement construite avec eux. Enfin, il convient de se demander combien de temps l'armée américaine restera dans la région.

La peur de l'affrontement militaire

DEJA, les *Izvestia* estiment que les Etats-Unis, après une « *victoire sur l'agresseur* », deviendront la première force politique au Proche-Orient (7). Secoué par les restrictions frappant le budget et l'industrie militaires, comme par le retrait de ses forces de l'Europe de l'Est et par la caducité de fait du pacte de Varsovie, l'état-major soviétique craint que les forces américaines ne s'installent au Proche-Orient sur une grande échelle, et pour une durée indéterminée, même si Washington a démenti en avoir l'intention.

D'autre part, le Pentagone ayant estimé que l'opération « Bouclier du désert » coûterait environ 11,3 milliards de dollars au cours de l'année à venir, les Soviétiques ont tout lieu de redouter que ces dépenses ne réduisent d'autant les sommes éventuellement destinées à aider l'économie soviétique. Le cours de la perestroïka en serait sans doute affecté.

Même si l'URSS doit soutenir une quelconque opération militaire dans le Golfe, il ne sera pas question pour elle d'y envoyer des troupes. En particulier, le syndrome de l'Afghanistan est toujours vivace. Reconnaissant que dans le passé l'Union soviétique avait adopté des « *décisions non toujours fondées* » ou « *déraisonnables* » en envoyant à l'étranger des soldats accomplir « *leur devoir internationaliste* » – allusion à la guerre d'Afghanistan, – l'organe de l'armée affirme qu'« *aucun soldat soviétique, aujourd'hui, ne participe dans le monde à des opérations militaires et il y a toutes les raisons de penser qu'il en sera ainsi désormais* (8) ».

La présence de quelque sept mille huit cents spécialistes en Irak, surtout d'experts militaires au nombre de cent quatre-vingt-seize au début de la crise, a également suscité un débat dans l'opinion. Les radicaux avaient utilisé ce thème pour discréditer les propos des dirigeants affirmant que leur attitude dans cette crise était aussi dictée par des considérations morales.

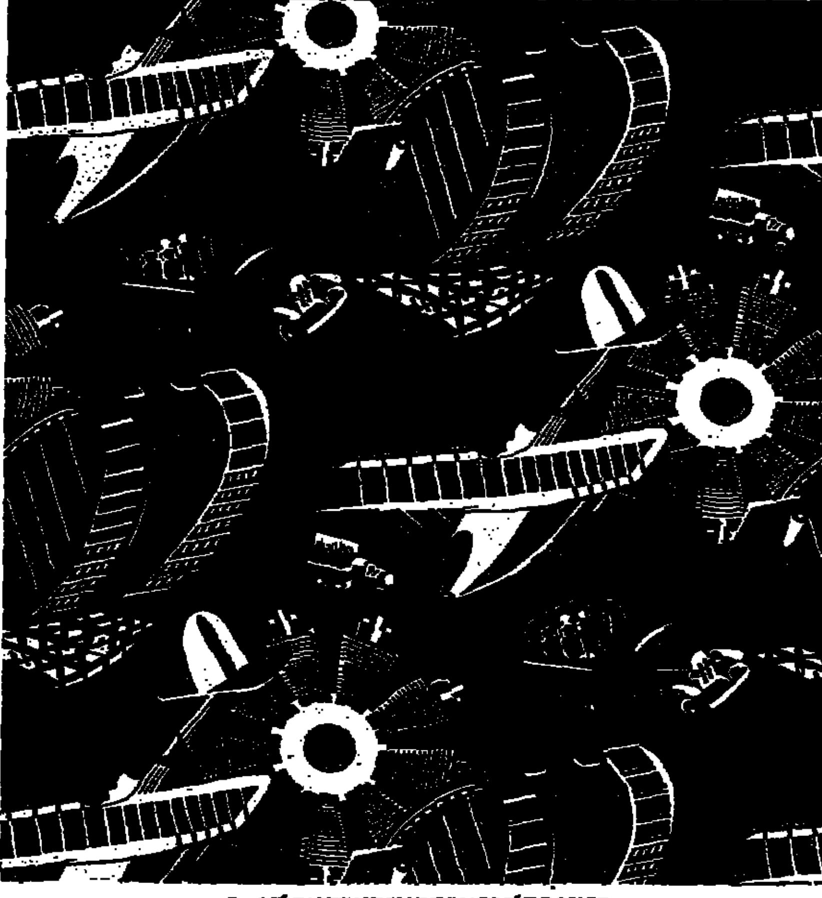
Lors de la manifestation organisée dans les rues de Moscou, le 16 septembre, pour demander la démission du premier ministre, on pouvait lire aussi ce slogan : « *La présence des experts militaires soviétiques dans le Golfe : une honte.* » Pour leur part, les responsables soviétiques s'en sont tenus à l'affirmation selon laquelle la présence de ces experts est liée à des contrats qu'il faut respecter. En fait, il leur faut tenir compte de la présence de leurs milliers d'experts en Irak ainsi que de la dette irakienne envers l'Union soviétique, évaluée à six milliards de dollars.

Tout en répétant leur position de principe – condamnation de l'occupation et de l'annexion du Koweït et application scrupuleuse des résolutions de l'ONU – les Soviétiques ont cherché à ne pas provoquer les Irakiens. C'est ainsi que, à l'inverse des Occidentaux, ils ont évacué leur ambassade à Koweït le 24 août comme l'avait demandé Bagdad, sans toutefois déclarer sa fermeture.

Enfin, les médias n'ont pas manqué de souligner les incidences de la crise du Golfe sur le problème palestinien. Ainsi, un commentateur de l'agence Tass constate-t-il que « *l'agression irakienne a détourné l'attention du Conseil de sécurité du problème palestinien. La crise du Golfe a également détourné l'opinion mondiale de ce problème* (9) ».

Bien que Palestiniens et Soviétiques se trouvent, pour la première fois depuis des décennies, dans des camps différents à propos d'événements survenus au Proche-Orient, leurs relations sont demeurées inaltérées. Et cela même si deux ministres israéliens ont été reçus à Moscou par M. Gorbatchev le 14 septembre : une telle rencontre ne s'était jamais produite, mais les liens diplomatiques avec Jérusalem ne sont pas rétablis pour autant.

En relançant le 4 septembre, par la bouche même du ministre des affaires étrangères, M. Chevardnadze, l'idée



« LA MÉCANISATION DE L'ARMÉE ROUGE »
Thème décoratif sur tissu, 1933

d'une conférence de paix sur le Proche-Orient, Moscou a donné un certain poids à la thèse de M. Saddam Hussein qui exigeait, dix jours après l'occupation du Koweït, un règlement simultané de tous les problèmes d'occupation de territoires dans la région.

Un chroniqueur connu pour sa sympathie à l'égard de Jérusalem a estimé que l'occupation du Koweït par l'Irak avait conforté les thèses israéliennes sur l'occupation des territoires palestiniens. En revanche, des organes de presse et de hauts responsables soviétiques n'ont pas manqué, au demeurant, de faire remarquer qu'Israël avait une part de responsabilité morale, quoique indirecte, dans la crise du Golfe. Selon eux, s'il y avait eu au Proche-Orient un véritable processus de paix, M. Saddam Hussein n'aurait pas osé occuper le Koweït, ou alors il aurait été complètement isolé. Or, rappellent-ils, c'est l'intransigeance des Israéliens qui a empêché toute évolution dans la voie des négociations de paix.

AMNON KAPELIOUK.

(6) *Pravda*, 10 août 1990.

(7) *Izvestia*, 3 septembre 1990.

(8) *Krasnaya Zviezda*, 8 août 1990.

(9) Youri Kornilov, 10 septembre 1990.

FATALES SURENCHÈRES DANS LE GOLFE

Le pétrole et l'injuste partage

Par DENIS CLERC*

DÉCIDÉMENT, le pétrole appelle volontiers les bruits de bottes. La Compagnie française des pétroles est née de l'attribution à la France, en 1920, des intérêts allemands dans la Turkish Petroleum Company. En 1932, en Arabie, le soutien américain à Ibn Séoud, qui chasse Hussein, protégé de Londres, permet à la Socal (Chevron) de prendre pied dans un domaine pétrolier jusqu'alors exclusivement anglais. Les services secrets américains ont désespérément tenté d'empêcher la nationalisation des pétroles mexicains – en 1938 – en finançant plusieurs tentatives contre-révolutionnaires et, au Venezuela – de 1938 à 1948, – ils ont essayé d'empêcher le retour à la démocratie, qui s'est finalement traduit par le partage par moitié des bénéfices des sociétés d'exploitation pétrolière. C'est pour avoir tenté d'imposer le même partage que le docteur Mossadegh est éliminé – en 1953 – en Iran (1). Bruits de bottes encore en 1973, puis en 1979, lorsque les pays *importateurs découvrent* que le pouvoir pétrolier est désormais passé des compagnies pétrolières aux Etats producteurs. Bruits de bottes *toujours* – et fort sanglants – avec la guerre irako-iranienne, lorsque Bagdad tente – mais ce n'est pas la seule raison du conflit – d'élargir quelque peu son domaine pétrolier.

Cette fois-ci, les bruits de bottes ont pour motif, officiellement, la défense du droit international et le maintien de l'ordre existant. Bien sûr, personne n'est dupe. Si l'ordre international ne se confondait pas avec la question de la possession du principal réservoir mondial d'or noir, l'acte de brigandage de M. Saddam Hussein n'aurait sans doute attiré que quelques protestations formelles. Qui irait se battre pour quelques arpents de sable ? Les rectifications de frontières imposées par la force n'ont pas manqué dans le passé, qui n'ont suscité qu'une désapprobation de principe sans aucune mobilisation de la part de la communauté internationale.

Le problème, cette fois-ci, est tout autre, parce que le pétrole est en jeu. Et plus particulièrement le pétrole du siècle qui vient. En effet, le Koweït, en apparence, ne tient qu'un rôle marginal sur la scène pétrolière mondiale, avec *ses 95 millions de tonnes produites en* 1989 (2) : bien sûr, cela représente une quantité plus importante que celle produite par le Royaume-Uni (92 millions de tonnes) et du même ordre de grandeur que la production vénézuélienne (97 millions de tonnes). En outre, additionnée à la production actuelle de l'Irak (139 millions de tonnes), elle placerait ce dernier parmi les très grands producteurs, au quatrième rang mondial (derrière l'URSS, les Etats-Unis et très près de l'Arabie saoudite) et au deuxième rang mondial des exportateurs de brut. Toutefois, là n'est pas l'essentiel : après tout, le Koweït ne représente que 3 % de la production mondiale. Mais il dispose de 9,4 % des réserves mondiales prouvées, soit à peu près l'équivalent des réserves prouvées de l'Irak (9,9 %) ou de l'Iran (9,2 %). Et, surtout, dans quinze ans – si aucune découverte importante n'est effectuée d'ici là au Proche-Orient, et si la consommation annuelle mondiale reste proche des 3 milliards de tonnes actuellement enregistrées, – l'ensemble Irak plus Koweït pourrait être à l'origine de 15 % à 20 % de la production mondiale et détenir un quart des réserves. Quant aux autres pays du Golfe, ils en détiendraient environ 60 % (dont 34 % pour la seule Arabie saoudite). On comprend donc l'intérêt stratégique d'une région qui est en position de devenir, dans quinze à vingt ans, détentrice de la quasi-totalité (85 %) des ressources pétrolières.

Certes, ces calculs n'ont qu'une validité restreinte : les hypothèses sur lesquelles ils reposent sont hautement improbables. Il y aura sans doute de *nouvelles découvertes d'ici là, stimulées* par les prix plus élevés du baril et le désir des compagnies de diversifier *leurs approvisionnements : depuis* 1974, les réserves prouvées ont augmenté de 53 %. En outre, on se dirige inévitablement vers un pétrole plus cher car, tout conflit mis à part, dès lors que l'on se rapproche d'un « marché de producteurs », ces derniers peuvent fixer les prix grâce à leur pouvoir de monopole. Or un pétrole plus cher signifie à la fois une consommation moindre (économies et substitutions d'énergies) et l'apparition de produits énergétiques de remplacement compétitifs : énergies renouvelables (moteurs à alcool, chauffage solaire...) ou non renouvelables (exploitation des schistes bitumineux...). Mais il ne faut pas surestimer ces évolutions, qui sont forcément lentes : les pays capitalistes industrialisés, rassurés par le « contre-choc pétrolier » des années 80 (masqué un temps par l'envolée du dollar, entre *1982 et 1985*), *ont d'ailleurs* largement baissé leur garde dans ce domaine, comme en témoigne la sensible reprise de leur consommation d'énergie.

En outre – et surtout, – l'essentiel des réserves à découvrir se situe vraisemblablement au Proche-Orient : ce fut le cas, entre 1974 et 1990, pour 83 % de l'accroissement des réserves prouvées !

Par conséquent, même s'il est impossible *d'avancer des chiffres avec certitude*, chacun sait bien que l'essentiel du pétrole du vingt et *unième* siècle proviendra du Golfe. Les Etats-Unis auront sans doute extrait leurs dernières ressources nationales – Alaska non compris – d'ici à la fin du siècle : ils importaient 13,2 % de leur consommation pétrolière en 1972, et 45 % en 1983. En mer du Nord, la production britannique tend à diminuer (de 35 millions de tonnes entre 1986 et 1989) et, au rythme actuel de production, les réserves prouvées seront épuisées dans treize ans. Tout cela explique bien des choses : pas question de laisser sans réagir un dictateur sans scrupules s'emparer de ressources aussi massives dans une région aussi stratégique.

M. Saddam Hussein pose toutefois un problème redoutable : que vaut l'ordre juridique du monde s'il recouvre un *partage injuste* des richesses, s'il légalise ce qui est inéquitable ? Problème vieux comme l'humanité : la tradition chrétienne a *toujours souligné le* principe de la « destination universelle des biens » (3). La « solution » de M. Saddam Hussein n'en est évidemment pas une, puisqu'elle substitue la force au droit sans régler la question d'un partage plus équitable. Le retour au *statu quo ante* satisferait le droit, mais pas la justice, et, du coup, apparaîtrait comme un triomphe de l'injustice.

Revanche des opprimés

LES pays *qui importent beaucoup* de pétrole sont sensibles au risque d'une concentration des ressources d'or *noir entre quelques mains. Mais ils* ne se rendent pas compte que la grande majorité des pays du tiers-monde sont surtout *sensibles à l'injustice* de la concentration de la consommation par une minorité privilégiée : 73 % de la consommation pétrolière mondiale est le fait de 22 % de la population de la planète, et les seuls Etats-Unis (4,8 % de la population mondiale) représentent 25,5 % de la consommation mondiale. Cette inégalité fondamentale est génératrice d'une instabilité considérable : tant qu'elle demeurera – et, *a fortiori*, qu'elle s'accentuera, – elle justifiera toutes les remises en cause de l'ordre établi, y compris les plus contestables et les plus cyniques. Ce n'est pas tant M. Saddam Hussein qui menace l'ordre du monde que les inégalités *extrêmes qui se perpétuent*.

Les pays capitalistes industrialisés seraient bien inspirés de relativiser les « chocs pétroliers » qu'ils subissent. En 1980, les pays endettés du tiers-monde supportaient des taux d'intérêt réels (c'est-à-dire après défalcation de l'inflation) nuls. En 1981, ceux-ci étaient passés à 8 %, et en 1982 à 11,2 % : soit un prélèvement financier supplémentaire de l'ordre de 15 à 20 milliards de dollars de l'époque (20 à 26 *milliards actuels*) et qui *s'est* poursuivi jusqu'à présent, en s'atténuant un peu, portant sur les nouveaux prêts et les prêts à taux indexé. Au total, 1 % du produit intérieur brut (PIB) du tiers-monde, et 2 % si l'on ne retient que les pays endettés. En outre, entre 1980 et 1988, la baisse des cours des *produits bruts non pétroliers* (produits qui représentent 52 % des exportations des pays du tiers-monde) a privé la plupart de ces pays de ressources importantes, de l'ordre également de 1 % du PIB (2 % à 3 % pour les pays dépendant beaucoup de ces exportations). Ainsi, les années 80 se sont traduites par un « prélèvement extérieur », au détriment du tiers-monde dans son ensemble, de l'ordre de 2 % chaque année (4). Or le « choc pétrolier » de 1979-1980 n'a représenté pour les pays capitalistes industrialisés *qu'un prélèvement de l'ordre de 1 %*. Si l'on entend beaucoup parler de « choc pétrolier » au Nord, qui parle d'un « choc financier » ou d'un « choc matières premières » ? En d'autres termes, pour les pays du tiers-monde, les pays capitalistes industrialisés jouent, depuis dix ans, sans s'en rendre compte, le rôle du *méchant*, que l'on attribue aujourd'hui à M. Saddam Hussein (ou à l'Iran), souhaitant contrôler l'or noir.

Il n'est jamais bon que les riches deviennent trop riches et les pauvres trop pauvres. Tôt ou tard, les « Jacques » en viennent à brûler les châteaux : lorsque l'ordre établi paraît trop injuste et que la loi paraît définitivement du côté des possédants, la loi finit par être violée, et la force remplace le droit. Banalités évidentes, qui expliquent bien des conflits, celui du Golfe notamment. L'ironie de l'histoire est que, en l'occurrence, ce ne sont pas les pauvres qui se sont servis, mais un personnage *fort peu sympathique. Il ne* faudrait pas que cet arbre cache la forêt : pour beaucoup, la crise du Golfe est un peu la revanche des opprimés. Les Nations unies ont déclaré vouloir tout faire pour restaurer l'ordre juridique mondial. Cela ne sera possible – et durable – que si ce combat pour le droit s'accompagne d'un combat pour la justice. Car l'ordre juridique est instable s'il ne s'accompagne pas d'un ordre économique acceptable pour tous.



AFFICHE ANTIANGLAISE (VICHY, 1940)
Le pouvoir pétrolier est passé des compagnies pétrolières aux Etats producteurs

* Directeur de la revue *Alternatives économiques*.

(1) Lire Ahmad Salamatian, « Affaibli, le régime iranien choisit la prudence », *le Monde diplomatique*, septembre 1990.

(2) Ce chiffre, comme tous ceux qui suivent, provient de l'annuaire 1990 du Comité professionnel des pétroles (CPDP). Ils diffèrent légèrement des chiffres annoncés par l'OPEP (production de 91 millions de tonnes au Koweït et de 138 millions de tonnes en Irak).

(3) « *Chaque fois qu'une multitude n'a pas l'essentiel pour vivre, alors que quelques-uns ont trop, ce « trop » ne leur appartient pas : ils n'en sont que les administrateurs au service du bien commun. S'ils administrent ce superflu en vue de leur intérêt personnel, ils sont de vulgaires voleurs* », écrit dom Fragoso, évêque brésilien, dans *Evangile et révolution sociale*, éditions du Cerf, Paris, 1969.

(4) Le *Rapport sur le développement dans le monde 1990* de la Banque mondiale chiffre ces « chocs » cumulés entre 1980 et 1988 à 14,4 % du PIB pour l'Afrique subsaharienne, à *10,2 % pour l'Asie du Sud et à 10,3 %* pour l'Amérique latine (p. 123).

UN RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Tortures en Syrie

DES milliers d'opposants présumés, arrêtés en *Syrie ou dans les régions du Liban sous* contrôle syrien, sont restés détenus sans jugement. Au moins cent vingt-deux autres per*sonnes ont été arrêtées au cours de l'année 1989.* Parmi ces milliers de prisonniers figurent deux cent quatre-vingt-six prisonniers d'opinion avérés et cent *soixante-dix-huit prisonniers d'opinion probables*. La plupart d'entre eux sont soupçonnés d'appartenir à des partis politiques interdits ou à des groupes *palestiniens comme Hizb al Amal al Shuyui (PAC,* Parti d'action communiste), al Hizb al Shuyui al Maktab al Siyassi (PCBP, Parti communiste-bureau politique), *al Ikhwan al Muslimun (les Frères musulmans)*, al Tanzim al Shaabi al Nasiri (OPN, Organisation populaire nassérienne), le Front démocratique *pour la libération de la Palestine (FDLP), le* Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), le Fatah, le Front populaire pour la libération de la Palestine-commandement général (FPLP-CG), Harakat al Tawhid al Islami (MUI, Mouvement de l'unification islamique) et le parti Baas arabe socialiste pro-irakien.

Quatorze membres du PCBP, arrêtés entre février et juin, ont été détenus sans inculpation ni jugement à Damas, Saidnaya et Tartus. Quatre d'entre eux ont été libérés en septembre sans avoir été inculpés. Les dix autres étaient toujours emprisonnés sans *inculpation ni jugement à la fin de l'année. Parmi eux* figurait notamment Fawwaz Hammuda, technicien de laboratoire originaire de Deir ez Zor, incarcéré à la prison de Saidnaya (...).

Amnesty International a continué de recevoir de nombreuses informations faisant état de l'usage systématique de la torture et de mauvais traitements infligés aux prisonniers. Ces derniers se seraient vu fréquemment refuser des soins médicaux. Au nombre des victimes de la torture figurent quatre Palestiniens : Hassan Dib Khalil, Fayez Arafat, Diab Muhammad Mustafa et Muhammad Dawud, détenus sans inculpation ni jugement à Damas par Fara al Tahqiq al Askari (la section mili*taire chargée des interrogatoires). Tous membres du* Fatah arrêtés au Liban en 1983 et en 1985, ils auraient été torturés à maintes reprises et notamment en 1989. Selon ces informations, en novembre, ils étaient dans un état critique après qu'on leur eut refusé des soins médicaux pour les blessures occasionnées par les tortures et les maladies résultant de leur incarcération prolongée dans des conditions déplorables (...).

Amnesty International a exprimé à plusieurs reprises au gouvernement sa préoccupation face au maintien en détention sans jugement de prisonniers politiques, et notamment de prisonniers d'opinion, et face aux informations faisant état de tortures et de mauvais traitements infligés aux détenus. En juin, une délégation d'Amnesty International qui assistait à une conférence internationale en Syrie a rencontré le vice-président Abd al Halim Khaddam et d'autres responsables gouvernementaux ; c'est la première fois que de tels contacts avaient lieu depuis 1978.

Les représentants d'Amnesty ont réclamé instamment la libération des prisonniers d'opinion, un jugement équitable dans un délai rapide pour les autres prisonniers politiques ou leur libération, l'ouverture d'enquêtes impartiales sur les accusations de torture et les décès en détention ainsi que l'abolition de la peine de mort. Les autorités ont déclaré qu'elles étaient prêtes à établir des contacts avec Amnesty International et qu'elles répondraient désormais à ses demandes de renseignements. L'organisation a remis aux autorités syriennes une liste de plus de 400 noms de prisonniers politiques non jugés, dont certains sont des prisonniers d'opinion ; les autorités ont déclaré qu'elles l'examineraient et y répondraient en détail. Aucune information n'était toutefois parvenue sur ces prisonniers à la fin de 1989 (...).

(Extraits de *Rapport 90*, Amnesty International, Paris.)

« NOTRE AMI LE ROI », DE GILLES PERRAULT

Jardins secrets au Maroc

DANS la crise du Golfe, le Maroc se trouve en première ligne aux côtés du camp occidental. Le roi Hassan II a, en effet, accepté d'envoyer, dès le lendemain du 2 août 1990, des troupes à la frontière irako-saoudienne. Ce monarque a toujours bénéficié, pour des raisons complexes, du soutien des chancelleries occidentales et d'une surprenante complaisance dans de nombreux médias français. L'enquête rigoureusement documentée de Gilles Perrault, *Notre ami le roi* (1), devrait modifier cet état de choses puisqu'elle décrit enfin, avec une précision parfois hallucinante, la vraie nature du régime. Nul ne pourra prétendre désormais qu'il « ne savait pas ».

Car ce régime trentenaire est carnassier, et son histoire une longue suite de fraudes et de répressions. Gilles Perrault montre dans le détail comment la *prétendue « démocratie » marocaine (pluripartisme* et presse d'opinion existent) se trouve fortement corrigée par le recours régulier à l'Etat d'exception, *au trucage électoral (le parti du roi gagne, toujours,* toutes les élections), à la censure, aux procès politiques, aux enlèvements, à la torture (2), à l'assassinat... « *Un règne* – écrit Gilles Perrault – *scandé depuis trente ans par les cris des torturés, les feux des salves des pelotons d'exécution, l'interminable sanglot des emmurés à vie...* » Recevant, le 13 février 1990, une délégation d'Amnesty International (*qu'il devait expulser quelques jours plus tard*), « *notre ami le roi* » a admis la plupart des accusations formulées par cette organisation de défense des droits de *l'homme (tortures, bagne de Tazmamart*, calvaire des enfants d'Oufkir...) et s'est justifié d'une phrase : « *Tout chef d'Etat a son jardin secret.* »

Sous la façade d'un régime présentable (mais tout de même sept fois condamné par le Parlement de Strasbourg pour « *atteintes graves aux droits de l'homme* »), la monarchie hassanienne, explique Gilles Perrault, est fort peu constitutionnelle : l'arbitraire permet au souverain d'exercer un pouvoir absolu et de traiter ses « sujets » selon son bon plaisir (3). En matière de politique intérieure, ce monarque « moderne » se comporte en authentique sultan, dans l'archaïque tradition du Maghzen.

Gilles Perrault passe en revue quelques-unes des innombrables « affaires ténébreuses » qui marquent ce règne : assassinat de Ben Barka, procès iniques contre les socialistes, tentatives de coup d'Etat, « disparition » des frères Bourequat, camps de concentration pour Sahraouis, liquidation de Dlimi, acharnement sur Abraham Serfaty, martyre des enfants d'Oufkir, « hospitalisés » de Casablanca...

Tant de souffrances humaines ne semblent point émouvoir « *tout ce qui compte en France, conseillers du président, hommes politiques, personnalités des arts et des lettres, grandes consciences françaises...* » qui continuent de parler de « *notre ami le roi* » et d'accepter invitations et gratifications de ce monarque... Faudra-t-il attendre une crise majeure – comme ce fut le cas, en décembre dernier, à propos de la Roumanie ou à l'heure actuelle avec l'Irak – pour que grands médias et hommes politiques *aient enfin les yeux dessillés* ?

I. R.

(1) Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, Gallimard, coll. « Au vif du sujet », Paris, 1990, 370 pages, 110 F.

(2) Lire les témoignages d'Abdellatif Laâbi, *le Chemin des ordalies* (Denoël, Paris, 1982), et de Driss Bouissef Rekab, *A l'ombre de Lalla Chafia* (L'Harmattan, Paris, 1989). Le bulletin *Maroc Répression* (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél : 45-32-01-89) informe régulièrement sur les atteintes aux droits de l'homme.

(3) *Cf.* François Della Sudda, « Le Maroc du silence », *le Monde diplomatique*, décembre 1988.

UNE CARICATURE DE MODÈLE POUR L'AFRIQUE ?

Le Libéria, de l'implosion au chaos

TANDIS que la situation demeure extrêmement tendue à Monrovia, la force d'interposition africaine, dont les effectifs ont été augmentés, est passée sous le commandement du Nigéria qui voit ainsi confirmer son rôle prépondérant. L'impasse politique demeure totale et les rebelles de M. Charles Taylor récusent toujours les « casques blancs » accusés de partialité. Les pays de la région restent eux-mêmes divisés sur le rôle et la mission de leurs soldats.

Par VICTORIA BRITTAIN *

M. Charles Taylor est l'un des quatre dirigeants autoproclamés du Libéria – avec le président Samuel Doe qui a été assassiné (1), M. Prince Johnson, le rebelle dissident, et le Dr Amos Sawyer, chef du gouvernement mis en place sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (2). M. Taylor est même la figure centrale de la guerre civile qui a plongé le pays dans une meurtrière anarchie. Pourtant, cet ancien associé du président Samuel Doe – ensuite accusé d'avoir pillé les richesses de l'Etat et réfugié un temps aux Etats-Unis, – aujourd'hui protégé par MM. Blaise Compaoré (chef d'Etat du Burkina-Faso) et Félix Houphouët-Boigny (président de la Côte-d'Ivoire), – n'a été qu'un catalyseur, car la crise a ses racines dans une détérioration progressive de la vie politique et sociale du Libéria (3).

Depuis son arrivée au pouvoir le 12 avril 1980, l'ancien sergent-chef Samuel Doe a bénéficié de l'appui de Washington. L'élection présidentielle de 1985, qu'il prétendit avoir gagnée – de l'avis de tous les observateurs, elle avait été massivement truquée, – n'avait pas altéré ce soutien, du moins dans l'immédiat, bien qu'il ait jeté en prison ou condamné à l'exil ses opposants.

La lettre de six pages qu'adressait l'été dernier Samuel Doe au président Bush pour implorer de l'aide témoigne d'un état de dépendance psychologique à l'égard de l'étranger sans pareil dans l'Afrique postcoloniale : *« Notre capitale a forgé son nom à partir de celui de votre président Monroe. Notre drapeau est une réplique du vôtre. Nos lois sont modelées d'après vos lois. Nous, au Libéria, nous nous sommes toujours considérés comme les enfants par alliance des Etats-Unis. Nous vous supplions de venir défendre vos fils qui sont en danger de perdre leurs vies et leur liberté* (4). »

Les relations particulières entre Monrovia et Washington remontent à la naissance de l'Etat du Libéria, créé par d'anciens esclaves noirs américains et devenu indépendant en 1847. Mais elles se sont considérablement renforcées depuis, s'appuyant sur l'exploitation du caoutchouc, tout d'abord – l'empire Firestone, – et, plus récemment, du fer (5). Le Libéria est devenu le premier bénéficiaire de l'aide américaine à l'Afrique noire par tête d'habitant. Durant ses dix années de règne, Samuel Doe avait reçu un demi-milliard de dollars des Etats-Unis, qu'il avait en grande partie détournés à son profit, et 52 millions en aide militaire.

En échange, les Américains disposaient là-bas de leur plus importante base de renseignements et de transmission en Afrique, avec une puissante station-relais pour La Voix de l'Amérique, des antennes pour les communications diplomatiques et celles de la CIA, ainsi qu'un des huit systèmes Omega dans le monde, servant en particulier à guider les missiles lancés à partir des sous-marins. Le Libéria abrite aussi des facilités pour la Force de déploiement rapide et a servi de relais pour l'envoi de l'aide américaine aux rebelles angolais de l'UNITA et pour une tentative de coup d'Etat fomentée par la CIA contre le Ghana en 1983. Dans ce contexte, le département d'Etat et la Drug Enforcement Administration des Etats-Unis ont refusé de prendre en compte les preuves sur le rôle du Libéria dans le blanchiment de l'argent de la drogue (6).



Le rôle du Nigéria

A la fin de l'année dernière, le discrédit du régime de Samuel Doe était si profond que le président du Burkina-Faso jugea utile de répondre positivement à une demande d'aide du Front national patriotique de M. Charles Taylor. Les relations du Burkina-Faso avec les dirigeants radicaux du Ghana et d'Ouganda s'étant détériorées depuis l'assassinat du président Sankara, M. Blaise Compaoré cherche à redorer son image populiste et à faire oublier ses alliances avec les régimes du Togo et de la Côte-d'Ivoire. Il espère constituer un nouvel axe Burkina-Libéria qui jouirait du même prestige que celui forgé entre son pays et le Ghana au temps de Thomas Sankara.

De plus, M. Taylor permettait à M. Blaise Compaoré de prendre sa revanche sur le président ghanéen Rawlings, qui a critiqué le meurtre de Sankara et a accordé l'asile à certains de ses proches : le Ghana, en effet, a emprisonné M. Charles Taylor pendant plusieurs mois, et il aide d'autres opposants libériens hostiles à Samuel Doe et aux Américains (et qui ont trouvé place dans le gouvernement intérimaire installé par la CEDEAO).

C'est grâce à M. Compaoré que M. Charles Taylor a bénéficié de l'appui de la Libye. Mais le colonel Kadhafi avait ses propres raisons d'en vouloir à Samuel Doe : ses conseillers avaient été expulsés du Libéria au profit des Israéliens. Un autre soutien régional, quoique moins important, est celui de la Côte-d'Ivoire, dont le président Houphouët-Boigny a des liens de parenté avec M. Compaoré et où plusieurs tentatives de coup d'Etat contre Doe avaient déjà été organisées.

Le conflit a accentué, dans une certaine mesure, le clivage entre Etats anglophones et francophones, le Mali et le Sénégal condamnant l'envoi de la force d'interposition sous l'égide de la CEDEAO et le Togo refusant d'y associer ses troupes.

En revanche, le Nigéria et la Guinée ont fermement appuyé Samuel Doe. Une amitié étroite liait ce dernier et le président nigérian Babandiga, renforcée par les relations qu'ils entretenaient tous deux avec Israël. Le chef de l'Etat nigérian a d'ailleurs fait incarcérer, pendant plus d'une semaine, au mois de juin dernier, l'opposant de gauche libérien Togba-na Tipoteh, président du Mouvement pour la justice en Afrique (MOJA), qui effectuait une tournée régionale pour attirer l'attention sur la détérioration de la situation dans son pays.

Les victoires inattendues de M. Taylor au début de l'année avaient amené les Américains et les Nigérians à tenter de stopper par une initiative régionale son inexorable avance vers la capitale. Non que le chef des rebelles soit très différent de Samuel Doe, mais, pour les chefs d'Etat de la région, le phénomène Taylor – un homme sans éducation, sans idées politiques ni charisme, et mobilisant ses partisans en faisant appel à leurs attaches tribales – représentait un dangereux exemple qui pouvait susciter des émules chez eux.

Peu soucieux d'intervenir eux-mêmes – leur opinion publique ne l'aurait pas accepté, – les Etats-Unis ont encouragé le général Babandiga à le faire. Le Ghana, dont les relations avec le Nigéria sont bonnes, s'est rallié avec enthousiasme à la proposition, espérant que la force d'interposition africaine permettrait d'éliminer à la fois M. Taylor et Samuel Doe et d'installer un gouvernement stable, et ami. Le MOJA et les autres forces libériennes en exil ont aussi appuyé l'idée à condition qu'elle soit accompagnée de paix non seulement entre les trois fractions armées – celles de Doe, et de MM. Taylor et Prince Johnson, – mais aussi avec l'opposition en exil.

L'intervention de la force régionale africaine – composée de soldats du Nigéria, du Ghana, de Gambie, de la Sierra-Leone et de Guinée – n'a pas de précédent en Afrique. Elle a aussitôt suscité l'opposition de M. Charles Taylor – il a dénoncé les *« envahisseurs nigérians »*, – soucieux de ne pas se voir frustré de sa victoire. Dès lors, les « casques blancs » ne pouvaient se borner à superviser un cessez-le-feu entre les trois parties ; ils furent contraints de jouer un rôle actif.

Les contradictions de leur mission ont été démontrées par la capture de Samuel Doe dans leurs locaux, puis par son exécution par les rebelles de M. Prince Johnson. Peut-être l'explication de cette mort réside-t-elle dans le retournement de Doe. Après plusieurs semaines de négociations complexes il venait de déclarer au général ghanéen Arnold Quainoo qu'il ne reconnaîtrait pas le gouvernement formé sous l'égide des Etats voisins, ce qui revenait à relancer la guerre civile. Si la disparition de Doe, dans ces troubles conditions, lève un obstacle – son élimination était une condition exigée par M. Taylor à toute négociation, – elle n'a pas fait fléchir le chef des rebelles, qui a continué à rejeter la présence des forces de la CEDEAO dont la tâche consistant à assurer un cessez-le-feu et à imposer un gouvernement intérimaire apparut encore plus aléatoire. L'intervention de leur aviation dans les combats, au milieu du mois de septembre, a souligné ces difficultés.

Selon le vice-ministre des affaires étrangères ghanéen, M. Mohamed Ibn Chambas, la force interafricaine est dans *« une situation compliquée »* et l'avenir du contingent ghanéen semble en suspens. Pourtant son retrait compromettrait le sort de cette force d'interposition et porterait un sérieux coup au prestige d'Accra.



CHESNOT - SIPA PRESS

UN REBELLE MASQUÉ
Guerre et massacres mais point de projet politique

Arrêter la « libanisation »

DÈS l'origine, l'ingérence militaire impliquait une lourde charge pour des pays dont les ressources économiques sont limitées. Elle signifiait aussi d'inévitables pertes humaines et créait un précédent qui pourrait être utilisé un jour contre l'avis d'autres gouvernements. Elle risquait aussi, si elle se prolongeait, de susciter un mouvement d'opposition dans l'opinion publique – sauf, peut-être, en Guinée.

Le secrétaire aux affaires étrangères ghanéen, le Dr Obeb Asamoah, justifia l'envoi des « casques blancs » par la nécessité de mettre fin aux massacres, de sauver les ressortissants des pays de la région bloqués à Monrovia et d'*« arrêter le pillage des ressources économiques* (7) ». Il ajouta que cette expérience pourrait se répéter dans d'autres circonstances : *« L'idée même de la communauté économique implique l'abandon de la souveraineté politique complète des Etats membres. »*

Plus prudent, le Dr Abbas Bundu, secrétaire exécutif de la CEDEAO, reflétait les réticences des francophones en affirmant qu'il faudrait revoir les statuts de l'organisation pour atteindre des objectifs aussi ambitieux. Il est bien improbable que dans une région marquée par des alliances instables entre des gouvernements instables un tel projet trouve le soutien d'une majorité d'Etats membres.

Mais, au-delà des considérations régionales qui ont amené les Etats à intervenir au Libéria, au-delà des déclarations sur leur volonté d'instaurer au Libéria une démocratie inconnue chez eux, il existe une nécessité, presque désespérée, d'arrêter la « libanisation » du Libéria. Plus s'accroît la misère du continent, plus les gouvernements doivent en effet affronter des menaces similaires à celles qui ont déstabilisé ce pays : la désintégration des sociétés civiles et la dissolution de la culture nationale au profit de solidarités régionales et ethniques. On peut certes dresser un parallèle entre le Libéria d'aujourd'hui et l'Ouganda des années 80 ; mais le mouvement rebelle de M. Yoweri Mouseveni, qui l'a finalement emporté, avait deux atouts dont est dépourvu le Front national patriotique de M. Taylor : une base pluriethnique et une doctrine politique qui ont permis de reconstruire le pays. D'autres comparaisons seraient plus pertinentes, avec la Somalie par exemple, ethniquement déchirée et dépourvue de forces politiques organisées. La grande crainte des Africains est que le Libéria n'offre une caricature de modèle pour l'avenir du continent.

* Journaliste.

(1) *Cf.* Stephen Smith, « La fin sanglante de Samuel Doe », *Libération*, 20 septembre 1990.

(2) La CEDEAO est composée de seize Etats : Bénin, Burkina-Faso, Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Leone, Togo.

(3) Lire Michel Galy, « La guerre civile, loin de Monrovia », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(4) *Washington Post*, 8 août 1990.

(5) Lire Claudio Moffa, « L'histoire se répète au Libéria », *le Monde diplomatique*, janvier 1986.

(6) *International Herald Tribune*, 17 juillet 1990.

(7) *People's Daily Graphic*, Accra, 23 août 1990.



Ces prêtres qu'on assassine

Ils ont vu la misère de leur peuple et, se réclamant de la théologie de la libération, de nombreux prêtres ont voulu vivre la pauvreté des petites gens. Mais ces témoins qui renouent avec le message concret de l'Evangile gênent les puissants. Alors, par dizaines, on les tue.

Par MAURICE LEMOINE *



SEBASTIO SALGADO-MAGNUM

CONFESSION EN ÉQUATEUR
Parce qu'ils ont choisi de se « convertir aux pauvres »

TROIS croix oubliées et décolorées constituent le seul témoignage du lieu où furent assassinés le Père jésuite Rutilio Grande et deux de ses paroissiens, au bord de la route qui, au Salvador, conduit d'Aguilares à El-Paisnal. Trois croix plantées au milieu des tiges de canne à sucre. « *Chaque fois que l'Eglise œuvre pour une société plus juste, les détenteurs du pouvoir se retournent contre ces chrétiens* », avait déclaré, dans son sermon du 13 février 1977, un mois avant d'être tué d'une rafale de mitraillette, cet ancien professeur du séminaire de San-Salvador devenu curé d'Aguilares et défenseur des paysans. Son assassinat s'inscrit alors dans une campagne de violence déclenchée contre les membres du clergé qui aident les fédérations paysannes. Le 21 janvier 1977, un groupe terroriste d'extrême droite, l'Union des guerriers blancs, avait déjà menacé d'exécuter les quarante-sept prêtres jésuites œuvrant dans le pays s'ils ne quittaient pas le Salvador avant le 20 juillet. Fidèles à leurs convictions et forts du soutien de l'opinion internationale, les jésuites décideront de demeurer sur cette terre convulsée.

Treize années plus tard, le 16 novembre 1989, couchés dans l'herbe, face contre terre, psalmodiant dans la nuit une dernière prière, six d'entre eux, dont Ignacio Ellacuria, l'un des plus prestigieux intellectuels du Salvador, payent de leur vie cet attachement à la justice et à l'équité. En annonçant leur mort, le journaliste de la radio nationale commencera par ces mots qui en disent long : « *Les séditieux Ellacuria, Montes et Martin Baro ont été sauvagement assassinés...* »

Ignacio Ellacuria, d'origine espagnole, était un excellent analyste des réalités socio-économiques de ce pays ravagé depuis dix ans par une guerre civile ; ayant pris ses distances avec la guérilla, il agissait en faveur du dialogue entre le gouvernement et les insurgés. En ce mois de novembre 1989, confrontés à une violente offensive du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), les officiers craignent de perdre la bataille de San-Salvador (1). Alors, selon des conseillers militaires américains, « *dans une atmosphère pesante, une réunion du commandement militaire a lieu. Il y est question de mesures extraordinaires : on décide que les têtes de l'opposition doivent tomber* (2) ». On connaît la suite. Elle s'inscrit dans la longue litanie des crimes qui, au Salvador, ont atteint l'Eglise catholique dans sa chair depuis la mort du Père Rutilio Grande : quatre religieuses assassinées, huit prêtres et un archevêque, Mgr Romero.

D'origine modeste, fils de postier, plutôt conservateur, Mgr Romero fut choisi par le Vatican pour faire contrepoids à l'action de son prédécesseur, Mgr Chavez, qualifié d'« *archevêque rouge* ». Il devient archevêque de San-Salvador le 3 février 1977 ; la mort de son ami, le jésuite Rutilio Grande, le bouleverse et marquera sa « conversion ». Aimé par le petit peuple, il se transforme en figure mondiale de l'Eglise engagée. Au point que Jean-Paul II, avec qui il entretient des relations difficiles, lui reproche, en janvier 1980, lors d'une brève audience à Rome, son zèle excessif dans l'action sociale.

Le 17 février de cette même année, il n'en demande pas moins au président des Etats-Unis, M. James Carter, de cesser son aide à l'armée : « *Le pouvoir politique est aux mains de militaires sans scrupules qui ne savent faire qu'une chose : réprimer le peuple et servir les intérêts de l'oligarchie salvadorienne.* » Le 23 mars, il va plus loin et demande aux soldats de refuser d'obéir aux ordres criminels : « *Je vous l'ordonne, au nom de Dieu, (...) arrêtez la répression !* » Le lendemain, alors qu'il célèbre la messe, un escadron de la mort le tue sur l'autel de la cathédrale. L'instigateur de ce crime, le major d'Aubuisson, demeure impuni et appartient au parti politique actuellement au pouvoir, l'ARENA.

Comment s'étonner du martyre des jésuites, comment s'étonner d'entendre le procureur de la République demander, en décembre dernier, au pape que les évêques salvadoriens considérés comme « progressistes » – Mgr Rivera y Damas et Mgr Rosa Chavez – quittent le pays ? « *Il existe*, déclare-t-il, *depuis un certain temps dans ce pays qui souffre une tendance connue comme « l'Eglise populaire », tendance à laquelle (...) de nombreux secteurs de la population attribuent une grande partie des faits violents qui ont secoué la nation durant de nombreuses années.* »

Un catholique sur trois, dans le monde, est latino-américain. La collusion de l'Eglise avec les pouvoirs, à commencer par le pouvoir colonial, a longtemps constitué la toile de fond de sa présence sur le continent. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la hiérarchie appuiera les partis politiques qui s'opposent aux réformes.

On aurait pu croire, par conséquent, que la centaine de prêtres, religieux et religieuses tués au cours des vingt dernières années (auxquels il faut ajouter des milliers de chrétiens militants, laïcs, animateurs de communautés de base, etc.) ont été victimes de révolutionnaires illuminés, athées doctrinaires et membres d'intransigeantes guérillas. Le cas du Salvador montre qu'il n'en est rien. Certes, le 2 octobre 1988, l'évêque d'Arauca (Colombie), Mgr Jaramillo, qui avait servi d'intermédiaire dans les négociations entre le gouvernement et la guérilla, fut enlevé par des hommes se réclamant de l'Armée de libération nationale (ELN). Son cadavre, portant des marques de tortures, fut retrouvé le lendemain matin. Après avoir nié la responsabilité de cet acte, l'ELN publia un communiqué ambigu désavouant « *une mort qui s'est produite en dehors de la direction et des orientations de l'organisation* (3) ». Il faudra attendre le 20 octobre pour qu'une faction de l'ELN reconnaisse le crime en prétextant « *une ingérence de l'évêque dans les affaires intérieures du Front* ».

Récemment, la guérilla péruvienne Sentier lumineux a menacé l'évêque d'Ayaviri, ainsi que les missionnaires (prêtres et religieux) du diocèse, en majorité français. « *L'Eglise est au service des classes exploiteuses*, déclarait en juillet 1988 le chef de la guérilla, M. Abimaël Guzman, *nous la conservons pour le dessert.* »

M. Fidel Castro (ancien élève des jésuites) a, lui aussi, entretenu des relations conflictuelles avec l'Eglise cubaine influencée par le franquisme (un clergé majoritairement espagnol officiait au moment de la révolution); il a peu apprécié la lettre collective de l'épiscopat rappelant la condamnation du communisme en raison de son caractère athée (7 août 1960), et a expulsé un évêque et trente-quatre prêtres. Mais son régime – qui fait désormais l'éloge de la théologie de la libération – n'a jamais porté atteinte à la vie d'un religieux.

Torturés, décapités, éventrés, émasculés

LE Nicaragua sandiniste (1979-1989) non plus, qui a été pourtant accusé, voici peu encore, de se livrer à une véritable « *persécution religieuse* », et où une violente polémique a longtemps opposé le gouvernement à l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Bravo. Le gouvernement sandiniste avait cependant procédé à des expulsions : dix prêtres de nationalité étrangère en 1984 et Mgr Vega, président de la Conférence épiscopale nicaraguayenne. En revanche, quatre prêtres participeront au gouvernement, dont l'un, le Père Ernesto Cardenal, ministre de la culture, s'exprimera vertement à l'occasion : « *Ce n'est pas le gouvernement qui persécute l'Eglise, nous sommes devant un cas de persécution de la révolution par l'Eglise !* »

Qui assassine les prêtres en Amérique latine, et pourquoi ? Le 23 avril 1990, on retrouve le cadavre du Père Tiberio Fernandez, dans le département de Valle-del-Cauca, en Colombie, horriblement torturé, décapité, éventré, émasculé. Dans un communiqué, l'évêque de Buga constate qu'il s'agit d'une nouvelle attaque contre l'Eglise colombienne, « *dont nous ne pouvons attribuer la cause qu'à l'éloignement de Dieu et à l'abandon des lois divines* », et appelle les auteurs « *à réfléchir en conscience sur le fait qu'ils sont coupables et condamnables, et que seul un repentir sincère et vrai pour leurs crimes pourra les remettre sur les chemins de Dieu* (4) ».

Il est possible de pousser l'analyse un peu plus loin. Il y a aujourd'hui, en Amérique latine, des dizaines de millions d'illettrés et d'hommes et de femmes souffrant de la faim (plus de la moitié de la population est au seuil ou en dessous du seuil de pauvreté). La concentration des revenus va en augmentant : 5 % de la population s'enrichit tandis que 20 % s'appauvrit *(lire, page 24, l'article de Carlos Gabetta)*. Face à cet ordre social inique se dresse, depuis la fin des années 60, une Eglise en colère. Convoqué en 1959 par Jean XXIII, le concile Vatican II a inspiré directement la Conférence générale de l'épiscopat latino-américain tenue en septembre 1968 à Medellin, en Colombie (5). L'Eglise est alors appelée à se « *convertir aux pauvres* ». Et une partie, certes minoritaire, se convertit. Un certain nombre de prêtres, de religieux, rejoignent les campagnes, les quartiers populaires, les bidonvilles...

Ces prêtres n'ont rien d'agressivement révolutionnaire : l'un a fondé le Mouvement des prêtres pour le tiers-monde (Carlos Mugica, abattu à la mitraillette en Argentine en 1974) ; l'autre a organisé la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) du Mexique (Rodolfo Escamilla, tué d'une balle dans la tête en 1977) ; tel encore anime, au Panama, soixante-quatre communautés de base (Hector Gallego, enlevé en 1971 par deux membres supposés de la garde nationale, et qu'on n'a jamais revu).

« *Le trait commun à tous ces témoins de l'Evangile (...), c'est celui de la pauvreté. D'un côté, celle de la pauvreté subie, celle des petites gens des milieux populaires dont la vie, disent-ils, est « une lutte de tous les jours », dans une foi chrétienne souvent admirable. De l'autre côté, la pauvreté choisie, voulue comme telle par tous ces hommes et femmes d'Eglise qui entendent mettre en pratique les orientations pastorales des évêques latino-américains après le concile Vatican II et qui, de ce fait, ont renoué avec les exigences concrètes des conseils évangéliques dans la vie religieuse* (6). »

Enlevé lui aussi par un groupe de civils armés, retrouvé quelques jours plus tard sauvagement torturé, les yeux arrachés, José Tedeschi, prêtre-ouvrier à Bernal, dans un bidonville de Buenos-Aires, vivait dans une maison faite de tôle et de carton. Mauricio Silva, salésien, travaillait au milieu des chiffonniers, dans les dépôts d'ordures de Rosario : « *Cette personne n'existe pas en Argentine* », répondront invariablement les autorités après qu'il eut « disparu » un jour de 1977 en se rendant à son travail. Arrêté chez lui en 1973, au cours d'une opération de ratissage, frappé à mort et vraisemblablement jeté à la mer, Miguel Woodward travaillait, lui, comme ouvrier et vivait à Poblacion-Progreso, un bidonville au Chili.

Dans ce pays du cône sud également, Joan Alsina se dévouait à l'hôpital San-Juan-de-Dios et vivait comme ouvrier dans un quartier de Santiago. C'est là qu'il est arrêté le 19 septembre 1973. Il avait écrit, la veille : « *Nous allons errants, comme des agneaux conduits à l'abattoir (...). Nous attendons votre solidarité. Comprenez-vous maintenant ce que signifie le corps du Christ ?* » (7) Il fut retrouvé sous un pont du fleuve Mapocho, on lui avait tiré dix balles dans le dos... Cinq prêtres perdront ainsi la vie au Chili entre 1973 et 1984, sous la botte du général Pinochet, l'homme qui voulait « *sauver la chrétienté* ». Le dernier était français, André Jarlan, abattu chez lui, devant sa Bible, le 4 septembre 1984, durant une journée nationale de protestation qui se soldera par deux morts et trente-cinq blessés par balles...

* Journaliste et écrivain, auteur, entre autres, de : *les Cent Portes de l'Amérique latine*, Autrement, Paris, 1989.

(1) Lire Ashton Scharach-Paris, « L'impuissance des armes au Salvador », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

(2) *Washington Post*, 6 février 1990.

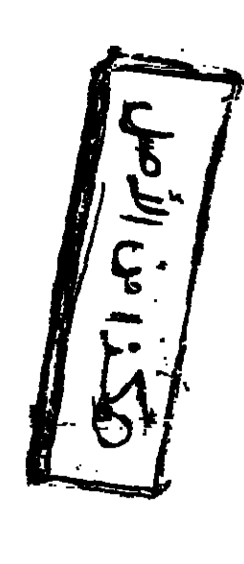
(3) *DIAL* (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, *43 ter, rue* de la Glacière, 75013 Paris), nº 1442, 14 décembre 1989.

(4) *DIAL*, nº 500, 7 juin 1990.

(5) Lire : Jorge Pixley et Clovodis Boff, *les Pauvres : un choix prioritaire* ; Ronaldo Munoz, *Dieu : « J'ai vu la misère de mon peuple »* ; et Leonardo Boff, *Trinité et société*. Les trois ouvrages aux éditions du Cerf, Paris, 1990.

(6) Charles Antoine *in* « Les martyrs de la justice », *in Histoire des saints et de la sainteté*, tome X, Hachette, Paris, 1988.

(7) *Le Sang des justes*, Institut historique centro-américain, *DIAL*, février 1983.



RECRUCIFIÉ

en Amérique latine

Dans les longues ténèbres de la dictature argentine, l'Eglise paiera également un lourd tribut : onze prêtres et un évêque assassinés, trois prêtres et deux religieuses « disparus ». « Disparaissent » ainsi, les 8 et 10 décembre 1977, les sœurs françaises Alice Domon et Léonie Duquet. Catéchiste, habitante de bidonville, paysanne dans le tabac, Alice travaille à Buenos-Aires avec les mères des milliers de personnes séquestrées pour raisons politiques. Dans une lettre à Mgr Guyot, archevêque de Toulouse, elle écrit, quelques mois avant sa « disparition » : *« Je vous demanderais de ne rien faire pour me sauver qui puisse être dangereux pour la vie ou les biens d'autrui. J'ai déjà fait le sacrifice de ma vie* (8). » Elle est enlevée à la sortie de l'église Santa-Cruz, à Buenos-Aires, enlèvement organisé par l'« Archange blond de la mort », le capitaine Alfredo Astiz (dont la France vient de demander l'extradition), infiltré dans le mouvement des Mères de la place de Mai. Deux jours plus tard, Léonie Duquet « disparaît » à son tour, enlevée sous le seul prétexte qu'Alice Domon logeait de temps en temps chez elle.

Mgr Angelelli, évêque de La Rioja, lui, n'est pas enlevé mais meurt dans un *« accident d'auto »*. Moins d'un mois après l'assassinat (17 juillet 1976), à El-Chamical, de deux prêtres de la province de La Rioja, Carlos de Dios Murias et Gabriel Longueville (Murias s'était prononcé dans un sermon contre le gouvernement des forces armées), l'évêque se rend sur place et enquête sur ces meurtres, interrogeant de nombreuses personnes et constituant un dossier avec tous les témoignages enregistrés. Dès le 27 juillet 1976, dans une lettre à Mgr Primatesta, président de la conférence épiscopale argentine, Mgr Angelelli avait écrit : *« Il semblerait qu'ils veulent maintenant s'en prendre aux religieuses tout en continuant à s'en prendre aux prêtres. Par ailleurs, le Père Eduardo Ruiz vient d'être remis en liberté. Il est très important de l'écouter. J'aimerais faire savoir aux évêques ce qu'il m'a dit en sortant de prison. J'estime que cela éclairera beaucoup d'attitudes officielles* (9). »

Lorsqu'il repart en direction de La Rioja, outre les documents rassemblés, l'évêque porte avec lui ses notes privées, écrites au lendemain de l'assassinat des deux prêtres, notes dans lesquelles sont évoquées *« les données très délicates et compromettantes que je possède sur Chamical... »*. Il n'arrivera jamais à destination. On retrouvera son corps à 25 mètres du lieu de l'accident présumé, le visage tourné vers le ciel, étendu sur le dos. Manifestement, il a été arraché de la voiture, frappé à la nuque, seul endroit du corps présentant une lésion, puis traîné par terre, l'enquête et les aveux ultérieurs le confirmeront.



Des témoins gênants

EN raison de leur prestige, leur culture, leur implication au milieu du peuple, leur connaissance de la réalité socio-politique, leur capacité à diffuser à l'extérieur des informations compromettantes pour les pouvoirs en place, les prêtres et religieux constituent des témoins gênants.

C'est pour faire taire la voix qui, dans l'hebdomadaire *Aqui*, dénonce les violations constantes des droits de l'homme, qu'est assassiné en 1980 en Bolivie, après des tortures sauvages, le jésuite espagnol Luis Espinal. La décision de tuer le prêtre américain Stanley Rother, *abattu au Guatemala par les militaires*, est sans doute prise quand sera diffusée aux Etats-Unis une lettre dans laquelle il raconte comment l'armée a exécuté des paysans de son village. Quelques jours avant d'être découvert dans sa voiture, une balle en plein cœur (23 décembre 1989), le Père Gabriel Maire (chargé de paroisse dans les faubourgs de Vitoria, capitale de l'Etat d'Espiritu-Santo, au Brésil) avait reçu des menaces très précises. Il travaillait avec les habitants de la commune de Cariacica, théâtre de pressions et d'affrontements qu'il avait dénoncés dans une lettre parvenue en France : *« Chaque mois sont assassinés des militants syndicalistes, membres de partis de gauche, tous des chrétiens.* (...) *Une liste de militants « marqués pour mourir » est connue : sur cette liste, des militants du Syndicat des travailleurs agricoles, du Parti des travailleurs, de la Commission pastorale de la terre, des prêtres et religieuses, l'évêque de Sao-Matos, Mgr Aldo Gerna.* (...) *La police est complice de tout cela. Les assassins sont connus de tout le monde... mais courent les rues, armés. La plupart du temps, ces crimes ont lieu en plein jour, et parfois devant témoins. Ceux qui commandent les crimes, gros propriétaires et hommes politiques de droite, sont bien connus mais ne sont pas inquiétés. L'Union démocratique rurale est très riche, grâce à l'argent des gros propriétaires terriens, et a pignon sur rue* (10). »

Les innombrables conflits de la terre en Amérique centrale, en Colombie, au Brésil (où ils ont fait plus de mille morts de 1980 à 1988 : petits agriculteurs, Indiens, avocats, chrétiens engagés), partout ailleurs ou presque, ne sont que la conséquence logique d'une situation qui condamne à la misère des paysans spoliés ou démunis. Les oligarchies, les grands popriétaires – on l'a vu dans la dénonciation du Père Gabriel Maire, – hésitent rarement sur les moyens à employer pour réduire au silence les contestataires et leurs alliés.

Trois exemples, trois martyrs parmi tant d'autres. Au Pérou, en juin 1983, le prêtre espagnol Vicente Hondarza fête la victoire judiciaire de la communauté paysanne d'Ondores, qu'il aide depuis longtemps ; le dimanche précédent, il avait participé à la constitution d'un comité de défense des droits de l'homme, à Chancay. On retrouve son corps, quelques jours plus tard, au fond d'un ravin. En Colombie, Luis Gutierrez Bernardo-Lopez, ancien député du Parti conservateur, devenu prêtre à vingt-neuf ans, attaque ouvertement les propriétaires terriens et les groupes paramilitaires qu'il accuse d'être responsables de la misère et de la violence. Un matin de mai 1987, deux jeunes à moto le criblent de balles...

Curé de Sao-Sebastiao-de-Tocantins, dans la région dite du Bec-du-Perroquet, au Brésil, le Père Josimo Morais Tavares avait reçu des menaces de mort pour avoir pris la défense des petits paysans (pour la même raison le Père Ezechiel Ramin avait été mitraillé et tué l'année précédente). Le 15 avril 1986, le Père Josimo échappe miraculeusement à un attentat. Il demande alors la protection de la police. En vain. Il sera finalement assassiné le 10 mai suivant, dans la ville d'Imperatriz...

Morts solitaires au fond d'un presbytère, au coin d'une rue, en bordure de champs... A l'occasion, les tueurs ont la main plus lourde. Curé de San-Antonio-Abad, à San-Salvador, Octavio Ortiz animait des communautés chrétiennes. Il est tué en 1979, avec cinq adolescents, pendant un week-end de formation chrétienne. Ivan Betancourt, prêtre colombien, et Michael-Jérome Cypher, franciscain américain, sont, eux, assassinés en compagnie de douze paysans, en 1975, au Honduras. Le massacre, planifié dans tous ses détails, est le fait d'un propriétaire terrien et de militaires qui avaient auparavant réprimé une « marche de la faim » et tué les responsables de sa préparation. Car les forces armées ne dédaignent pas éliminer ces « subversifs ».

En Argentine et au Chili, ce sont les militaires qui agissent. Ce sont eux qui, dès 1965, tuent en République dominicaine, Arturo McKinnon, missionnaire canadien, après qu'il eut protesté contre la détention arbitraire de trente-sept personnes. Ils tuent encore, en 1971, en Bolivie, au moment du coup d'Etat du général Banzer, Mauricio Lefebvre, oblat canadien qui ramasse des blessés avec sa camionnette. Les militaires, encore eux, jettent le corps du prêtre Martial Serrano dans le lac Ilopango, des pierres attachées aux pieds, au Salvador en 1980.

C'est au Guatemala que le comble de l'horreur est atteint, tout particulièrement après le coup d'Etat du 23 mars 1982, qui porte au pouvoir le général Efrain Rios Montt. Dans le cadre d'une politique militaire de « terre brûlée », les assassinats collectifs se succèdent à un rythme hallucinant : quatorze prêtres, une religieuse, un religieux, laissent leur vie dans cet univers concentrationnaire. L'évêque de Quiché, lui-même menacé de mort, finit par retirer de la région tous les ecclésiastiques et ferme toutes les églises et chapelles du diocèse pour raisons de sécurité. *« C'est l'époque,* écrit Charles Antoine (11), *où les Kaibiles* [troupes d'élite], *dans leurs opérations de ratissage, recherchent tout particulièrement les Bibles des paysans et leurs livres de chants des assemblées liturgiques. Tout paysan trouvé en possession de tels « livres subversifs » est frappé sur-le-champ, ainsi que sa famille ; certains sont exécutés sommairement* (...). *Alors, les Indiens croyants enterrent leurs Bibles. Ça leur évite des problèmes, et ils sont les seuls à connaître l'endroit. Les réunions chrétiennes continuent, mais en cachette des autorités militaires* (...). *Dans l'altiplano guatémaltèque, c'est la vie des catacombes qui s'installe et maintient les gens dans la foi et l'espérance. »*

Le silence de Jean-Paul II

FACE à pareils traitements (12), comment s'étonner qu'un prêtre guatémaltèque dénonce la manière brutale avec laquelle les jeunes sont recrutés pour le service militaire et la « campagne de vaccination », qui n'est rien d'autre qu'une entreprise de stérilisation des femmes ? Il s'appelle Hermogenes Lopez, il sera mitraillé dans la cabine de sa camionnette.

Comment ne pas comprendre les arguments du Père Sergio Restrepo Jaramillo, jésuite colombien tombé en 1988 sous les balles de deux tueurs, alors que cette année-là trois mille onze Colombiens étaient assassinés pour motif politique : *« Il y a un refus de la guérilla et une critique radicale de la lutte armée comme moyen propre au changement social. Mais la solidarité avec les pauvres et leurs organisations fait que l'attitude envers la guérilla est très différente de celle envers les groupes dominants de la région. On lui reconnaît son caractère politique, c'est-à-dire l'objectif de changement social comme motivation de son combat et sa volonté d'aider les pauvres... »*

Accusés par de nombreux gouvernements d'être des *« subversifs »*, des *« communistes »*, des *« terroristes »*, évêques, prêtres, religieux et religieuses, laïcs animateurs de communautés chrétiennes, paient de leur vie. Dans l'indifférence générale. Abandonnés de tous, y compris de leur propre hiérarchie.

On attendait de Jean-Paul II de publiques dénonciations, une grande et sainte colère. Rien ou presque. Pourtant, le pape est capable d'exprimer un fort mécontentement : qui ne se souvient de l'admonestation infligée publiquement au Père Ernesto Cardenal, coupable d'occuper une fonction au sein du gouvernement sandiniste, impliquant *« une participation à l'exercice du pouvoir civil »* ?

Après un périple de 27 000 kilomètes à travers l'Amérique centrale, en ce mois de mars 1983, le pape renvoie dos à dos la gauche et les bourreaux de l'extrême droite, condamne l'Eglise du peuple et les prêtres ministres sandinistes, s'abstient de dénoncer le véritable génocide dont sont victimes les Indiens guatémaltèques. Au cours d'une messe tumultueuse à Managua, Jean-Paul II n'a pas prononcé un mot sur le sous-développement, pas un mot sur les crimes des « contras » et, après avoir lu une prière pour les prisonniers du régime – ce qui est légitime, – a refusé de prier pour les victimes sandinistes, provoquant l'indignation bruyante d'une partie de l'assemblée.

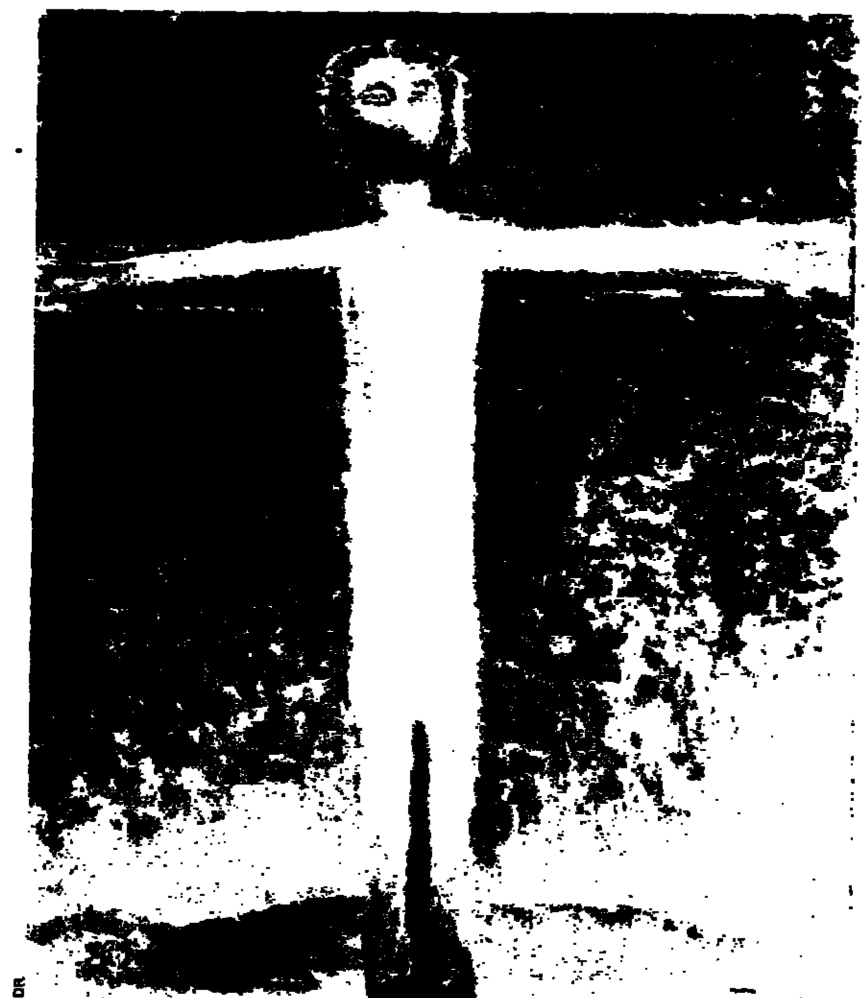
En fait, l'esprit de Medellin n'a jamais touché toute la hiérarchie catholique, il s'en faut. Dès 1972, à Sucre (Bolivie), alors que l'épiscopat du continent était réuni pour désigner sa nouvelle équipe dirigeante, le Vatican a imposé ses hommes après une élection qui ne lui convenait pas. Cette intervention a transformé tout l'appareil du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) en une « machine de guerre » du Saint-Siège, mettant la génération de Medellin hors circuit.

Dans les années qui suivent la conférence de Puebla (Mexique, 1979), menée par le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, et Mgr Lopez Trujillo, de Colombie, les attaques contre la théologie de la libération redoublent. En 1985-1986 pourtant, alors que la tension est à son comble, surprise : le souverain pontife, dans une longue lettre à l'épiscopat brésilien, qualifie cette théologie de *« pas seulement opportune, mais utile et nécessaire »*. S'agit-il d'un virage, d'une nouvelle « conversion » ? Rien n'est moins sûr, car le discours, qui ressemble plutôt à un repli tactique, est démenti par les faits.

Rome, avec une vision du marxisme typique de la guerre froide, ne tenant quasiment pas compte des réalités latino-américaines, est en train de démanteler peu à peu tout ce que la génération de Medellin avait mis en place. Et d'abandonner à la vindicte des tueurs ses meilleurs prêtres et les chrétiens les plus engagés.

MAURICE LEMOINE.

(8) *DIAL*, nº 1243, 5 novembre 1987.
(9) *DIAL*, nº 1141, 30 octobre 1986.
(10) *DIAL*, nº 1448, 4 janvier 1990.
(11) Charles Antoine, *op. cit.*
(12) Cela n'a pas entièrement disparu malgré le rétablissement de la démocratie. Lire, Patrice Pierre, « Le Guatemala sous la loi des Escadrons », *le Monde diplomatique*, mai 1990.



DR

JEAN FAUTRIER. – « Le Christ en croix » (1927).

DE 1965 A 1990

Une centaine de victimes

ARGENTINE
Evêque : Mgr Enrique Angelelli (1976).
Prêtres : Carlos Mujica (1974) ; Carlos Dorniak (1975) ; Francisco Soares, José Tedeschi, Alfredo Kelly, Petro Dufau, Alfredo Leaden, Gabriel Longueville, Carlos de Dios Murias, Pablo Gazzari, Mauricio Lopez (pasteur) (1976) ; Carlos Bustos, Mauricio Silva (1977) ; Jorge Adur (1980).
Séminaristes : Salvador Barbeito, José Emilio Barletti (1976).
Religieuses : Alice Domon, Léonie Duquet (1977).

BOLIVIE
Prêtres : Maurice Lefebvre (1971) ; Raimundo Herman (1975) ; Luis Espinal (1980).

BRÉSIL
Prêtres : Enrique Pereira Neto (1969) ; Joao Bosco Burnier, Rodolfo Lukenbeim (1976) ; Ezequiel Ramin (1985) ; Josimo Tavares, Mauricio Maraglio (1986) ; Gabriel Maire (1989).
Religieux : Adelaïde Molinari, Cleura Coelho (1985) ; Vicente Canhas (1987) ; Filomena Lopes (1990).

CHILI
Prêtres : Miguel Woodward, Gerardo Poblete, Juan Alsino (1973) ; Antonio Llido (1974) ; André Jarlan (1984).

COLOMBIE
Evêque : Mgr Jaramillo (1988).
Prêtres : Alvaro Ulcué (1984) ; Bernardo Lopez, Luiz Perez, Ruben Vallejo, Luiz Gutierrez (1987) ; Sergio Restrepo Jaramillo (1988) ; Tiberio Fernandez (1990).
Religieuse : Teresita Ramirez (1989).

ÉQUATEUR
Evêque : Mgr Alejandro Labarca Ugarte (1987).
Religieuse : Inès Sarango (1987).

GUATEMALA
Prêtres : Hermogenes Lopez (1978) ; Conrado de la Cruz, Walter Voordeckers, José Maria Gran, Faustino Villanueva (1980) ; Juan Antonio Hernandez, Carlos Galvez, Tulio Maruzzo, Carlos Perez, Stanley Rother, John David Troyer (1981) ; Tulio Marcelo, Santiago Miller, Carlos Morales (1982).
Religieuse : Victoria de la Roca (1982).

HONDURAS
Prêtres : Ivan Betancour, Michael Cypher (1975) ; Guadalupe Carney (1983).

MEXIQUE
Prêtres : Rodolfo Aguilar, Rodolfo Escamilla (1977) ; Juan Moran (1979) ; Hipolito Cervantes Arceo (1982).

PANAMA
Prêtre : Hector Gallego (1971).

PÉROU
Prêtre : Vicente Hondarza (1983).

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
Prêtre : Arturo Mc Kinnon (1965).

SALVADOR
Archevêque : Mgr Oscar Romero (1980).
Prêtres : Rutilio Grande, Alfonso Navarro (1977) ; Ernesto Barrera (1978) ; Octavio Ortiz, Rafael Palacio, Alirio Napoleon Macias (1979) ; Cosme Spessoto, Manuel Antonio Reyes, Ernesto Abrego, Marcial Serrano (1980) ; Ignacio Ellacuria Beascoechea, Segundo « Montes Mozo, José Ignacio Martin-Baro, Joaquin Lopez y Lopez, Armando Lopez Quintana, Juan Ramon Moreno (1989).
Religieuses : Ita Catherine Ford, Maura Clark, Dorothy Kazel, Jean Donovan (1980).

(*Sources : le Sang des justes, essai de martyrologue latino-américain (1968-1982)*, Institut historique centro-américain de Managua-DIAL, Paris, 1983 ; et journaux divers.)

PRIVATISATIONS ET EMEUTES POPULAIRES EN AMERIQUE LATINE

Le libéralisme contre la démocratie ?

DANS son dernier rapport, rendu public en septembre, la Banque mondiale souligne que les transferts nets de capitaux du Sud vers le Nord se sont encore accrus au cours de l'année passée. Aussi absurde que cela puisse paraître, l'Amérique latine sous-developpée a transféré, en 1989, vers le Nord riche, 25 milliards de dollars. Le rétablissement de la démocratie, au cours des années 80, n'a pas empêché une importante baisse du niveau de vie. Les politiques néolibérales qui se mettent en place en Amérique latine ne font qu'intensifier les violences de tous ordres et le désespoir des plus pauvres.

Par CARLOS GABETTA *

Dans le cadre des manifestations liées au 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, souhaite organiser en 1992 un « sommet » auquel participeraient tous les chefs d'Etat latino-américains.

Il y a quelques années, un tel projet eût été inimaginable. Comment, en effet, aurait-on pu envisager la participation d'un Augusto Pinochet, d'un Alfredo Stroessner ou d'un des nombreux dictateurs militaires d'alors ?

Le retour à la démocratie, qui permet de mettre sur pied un tel projet, apparaît comme le grand événement politique de la décennie en Amérique latine. Mais on peut se demander, alors que la situation économique et sociale se dégrade, ce que vont devenir nombre de ces nouvelles démocraties d'ici à 1992.

La région demeure minée par quatre graves crises : dette extérieure, hémorragie de ressources financières, hyperinflation et récession. Selon un récent rapport élaboré par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) pour l'année 1989, la dette extérieure a atteint les 416 milliards de dollars ; le transfert net des ressources financières vers les pays du Nord a été de 25 milliards de dollars ; l'inflation moyenne a dépassé 1 000 % par an ; et la croissance du produit interne brut (PIB) n'a été que de *1,1 %* (inférieur à l'accroissement démographique).

Au début de la décennie, la dette extérieure n'était que de 210 milliards de dollars, selon la Banque mondiale. En 1989, au prix de sacrifices sans nom et de plusieurs « émeutes de la faim », l'Amérique latine avait versé au Nord, *en guise de remboursement* du principal et de paiement des intérêts, plus de 200 milliards de dollars. Malgré ce gigantesque effort, la dette globale avait pratiquement doublé.

Jusqu'en 1981, l'Amérique latine recevait plus de capitaux qu'elle n'en exportait. Mais le flux s'est inversé. C'est elle désormais qui finance, en partie, le développement du Nord. En 1988, les transferts nets de la région se sont élevés à 33,3 milliards de dollars, un chiffre supérieur aux excédents de la balance commerciale.

Les exportations ont connu, au cours de la décennie, un essor extraordinaire ; en 1989, elles atteignirent le montant record de 110 milliards de dollars. Mais les intérêts de la dette représentaient *un tiers de ce total.*

En raison des politiques d'ajustement structurel (réduction du secteur public, des dépenses sociales, suppression des subventions, diminution des importations) imposées par les gouvernements et par les organismes internationaux, les pays latino-américains ont *terminé la décennie* avec un PIB par tête inférieur de 8 % à celui de 1980. En 1989, le PIB a diminué dans sept pays et n'a crû que très *légèrement* dans treize autres. A la Barbade, au Costa-Rica et au Paraguay, il a augmenté de 2 % ; au Mexique et au Brésil, de 3 % ; seul le Chili a connu une croissance importante (7 %). La situation au Pérou, en Argentine, au Venezuela et au Nicaragua se caractérise *par la stagflation, une récession accompagnée* d'inflation.

Les années 70 avaient été celles des dictatures militaires. Les années 80 auront été celles de la crise économique héritée des dictatures. Le paysage politique, à quelques rares exceptions près, reste désolant ; classes dirigeantes et partis ont perdu *tout prestige.* Tandis que l'Etat, partout, s'est dégradé, perdant le contrôle de ses propres services qui se sont corrompus ou gangrenés. Des mafias, liées au trafic de la drogue et à la spéculation financière, se sont constituées. Des franges entières de la population sont tombées *dans la grande pauvreté* ; les classes moyennes sont en voie d'extinction ; la violence urbaine est plus meurtrière désormais que la violence rurale ou la violence révolutionnaire. Aux guérillas, apparues dans les années 60 et 70, s'ajoutent maintenant les milices armées des narcotrafiquants, des *groupes paramilitaires et parapoliciers*... La Colombie et le Pérou sont les exemples les plus pathétiques de cette sorte de « libanisation » des Etats latino-américains qui tend à se généraliser et à s'approfondir. Le fonctionnement de la démocratie se résume, de plus en plus, à une *simple formalité* électorale. La réalité économique et sociale demeure sans aucun rapport avec l'idéal démocratique.

Quelque 80 millions de personnes, le quart de la population, vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Et cent millions vivent « au seuil » même de la misère.

Entre 1980 et 1988, la population a augmenté *presque deux fois plus vite* que la population mondiale, et deux fois et demie plus vite que celle des Etats-Unis (dont le *PIB* est cinq *fois* supérieur). Cette explosion démographique, conjuguée à la *récession* économique, entraînera inévitablement une nouvelle baisse des niveaux de vie au cours de la décennie qui commence (1). La tendance est déjà fort inquiétante : entre 1980 et 1985, le niveau de vie a diminué, en moyenne, de 16,8 % pour l'ensemble du sous-continent ; mais dans certains pays il s'est effondré : – 30 % en Uruguay, – 29 % en Argentine, – 27,9 % en *Bolivie*, – 26,2 % au Chili, – 24,3 % au Costa-Rica, – 24,3 % au Venezuela (2). Et, depuis 1985, la situation a continué de se dégrader.

* Journaliste, ancien directeur de l'hebdomadaire *El Periodista de Buenos-Aires.*



ÉCOLE TECHNIQUE DANS LA BANLIEUE DE BUENOS-AIRES
« Des Etats contraints de rogner sur les dépenses d'éducation et de santé »

Des phénomènes de désespoir collectif

DANS un tel contexte, il est naturel que les sociétés tendent à se déstructurer et que les cadres politiques et culturels soient bouleversés. La marginalisation croissante aggrave le *problème de la violence urbaine* et provoque régulièrement des phénomènes de désespoir collectif, des « émeutes de la faim », comme cela s'est produit en 1989 à Caracas, Rosario, Buenos-Aires et Sao-Paulo. Naissent aussi des phénomènes de messianisme rural, comme le terrorisme du Sentier lumineux au Pérou. La lente disparition de la classe moyenne réduit son rôle de médiateur social, de tampon, d'amortisseur entre *les déshérités sans* espoir et les riches potentats.

Les Etats, appauvris, sont contraints de rogner sur leurs dépenses de santé et d'éducation. La misère économique est alors rapidement suivie d'une dégradation importante des domaines sanitaire et culturel. L'Argentine offre un exemple *de ce type de dégradation* : le *taux* d'analphabétisme, nul à la fin des années 60, est actuellement de 6 %, (32 % d'analphabétisme fonctionnel parmi les adultes (3).

Les sectes pseudo-religieuses prolifèrent, ainsi que les guérisseurs, les drogués, les paumés de toutes sortes... *Dans cet océan de confusion*, de désespoir et d'ignorance viennent prêcher les « sauveurs » néofascistes et fondamentalistes.

Que devient la démocratie dans un tel contexte ? M. Henry Kissinger, que l'on ne peut accuser de gauchisme, définit ainsi les risques qu'une telle situation fait courir à la démocratie : *« Les pays latino-américains et presque tous leurs dirigeants ont atteint un tel degré d'exaspération* [qu'] *une nouvelle dégradation du niveau de vie (...) entraînerait une catastrophe politique certaine* (4). »

Les nouvelles démocraties latino-américaines sont gouvernées par une génération de dirigeants soutenus par les Etats-Unis et par la Communauté européenne ; ils sont persuadés que la solution à tous les maux que connaît le sous-continent réside dans le néolibéralisme. Quelques grands *intellectuels* se sont faits, depuis une dizaine d'années, les porte-parole de cette mode, entre autres Mario Vargas Llosa et Octavio Paz. Aujourd'hui, du Rio-Grande à la Patagonie, partout, les nouveaux présidents (Carlos Salinas de Gortari du Mexique, Alberto Fujimori du Pérou, Fernando Collor du Brésil, Patricio Aylwin du Chili, Carlos Menem d'Argentine, Rafael Callejas du Honduras, Violeta Chamorro du Nicaragua et même le socialiste Carlos Andres Perez du Venezuela) ont commencé à appliquer des recettes ultralibérales. Ils trouvent un terrain politiquement favorable à de telles tentatives, car le populisme semble épuisé et la gauche, surtout après les événements de l'Est, *demeure désorientée.* Les propositions de déréglementation, de privatisation et d'ouverture des marchés apparaissent comme raisonnables. Chacun de ces nouveaux dirigeants veut réduire les dépenses de l'Etat pour freiner l'inflation ; augmenter les bénéfices du capital privé ; attirer les investissements ; réduire la consommation intérieure ; améliorer les exportations ; et assainir, enfin, la balance des paiements.

Sur le papier, de telles décisions paraissent favoriser, en effet, la période d'accumulation du capital pour permettre un redécollage de l'économie.

Cependant, ces mesures libérales, appliquées dans certaines démocraties industrialisées du Nord, ne peuvent être envisagées en Amérique latine que si d'autres, adoptées depuis fort longtemps au Nord, les précèdent. En premier lieu, des réformes agraire et fiscale, visant les propriétés et les bénéfices des grands latifundistes et des rentiers. Il faudrait aussi mettre sur pied des formules protectionnistes pour protéger la production locale.

En Amérique latine, la terre reste concentrée dans les mains d'un petit nombre de propriétaires qui barrent la route du bien-être à des masses énormes de paysans sans terre. De surcroît, les profits de l'oligarchie vont se placer à l'étranger et affaiblissent ainsi *les économies nationales* ; au *Mexique*, par exemple, en 1989, 20 milliards de dollars ont fui à l'étranger. Le gouvernement argentin estime à 40 milliards (ce qui représente les deux tiers de la dette extérieure) les dépôts de ses ressortissants dans les banques étrangères.

Les systèmes fiscaux sont pratiquement inexistants. Les investissements étrangers ne cessent de diminuer ; ils ont baissé de 50 % depuis 1980 ; ceux des Etats-Unis – principal investisseur traditionnel dans la région – ont baissé de 90 % au cours des années 80.

Les critiques néolibérales contre l'inefficacité de l'Etat ne sont pas toujours erronées. Mais *elles* cachent l'essentiel : la faiblesse de ces Etats est aggravée par le paiement des intérêts de la dette (contractée dans une bonne mesure par le secteur privé) et par les subventions aux entreprises privées. Pour citer un seul exemple : l'Argentine a consacré, en 1987, 32,5 % de son *budget public au paiement des intérêts* de ses dettes intérieure et extérieure, ainsi qu'à des subventions au secteur privé ; tandis que les salaires de l'ensemble des travailleurs du secteur d'Etat ne représentaient que 10,9 % du total. En 1986, le ministre de l'économie, M. Juan Sourrouille, reconnaissait : *« La moitié de l'économie argentine fonctionne au noir. »* Si l'on considère que la moitié de l'économie argentine n'est pas prise en compte par la comptabilité officielle, que l'autre moitié ne paie pratiquement pas d'impôts et que plus du tiers du budget de l'Etat est consacré au paiement de *la dette*, le fameux déficit de l'Etat, cause de tous les maux du pays selon les néolibéraux, n'est plus qu'un tigre de papier. Mais un tigre que personne ne parvient à liquider. Dans la plupart des pays latino-américains, la situation est semblable.

Pas un des programmes libéraux appliqués en Amérique latine ne semble être en mesure de résoudre les graves problèmes de déséquilibre structurel. Et nul ne voit comment cela pourrait changer à l'heure où les yeux du Nord (seul gisement de capitaux à l'échelle planétaire) se tournent vers l'Est. Nul n'évoque plus le nouvel ordre économique international. Il n'est donc pas étonnant que la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), dans un tel contexte, ait pu annoncer que la décennie qui commence sera celle des grandes pénuries en Amérique latine... (5).

(1) Cf. Abraham Guillen, « Una bomba demografica », *El Pais*, Madrid, 5 juin 1989.

(2) *El Pais*, 7 mai 1989.

(3) Cf. Moises Ikonikoff, *De la cultura de renta a la economia de produccion*, Legasa, Buenos-Aires, 1989.

(4) *El Pais*, 19 janvier 1989.

(5) Rapport de la CNUCED Genève, 5 septembre 1989.

Jeux de piste

CERTES, quelques-uns de ses dirigeants avaient joué un rôle peu glorieux sous la dictature de Somoza. Certes, une partie des fonds versés par Washington s'étaient égarés sur des comptes en banque d'îles caraïbes. Mais la Contra nicaraguayenne était présentée comme globalement pure et dure : son combat ne servait-il pas la liberté puisqu'il visait à abattre le régime sandiniste ?

La vertu aurait-elle été victime de la démocratie ? Démobilisée à la suite des élections et du changement de régime à Managua, la Contra devait remettre ses armes à des observateurs de l'ONU. Las, la moitié d'entre elles ont emprunté des pistes plus douteuses, notamment celles des narcotrafiquants colombiens, ainsi qu'en témoignent des rapports d'Interpol et des services de renseignements de Bogota et de San-José de Costa-Rica (1).

L'information a de quoi décourager le contribuable américain : il aura donc financé un mouvement à la noble cause qui arme aujourd'hui des gangs contre *lesquels il lui est demandé désormais de... financer un combat sans merci*, d'autant plus difficile que, toujours selon ces rapports, les liens se renforcent entre les réseaux colombiens et les mafias italienne et espagnole. Et la Contra elle-même, dès ses origines, avait bénéficié, grâce aux réseaux mis en place par la Maison-Blanche, de l'argent de la drogue... Ses dirigeants bénéficièrent ainsi d'une aide que le Congrès américain finit par lui mesurer, après des années de largesse. Et le colonel North, exécutant, dans le scandale du « contragate », de la politique de M. Reagan, fut un temps le « héros » d'une Amérique en croisade.

Mais le contribuable a l'habitude : après avoir financé, sans le savoir, la « création » d'un certain Noriega, il a applaudi à une expédition visant à le détruire. *Il est vrai qu'après avoir entendu qualifier de* « terroristes » plusieurs Etats (par exemple la Syrie), il découvre soudain, la crise du Golfe aidant, qu'ils peuvent, sans en rien avoir modifié leurs pratiques, devenir d'utiles alliés... Les sentiers de la politique manquent parfois de luminosité.

J. D.

(1) Lire « Cocaine Gangs Harvest Ex-Contra Weaponry », *Washington Post*, repris dans l'*International Herald Tribune*, 17 septembre 1990.

Supplément

Les promesses d'Eurêka

C'est au début des années 80 que les gouvernements du Vieux Continent prirent enfin conscience de leur extrême dépendance technologique envers les Etats-Unis et envers un Japon alors en pleine montée en puissance. Simultanément, ils découvraient les potentialités, largement inexplorées, d'une coopération trans-frontières entre leurs entreprises et leurs laboratoires. « Penser européen » constituait une petite révolution culturelle pour des esprits accoutumés à identifier l'« excellence scientifique et industrielle » à une Amérique bientôt rejointe par l'archipel nippon.

Les programmes communautaires de recherche et développement inaugurés par ESPRIT 1 en 1984 ont depuis lors connu un essor remarquable (1). Mais, à côté d'eux, le gouvernement français – soucieux d'une réplique civile à la « guerre des étoiles » lancée en 1983 par M. Ronald Reagan – proposait, en 1985 (2), l'initiative Eurêka à ses partenaires. Une initiative qui participe d'une philosophie identique à celle des programmes de la Commission – cofinancement public-privé et partenariat intra-européen – mais s'en distingue sur au moins trois points : au lieu de s'inscrire dans le cadre d'appels d'offres bruxellois, les projets Eurêka émanent directement des industriels et des centres de recherche (de deux pays au minimum) ; visant à augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises et des économies, ils se situent le plus près possible du marché ; enfin, ils ne se limitent pas aux membres de la Communauté puisque actuellement 19 Etats, ainsi que la Commission des Communautés européennes, en sont partie prenante.

Sans pour autant verser dans un triomphalisme, dont M. Hubert Curien rappelle ci-dessous qu'il serait prématuré, il saute aux yeux que le bilan de cinq années d'Eurêka est prometteur. On aura une idée, dans ce supplément, de quelques-unes des technologies de pointe développées dans ce cadre et des premiers résultats escomptés. Ce panorama se poursuivra dans notre numéro de novembre.

B. C.

(1) Voir « Enfin une politique volontariste de la recherche », *le Monde diplomatique*, mars 1989.

(2) Voir le dossier « Les ambitions d'Eurêka », *le Monde diplomatique*, août 1985.

Ne pas crier victoire trop tôt

Par HUBERT CURIEN *

LORSQUE M. François Mitterrand a proposé en 1985 l'initiative Eurêka à nos partenaires européens, c'était un double pari qui était alors lancé : d'abord sur l'attitude des entreprises, ensuite sur le renouvellement de l'action de l'Etat :

– pari sur l'attitude des entreprises, puisque lancer un projet Eurêka c'est s'engager avec d'autres entreprises européennes sur des recherches stratégiques à moyen ou long terme. Une telle forme de coopération était, à l'époque, exceptionnelle ;

– pari sur le renouvellement de l'action de l'Etat puisque, *loin d'agir uniquement de sa propre initiative* dans un domaine qu'il a lui-même défini comme essentiel pour l'avenir, il laisse aux entreprises le choix de ce qu'elles considèrent comme stratégique et se coordonne avec les autres Etats pour les appuyer dans leur effort, sous la forme la plus appropriée.

Dans ces deux domaines, les progrès sont aujourd'hui visibles : le nombre et la qualité des projets aidés montrent que les esprits évoluent dans les entreprises ; la mobilisation personnelle régulière des ministres de la recherche (comme à Rome, en juin 1990) et de leurs administrations permet une nouvelle approche du soutien public à la recherche industrielle.

Tous mes interlocuteurs industriels et scientifiques me disent qu'une part de plus en plus large de leur emploi du temps, hier occupé par des contacts avec les Américains, est aujourd'hui consacrée à des échanges fructueux avec leurs partenaires européens. Cette évolution est à mettre au crédit d'Eurêka et des programmes de recherche communautaires.

IL n'est cependant pas évident pour autant que la partie soit aujourd'hui tout à fait gagnée. Certains secteurs industriels sont encore insuffisamment impliqués dans la coopération européenne (et je pense ici, par exemple, à l'industrie ferroviaire) ; d'autres, et je dois citer ici le secteur des composants électroniques, doivent revoir fortement à la baisse leurs projets du fait des difficultés financières de l'un des participants ; enfin les administrations elles-mêmes doivent encore améliorer leur coordination internationale pour que les interventions publiques des différents Etats sur un même projet soient cohérentes les unes avec les autres.

Ce n'est qu'en continuant notre mobilisation autour d'Eurêka, conformément aux décisions prises par le gouvernement en janvier 1990, que nous pourrons gagner ce double pari et voir les produits et procédés issus des projets Eurêka s'imposer sur le marché mondial.

Ceci me conduit à revenir sur le cas des composants électroniques : pour reprendre pied sur ce marché, largement dominé par les Japonais, les principaux industriels européens se sont associés au sein du projet JESSI pour acquérir les technologies. Comme tous les Européens, j'ai ressenti un très profond regret du retrait partiel de Philips de ce projet. Cependant, je veux voir dans le maintien, par ses partenaires industriels et la Commission des Communautés européennes, de l'essentiel de ce programme, ainsi que dans le prolongement de l'effort sur la télévision haute définition, des signes de la mobilisation des entreprises européennes et des raisons d'être optimiste.

* Ministre de la recherche et de la technologie.

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO :

- La participation de la France, par *Michel Aubert.*
- Les technologies de la vie quotidienne, par *André-Yves Portnoff.*
- Vers l'usine du futur, par *Marc Ferretti.*
- Quel rôle pour les PME et les laboratoires ?, par *Antoine Bonduelle.*
- Normalisation et innovation, par *Antoine Thiard.*

Déjà quatre cents projets

Par HENRI GUILLAUME *

LE programme Eurêka regroupe aujourd'hui quelque 400 projets qui, tous, résultent d'une initiative industrielle et dont certains arrivent maintenant sur le marché. Côté français, ce ne sont pas moins de 375 entreprises et centres de recherche qui, avec des partenaires étrangers, ont monté 157 projets de coopération technologique.

Il faut maintenant gérer ce succès et le prolonger. C'est pourquoi, à la veille du cinquième anniversaire de ce programme, trois axes prioritaires ont été définis par le gouvernement de M. Michel Rocard en janvier 1990. D'abord favoriser l'émergence de nouveaux projets dans des secteurs industriels de grande production, indispensables à la compétitivité de l'Europe sur le marché mondial. Sept thèmes stratégiques ont ainsi été identifiés en France : construction-bâtiment-travaux publics ; automobile ; ferroviaire ; pharmacie et biotechnologie ; télécommunications ; agroalimentaire ; environnement. En découle une politique active d'information et de sensibilisation menée par le secrétariat français d'Eurêka auprès des initiateurs potentiels de projets. Il faudra attendre 1991 pour en mesurer l'impact et on peut espérer que ces initiatives, qui ont suscité l'intérêt de plusieurs partenaires de la France (Royaume-Uni, Pays-Bas, Espagne...) aboutiront rapidement à des actions conjointes fructueuses.

Le deuxième objectif est de renforcer la participation des petites et moyennes entreprises (PME), qui n'interviennent, en tant que partenaires, que sur 30 % des projets français. De toute évidence, le coût élevé en temps et en hommes lié à la préparation de tels projets fait reculer nombre d'entre elles. La synergie entre Eurêka et l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), concrétisée notamment par la mise en place d'une « Aide au partenariat technologique européen », devrait permettre de surmonter cet obstacle. Dix-sept aides de ce type ont déjà été accordées par l'ANVAR. Elles représentent, pour les industriels, un soutien financier significatif (jusqu'à un million de francs) pour la recherche de partenaires européens et le montage des projets.

Mais le financement n'est qu'une pièce d'un dispositif plus vaste, qui repose sur les vingt-quatre délégations régionales de l'ANVAR. Relais d'information privilégié, elles garantissent une véritable promotion d'Eurêka sur tout le territoire. De plus, le solide ancrage régional de l'ANVAR va favoriser un équilibre des projets à tous les niveaux : géographique, sectoriel, taille d'entreprise... Cette volonté d'accentuer la participation des PME à Eurêka rejoint celle d'autres pays tels que la Finlande, les Pays-Bas et la Suède. On peut souhaiter qu'une action de concertation européenne soit donc lancée rapidement.

Le troisième axe prioritaire résulte du succès même du programme : le nombre croissant des projets, la nécessité d'agir vite et bien ont conduit à améliorer et à simplifier le fonctionnement d'Eurêka en France. C'est ainsi que les décisions de « labellisation » et de financement public sont désormais arrêtées simultanément et communiquées aux industriels aussitôt que le projet reçoit le label Eurêka au niveau européen, ce qui permet de leur offrir les garanties qu'ils attendent. Ces améliorations s'appuient sur le renforcement de la phase préalable d'évaluation. De plus, pour s'assurer du bon déroulement du projet, un comité de suivi réunit les partenaires à la fin de chaque phase d'avancement, et cela, tant au niveau français qu'européen.

Il ne fait aucun doute que la croissance d'Eurêka passera demain par la synchronisation des financements publics propres à chaque pays membre car des disparités trop importantes peuvent retarder le déroulement d'un projet et gêner sa réussite commerciale.

L'année 1990 a été celle du rapprochement avec les pays de l'Est européen. La conférence ministérielle de Rome, en juin dernier, a décidé qu'Eurêka aurait un rôle actif à jouer dans ce sens. Les responsables français d'Eurêka, feront de leur mieux pour favoriser les coopérations avec les entreprises et les laboratoires d'Europe centrale et orientale.

* Secrétaire général du comité interministériel Eurêka.

Un impératif : défendre l'environnement

Par ANTOINE BONDUELLE *

MALGRÉ les réticences françaises des premiers temps, l'environnement est devenu en trois ans une dimension majeure d'Eurêka. De manière significative, il concerne trente-sept des quatre-vingt-onze projets adoptés en juin dernier à Rome par la conférence ministérielle. Ce thème, non prévu dans le traité de Rome mais figurant dans l'Acte unique, s'est imposé comme l'un des fédérateurs de l'Europe, et même au-delà : la pollution ne reconnaît pas les frontières.

Stations d'épuration du futur, capteurs électroniques intégrés de mesure de gaz en traces, cartographie marine, développement de régulateurs naturels des insectes, recyclage des matériaux automobiles, protection des mégalithes, substitution des solvants de nettoyage ou des mousses de lutte contre l'incendie : l'environnement est le dénominateur commun d'un foisonnement de projets lancés soit par des industriels inquiets face à des normes nouvelles ou à des critiques du public, soit par des entreprises spécialisées dans la dépollution, soit encore par des réseaux internationaux de scientifiques.

L'environnement fait l'objet de projets dits « parapluie » car ils se divisent en de multiples sous-projets. Parmi eux, Eurotrac vise à mesurer et à modéliser la pollution atmosphérique ; Euromar à mesurer les pollutions marines ; Eurocare, à sauvegarder le patrimoine architectural. Le dernier venu,


J.-P. CHASSEAU - ONF

FORÊT D'ÉRABLES SYCOMORES

Euroenviron, consiste à mettre au point des procédés industriels respectueux du milieu naturel.

Au départ d'Eurotrac, en 1986, certains officiels ne voulaient pas de ce projet, jugé trop académique et pas assez industriel... Aujourd'hui, dix-sept pays en font partie, et c'est celui qui comprend le plus grand nombre d'équipes de l'Est, avec la seule équipe soviétique – un institut de Leningrad – impliquée dans Eurêka. Une coordination des mesures est en effet essentielle pour connaître le comportement des polluants secondaires comme l'ozone troposphérique, gaz dont la présence est liée à la fois aux conditions météorologiques et aux pointes d'émission par les industries ou les automobiles. Des mesures simultanées, prises dans toute l'Europe et transmises à Utrecht, aux Pays-Bas, permettront de mettre au point un modèle de comportement du polluant.

« Nous avions déjà une coopération bilatérale avec les équipes allemandes sur la physiologie des ligneux, suite à la conférence Silva, qui se transforme en programme Eurosilva (EU447) », explique M. Guy Landmann, de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Selon ce responsable du programme français de recherche sur les dépérissements forestiers, l'entrée dans Eurêka permet de trouver un cadre juridique et des moyens financiers accrus pour dépasser le simple échange de données et de chercheurs. L'objectif est à la fois de comprendre les dépérissements forestiers, d'étudier les maladies et les stress des arbres, mais aussi de diminuer le déficit de la filière bois en Europe.

L'environnement est une discipline – ou plutôt un croisement de disciplines – où les équipes de recherche, même fondamentale, sont de plus en plus sollicitées par les gouvernements ou les opinions publiques pour évaluer l'impact d'une pollution, pour la mesurer ou pour proposer des solutions techniques. Eurêka, en multipliant les contacts entre industriels et chercheurs, répond bien à cette demande. Trois sous-projets d'Eurotrac – Jetlag, Teslas et Topas – concernent l'utilisation de lasers et de spectromètres d'absorption pour la mesure des pollutions. Ces appareils, notamment le Lidar à lasers, permettent déjà, à l'échelle du laboratoire, de dresser une carte en deux ou trois dimensions des polluants en traces.

* Ingénieur, journaliste.

(Lire la suite page 27.)



Un impératif : défendre l'environnement

(Suite de la page 25.)

Grâce à eux, on pourra mesurer des quantités infimes à des kilomètres de distance, au besoin en passant par-dessus une clôture ou une frontière. Leur industrialisation, déjà très avancée, permettra d'identifier avec certitude les origines des pollutions de l'air.

Un autre projet, pour la mesure en continu des gaz toxiques à la sortie d'une cheminée d'usine, vise à utiliser des acquis de la production en série des composants électroniques. Ce projet de capteur polyvalent associe depuis quatre ans le belge Engicom, le finlandais Kemira et les centres de recherche en microélectronique des universités de Louvain (Belgique) et de Oulu (Finlande). Prévu pour être mis sur le marché en 1992, le nouvel appareil mesurera notamment le monoxyde de carbone, le dioxyde de soufre, le chlore et les oxydes d'azote. De tels équipements rendront possible la mise en application de réglementations ou de normes qui restent encore trop souvent lettre morte.

La pollution marine, elle, impose l'embarquement d'équipements de recherche à bord de navires, notamment en cas de crise ou de catastrophe. Le projet Euromar-Moses, auquel coopèrent Allemands, Finlandais et Italiens, consiste à réaliser un laboratoire mobile normalisé résistant aux nombreuses contraintes marines.

L'adduction et l'épuration des eaux

Dans le domaine de l'environnement, les programmes industriels peuvent être classés comme offensifs ou défensifs. Les premiers viennent des entreprises de la dépollution ou des éco-industries, en fort développement. Les autres sont lancés par des industries traditionnelles qui se sentent menacées par de nouvelles normes ou par les opinions publiques, et qui anticipent les changements de technologies.

Les stations futures d'adduction et d'épuration des eaux urbaines sont exemplaires des projets « offensifs ». Le français Lyonnaise des eaux travaille avec le danois De Danske Sukkerfabrikker et le canadien Zenon Environmental Inc. à une usine de production d'eau potable sans additifs chimiques, basée sur la technologie des membranes. L'autre géant français de l'eau, la Générale des eaux, aligne les moyens de sa filiale OTV et de son centre Anjou Recherche pour l'intégration en ville d'une station d'épuration avancée, sans bruit ni odeur. Composante du projet-parapluie Euroenviron et intitulé Simbiose, ce projet est réalisé avec l'électronicien danois Danfoss. Les industriels nordiques ont aussi lancé Hypro, station d'épuration de l'eau bon marché, qui associe laboratoires et firmes de Norvège, de Suède et du Danemark.

Une des conditions du succès d'un produit

Parmi les projets « défensifs », on peut citer la recherche sur le moteur Diesel propre, lancée par l'italien Iveco pour faire face aux nouvelles exigences communautaires, ou le recyclage des plastiques automobiles, qui pourrait être prochainement exigé des constructeurs européens.

De plus en plus, la dimension écologique devient une des conditions du succès d'un produit ou d'un procédé. Dans la plupart des branches industrielles, les entreprises qui poussent leur réflexion au-delà de leur horizon immédiat intègrent cette dimension soit pour gagner un avantage sur leurs concurrents, soit simplement pour survivre face aux réglementations, aux opinions publiques ou aux exigences des consommateurs. *« Peu d'entreprises de travaux publics se lancent dans des programmes de recherche de trois ans, dont les retombées éventuelles n'arriveront que dans cinq ans »*, regrette M. Gilbert Raynaud, directeur technique de l'entreprise Malet à Toulouse. Cette PME de travaux routiers est devenue, en juin dernier, chef de file du projet Hardroad (EU220) de traitement des sols. L'idée, issue du laboratoire italien Techniche Industriali d'Udine, a été répercutée chez Malet par le Laboratoire central des ponts et chaussées de Paris, lui-même devenu partenaire du projet. *« Il s'agit de rendre utilisables les matériaux rencontrés localement par des traitements chimiques appelés « diagénèse »*, explique M. Raynaud. *Le procédé évitera notamment l'injection des sols par des bétons et l'interférence avec les nappes d'eaux superficielles. »*

ANTOINE BONDUELLE.

Le dispositif français

● **Le secrétaire général du comité interministériel Eurêka**, nommé en conseil des ministres (Henri Guillaume). Il assure, sous l'autorité du comité, la responsabilité d'ensemble de la partie française d'Eurêka. Il prend notamment les décisions relatives au soutien et au financement public des projets, en accord avec les administrations concernées.

● **Le coordinateur national** (Michel Aubert), nommé par le premier ministre ou par le ministre de la recherche et de la technologie, sur proposition du secrétaire général. Il assiste le secrétaire général et a la responsabilité particulière de l'animation, de l'émergence et du suivi des projets Eurêka.

● **Un secrétariat français d'Eurêka** rattaché au comité. Il est placé sous l'autorité du secrétaire général et animé par le coordinateur national. (43, rue Caumartin, 75436 Paris Cedex 09. Tél. : 40-17-83-00. Fax : 40-17-83-60)

L'essor de la biologie moléculaire

Par AKÉLA SARI *

LES spécialistes sont unanimes : la médecine de demain n'aura probablement rien à voir avec celle d'aujourd'hui (1). Fer de lance de ce bouleversement : la biologie moléculaire, qui connaît un essor spectaculaire. La thérapie génétique est sur le point de démarrer en grandeur nature aux Etats-Unis ; la découverte récente des oncogènes a donné une nouvelle impulsion à la lutte contre le cancer ; il ne se passe pas de semaine sans qu'un nouveau gène soit localisé... Les exemples abondent de cette révolution en marche.

Est-ce cet esprit qui a guidé les responsables d'Eurêka dans le choix des thèmes sur la santé ? Ils ont en tout cas tenu à accoler l'étiquette « biotechnologie » aux trente-cinq projets en cours dans ce domaine, auxquels ils ont attribué une enveloppe supérieure à 2 milliards de francs, dont 44 % sont pris en charge par la France. Au programme : thérapeutique, immunologie et aide au diagnostic.

Automatisation

C'est ainsi que le projet franco-britannique LABIMAP (Laboratoire pour la biologie moléculaire automatique et programmable) a reçu le label Eurêka à Copenhague en juin 1988. Son coût : près de 500 millions de francs. Durée prévue : quatre ans. Ce projet, qui associe le français Bertin et l'anglais Amersham International, bénéficie de compétences scientifiques de premier plan. Ce sont, en effet, les équipes du Centre d'études du polymorphisme humain (CEPH) à Paris et de l'Imperial Cancer Research Fund (ICRF) à Londres qui ont été chargées d'imaginer une série d'automates capables de réaliser des opérations de génie biomoléculaire, notamment l'extraction et le séquençage d'ADN. *« L'automatisation de ces procédures de laboratoire, longues et laborieuses, permettra d'aller dix à cent fois plus vite et de fiabiliser les résultats »*, affirme M. Jean Hache, directeur scientifique de Bertin. Dix automates devraient être commercialisés en joint-venture, par séries de trois, entre fin 1991 et fin 1993. La PME française, qui est également engagée dans d'autres projets Eurêka, affiche un bel optimisme. *« Nous suivrons le développement des produits jusqu'au bout »*, dit M. Hache. Résultat : Bertin va amorcer un nouveau virage en créant des filiales et, d'ici à la fin de l'année, doit devenir Bertin & Co.

Les laboratoires Chauvin, numéro un français de l'ophtalmologie, ont aussi misé sur Eurêka. Pour leur président-directeur général, M. Bernard Chauvin, il s'agit d'*« augmenter les chances d'affronter la dimension du marché européen »*. Le partenariat entre Chauvin et les laboratoires espagnols Estève a reçu le label Eurêka à Rome en juin dernier. Objectif : développer des molécules qui serviront à la lutte contre le vieillissement. Les médicaments qui en découleront, d'ici une dizaine d'années, permettront à chacun d'y trouver son compte. Les Français se placeront, selon leur vocation, sur les maladies du vieillissement de l'œil : glaucome et cataracte. Les Espagnols tenteront de trouver des débouchés du côté des cancers et des maladies inflammatoires.

Le projet franco-allemand de vaccin anti-paludéen devrait, s'il aboutit, avoir un impact mondial considérable. Le paludisme frappe, en effet, quelque cent millions de personnes par an et en tue un à deux millions, principalement des enfants. 180 millions de francs ont été débloqués en 1987 par Eurêka pour soutenir le programme sur le paludisme conduit par l'Institut Pasteur depuis 1978. Pour M. Marc Girard, sous-directeur et chargé du développement des applications de la recherche à l'Institut Pasteur, *« ce projet est tout à fait original pour Eurêka, car, à l'époque de son acceptation, il était très en amont du développement »*. L'allemand Behring Werke et Pasteur-Mérieux sérums et vaccins en sont désormais les acteurs industriels, et une cinquantaine de chercheurs à travers le monde sont engagés dans ce formidable pari.

Une dizaine de candidats-vaccins sont à l'étude mais des difficultés subsistent encore. M. Luiz Pereira da Silva, directeur de recherche au CNRS et responsable du projet à l'Institut Pasteur, est cependant confiant : *« C'est un problème scientifique extrêmement complexe, et l'étape de développement n'est pas encore atteinte. Mais, sans la participation industrielle, mon laboratoire ne peut rien. »* Un avis que nombre de scientifiques ne contrediront pas.

De gros moyens

La recherche médicale exige désormais des compétences tous azimuts – de la chimie à l'informatique, en passant par le génie génétique – et... de gros moyens financiers. Une formidable compétition internationale s'est engagée. L'Europe saura-t-elle se donner les moyens de faire face au Japon, dont le développement repose sur de grandes firmes, et aux Etats-Unis, qui soutiennent à fond de nombreuses sociétés, tout en injectant des sommes considérables dans la recherche fondamentale ? La solution passe évidemment par un renforcement des coopérations européennes. Notamment entre la recherche universitaire et le monde industriel. Les « grands » de la pharmacie, qui figurent parmi les leaders mondiaux, mais qui s'illustrent par leur quasi-absence des projets européens, sauront-ils prendre en compte cette réalité ?

* Journaliste à *Science et technologie*.

(1) Voir *Science et technologie* n° 17, juillet-août 1989, entièrement consacré à la médecine prédictive.

MENACES DE FRACTURES SOCIALES

L'école en quête de projet

AU cœur de la vie sociale menacée de fractures : l'école. S'y retrouvent toutes les contradictions actuelles et bien des germes de l'avenir. C'est en son sein que l'on intègre ou que l'on exclut. Sa crise est reconnue, décrite à l'envi. Y remédier passe par l'invention d'un projet de société. A une époque où il est de bon ton de n'en point définir, au nom d'une liberté qui rime avec cécité.

Par GÉRARD COURTOIS



« LE TROU DE MÉMOIRE » (vers 1910)
La catastrophe pour demain, faute d'un rapide sursaut

ROGER-VIOLLET

En France, les rentrées scolaires ne sont plus ce qu'elles étaient. Il y aura eu, bien sûr, depuis le 10 septembre, mille et un petits accrocs, des écoles sans instituteurs et des professeurs sans poste, des parents excédés, des enseignants désabusés, des grognes locales. Ajustements inévitables dans cette gigantesque machine bureaucratique qu'est l'éducation nationale, chargée de *mettre face à face, au jour J*, 13 millions d'élèves et plus de 1 million d'enseignants et de personnels administratifs.

Mais aucun de ces gros abcès de fixation qui *animaient* traditionnellement les rentrées. Pas davantage de ces vastes projets de réforme destinés à remodeler le paysage éducatif et qui ont si longtemps mobilisé les ardeurs militantes ou contestataires. Comme si, après tant de tempêtes depuis trente ans, le débat sur l'école était enfin pacifié, dédramatisé. *« Le sentiment prévaut que l'ère des grands projets réformateurs est close et qu'elle doit laisser la place à une politique plus modeste, plus « pragmatique », dont le but consiste à « adapter » le système à une demande de plus en plus complexe, et non à en faire le lieu et le moyen privilégié de la transformation sociale »*, notent ainsi Philippe Raynaud et Paul Thibaud dans un livre récent, au titre révélateur, *la Fin de l'école républicaine* (1). Bref, le « système éducatif » a remplacé l'« Ecole » et la technocratie prudente a pris le pas sur l'idéologie flamboyante.

C'est l'aveu d'un échec. D'autant plus désarmant qu'il n'est pas propre à la France mais, au contraire, commun à la plupart des pays, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Le premier constat est en effet celui de l'impuissance démocratique. Sans remonter à Jules Ferry, cela a été la formidable ambition de l'après-guerre que d'ouvrir au plus grand nombre les portes de l'école et du savoir. Dès 1945-1947 avec le plan Langevin-Wallon en France ou le *G.I's Bill* aux Etats-Unis. Puis au tournant des années 60, avec l'allongement à seize ans de la scolarité obligatoire en France ou les législations démocrates américaines. Sans parler des pays fraîchement décolonisés qui, à l'origine au moins, ont investi dans la formation des jeunes bien des espoirs d'émancipation.

Trois décennies plus tard, le bilan est cruel. L'UNESCO vient à nouveau, au début de septembre, lors de sa conférence annuelle sur l'éducation, de dresser l'état des lieux, catastrophique dans les pays pauvres : plus de 100 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école, près de 1 milliard d'adultes analphabètes et des budgets d'éducation rognés, réduits par la dette *(lire, page 24, l'article de Carlos Gabetta)*.

Si elle n'a évidemment pas ce caractère dramatique, la situation dans les pays industrialisés est loin d'être glorieuse. Dans les pays scandinaves, où la volonté égalitaire était pourtant la plus affirmée, l'école continue à jouer le jeu de la reproduction sociale. Aux Etats-Unis, particulièrement après les huit années de reaganisme *(voir le reportage de Pierre Dommergues, pages 12 et 13)*, les interrogations sont de plus en plus vives, comme en témoignait récemment le *Washington Post* : *« La perspective peut-être la plus troublante est que l'université, loin de combler le fossé entre classes sociales, pourrait bien au contraire le creuser davantage, assignant à chaque étudiant une place dans la hiérarchie des établissements dont dépendra ensuite sa place dans la société* (2). »

En France, la cause est entendue. Comme ailleurs, l'allongement de la scolarité obligatoire a entraîné un gonflement spectaculaire des effectifs dans le secondaire et, plus récemment, dans les lycées. Mais sans permettre le moins du monde aux enfants des couches sociales défavorisées de rattraper leur retard. *« Tout s'est passé comme si l'école, en se généralisant, avait sélectionné certains savoirs et certaines attitudes et avait contribué à organiser une distribution des mérites sociaux selon une échelle étonnamment réductrice, en assurant de ce fait un recrutement de l'élite scolaire au sein de l'élite sociale »*, souligne Jacques Lesourne, après d'autres, dans son rapport sur l'avenir de l'éducation (3).

S'interroger sur la nature du savoir enseigné

MAIS cela n'explique pas, seul, la *contestation générale à l'égard* de l'école. L'échec scolaire y a aussi largement contribué. En France, bien sûr, où plus de 100 000 jeunes (un sur huit) quittent chaque année le système *sans diplôme ni qualification*. Mais dans la plupart des pays comparables, on se heurte également à un seuil apparemment incompressible de l'ordre de 20 % d'échecs, de redoublements ou d'abandons. Ces taux d'échec ont fini par remettre en cause pédagogie trop rigide et programmes trop chargés. Ils conduisent à s'interroger sur la nature des savoirs enseignés et sur la qualité de l'enseignement. Ils suscitent enfin un doute grandissant sur la capacité des sociétés modernes à assumer le coût humain, mais aussi économique, d'un tel gâchis : le Conseil économique et social a évalué à quelque 200 milliards de francs (presque autant que le budget de l'éducation) le coût de l'échec scolaire en France. Aux Etats-Unis, on évoque le chiffre de 200 milliards de dollars...

Enfin la morosité est encore aiguisée *par la dégradation de la condition* enseignante. Malgré l'élévation constante des niveaux académiques de formation, la profession a perdu beaucoup de son autorité et de son prestige social, comme en témoigne la crise des vocations qu'elle subit depuis de longues années dans la plupart des pays industrialisés. Le gonflement des effectifs d'enseignants (200 000 en 1960, près de 700 000 en 1990 en France) a peu à peu érodé leur position d'élite intellectuelle. L'émergence de nouvelles professions, en particulier dans le *secteur tertiaire*, a sévèrement concurrencé puis dévalorisé le statut économique et social des professeurs. Les mutations de la société, de la famille ou des moyens de communication ont enfin limité le magistère des enseignants.

Inaccessible démocratisation, incertitudes pédagogiques et crise d'identité des enseignants : tout a contribué à ébranler les certitudes, à miner la logique même qui présidait au développement des systèmes éducatifs. Au-delà de ces constats amers, les doutes qui assaillent l'école et l'université, comme *le profil bas adopté par la plupart des* acteurs, résultent aussi des défis qui les attendent. On leur demande, en un mot de faire plus et mieux.

Après quinze ans de crise économique et un gonflement inquiétant du chômage des jeunes, après dix ans d'*aggiornamento* socialiste, les priorités ont changé. C'est, aujourd'hui, l'entreprise qui commande. L'école est sommée – par les familles en premier lieu – de sortir de son splendide isolement et de s'adapter à la nouvelle donne économique, technique et scientifique.

Sans doute ne peut-on pas établir de corrélation simple et mécanique entre la longueur des études, le développement des compétences et l'amélioration de la productivité. Mais le constat est général, comme le souligne l'OCDE : *« Le facteur humain prend une place de premier plan dans les moyens de production. Qu'on y voie le nécessaire complément de main-d'œuvre que requièrent les équipements technologiques avancés des initiatives manufacturières, ou la source même de la capacité de production dans les services en expansion, les qualifications et les compétences des travailleurs sont perçues aujourd'hui comme la condition déterminante de l'efficacité des entreprises et de l'économie* (4). » Bref, l'évolution des technologies, des moyens d'information, des modes d'organisation des entreprises et des structures productives des économies exige une formidable augmentation des qualifications des jeunes et de l'ensemble de la population active. En outre, au-delà même de l'unification européenne et des problèmes spécifiques qu'elle pose aux systèmes éducatifs des Douze, la normalisation de l'économie fait de la compétitivité éducative et scientifique un élément décisif du développement de chaque pays.

Le déficit est d'abord quantitatif. Ainsi un récent rapport américain évalue à 560 000 le nombre d'ingénieurs et de scientifiques qui manqueront à l'économie des Etats-Unis en 2010 (5). Et l'on connaît les insuffisances en France des formations d'ingénieurs, qui produisent environ 15 000 diplômés par an quand il en faudrait 25 000 au bas mot. Dans la plupart des pays d'Europe du Nord, l'on s'attend à une baisse *spectaculaire du nombre des étudiants* : d'ici à l'an 2000, le nombre des étudiants allemands passera de 1,4 million actuellement à moins de 900 000 ; aux Pays-Bas, ils ne seront plus que 128 000 contre 170 000 en 1986 ; au Royaume-Uni, la sélection-couperet à l'*entrée dans* l'*enseignement supérieur* rend le problème plus aigu encore.

Par rapport à ces perspectives, la situation française paraît atypique. Partagé par la plupart des responsables politiques et désormais inscrit dans la loi d'orientation de 1989, l'objectif de conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat (contre 50 % à la rentrée 1990) va entraîner un gonflement très important des effectifs dans les lycées (+ 300 000 élèves) et dans l'enseignement supérieur (de l'ordre de 400 000 étudiants supplémentaires en six ans).

Cette croissance à marche forcée fait d'autant mieux ressortir les enjeux qualitatifs du nécessaire effort de formation. En dépit des différences de culture et d'histoire, les principaux systèmes éducatifs ont répondu aux besoins de sociétés industrielles cohérentes, pyramidales et peu flexibles. Cette adéquation a été particulièrement nette en France et au Japon. Tout *le problème aujourd'hui est d'adapter* l'éducation à des sociétés où les demandes de formation sont de plus en plus fortes et diversifiées et où les savoirs se renouvellent à un rythme beaucoup plus rapide. Comme le souligne Jacques Lesourne, conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat *« tournera à la catastrophe si les jeunes sont insérés dans un système qui n'est pas préparé à les recevoir »*, qui ne valorise pas un éventail plus large d'aptitudes et qui ne s'adapte pas à un public de moins en moins homogène.

Au-delà de réformes de contenu d'autant plus délicates qu'elles heurtent nécessairement les corporatismes disciplinaires, au-delà de changements pédagogiques qui bousculent des enseignants le plus souvent inquiets et désabusés, cette mutation peut être ramenée à une interrogation majeure : comment élever le niveau général de qualification tout en favorisant des pôles d'excellence indispensables dans la compétition scientifique et technologique mondiale ? Comment ouvrir plus largement l'accès au savoir tout en préservant la sélection des élites ?

Crise de recrutement et moyens financiers

IL y faut à l'évidence des moyens. *Humains*, d'abord, et c'est tout le problème de la crise de recrutement des enseignants : pour remplacer les départs à la retraite et accueillir davantage de lycéens et d'étudiants, la France aura besoin de plus de 300 000 enseignants dans les dix ans à venir. Redoutable perspective quand on sait que les concours de recrutement ne font pas le plein, faute de candidats ! Moyens matériels, ensuite. L'exemple des universités françaises est, à cet égard, symptomatique : après vingt ans de laisser-aller, elles explosent dans de vieux murs. Moyens financiers, enfin. Mais l'Etat pourra-t-il, seul, faire face à ces besoins nouveaux ? Ne sera-t-il *pas tenté de se décharger, plus encore* qu'actuellement, d'une partie du fardeau sur les collectivités locales ou les entreprises, au risque – sans volonté clairement affichée et sans concertation rigoureuse – d'accentuer les disparités régionales et de réduire les formations à leur dimension professionnelle et utilitaire ?

Mais les moyens ne sont pas tout, et c'est sans doute le défi majeur auquel est confrontée l'école aujourd'hui. La commission éducation du Xᵉ Plan pose franchement le problème : *« Le risque d'exclusion est plus grave dans la société d'aujourd'hui et de demain qu'il ne l'était dans le passé. »* C'est pourquoi, si elle souscrit à l'objectif ambitieux d'élévation des niveaux de qualification, elle souligne qu'une telle politique *« ne saurait viser à répondre uniquement aux besoins de l'économie »* et devrait s'appuyer sur *« une vue globale de l'éducation et de la formation, dans leurs finalités économiques mais aussi sociales, civiques et culturelles* (6). » Même écho du côté de l'OCDE : *« Si le rapport entre la croissance économique et le progrès social ne peut être maintenu, le consensus social, si nécessaire à une adaptation sans heurts à l'évolution de la situation économique, sera menacé* (7). »

Ces risques de fractures sont d'autant plus sensibles que la forte demande sociale d'éducation s'inscrit, désormais, bien davantage dans des stratégies individuelles ou familiales anti-chômage que dans un projet collectif de transformation sociale. Et le diagnostic pourrait, sans grand risque, être élargi aux rapports de forces planétaires et à l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres. Ici et là, plus que jamais, l'école a besoin de retrouver un projet de société.

(1) Philippe Raynaud et Paul Thibaud, *la Fin de l'école républicaine*, Calmann-Lévy, Paris, 1990.

(2) *Washington Post*, 5 mars 1989.

(3) Jacques Lesourne, *Education et société demain*, La Découverte, Paris, 1988.

(4) *L'Education et l'Economie dans une société en mutation*, OCDE, Paris, 1988.

(5) Task Force on Women and Minorities, *Changing America : the New Face of Science and Engineering*, Government Printing Office, Washington, 1988.

(6) *Xᵉ Plan 1989-1992*, La Documentation française, Paris, 1989.

(7) OCDE, *ibid.*

Calendrier des fêtes nationales

1ᵉʳ-31 octobre

1ᵉʳ CHINE	Procl. de la Rép. pop.
1ᵉʳ NIGÉRIA	Fête de l'indépendance
1ᵉʳ CHYPRE	Fête nationale
3 RÉP. DE CORÉE	Fête nationale
3 RFA	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
9 OUGANDA	Fête nationale
12 ESPAGNE	Fête nationale
21 SOMALIE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26 AUTRICHE	Fête nationale
29 TURQUIE	Procl. de la Rép.

« LA GAUCHE EST MORTE. VIVE LA GAUCHE ! », de Max Gallo

Un appel à la rupture

Par BERNARD CASSEN

L'« ÉLITE ROSE » de la France, celle qui a acquis la fameuse « culture de gouvernement », va sans aucun doute prendre ce livre (1) pour un brûlot. Mais, si on interrogeait le « peuple de gauche » – celui qui a cru beaucoup à 1981 et beaucoup moins à 1988, – ne s'identifierait-il pas majoritairement à Max Gallo lorsqu'il écrit : *« Je ne me reconnais plus, je ne reconnais ni notre France, ni la France, ni la gauche, ni la République, dans bien des mesures qui sont prises aujourd'hui par ceux qui, en apparence, sont de mon bord. »* Un réquisitoire talentueux contre la dérive libérale, européiste et communicante qui a transformé la gauche de gouvernement en simple composante de la classe politique, voire de la classe dirigeante tout court, et qui, selon Max Gallo, a fait le lit de M. Le Pen.

Restera-t-il longtemps suffisamment de militants et d'électeurs pour maintenir au pouvoir ceux que Gallo appelle les *« gouvernementaux »* et qui, cyniquement, spéculent sur le rejet de l'extrême droite plutôt que sur une identification positive, afin de gagner (ou de ne pas perdre) les élections, tant il est vrai qu'à leurs yeux le Parti socialiste est *« un excellent parti de second tour »* ? Si les citoyens, érigés en jury populaire au prochain scrutin, devaient dire adieu à ces *« gouvernementaux »*, qui porterait vraiment le deuil ? C'est cependant parce qu'il refuse que *« leur condamnation ou leur rejet, s'ils interviennent, soient aussi pour longtemps ceux de la gauche et de la République »* que l'auteur, tout membre du comité directeur du Parti socialiste qu'il soit, appelle à la rupture. La rupture avec les complaisances, avec le silence, avec une unité factice. Quitte à ce qu'une véritable gauche d'opposition et de proposition se constitue au sein du PS *et* en dehors de lui.

Beaucoup de lecteurs jugeront que le temps est effectivement arrivé de la reconstruction, *pratiquement* à partir de zéro, d'une pensée et surtout d'une pratique politique de « gauche ». Et Max Gallo est, cette fois, allé trop loin pour laisser sur leur faim tous ceux qui pensent comme lui...

(1) Max Gallo, *La gauche est morte, vive la gauche !*, Odile Jacob, Paris, 1990, 234 pages, 98 F.

« LES ORIGINES DE LA PERESTROIKA », de Marc Ferro

Le fruit de mutations sociales

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

MARC FERRO est de ceux qui savent que la perestroïka de M. Gorbatchev plonge ses racines dans des mutations sociales largement ignorées en Occident. On ne s'en étonnera pas, de la part d'un fin connaisseur de l'histoire soviétique (1). Marc Ferro est, on le sait, l'auteur de travaux déjà classiques sur la Révolution russe (2). Il s'est particulièrement distingué dans l'étude de documents filmés qui ont permis de rectifier un certain nombre d'idées reçues. Le cinéma et la télévision occupent donc une place importante dans son approche de la période récente.

A l'heure où, à Moscou, les révisions de l'histoire vont un train d'enfer *(lire, page 8, l'article de Jean-Jacques Marie)*, réhabilitant le régime tsariste et les « libéraux » de l'an 17, il n'est pas inutile non plus de (re)lire Ferro (3). L'auteur porte un jugement très sévère quant aux responsabilités de Lénine dans l'instauration délibérée de la dictature du parti unique. Mais il restitue le contexte d'une révolution où *« le nouveau régime n'en réalisait pas moins les aspirations du plus grand nombre*, notamment à la campagne, où *« il officialisait et légitimait la saisie des terres par les paysans »*. Le lien grâce auquel le pouvoir soviétique gagna la guerre civile ne sera rompu que par la collectivisation stalinienne, après 1928. Rupture qui coïncide avec le passage accompli *« d'une société à parti unique, à une société où ce parti est devenu l'unique institution dirigeante »*. S'y ajoute, plus tard, un troisième trait spécifique du régime : la *« plébéianisation »* du pouvoir. La fonction sociale des purges staliniennes *« fut d'aider à la promotion massive »* des apparatchiks d'origine prolétarienne et, surtout, rurale. Ce phénomène, lié aux grandes migrations, correspond à celui de la *« ruralisation des villes »* décrit par Moshe Lewin (4).

Aux origines de la perestroïka, selon Ferro, on trouve le *« retournement »* : le pouvoir du parti unique est entamé par les *« aires d'autonomie »* (littérature, cinéma, télévision, autoadministrations localisées), de sorte que le système devient *« poreux »*. D'autre part, le *« trop-plein de démocratie bureaucratique »*, où les centres de décision se multiplient et se contredisent, aboutit à la paralysie : le pays devient *« ingouvernable »*. Enfin, le pouvoir *« plébéien »* fait place à un appareil de plus en plus intellectualisé.

Selon Ferro, il y a en URSS *« montée en puissance d'une bureaucratie des nationalités »*, qui lutte pour *« acquérir du centre des crédits, des postes, des réalisations »*. Parallèlement s'affirme un *« nationalisme défensif »* des Russes se sentant menacés par cette poussée asiatique, ou encore des Arméniens effrayés par la démographie, et, plus récemment, par les violences des Azéris. Selon Ferro, M. Gorbatchev n'a guère compris ces problèmes. L'*« autogouvernement »* qui s'installe dans les républiques musulmanes constitue *« le front de résistance le plus homogène au projet de démocratie ouverte et de modernité à l'occidentale qu'incarne la politique de M. Gorbatchev »*. Marc Ferro voit, entre autres, se profiler le danger du *« rêve pan-turc »*. Au terme d'une réflexion sortant des sentiers battus, l'auteur montre sur quelles béances s'ouvre l'histoire immédiate. Il pose la question à laquelle M. Mikhaïl Gorbatchev et les réformateurs de Moscou se gardent de répondre pour l'instant : la « maison commune européenne » comprend-elle ou non les républiques soviétiques d'Asie ?

(1) Marc Ferro, *les Origines de la perestroïka*, Ramsay, Paris, 1990, 145 pages, 90 F.

(2) Marc Ferro, *la Révolution russe* (2 vol.), Aubier-Montaigne, Paris, 1967-1976.

(3) Marc Ferro, *Nicolas II*, Aubier-Montaigne, Paris, 1990.

(4) Moshe Lewin, *la Formation du système soviétique*, Gallimard, Paris, 1987.

Dans les revues...

■ **FUTURIBLES.** Une étude sur la recherche et développement comme indicateur des performances de l'économie, qui montre le déclin de la puissance américaine. Egalement au sommaire, un bilan de la gestion sociale du chômage. **(Nº 146, septembre, mensuel, 50 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)**

■ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** Monnaie et finance : les politiques des taux d'intérêt, le système financier français, les banques en URSS. **(Nº 2190, 12 septembre, hebdomadaire, 12 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** Comment développer le tourisme en URSS ? et le grand tournant de l'économie albanaise. **(Nº 351, juillet-août, dix numéros par an, 50 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ **LA NOUVELLE ALTERNATIVE.** A l'aide d'enquêtes dans les différents pays, un dossier sur la gauche en Europe centrale et orientale. **(Nº 19, septembre, mensuel, 60 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)**

■ **REVUE FRANÇAISE DE GESTION.** Un dossier sur les nouveaux modes de gestion dans les pays de l'Est, qui constituent aujourd'hui autant de laboratoires des conditions d'émergence de l'entreprise. **(Nº 79, juin-juillet-août, trimestriel, 90 F. – 2, avenue Hoche, 75008 Paris.)**

■ **REVUE D'ALLEMAGNE.** Riche dossier sur les stratégies industrielles en RFA comprenant plusieurs articles comparatifs avec la France. **(Nº 2, avril-juin, trimestriel, 90 F. – Centre d'études germaniques, 8, rue des Ecrivains, 67081 Strasbourg Cedex.)**

■ **BULLETIN DE LA FONDATION AUSCHWITZ.** Des réflexions sur la mémoire et l'histoire, sur le national-socialisme, les difficultés pour les survivants de transmettre le message **(Nº 24, avril-septembre, trimestriel, 4 numéros 600 FB. – 65, rue des Tanneurs, 1000 Bruxelles.)**

■ **LA BRÈCHE.** Dans ce périodique suisse, un grand thème : l'essor des relations entre la Suisse et la Turquie depuis 1980, date de l'avènement des militaires au pouvoir à Ankara : « une longue série de succès pour les industriels helvétiques ». **(Nº 457, 7 septembre, bimensuel, 3 FS. – 11, rue de La Borde, 1018 Lausanne, Suisse.)**

■ **DÉFENSE NATIONALE.** Des études sur la dissuasion nucléaire française et, aussi, sur la crise du Golfe. **(Octobre, mensuel, 45 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)**

■ **REVISTA DE DEFENSA.** Une analyse des caractéristiques de la flotille de guerre engagée par l'Espagne dans le conflit du Golfe. **(Nº 31, septembre, mensuel, 200 pesetas. – Paseo de la Castellana, 109, 28071 Madrid.)**

■ **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES.** Proche de M. Arafat, Walid Khalidi dressait, à la veille de la crise du Golfe, un bilan pessimiste des plans Shamir, Moubarak, Baker en vue d'un règlement au Proche-Orient. La « formule Baker » ne lui apparaissait pas comme un compromis juste... **(Nº 36, été, trimestriel, 65 F. – Les Editions de Minuit, Paris.)**

■ **TIKKUN.** Un entretien avec l'écrivain A.B. Yehoshua sur les juifs de la diaspora et Israël. **(Septembre-octobre, bimestriel, 5 dollars. – 5100 Leona St., Oakland, CA 94619-9968, Etats-Unis.)**

■ **POUR LA PALESTINE.** Un dossier sur le droit au retour des Palestiniens au moment où des centaines de milliers de juifs soviétiques arrivent. **(Nº 30, 1990, trimestriel, 20 F. – BP 184-04, 75160 Paris, Cedex 04.)**

■ **NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Robert I. Friedman, après une enquête en Cisjordanie, décrit les plans du Bloc de la foi pour mettre la main sur la totalité de Jérusalem. **(Vol. XXXVII, nº 15, 11 octobre 1990, 2,25 dollars. – 250 West 47 Street, New-York, NY 10107.)**

■ **PEUPLES MÉDITERRANÉENS.** Une livraison entièrement consacrée à l'orientalisme tel qu'il se manifeste – ou est perçu – aujourd'hui. **(Nº 50, janvier-mars – dernier paru, – trimestriel, 80 F. – Diffusion populaire, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)**

■ **OPTIONS MÉDITERRANÉENNES.** Sous la signature de Jean Le Coz, volumineuse étude sur le thème « Espaces méditerranéens et dynamiques agraires » où l'on voit les mutations et les difficultés de grandes zones de culture au nord et au sud de la Méditerranée. **(Série B, nº 2, 120 F. – CIHEAM, 11, rue Newton, 75116 Paris.)**

■ **LES CAHIERS DE RECHERCHE DU CREMMAP.** Un texte de Philippe Chalmin présentant « L'avenir du marché mondial du sucre et la problématique des relations sucrières CEE-ACP ». **(Nº 22, juillet. – Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris, Cedex 03.)**

■ **SILENCE.** L'avenir de l'agriculture biologique et son expérimentation au Burkina-Faso. **(Nº 137, septembre, mensuel, 14 F. – 4, rue Bodin, 69001 Lyon.)**

■ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** Une réflexion sur le programme d'ajustement au Niger et le poids du Nigéria. **(Nº 155, troisième trimestre, trimestriel, 43 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ **CONSTRUIRE ENSEMBLE.** Les villages africains, base du développement du continent. **(1990/3, bimestriel. – CESAO, 01 BP 305, Bobo-Dioulasso 01, Burkina-Faso.)**

■ **SUDESTASIE.** Plusieurs études sur « 200 millions de musulmans en Asie du Sud-Est » et une analyse de la situation en Birmanie, où la dictature ne veut pas mourir. **(Nº 64, bimestriel, 33 F. – 17, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)**

■ **NACLA.** Un important dossier sur Cuba et un portrait de Fidel Castro par Gabriel Garcia Marquez. **(Vol. XXIV, nº 2, août, mensuel, 4 dollars. – 475, Riverside Drive, Suite 454, New-York, NY 10115.)**

■ **NATIONS SOLIDAIRES.** Un article de l'économiste Humberto Campdonico sur le Pérou des « années de plomb ». **(Hors série nº 1, septembre. – Comité français contre la faim, 8, rue Dobropol, 75017 Paris.)**

■ **ESPACES LATINO-AMÉRICAINS.** Un dossier sur la Bolivie. **(Nº 70, septembre, mensuel, 20 F. – BP 3044, 69605 Villeurbanne Cedex.)**

■ **LA LETTRE DE SOLAGRAL.** Sous le titre « Les tourmentes de l'ajustement », des articles sur les agriculteurs du Maghreb et de la Turquie. **(Nº 95-96, août-septembre, mensuel, 17 F. – 13, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris.)**

■ **INFORMATIONS ET COMMENTAIRES.** Suite de l'enquête sur le syndicalisme international et les défis de l'an 2000. **(Nº 72, juillet-septembre, trimestriel. – 32, rue Michel-Dupeuble, 69100 Villeurbanne.)**

■ **AL-ASAS.** Un article de Samir Amin : « L'avenir du socialisme ». **(Nº 97, août, mensuel, 7 dirhams. – BP 4246, 11800 Temara, Maroc.)**

■ **ESPRIT.** « La France en politique 1990 » : trahison des élites ? Ou, plutôt, incapacité du modèle républicain à affronter les nouveaux défis ? **(Septembre, mensuel, 70 F. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)**

■ **M.** Un dossier sur le racisme et le phénomène Le Pen **(Nº 40, août-septembre, 10 numéros par an, 40 F. – 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)**

■ **HOMMES ET MIGRATIONS.** Les harkis et leurs enfants : le poids de l'histoire, les problèmes d'intégration, les camps et les « cités » loin de la société. **(Nº 1135, septembre, mensuel, 30 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)**

■ **REMISIS.** Des informations bibliographiques sur les migrations internationales : les diverses publications sont recensées et analysées par champs thématiques. **(Nº 1, 1990, 200 F. – CNRS-IRESCO, 59-61, rue Pouchet, 75849 Paris, Cedex 17.)**

■ **LES TEMPS MODERNES.** Au cœur de notre société : immigration, crise et restructuration, relations interethniques à l'école, intégration et lien social. **(Nº 529-530, août-septembre, 75 F. – 4, rue Férou, 75006 Paris.)**

■ **PROJET.** Une livraison consacrée à l'école à l'horizon 2001, avec des articles sur l'insertion de l'éducation dans la société, son environnement (collectivités locales, entreprises) et la politique scolaire. **(Nº 223, automne, trimestriel, 60 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

■ **CROISSANCE.** Numéro spécial consacré à l'analphabétisme : un milliard d'exclus **(Nº 330, septembre, mensuel, 29 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris, Cedex 17.)**

■ **TRANSVERSALES.** Désormais tirée sur vingt pages, *Transversales* propose la suite d'une réflexion de Jacques Robin et Armand Petitjean sur « la technoscience en question », une fiche d'information de René Passet sur la narco-économie, des éclairages sur la psychanalyse d'Anne-Brigitte Kern, Gérard Mendel et Edgar Morin et des propositions de Bernard Cassen pour le plurilinguisme scientifique. **(Nº 5, octobre, bimestriel, abonnement annuel : 300 F. – 29, rue Marsoulan, 75012 Paris.)**

■ **ALERTE ATOMIQUE.** Un dossier sur l'impératif démocratique dans les forces armées. **(Nº 121, troisième trimestre, 25 F. – BP 2135, 34026 Montpellier.)**

■ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL.** Les drames des ethnies minoritaires, les assassinats d'enfants au Brésil, et aussi l'Irak, l'Iran, le Koweït... **(Nº 46, septembre, 15 F. – 4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.)**

■ **L'AUTRE JOURNAL.** « Menaces sur la vie » : un copieux dossier sur l'avenir du vivant et son appropriation par les firmes privées. **(Nº 4, septembre, mensuel, 30 F. – 2, rue du Colonel-Driant, 75001 Paris.)**

■ **TRAVAIL.** Des articles sur la flexibilité dans le travail avec, notamment, des études sur le cas Renault et la confection dans le Sentier. **(Nº 20, été, trimestriel, 60 F. – 57, rue de la Roquette, 75011 Paris.)**

■ **SOCIOLOGIE DU TRAVAIL.** Une analyse critique des politiques sociales gouvernementales *(Welfare State)*, s'appuyant sur les exemples français et britannique. **(Nº 3, 1990, trimestriel, 90 F. – Dunod, 11, rue Gaussin, 92543 Montrouge Cedex.)**

■ **SCIENCE ET TECHNOLOGIE.** Un dossier très complet sur l'Europe de l'automobile et un panorama des nouvelles technologies disponibles pour la formation. **(Nº 29, septembre, onze numéros par an, 40 F. – 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)**

■ **ÉTUDES.** Au sommaire, un article sur l'urbanisation du tiers-monde, une confrontation des valeurs de l'islam et du christianisme et une interrogation sur l'avenir de la linguistique. **(Nº 3, septembre, mensuel, 48 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

■ **URBANISMES ET ARCHITECTURE.** Un ensemble d'articles sur les « métropoles, modes d'emploi » et une enquête sur les « trente monstrueuses », les plus grandes mégapoles du monde. **(Nº 240, septembre, trimestriel, 120 F. – 2, rue Christine, 75006 Paris.)**

■ **L'IMAGE VIDÉO.** Un article de François Ekchajzer sur les « informations télévisées » et, plus particulièrement, sur leurs génériques. **(Nº 5, septembre-octobre, bimestriel, 50 F. – 1, boulevard Ney, 75018 Paris.)**

■ **IMAGES NORD-SUD.** Le point sur le cinéma dans quelques pays d'Amérique latine (*Brésil, Nicaragua, Chili, Pérou...*). **(Nº 7, juillet, trimestriel, 25 F. – 63 *bis*, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)**

■ **ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS.** Un numéro spécial sur « culture et clinique ». A lire : « La médecine familiale dans la France rurale ». **(Vol. 14, nº 1, trois numéros par an, 90 F. – L'Harmattan, Paris.)**

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque asiatique de développement

● ANNUAL REPORT, 1989 *(Rapport annuel, 1989)* : l'activité économique mondiale, les programmes de la Banque asiatique. *(BAD, 2330 Roxas Boulevard, 1300 Metropolitan Manille, Philippines, 199 pages, 1990.)*

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

● RAPPORT ANNUEL 1990 : bilan des opérations, avec ses chapitres sur la dette et l'ajustement, le développement du secteur privé, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire, etc. *(Banque mondiale, bureau européen : 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris, 248 pages, 1990.)*

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

● TRADE AND DEVELOPMENT REPORT, 1990 *(Rapport sur le commerce et le développement, 1990)* : la décélération de l'activité économique mondiale et ses effets dans les pays en voie de développement. *(CNUCED, Publication des Nations unies à New-York, 162 pages, 1990.)*

Fonds monétaire international

● ANNUAL REPORT 1990 *(Rapport annuel)* : la présentation par le FMI de l'activité économique mondiale en 1989 et un bilan des opérations financières *(FMI, Washington DC, 177 pages, 1990)*.



les livres

« DEUX NATIONS » EN GRANDE-BRETAGNE

L'usine et le campus

JEU DE SOCIÉTÉ, de David Lodge (traduit de l'anglais par *Maurice et Yvonne Couturier*), Rivages, Paris, 1990, 366 pages, 110 F.

ON dit volontiers, en France, que *les gouvernements socialistes* de l'après-1981 ont « réhabilité » politiquement l'entreprise, en particulier aux yeux des intellectuels. Un tour de force hors de portée de Mme Margaret Thatcher, qui n'en a d'ailleurs cure. Rien d'étonnant donc si c'est avec un brin d'ironie que David Lodge cite en exergue de *Jeu de société* – son neuvième roman, qui a fait l'objet d'une feuilleton *télévisé* – la célèbre phrase de Benjamin Disraeli, tirée de *Sybil* (1845), sur *« les deux nations entre lesquelles il n'y a ni commerce ni sympathie ; qui ignorent tout des habitudes, des pensées et des sentiments l'une de l'autre »*, en l'appliquant non pas aux riches et aux pauvres, *comme le faisait* le premier ministre de la reine Victoria, mais aux industriels et aux universitaires.

Et nous voilà partis pour des dépaysements en série : celui de la jeune Robyn Penrose, maître de conférences de littérature anglaise, qui se retrouve dans une petite entreprise de fonderie, Pringle and Sons, où elle effectue un jour de stage par semaine dans le cadre de l'Année de l'industrie ; celui, également, du directeur de cette PME *en difficulté*, Vic Wilcox, *lecteur des gros titres du Daily Mail, confronté* à cette enseignante gauchiste, spécialiste de *« narrativité »* et de *« déconstructionnisme »*, et qui, en guise de réciprocité, effectue, lui aussi, un stage au département d'anglais de l'université où il apprend tout sur la métaphore, la métonymie, l'aporie et la synecdoque.

Mais c'est encore le lecteur qui éprouvera le dépaysement le plus intense : pour *les non-universitaires, l'observation sur le vif – et David Lodge sait de quoi* il parle car *il a été* professeur de littérature anglaise à l'université de Birmingham jusqu'en 1987 – d'un milieu d'enseignants littéraires à la fois prolétarisés, nombrilistes et cyniques, à cent lieues du monde extérieur, et qui se disputent les minuscules colifichets du métier (invitation à un colloque, publication dans une revue, etc.) est franchement cocasse. Au-delà, c'est l'extraordinaire coupe transversale de la société anglaise qui force l'intérêt et la curiosité : sous le nom de Rummidge, la ville de Birmingham nous est présentée avec son université, sa zone industrielle sinistrée où s'entassent *les immigrés* asiatiques, *ses pubs*, clinquants plutôt que chics, où se retrouvent les hommes d'affaires et leurs petites amies. Avec, aussi, des coups de projecteur sur les apprentis *golden boys* des sociétés de *Bourse de Londres*, la famille bourgeoise type où « deux nations », là aussi, se côtoient avec, d'un côté, le père *« workoolic »*, la mère sous calmants et, de l'autre, les adolescents « branchés » qui voient surtout dans leurs parents des vaches à lait.

DEUX systèmes de valeurs s'affrontent dans la relation Robyn-Vic : l'universitaire *féministe* en gants blancs et le patron qui va au charbon, le savoir complaisamment gratuit et la logique du marché. A se fréquenter – et même de très près lors d'une escapade à Francfort – les deux protagonistes en viennent cependant *à mieux se comprendre et à injecter un peu de la démarche de* l'autre dans leur propre vision du monde. Mais la victoire – aux points – revient cependant plutôt à Vic. Car Robyn, qui prend assez mal la conversion de son ex-amant Charles, transfuge de l'université pour la banque où il a troqué *« un système sémiotique, le littéraire, pour en prendre un autre, le numérique »*, se rend compte que les philistins à la Vic ne sont pas pour autant dénués de bon sens et d'humanité.

Un roman thatchérien, alors ? Non, car ce qui est tourné en dérision, ce ne sont pas tant les valeurs du savoir, que leur invocation ostentatoire par certains, lesquels n'ont pas toujours les pieds sur terre. *Un mot* aussi pour les traducteurs, sans le talent desquels une œuvre est facilement dénaturée : ils ont su rendre parfaitement l'entrain et le brio d'un David Lodge en grande forme.

BERNARD CASSEN.

EUROPE

LE POUVOIR POLITIQUE EN GRANDE-BRETAGNE. – Monica Charlot

★ *Presses universitaires de France, Paris,* 1990, 470 pages, 148 F.

Monica Charlot nous propose une très belle synthèse des connaissances disponibles sur le système politique britannique. Il n'est pas facile de faire du nouveau dans un domaine où la bibliographie est immense et auquel l'auteur a déjà consacré de nombreux livres. Le découpage de la matière – le socle du pouvoir, le ciment du système, la source du pouvoir, le forum du pouvoir, le partage du pouvoir – constitue la principale originalité de cet essai qui rassemble, sous une forme particulièrement commode, une énorme masse de connaissances actualisées et d'analyses.

B. C.

MAGHREB

LES RICHES HEURES DE TANGER. – Dominique Pons

★ La Table ronde, Paris, 1990, 372 pages, *150 F.*

De 1923 à 1956, la ville de Tanger bénéficia d'un statut politique d'internationalisation unique au monde, garanti par les Etats signataires de l'acte d'Algésiras (1906). Ce statut attira vers cette ville du détroit toutes sortes d'aventuriers. Mais aussi nombre d'intellectuels et d'artistes séduits par la grande liberté de mœurs qui y régnait. Tanger devint peu à peu – et grâce aussi au cinéma – un lieu mythique.

Le grand intérêt du livre de Dominique Pons, c'est de ne pas sacrifier au mythe et de s'attacher à reconstituer le vrai visage du Tanger international. Enquêtant auprès des nombreux survivants de cette période, consultant les documents d'époque, l'auteur retrouve les événements et les personnages (de Manouche à Paul Bowles, de Jo Attia aux frères Reichmann) à l'origine de la légende. Il retrace, en particulier, l'histoire politique, les rivalités entre la France et l'Espagne et le rôle de la ville dans les luttes pour l'indépendance du Maroc.

I. R.

AFRIQUE

MIGRATIONS INTERNATIONALES EN AFRIQUE. Aspects légaux et administratifs. – Sergio Ricca

★ Bureau international du travail, Editions L'Harmattan, Paris, 1990, 280 pages, 160 F.

C'est un manuel quasi exhaustif et d'une grande clarté de style. L'auteur, qui est un haut fonctionnaire du BIT, domine manifestement tous les aspects du sujet traité, y compris les données économiques et politiques expliquant les mouvements migratoires qui affligent le continent africain, présentées dans la première partie de l'ouvrage. On ne peut bien sûr qu'être ému à la lecture des descriptions de ces mouvements complexes ; les innombrables mesures, conventions et traités pris pour canaliser, freiner, ou tenter de protéger les migrants, restent trop souvent lettre morte. Une série d'index très utiles complètent l'ouvrage.

Le lecteur sera cependant déçu de ne pas trouver de conclusion générale insistant sur les orientations souhaitables pour l'avenir.

GEORGES CORM.

LA CAUSE DES ARMES AU MOZAMBIQUE. – Christian Geffray

★ Karthala, Paris, 1990, 248 pages, 130 F.

Ancien coopérant au Mozambique, Christian Geffray est *retourné dans ce pays en* 1988, avec l'accord des autorités, pour faire *des recherches sur un sujet ultra-sensible : les* racines du soutien paysan aux deux camps qui *s'affrontent dans la guerre civile, le Frelimo et* les rebelles de la Renamo. Dans la province de Nampula, il a recueilli les *témoignages* des paysans qui permettent d'expliquer comment *la Renamo et ses appuis sud-africains* ont utilisé les contradictions entre le Frelimo et certains *réseaux ruraux traditionnels* pour gagner un soutien à la dissidence armée mais ont été *incapables de formuler les bases* d'un projet politique crédible et mobilisateur.

Ce livre permet de comprendre les difficultés des négociations engagées entre les deux parties depuis quelques mois ainsi que le tournant vers le multipartisme pris à Maputo.

VICTORIA BRITTAIN.

SOCIÉTÉ

***LA DÉCENNIE DES NOUVEAUX PAUVRES.* – Gérard et Stéphane Le Puill**

★ Messidor, Paris, 1990, 220 pages, 95 F.

Conçu comme un long reportage, cet ouvrage porte tout d'abord témoignage de la pauvreté multiforme, ombre projetée du développement de la crise qui s'est approfondie au cours des années 80. Donnant la parole à ceux qui en sont les victimes, il en dit le désarroi, la colère, mais aussi la détermination quand ils luttent pour s'en sortir. C'est ainsi la face (mal) cachée et honteuse de nos sociétés dites d'abondance qui sort de l'ombre.

Mais l'ouvrage n'en reste pas à ce constat. Renforçant les témoignages directs par différents documents officiels (dont les études de l'INSEE et du CERC), il dresse aussi l'acte d'accusation des responsables de cette situation – patronat, financiers et gouvernants – en dénonçant une politique néolibérale qui ne peut engendrer que chômage et précarité, baisse du pouvoir d'achat des salariés, atteintes répétées à leurs droits sociaux, expulsions des plus démunis. Un gâchis social et humain dont notre société n'a pas fini de payer le prix, et auquel seule une « explosion sociale », que les auteurs appellent de leurs vœux, pourra mettre fin.

ALAIN BIHR.

LE SEXE APPRIVOISÉ : JEANNE HUMBERT ET LA LUTTE POUR *LE CONTROLE DES* NAISSANCES. – Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin

★ La *Découverte*, Paris, 1990, 191 pages, 120 F.

Francis Ronsin nous avait permis de redécouvrir il y a quelques années la figure singulière de Paul Robin, fonctionnaire anarchiste fondateur en 1896 de la Ligue de la régénération humaine, fer de lance du mouvement néomalthusien (*cf. la Grève des ventres*, Aubier, Paris, 1980). Avec Roger-Henri Guerrand, il évoque aujourd'hui la croisade, conduite des années 10 aux années 60 par Jeanne et Eugène (mort en 1944) Humbert en faveur du contrôle des naissances. Histoire d'un combat acharné et douloureux, émaillé de condamnations, d'emprisonnements, d'exil, mené, dans le monde ouvrier, au nom de la raison (démonstration de l'absurdité du « lapinisme » dans un contexte d'oppression) contre le discours hégémonique de la droite catholique bientôt relayé par le PC de Thorez et Vermeersch qui formeront, avec Pie XII, un bien curieux trio nataliste. Histoire d'une victoire avec l'émergence de la planification familiale et la légalisation de la contraception dans les années 60-70, victoire justifiant amplement la *« fierté »* de Jeanne Humbert *« d'avoir anticipé l'évolution des idées et des mœurs »*.

JACQUES LE GOFF.

***DE L'ABUS DE POUVOIR SEXUEL.* Le harcèlement sexuel au travail**

★ La Découverte/Boréal, Paris, Montréal, *1990, 258 pages, 125 F.*

Le harcèlement sexuel serait à l'origine de la plupart des démissions des femmes dans les *entreprises. C'est dire l'ampleur longtemps* sous-estimée de cette *« réalité cachée du monde du travail »* que nul ne peut plus dire ignorer, à moins de mauvaise foi.

C'est ce long combat pour la dignité de la femme que retrace un dossier très documenté dressant le tableau de la situation actuelle *après une mise en perspective historique en* soulignant la permanence (*cf.* M.V. Louis – *De l'appropriation du corps des femmes au travail au XIXe siècle*). Une comparaison *internationale, qui montre l'avance prise* par les Etats-Unis et le Canada, fait apparaître et la difficulté de définition juridique des actes de *« harcèlement sexuel »* (une tentative de viol est-elle *nécessaire* ou des avances insistantes suffisent-elles dès lors que le refus pourrait avoir des incidences sur l'emploi ?) et la nécessité d'une législation à l'échelon européen, complétée par une négociation sociale au niveau des branches d'activité et des entreprises.

J. L. G.

● L'ENFANT DANS LA SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI. Alfred Maesch et *al.* *(Editions de l'Université libre de Bruxelles, 142 pages, 595 FB)* : dix-huit études sur les droits, souvent bafoués, de l'*enfant en* Occident *et dans* les pays pauvres.

● SRI-LANKA, UN PAYS DÉCHIRÉ. *(Editions francophones d'Amnesty International, Paris, 1990, 61 pages, 30 F)* : luttes armées, tortures, « disparitions », terreur ; bref, l'horreur quotidienne, qui *n'émeut guère les* « grands » de ce monde.

● ENOUGH IS ENOUGH. Davidson Budhoo *(New Horizon Press, 777 United Nations Plaza, New-York, NY 10017, 1990, 115 pages)* : un réquisitoire contre le FMI écrit par un ancien fonctionnaire de l'organisation.

● LES RELATIONS NORD-SUD ET LA CONVENTION DE LOMÉ *(Forum de Delphes, Solonos 133, 10677 Athènes, 1990, 35 pages)* : une réflexion d'actualité.

● TRENTE ANS. INSTITUT DE RECHERCHE ET D'APPLICATION DES MÉTHODES DE DÉVELOPPEMENT *(IRAM, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris)* : histoire d'un institut.

***LES SYNDICATS EN QUESTIONS.* – *Michel* Noblecourt**

★ Editions ouvrières, Paris, 1990, 230 pages, 98 F.

Les syndicats en autant de questions que de chapitres, mais aussi les syndicats en question, au singulier : le livre de Michel Noblecourt est à la fois un recensement des multiples défis ou problèmes non résolus du syndicalisme français et, en même temps, une incitation au sursaut, à l'innovation, à l'abandon de pratiques qui font fuir les adhérents. Car les syndicats français ne réunissent guère au total que deux millions de salariés, soit 10,6 % de la population active, contre 43 % en RFA et au Royaume-Uni, 49 % en Italie, etc.

Les dix-huit chapitres de l'ouvrage, comportant chacun une annexe documentaire précieuse, passent en revue les « questions vives » du moment : baisse des effectifs, flexibilité, articulation entre revendications collectives et individuelles, unité d'action, Europe sociale, etc. Le tout écrit par un observateur particulièrement averti et qui croit à la *nécessité*, pour la société française, d'un syndicalisme fort.

B. C.

LE TRAVAIL AU QUOTIDIEN. – *Pierre Bouvier*

★ PUF, Paris, 1989, 190 pages, 130 F.

Quel est l'impact de la révolution sociotechnique introduite par l'ordinateur dans l'entreprise (robotique, productique...) non seulement sur le plan organisationnel mais aussi sur celui des *« pratiques et représentations quotidiennes du travail »* ?

Pour saisir ces micro-changements culturels, Pierre Bouvier n'avait d'autre choix que de *« se mettre à l'écoute du travail ordinaire »* par une *« immersion dans le milieu de travail »* (le métro, à Paris et New-York, l'industrie chimique).

Il en revient avec une brassée d'informations colorées, nuancées et très suggestives qui mettent bien en évidence l'ampleur et l'effet traumatique de la *« transformation des sociabilités »* : altération des liens sociaux, déritualisation forte, désinvestissement psychologique au profit du « hors-travail » sur fond de *« sentiment d'inutilité »*.

A l'heure où la culture d'entreprise se donne pour nouveau credo, il est heureux que certains *sociologues renouent avec la problématique* classique (Friedmann, Touraine...) de la « culture du travail ».

J. L. G.

L'USINE DU FUTUR. *L'entreprise communicante et intégrée.* – Commissariat général du plan

★ *La Documentation française, Paris,* 1990, 218 pages, 110 F.

Présidé par M. Bernard Irion, le groupe de prospective du commissariat général du plan a travaillé *sur* les *conditions* de la *modernisation* des entreprises françaises. Ce rapport montre *l'énorme chemin à parcourir.*

L'idée-force qui se dégage pour l'usine du futur *est la nécessité d'une nouvelle organisation*, dite intégrée, mettant en communication *(notamment par les réseaux informatiques)* aussi bien les différents services de l'entreprise *que son environnement extérieur*. Avec un leitmotiv : la primauté de la valorisation de l'*humain, de la matière grise, avec ce qu'elle* implique de démocratisation en profondeur d'un *univers* souvent ultra-hiérarchisé.

B.C.

INNOVATION ET EMPLOI A L'EST ET A L'OUEST. – Sous la direction de Pierre Dubois, Jenö Koltay, Csaba Mako et Xavier Richet

★ *L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est »*, Paris, 1990, 350 pages, 170 F.

Pendant quatre ans, des équipes multidisciplinaires du CNRS et d'institutions scientifiques de Budapest ont mené des recherches comparatives, à partir de cas concrets, sur l'innovation technologique, l'emploi et la modernisation des entreprises en France et en Hongrie. La douzaine de contributions de synthèse rassemblées dans cet ouvrage sont une tentative originale d'appréhender ce qui faisait réellement la différence entre un système *à économie planifiée et un système libéral.*

B. C.

APPARTENANCE ET EXCLUSION. – Régine Dhoquois

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 296 pages, 150 F.

Par quels mécanismes sociaux nous trouvons-nous admis au sein d'un groupe ou rejetés par lui ? Quelles armes avons-nous pour que l'exclusion ne fonctionne pas contre nous et que nous n'en usions pas à l'égard d'autrui ?

Juriste et sociologue, l'auteur approche le thème annoncé par trois voies distinctes : une analyse d'exemples tirés de la littérature ; deux expériences concrètes de groupes fusionnels dans lesquels l'exclusion a fonctionné, groupes qu'elle a observés de l'intérieur (MLF et Comité des intellectuels juifs contre la guerre du *Liban*) ; et *une réflexion sur le rôle* de la norme juridique à partir du droit de la nationalité.

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU

FÉODALE GALICE

Une mise à nu des déchirures

LES DÉLICES ET LES OMBRES, de Gonzalo Torrente Ballester (vol. I : *Le Seigneur arrive* ; vol. II : *Au gré des vents* ; vol. III : *Pâques amères*), traduit de l'espagnol par Claude de Frayssinet, Actes Sud, Arles, 1990, volumes I et III 148 F, volume II 160 F.

GONZALO TORRENTE BALLESTER, romancier espagnol (né en 1910), a suivi un parcours politique contradictoire, qui l'a conduit de l'anarchisme au phalangisme militant pour déboucher, dès les années 50, sur une sorte de scepticisme ironique. L'intelligentsia espagnole lui a longtemps tenu rigueur de ses engagements franquistes. Ce n'est qu'à la faveur du consensus, une *fois la démocratie rétablie en 1975 et* après le succès international d'une série télévisée tirée de sa célèbre trilogie *les Délices et les Ombres* que cet écrivain galicien a connu, au soir de son existence, la popularité (1) et la *gloire des plus grands prix littéraires* (2).

Ecrite entre 1958 et 1962, cette vaste et passionnante fresque retrace, à travers une galerie de personnages changeants, sensibles, la vie d'un petit port de pêche galicien pendant la seconde *République* espagnole, de *1934* jusqu'à 1936, à la veille de la guerre civile. Microcosme de passions amoureuses et d'ambitions politiques, c'est l'arène où s'opposent deux clans. Salgado, l'industriel nouveau *riche, représente le* capitalisme triomphant et *le* paternalisme social. Cynique et mégalomane à la fois, il est socialiste *et* cacique. Il interdit la grève dans son chantier naval, mais ses ouvriers sont les mieux payés de la région. Il exerce avec *cynisme le droit de cuissage sur tout ce qui porte jupon, mais il dédouane les* familles en embauchant les hommes offensés.

De l'autre côté, une vieille famille aristocratique sur le déclin, les Churruchao. Attachés *à leurs privilèges et aux bonnes manières, ils défendent* la cause perdue des pêcheurs et soutiennent leur syndicat anarchiste. A mi-chemin entre les deux, bien qu'apparenté à cette famille noble : Carlos, médecin psychiatre. De retour de Vienne, *celui-ci applique* – avec une dérision certaine – la psychanalyse freudienne pour essayer de clarifier les contradictions des uns et des autres, et tente de mettre au jour leurs profondes déchirures.

CHRONIQUE réaliste et désenchantée d'une Galice reconnaissable à la structure sociale d'un *féodalisme* persistant, à la musique de la phrase (fort bien rendue par le traducteur) et à l'humidité qui imprègne en permanence ce coin nord-ouest de l'Espagne, le roman nous invite, dans le confort sécurisant d'une belle *langue classique, à réfléchir sur le* pouvoir et sur le rôle des intellectuels. Gonzalo Torrente Ballester, avec le talent d'un grand maître, nous fait entendre la respiration d'une petite ville de province qui enferme dans ses rets des héros *velléitaires à l'un des moments les plus dramatiques* de la récente histoire espagnole.

MARIE-CLAUDE DANA.

(1) Deux autres romans de Torrente Ballester sont parus en *France : Don Juan* (Alet, Paris, 1988) et *l'Ile des jacinthes coupées* (Actes Sud, Arles, 1989).

(2) Gonzalo Torrente Ballester a reçu, *entre autres*, le très prestigieux prix Miguel-de-Cervantes en 1985 pour l'ensemble de son œuvre et le prix Planeta (le Goncourt espagnol) *en 1988, pour Filomeno a mi pesar* (*à paraître* à l'automne 1991 chez Actes Sud).

du mois



HISTOIRE

LA CONCILIATION. Les relations Est-Ouest 1984-1988. – Maurice Satineau

★ *Éditions d'En bas, Lausanne, 1989, 160 pages (diffusé en France par Distique, 17, rue Hoche, 92240 Malakoff).*

Assistant à la faculté des sciences sociales et politiques de Lausanne, l'auteur retrace à grands traits l'évolution des relations Est-Ouest depuis l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev et souligne les mutations qui se sont produites dans le discours et la pratique soviétiques au cours des cinq dernières années. A cet égard, il prête une attention particulière aux négociations en vue de la maîtrise des armements *(arms control)* et mesure le chemin parcouru depuis la rupture des pourparlers sur la limitation des euromissiles en 1983. Selon lui, la signature du traité de Washington du 8 décembre 1987, les progrès enregistrés dans la négociation d'un accord sur l'interdiction des armes chimiques et les concessions faites de part et d'autre à la conférence de Vienne sur la réduction des forces classiques laissent bien augurer de l'avenir du désarmement. En revanche, des doutes sont émis sur la conclusion rapide d'un traité sur la réduction des armements stratégiques des États-Unis et de l'URSS (START).

Si la maîtrise des armements était dans le passé le signe le plus visible de la détente entre les superpuissances, le champ de la coopération soviéto-américaine s'est élargi et englobe depuis peu le règlement de conflits régionaux et la protection des droits de l'homme. Il serait hasardeux d'en déduire que les antagonismes idéologiques ont disparu et que la politique de puissance appartient au passé. Mais force est de constater que le pragmatisme et l'esprit de conciliation prévalent désormais dans la conduite des affaires étrangères soviétiques et qu'on assiste chez les deux Grands à un « *essai de gérer l'héritage de Yalta au moindre coût* ».

JEAN KLEIN.

LES CLÉS DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE. – Max Gallo

★ *Robert Laffont, Paris, 1989, 699 pages, 240 F.*

De 1789 à nos jours, et pour chaque année, l'évocation illustrée d'un thème dominant, à valeur exemplaire. Max Gallo ne se cantonne pas aux événements strictement politiques. 1819 c'est « Les lois sur la presse en France », 1823 « L'Espagne manque sa modernisation », 1859 « La solitude de Karl Marx », 1886 « *L'antisémitisme français* », *1896* « La renaissance des Jeux olympiques », 1915 « Le génocide des Arméniens », 1980 « La mort de Jean-Paul Sartre », 1986 « Tchernobyl », etc.

Les contraintes de l'exercice sont grandes mais, malgré cette segmentation apparente, l'ouvrage, qui se lit avec bonheur dans le désordre, s'apprécie tout autant si on respecte la chronologie. Il est vrai qu'il est porté par l'érudition, l'écriture alerte et la passion de l'écrivain pour le désir de liberté qui brûle au cœur de chaque homme.

B.C.

LES FRANÇAIS ET LA GUERRE D'ESPAGNE. – Sous la direction de Jean Sagnes et Sylvie Caucanas

★ *Centre de recherches sur les problèmes de la frontière, université de Perpignan, 1990, 440 pages, 180 F.*

En septembre 1989, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Espagne, s'est tenu à Perpignan un important colloque dont cet ouvrage recueille les trente communications. Pierre Vilar y écrit : « *L'histoire est faite de ce que les uns voudraient oublier et de ce que les autres ne peuvent pas oublier. La tâche de l'historien est de saisir le pourquoi de l'un et de l'autre.* » Belle définition qui convient à la thématique de ce livre, car si la guerre d'Espagne fut en effet une affaire mondiale, comme le rappelle dans sa passionnante introduction Bartolomé Bennassar, elle fut une grande affaire française, bouleversant à la fois la classe politique, les intellectuels et la société.

I. R.

LA NATION ENTRE L'HISTOIRE ET LA RAISON. – Jean-Yves Guiomar

★ *La Découverte, Paris, 1990, 203 pages, 120 F.*

Patrie, nation, Etat : trois notions chargées d'histoire, lentement élaborées au cours des âges, trois manières distinctes de concevoir et d'organiser la réalité sociale, progressivement reliées entre elles du seizième au dix-huitième siècle, puis solidement imbriquées depuis la Révolution française.

La patrie, c'est l'existence de la raison et de la justice, celle du mouvement pour la liberté de pensée, l'égalité des droits et des conditions sociales. L'Etat, c'est l'organisation structurée de la société, celle de la classe dominante maintenue au pouvoir grâce aux compromis historiques passés avec les dominés. La nation est « *la forme qui lie la patrie et l'Etat* » et se donne comme la synthèse de l'histoire et de la raison.

C'est à la découverte de cette subtile et précieuse alchimie, minutieusement décrite et interprétée, que l'auteur nous convie. En faisant partager son attachement pour ce produit de l'intelligence humaine, équilibre et mouvement, aujourd'hui plus fragile et menacé qu'il ne paraît.

CHRISTIAN DE BRIE.

SINGULIÈREMENT LIBRE. – Raoul Girardet, Pierre Assouline

★ *Perrin, Paris, 1990, 228 pages, 115 F.*

Pierre Assouline, biographe de Gaston Gallimard et d'Albert Londres, s'entretient avec l'un des grands historiens français, Raoul Girardet, auteur de *l'Idée coloniale en France* (1972) et de *Mythes et mythologies politiques* (1987), qui évoque son propre itinéraire d'homme de droite (il fut militant d'Action française et membre actif de l'OAS) et l'évolution contemporaine de la France.

Historien du nationalisme, Raoul Girardet (qui fut résistant et connut la prison sous l'occupation allemande) pense que « *nous assistons, peut-être, dans tout l'Occident à une mutation semblable à celle qui a emporté à la fin du XVe siècle la vieille culture médiévale* ». Mais il ne croit pas à la disparition des Etats-nations, même dans le cadre de l'édification d'une entité européenne : « *Que serait l'Europe si elle rendait et défaisait nos vieilles nations ?* »

Professeur à l'Institut d'études politiques de Jacques Attali, de Jean-Pierre Chevènement, de Laurent Fabius (et de l'historien israélien Zeev Sternhell), Raoul Girardet pense que la science politique en France continue d'occulter des interrogations majeures, par exemple : « *Comment, dans la France de la Ve République, s'exerce le pouvoir ? Jusqu'où notamment s'étend le pouvoir présidentiel ?* »

I. R.

LES GRANDES DEMOCRATIES CONTEMPORAINES. – Philippe Lauvaux

★ *PUF, Paris, 1990, 710 pages, 178 F.*

A l'heure où la démocratie gagne du terrain à l'Est, il paraît plus nécessaire que jamais de s'interroger sur les idiosyncrasies des grandes démocraties héritières d'histoires originales et organisées selon des structures spécifiques. L'ouvrage de Philippe Lauvaux répond à cette pressante exigence en proposant un examen comparatif de quelques-unes des « grandes démocraties contemporaines » – Etats-Unis, Suisse, Grande-Bretagne, Suède, RFA, Japon, Italie, Espagne, – dont il analyse finement les modes de formation et de fonctionnement selon une typologie distinguant les « *démocraties de compromis* » – Etats-Unis, Suisse – et « *démocraties de compétition* ». Le clivage se prête à discussion mais l'étude se révèle d'autant plus riche d'enseignements qu'elle est précédée de quelque deux cents pages mettant clairement en évidence la communauté d'inspiration tant au niveau des principes que des fondements. On peut regretter l'absence de développements substantiels sur l'Inde, trop méconnue, mais l'ouvrage comporte, çà et là, d'utiles indications permettant de la situer dans ce bel ensemble.

J. L. G.

Les Mémoires de Willy Brandt

Par YVES FLORENNE

IL est rare que l'homme appelé à diriger un Etat démocratique soit issu, non seulement du peuple, mais d'une famille humble, démunie et « mal vue ». A plus forte raison au début du *siècle*, à Lübeck. Pour le quartier, ce garçon au nom incertain était un « *enfant sans père* ». Cette forme d'un anonymat inventé, malveillant, devait le poursuivre et être exploitée à travers sa carrière politique. Willy Brandt en aura toujours souffert (1).

Sans doute pas à quinze ans, où il écrit dans les journaux socialistes et se sent « *politiquement adulte* ». Il pensait déjà, et proclamait, qu'une « *conscience de classe, non la haine de classe, sera nécessaire pour faire l'Etat futur* ». Au lycée, on l'appelait « *le politicien* » (2). Cet engagement, devenu de plus en plus dangereux, allait le conduire à s'exiler en 1933. D'Oslo, puis de Suède, il poursuivra avec ardeur une action politique toujours menacée qui lui fit parcourir l'Europe encore libre.

Rentré à Berlin en 1946, il y est élu député. Le voilà en selle. Successivement bourgmestre de la capitale, président du Parti socialiste, ministre des affaires étrangères, vice-chancelier, chancelier. A ce sommet, son action tant diplomatique que sociale s'inscrit au crédit de son pays. Mais dans sa réserve sur l'étendue de la résurrection d'une Allemagne unie, il ne saurait oublier que cette unité impériale, invoquée comme une fondation éternelle, a tout juste soixante ans, et que cette naissance-là ne précédait que de quarante années la sienne propre, à lui, Willy Brandt. Peu de chose pour une nation. Désormais, l'existence et l'avenir ne pouvaient appartenir qu'à une Allemagne « sans père ». Le pensa-t-il ?

On goûtera son humour discret quand il parle du chancelier Kurt Kiesinger, « *trop avisé, et trop bien élevé, pour avoir été nazi au-delà de la carte du parti* ». Evoquant un presque homonyme et ex-compatriote encore tout frais, Henry Kissinger, il voit, dans ce trop influent et actif docteur en politique étrangère américaine, ce qu'il était en effet : un descendant « spirituel » de Metternich et de Bismark. Lesquels n'ont jamais été très appréciés en France. Aussi, leur successeur, Henry Kissinger, rencontra-t-il un adversaire aussi tranquillement déterminé que Michel Jobert, et sa politique étrangère, que Georges Pompidou sut ne pas contrarier.

On lira avec un intérêt des plus vifs le récit des rapports de l'auteur avec Kennedy et, dans une perspective fort différente, avec Brejnev qui se confiait curieusement à lui. Le lecteur français s'arrêtera au chapitre consacré entièrement à de Gaulle. D'un pèlerinage sur la « *simple tombe* » de Colombey, Brandt ramena son sentiment sur « *ce Français au caractère intraitable qui, en Européen qu'il était, se tenait comme nul autre à la croisée du passé et de l'avenir. Avec ses intuitions, il était plus près de l'Europe tout entière que ceux qui se résignaient aux transformations d'après-guerre* ».

On ne saurait oublier ce que le traducteur appelle la « *génuflexion* » de Varsovie. En fait : un agenouillement. Le geste spontané révèle la générosité à tous risques. D'autant qu'il n'y mettait rien de religieux, du moins au sens où les Polonais purent le ressentir. Ou bien, c'était sa religion de l'homme.

La machination finale contre le chancelier est tout à fait digne du « monde » politique. On le pressa, en vain, de reprendre une démission qui prouvait à quel point il mettait certaines vertus de l'âme au-dessus des ambitions les plus légitimes. Le dernier mot du livre atteste la vigueur d'un optimisme inébranlable : « *Plus rien ne sera comme avant.* » Il refuse de savoir que toute prophétie peut avoir une face cachée.

Cette histoire d'un homme qui se raconte, nous l'avons commencée par l'enfance et l'adolescence telles qu'il les évoque. Ce n'est pourtant pas cette chronologie à la fois naturelle et banale que le mémorialiste a suivie. Dans son livre, il entre en scène un demi-siècle après sa naissance : le 13 août 1961. C'est la date du drame qui l'aura peut-être le plus bouleversé. En pleine campagne électorale, on le rappelle à Berlin, dont il est alors le « Bourgmestre régnant ». A la porte de Brandebourg il découvre, derrière le barrage de soldats allemands de l'Est, une noria de camions, de bulldozers, de bétonneuses. On a déjà commencé, sans avertissement, à construire le mur.

Cette douleur indignée de Brandt, qui ne l'eût éprouvée à la place de cet homme de paix et de réconciliation ? Elle fut accrue par le désarroi, puis l'acceptation tacite de l'Ouest. Il faut pourtant se souvenir que Berlin n'était qu'une zone noyée dans l'Est prussien. Présente, pressante, énorme, une seule force : l'URSS tout entière. Alors qu'entre les États-Unis et cette capitale, qu'ils avaient cru politique d'abandonner, isolée plus que partagée, il y avait un océan ; *un détroit pour les Anglais. Et pour les Français : rien.* Certes, ils soutenaient la générosité très politique de de Gaulle, envers l'Allemagne abattue.

Ils n'étaient pas moins excusables de ne pas *désirer* mourir pour Berlin.

Les contemporains européens de Willy Brandt ne sont-ils pas fondés à se souvenir aussi que l'Allemagne de Weimar avait miné elle-même sa Constitution démocratique, notamment par un système électoral qui la réduisait à l'impuissance et la livrait d'avance à Hitler ? Se souvient-on encore que, six ans après sa fondation, cette république déjà fragile dont on insultait publiquement les emblèmes, avait pour président un singulier démocrate : le maréchal von Hindenburg ?

A peine rentré dans son pays, où l'on fit quelque peu traîner la restitution de sa nationalité que lui avait arrachée l'État nazi, Brandt eut cet autre courage risqué de déplorer ce qu'il appelle « *l'effet désastreux de la culpabilité collective* ». Il la limite à un million de coupables. Ce qui représenterait, statistiquement, soixante-quatre millions d'innocents. C'est beaucoup.

Toutefois, il évoque aussitôt cette « *trop grande partie d'Allemands qui, ayant apporté leur soutien* » au nazisme, « *ne pouvaient se soustraire aux conséquences* ». Resterait exclue, *même de toute connivence,* cette masse d'aveugles et de sourds qui pendant quatre années, et même bien davantage, ne savaient rien, n'entendaient rien, ne voyaient rien.

Il apparaît donc difficile de reprendre, pour une statistique inverse, la proportion admise par Brandt, et de compter par symétrie un million d'opposants, de résistants déclarés, actifs, prêts au sacrifice. Bien entendu, il y eut des revirements secrets ou discrets, surtout quand la victoire nazie s'éloigna. Quant au côté de Moscou, Brandt n'y chercha passionnément que la paix, sans rien distendre de l'attache fondamentale, en quelque sorte charnelle avec l'Ouest, qui est demeurée son credo.

Il est une sorte de vertu qui, pour n'être pas celle des puritains, est la seule forme pure de la force, et qui ne va pas sans candeur. On ne peut que la trouver rarement chez les politiques, sans doute parce qu'elle est peu compatible avec *la* politique. Aux jouissances et aux œuvres d'un pouvoir qu'il aurait pu conserver ou ressaisir, le chanceller Brandt aura préféré l'idée qu'il s'en faisait, et conservait en lui.

(1) Willy Brandt, *Mémoires*, Albin Michel, Paris, 1990. 432 pages. 160 F.

(2) Il est surprenant que le mot soit conservé par les traducteurs *dans le livre pour tout homme politique, y compris Brandt*, alors qu'en français, il est péjoratif.

IDÉES

MISÈRE DE LA BIOÉTHIQUE. Pour une morale contre les apprentis sorciers. – Jean-Paul Thomas

★ *Albin Michel, Paris, 1990, 312 pages, 98 F.*

Philosophe, Jean-Paul Thomas ajoute une pièce érudite et novatrice à l'abondante littérature fécondée par la *bioéthique*. Soucieux d'informer, il présente un bilan des recherches et, s'il prend des positions, c'est après avoir énuméré les thèses en présence et, notamment, celles du magistère romain. Sévère à l'égard du pouvoir médical, fervent de casuistique – qui est étude « *en conscience des situations inédites* », – comme de la nécessaire articulation entre morale et règles juridiques, il consacre celles qui sont probablement ses plus belles pages au « *vécu corporel* », et donc à la vie amoureuse, à cet « *involontaire* » qui limite le volontarisme suicidaire auquel risquent de conduire certaines technologies nouvelles. Il réfléchit sur l'homme dont il refuse qu'il soit fléchit abusivement.

JACQUES DECORNOY.

***AUX BORDS DE LA POLITIQUE*. – Jacques Rancière**

★ *Editions Osiris, Paris, 1990, 112 pages, 76 F.*

Une méditation remarquablement rigoureuse sur la politique dans le contexte d'une époque – la nôtre – qui proclame la fin du politique, qui croit à l'extinction des conflits sociaux et qui, parce qu'elle vient de vivre l'effondrement des régimes communistes, imagine avoir définitivement réglé son compte au désir d'égalité. Mettant ces points de vue sous tension – entre Aristote, Platon, saint Paul, Pierre Leroux et Cabet, les manifestations étudiantes de 1986 et l'élection présidentielle de 1988, Jacques Rancière pourfend les affirmations péremptoires et l'inertie, aussi bien mentale que politico-sociale, qu'elles justifient et valorisent.

PATRICK TALBOT.

ÉCOLOGIE

RAPPORT SUR LA PLANÈTE TERRE. – Edward Goldsmith et Nicholas Hildyard

★ *Stock, Paris, 1990, 480 pages, 298 F.*

Cofondateurs du magazine britannique *The Ecologist*, Edward Goldsmith et Nicholas Hildyard affirment que le combat écologique passe par une remise en question de ce qu'il est convenu d'appeler « *l'activité économique* ». Ils réclament un total renversement de tendance, la définition d'une nouvelle vision du monde, « *seul moyen d'échapper au vide, social, moral, spirituel et esthétique* » de l'époque. Aux trois études sur Tchernobyl, l'hypothèse Gaïa et l'eau, succèdent, par ordre alphabétique, quatre cents courts articles, qui renvoient de l'un à l'autre pour bien montrer l'inextricable interconnexion des problèmes. Remarquable de clarté, ce « dictionnaire » de la raison surprend parfois : pourquoi cet article « *hamburger* » *? Le lien est alors fait* entre ce plat populaire et la déforestation des Amériques. A la surprise succède l'explication, qui est début d'action.

J. D.

5000 JOURS POUR SAUVER LA PLANÈTE – Edward Goldsmith, Nicholas Hildyard, Peter Bunyard, Patrick McCully

★ *Chêne, Paris, 1990, 288 pages, 260 F.*

Cet ouvrage présente, outre de nombreuses cartes, de magnifiques illustrations – magnifiques comme pourrait l'être la Terre si elle n'était chaque jour un peu plus dévastée. Mais loin d'être d'abord un beau livre d'images, il est surtout une revue des grandes plaies qui blessent et tuent les terres, les mers, les déserts, les montagnes – suite d'exemples concrets choisis partout dans le monde. Cette analyse *conduirait au désespoir et au suicide si elle* n'était suivie de propositions, de « *solutions pour survivre* ». D'où l'intérêt des pages, qui mériteraient développement, sur la réforme agraire dans le tiers-monde, les nécessaires changements politiques, « *la participation active des masses populaires dans la définition d'une stratégie du changement* ». Autrement dit, un « programme » qui contredit à cent pour cent l'idéologie dominante contemporaine qu'est le libéralisme économique.

J. D.

COMMUNICATION

LE CODE DE L'INFORMATION. – Pierre-Yves Chereul

★ *Chronique sociale, Lyon, 1990, 232 pages, 130 F.*

La manipulation des médias menace les citoyens. Ce livre fournit les éléments permettant d'« *éviter les pièges qui risquent de faire de chacun de nous des êtres conditionnés* ». L'auteur propose donc « *un code de l'information, comme il existe un code de la route* ». Il expose les usages, méthodes et habitudes répandus dans les médias et que chacun devrait connaître afin de déchiffrer correctement les informations et dénoncer ainsi toute tentative de tromperie.

I. R.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

LA POLITIQUE INTERNATIONALE. – Philippe Moreau Defarges

★ *Hachette, Paris, 1990, 384 pages, 130 F.*

L'évolution des relations internationales pendant la seconde moitié du vingtième siècle est présentée ici de manière originale. Philippe Moreau Defarges applique une grille d'analyse structurale, ce qui confère à sa démarche un caractère à la fois rigoureux et séduisant.

Trois notions fortes guident, selon l'auteur, la politique des Etats : survie, puissance, identité. *Ces trois notions évoluent en fonction de* l'environnement (espace, temps, interdépendances) mais aussi des morales et des idéologies. Elles jouent un rôle-clé lors des crises, des négociations, des guerres.

De multiples exemples, tirés de l'histoire contemporaine, permettent à l'auteur d'insister sur l'idée que la politique étrangère est plus souvent adaptation permanente que démarche volontaire.

I. R.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INFORMATION ET IDÉOLOGIE

Télévisions en guerre

Par HENRI MADELIN *

DEPUIS l'invasion du Koweït par l'Irak, la télévision est devenue une arme de guerre par excellence. On a pu voir avec quel cynisme M. Saddam Hussein, par l'intermédiaire de l'« homme-tronc » de la télévision de Bagdad, utilisait l'atout des otages pour tenter de diviser ses adversaires occidentaux et de freiner leur ardeur belliqueuse. Un petit garçon britannique a même été pris dans ce jeu du chantage médiatique à l'échelle planétaire.

Le président Bush, de son côté, a fait donner les caméras soit pour se montrer serein en se livrant aux activités champêtres de vacances dans sa propriété du Maine, soit en se présentant, avec la gravité qui convient, à sa table de travail au milieu de ses collaborateurs, soit en s'adressant directement aux téléspectateurs irakiens. La guerre du Vietnam avait été perdue par les Etats-Unis à la télévision ; la puissance des images fait que le président américain doit doser savamment ce qu'il laisse voir de lui-même par l'image en ce temps de confrontations dangereuses.

La télévision fournit des armes exceptionnelles à tous ceux qui se réclament d'un réalisme proche de celui que Machiavel a su mettre en formules. Dans cet univers de l'apparaître, il est inévitable que la postérité du maître florentin soit florissante.

La politique du « faire croire »

LES nécessités du service de l'Etat, les tournants de la fortune, le changement des circonstances obligent les gouvernants à « sembler être » plus qu'ils ne sont en réalité, à agir contre leur propre parole, à « entrer au mal » quand il n'est plus possible de demeurer dans du bien. Mais le Prince doit cultiver les apparences, car les hommes croient ce qu'ils voient plutôt qu'ils n'analysent les mobiles profonds. « *Les hommes, en général*, affirme Machiavel, *jugent plutôt avec les yeux qu'avec les mains, car chacun a occasion de voir, mais de tâter bien peu* (1) ».

Par souci de réalisme et parce qu'il a reçu mandat de maintenir la cohésion de la nation, l'homme politique, usant de la télévision aujourd'hui, ne peut oublier que « *les hommes, en général, jugent avec les yeux* » de façon globale et simple plutôt que de soupeser les intentions cachées et le non-dit des responsables. Seule une minorité est exigeante sous ce rapport. La grande masse se fie à ce qu'elle perçoit spontanément.

La politique du « faire croire », qui avait les faveurs de Napoléon, voit s'ouvrir devant elle de nouvelles possibilités grâce à la magie multipliée du petit écran pénétrant dans l'intimité des foyers. Comment douter de celui que vous voyez vous regarder au fond des yeux, vous jurer qu'il prend un soin vigilant et constant de vos propres intérêts et qu'il place le bon renom de votre pays au sommet de ses préoccupations quotidiennes ?

Grossir et simplifier

EN France, la guerre des chaînes a conduit TF1 à envoyer une équipe en reportage à Bagdad avec mission de faire parvenir des images attrayantes, et donc susceptibles de favoriser un large taux d'audience. Mais les risques se nommaient : menaces sur les otages assignés à résidence ou devenus « boucliers humains » et risques de manipulation des images à cause de la censure irakienne. Matignon s'est cru autorisé à publier un communiqué en appelant à la conscience professionnelle des journalistes, ce qui a conduit le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à réagir à son tour. L'inverse eût été préférable.

Interrogé quelques semaines plus tard, M. Jacques Boutet, président du CSA, parle bien d'une alerte mais déclare que tout est rentré dans l'ordre : « *Nous avons simplement invité les rédactions à respecter certaines précautions. Dans les premiers jours de la crise, les télévisions n'ont pas suffisamment pris le soin d'expliquer à des téléspectateurs peu ou mal préparés le contexte dans lequel elles avaient été amenées à travailler. Et l'on pouvait redouter qu'elles ne cèdent peu à peu à une course au scoop et au sensationnel* (2). »

Les enjeux continueront-ils à être bien mesurés demain, si le conflit s'alanguit et si des failles apparaissent permettant à l'information à chaud de se glisser au moment opportun ?

D'autres inconvénients naissent de cet état de guerre larvé. Ils sont bien connus des sociologues (3) et sont constatés largement par les utilisateurs des médias audiovisuels. La flèche du temps est dans ce domaine impitoyable et inexorable ; sans que l'on puisse jamais revenir en arrière, une information chasse l'autre ou s'additionne avec la précédente dans le secteur jugé brûlant dans la conjoncture présente (4). Plus on parle de l'Irak et du Koweït et de la zone du Golfe, plus le silence s'épaissit sur ce qui faisait naguère la « une » de l'actualité : la guerre entre factions libanaises et le jeu « *machiavélique* » de la Syrie, l'Intifada dans les territoires arabes occupés par Israël, la famine en Ethiopie, les massacres au Libéria, les risques de subversion antidémocratique aux Philippines...

On pourrait allonger la liste et dire que les « effets de loupe », qui permettent de grossir démesurément un objet choisi au détriment du reste, se font sentir aussi dans la politique intérieure et ses conflits propres, largement sous-évalués actuellement. Au grand avantage des hommes au pouvoir. Cela est vrai aussi bien pour le président français et celui des Etats-Unis que pour le premier ministre britannique. L'Europe elle-même en fait les frais, au grand dam des espoirs de M. Jacques Delors. Cependant que l'Allemagne est tout entière appliquée à sa tâche de retour à l'unité perdue.

On ne peut s'empêcher de penser que la télévision, surtout en période de tensions internationales, occupe subtilement une partie de la place laissée vide par le reflux des grandes idéologies d'après-guerre.

Comme ces idéologies, la télévision ne s'adosse-t-elle pas à des masses de plus en plus larges et ne remplit-elle pas une fonction planétaire où les rivalités se cachent derrière l'enchaînement des images contrastées et les sourires composés ? Le but est d'ouvrir largement les esprits et les cœurs à la complexité des questions. Mais le résultat est une exigence de rapidité ; la volonté de faire toujours plus court pour bien « passer ». Il en résulte une simplification extrême de la réalité avec le poids d'une mise en scène rassurante.

Spectateurs de notre histoire

LES idéologies ont toujours accompli ainsi une fonction de représentation de la réalité en tirant des schémas, des slogans, des symboles capables de parler à des millions d'hommes et de femmes auxquels elles prétendaient ainsi fournir une lecture décomplexifiée en face d'une réalité trop ambivalente et trop hermétique. L'idéologie a besoin d'oppositions simples, d'adversaires clairement désignés, de phrases-chocs et de mots bien affûtés. Elle procède en divisant le monde de façon binaire, en tentant de tout peindre en noir et blanc. Le western qui utilise justement ces catégories ne risque-t-il pas de devenir le paradigme de l'information ramassée dans son expression la plus simple pour mieux se faire entendre de publics diversifiés ?

L'idéologie laissait les chefs, investis du charisme ou de l'autorité, prendre les initiatives et parader sur les tréteaux. L'information en images reçue au coin du feu risque de nous transformer en spectateurs de notre propre histoire, remettant à « ceux d'en haut » ce que les masses d'en bas sont impuissantes à assumer réellement.

Pour la tranquillité des usagers, la violence politique risque d'être désormais engloutie dans le souci du bon fonctionnement d'une entreprise de communication réussie, où les sourires bien préparés, les questions policées, les reportages bien encadrés, nous font vivre dans un univers lisse, facile, ajustable, réglable.

Le journaliste qui présente les images et qui les commente devient le moraliste des temps modernes, celui qui désigne peu ou prou ce qui est bien ou mal socialement. L'opinion publique, en démocratie, veille à ce qu'il utilise bien les armes dont il dispose. Mais quelle est sa force en face de l'inertie sociale et du poids des appareils ? Notre seul recours est la qualité de la culture, la sagesse des réactions, la rectitude de la conscience de celui qui est notre pédagogue suprême. C'est beaucoup. Est-ce suffisant dans une société démocratique confrontée au risque de guerre à ses portes ou à l'intérieur d'elle-même ?

* Président du Centre Sèvres, Paris ; auteur de *la Menace idéologique*, Cerf, Paris, 1988.

(1) Machiavel, *le Prince*, Seghers, Paris, 1972, p. 145.

(2) *Le Monde*, 12 septembre 1990.

(3) *Cf.* « La communication victime des marchands », *Manière de voir* n° 3, novembre 1988 et Ignacio Ramonet, « Télévision nécrophile », *le Monde diplomatique*, mars 1990.

(4) *Cf.* Mouny Berrah, « A l'heure des informations hyperréalistes », *le Monde diplomatique*, août 1990.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1990 a été tiré à 173 000 *exemplaires*.

